



Conseil Economique
et Social

Distr.
GENERALE

E/CN.4/1993/46
23 décembre 1992

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Quarante-neuvième session
Point 12 de l'ordre du jour provisoire

QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES
FONDAMENTALES, OU QU'ELLE SE PRODUISE DANS LE MONDE, EN PARTICULIER
DANS LES PAYS ET TERRITOIRES COLONIAUX ET DEPENDANTS

Exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires

Rapport présenté par M. Bacre Waly Ndiaye, Rapporteur spécial,
conformément à la résolution 1992/72 de la
Commission des droits de l'homme

TABLE DES MATIERES

	Paragraphes	Page
Introduction	1 - 4	5
I. LE MANDAT	5 - 41	6
A. Bases juridiques	7 - 10	6
B. Procédures	11 - 41	8
1. Communications reçues par le Rapporteur spécial	12 - 25	8
2. Communications envoyées par le Rapporteur spécial	26 - 28	12
3. Communications émanant des gouvernements	29 - 34	13

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
4. Visites	35 - 37	15
5. Coopération avec d'autres mécanismes de l'Organisation des Nations Unies ..	38 - 41	15
II. CADRE JURIDIQUE DANS LEQUEL S'INSCRIT LE MANDAT DU RAPPORTEUR SPECIAL	42 - 68	16
A. Violations du droit à la vie liées à la peine capitale	49 - 53	17
B. Décès en détention	54 - 57	18
C. Décès dus à l'emploi de la force par les responsables de l'application des lois	58 - 59	19
D. Violations du droit à la vie pendant les conflits armés	60 - 61	20
E. Expulsion de personnes dans un pays où leur vie est en danger	62 - 63	20
F. Obligation d'enquête	64 - 66	21
G. Génocide	67	21
H. Les droits des victimes	68	22
III. ACTIVITES	69 - 91	22
A. Consultations	70 - 71	22
B. Communications	72 - 87	22
C. Visites	88 - 91	26
IV. SITUATIONS	92 - 656	26
A. Généralités	92 - 94	26
B. Situation dans les pays mis en cause	95 - 656	27
Afghanistan	95 - 97	27
Albanie	98	28
Angola	99 - 101	28
Argentine	102	28
Azerbaïdjan	103 - 104	28
Bangladesh	105 - 118	29

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u>
Bhoutan	119	32
Bolivie	120	33
Brésil	121 - 142	33
Burkina Faso	143	39
Burundi	144 - 151	39
Cambodge	152 - 156	41
Cameroun	157 - 162	42
Tchad	163 - 169	43
Chili	170 - 171	45
Chine	172 - 184	45
Colombie	185 - 215	48
Cuba	216 - 229	57
République dominicaine	230 - 232	60
Egypte	233 - 236	60
El Salvador	237 - 251	61
Guinée équatoriale	252 - 254	67
Ethiopie	255 - 257	68
Ghana	258 - 261	69
Grenade	262	70
Guatemala	263 - 304	70
Haïti	305 - 323	79
Honduras	324 - 329	84
Inde	330 - 347	86
Indonésie	348 - 353	93
Iran (Rép. islamique d')	354 - 369	96
Iraq	370 - 376	100
Israël	377 - 385	101
Jamaïque	386	103
Jordanie	387 - 388	103
Kenya	389 - 390	104
Koweït	391 - 392	104
Lesotho	393 - 398	104
Libéria	399	105
Madagascar	400	105
Malawi	401 - 408	105
Malaisie	409 - 411	107
Mali	412 - 415	107
Mauritanie	416	108
Mexique	417 - 426	108
Maroc	427 - 430	110
Myanmar	431 - 441	111
Népal	442 - 443	114
Nicaragua	444 - 445	114
Niger	446	115
Nigéria	447	115
Pakistan	448 - 454	115
Paraguay	455 - 459	117
Pérou	460 - 487	118

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Paragrapbes</u>	<u>Page</u>
Philippines	488 - 501	127
Rwanda	502 - 509	131
Arabie saoudite	510 - 511	133
Sénégal	512 - 513	133
Somalie	514	134
Afrique du Sud	515 - 531	134
Sri Lanka	532 - 544	137
Soudan	545 - 556	140
Suriname	557	142
Thaïlande	558 - 563	142
Togo	564 - 572	143
Trinité-et-Tobago	573	145
Tunisie	574 - 579	145
Turquie	580 - 617	147
Ouganda	618	163
Ukraine	619 - 621	163
République-Unie de Tanzanie	622	164
Etats-Unis d'Amérique.....	623 - 636	164
Venezuela	637 - 649	167
Yémen	650 - 653	169
Zaïre	654 - 656	170
V. MISSIONS DANS L'ANCIENNE YUGOSLAVIE	657 - 672	170
VI. CONCLUSIONS ET RECOMMENDATIONS	673 - 706	174
A. Allégations reçues par le Rapporteur spécial et interventions consécutives	677 - 688	175
B. Autres aspects d'ordre procédural	689 - 706	179

Introduction

1. Le présent rapport est soumis en application de la résolution 1992/72 de la Commission des droits de l'homme, en date du 5 mars 1992, intitulée "Exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires". Cette résolution, qui renouvelait le mandat du Rapporteur spécial et le prorogeait pour une période nouvelle de trois ans, a été approuvée par le Conseil économique et social dans sa décision 1992/242 du 20 juillet 1992.

2. Après avoir présenté son neuvième rapport (E/CN.4/1992/30) à la Commission des droits de l'homme, M. Amos Wako a démissionné de ses fonctions de Rapporteur spécial chargé d'étudier les questions relatives aux exécutions sommaires ou arbitraires au début de mars 1992. Conformément au paragraphe 5 de la résolution 1992/72, le Président de la Commission des droits de l'homme a désigné M. Bacre Waly Ndiaye pour succéder à M. Wako.

3. Le présent rapport est le premier soumis à la Commission des droits de l'homme par le nouveau Rapporteur spécial. C'est le dixième soumis depuis l'adoption de la résolution 1982/35 du Conseil économique et social, en date du 7 mai 1982, qui porte création de ce mandat.

4. Au chapitre I du présent rapport, le Rapporteur spécial propose une interprétation du mandat qui lui est confié et indique comment il a abordé plusieurs questions qui se sont posées au cours de ses premiers mois d'activité. Le chapitre II contient le cadre juridique dans lequel il s'est acquitté de son mandat. Au chapitre III, le Rapporteur spécial rend compte des activités qu'il a entreprises depuis sa nomination. Dans le chapitre IV, il présente la situation dans les pays où il est intervenu dans l'exercice de son mandat : on trouvera notamment une description générale des allégations reçues par le Rapporteur spécial et un résumé plus détaillé de sa correspondance avec les gouvernements intéressés concernant ces allégations. Au chapitre V, le Rapporteur spécial présente les conclusions, dans la mesure où elles se rapportent à son mandat, de deux missions dans l'ex-Yougoslavie auxquelles il a participé. Enfin, au chapitre VI, le Rapporteur spécial énonce ses conclusions avant de formuler des recommandations visant à garantir plus efficacement à l'avenir le respect des normes et instruments internationaux auxquels son mandat fait référence.

I. LE MANDAT

5. L'actuel Rapporteur spécial chargé d'étudier les questions relatives aux exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires a été nommé en avril 1992 par le Président de la Commission des droits de l'homme en application de la résolution 1992/72 de la Commission, en date du 5 mars 1992. Il a pris ses fonctions après que le Conseil économique et social eut approuvé cette résolution dans sa décision 1992/242 du 15 juillet 1992. Son prédécesseur, M. Amos Wako, avait été Rapporteur spécial chargé d'étudier les questions relatives aux exécutions sommaires ou arbitraires depuis la création du mandat, en 1982, jusqu'en mars 1992. L'expérience des dix premières années, les résultats obtenus et les difficultés rencontrées, tels qu'ils ressortaient des rapports annuels de M. Wako à la Commission des droits de l'homme, ont été d'autant plus utiles au Rapporteur spécial lorsqu'il a pris ses fonctions qu'il ne disposait que de quelques six mois pour examiner un grand nombre d'allégations.

6. Dans le présent chapitre, le Rapporteur spécial abordera une série de questions relatives à son mandat, dont la tâche que lui a confiée la Commission des droits de l'homme, les procédures utilisées et certains des problèmes rencontrés au cours des premiers mois. Il tient à souligner que ces observations ne visent pas à donner une interprétation détaillée de son mandat : il faut plutôt y voir des remarques personnelles ayant pour but de définir le cadre initial de son action, qui ne manquera pas d'être ajustée et améliorée à l'avenir. Il est convaincu que cette démarche aidera les gouvernements et ceux qui lui signalent des cas d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires à mieux comprendre son action et, partant, qu'elle contribuera à renforcer la coopération avec eux.

A. Bases juridiques

7. Dans sa résolution 1992/72, la Commission des droits de l'homme prie le Rapporteur spécial "de continuer à examiner les situations d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires" (par. 7). Il est à noter que, dans cette résolution, la Commission a élargi le mandat du Rapporteur spécial, lequel porte désormais sur les exécutions "extrajudiciaires" ainsi que sur les exécutions "sommaires ou arbitraires". Elle semble ainsi adopter une approche plus générale et inclure dans le mandat toutes les violations du droit à la vie tel qu'il est garanti par un grand nombre d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme (voir le chapitre II du présent rapport).

8. Dans la même résolution, la Commission prie également le Rapporteur spécial "d'accorder une attention particulière aux exécutions extrajudiciaires, sommaires et arbitraires d'enfants" (par. 8).

9. En outre, dans plusieurs autres résolutions de la Commission des droits de l'homme, les rapporteurs spéciaux sont priés d'accorder une attention particulière à un certain nombre de questions relevant de leur mandat. On citera notamment les suivantes :

a) Dans la résolution 1992/22, intitulée "Droit à la liberté d'opinion et d'expression", le Rapporteur spécial est invité "à accorder une attention particulière ... à la situation des personnes ... victimes de discrimination pour avoir exercé leur droit à la liberté d'opinion et d'expression" et la Commission se déclare préoccupée que ne soient pas respectés "les droits intrinsèquement liés à la liberté de pensée, de conscience et de religion, de réunion pacifique et d'association et le droit de prendre part à la conduite des affaires publiques, proclamés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques". Des violations de ces droits ont été signalées au Rapporteur spécial, par exemple dans le contexte des violences exercées à l'encontre de manifestants, de journalistes et d'écrivains, de syndicalistes et de membres d'associations et de groupes religieux ou autres;

b) Dans la résolution 1992/31, intitulée "Les droits de l'homme dans l'administration de la justice", le Rapporteur spécial est invité "à prêter une attention particulière aux questions relatives à une protection efficace des droits de l'homme dans l'administration de la justice". Dans le cadre du mandat du Rapporteur spécial, cela concerne en particulier l'indépendance des juges et des avocats, le droit à un procès équitable, les droits de l'homme et les états d'exception et la question de l'impunité des auteurs de violations des droits de l'homme;

c) Dans la résolution 1992/37, intitulée "Conférence mondiale sur les droits de l'homme", la Commission encourage "les rapporteurs spéciaux et chargés d'une question thématique ... à contribuer en qualité d'observateurs en participant, le cas échéant, aux travaux du Comité préparatoire de la Conférence mondiale". Le Rapporteur spécial a participé à la Réunion préparatoire régionale pour l'Afrique de la Conférence mondiale;

d) Dans sa résolution 1992/39, intitulée "Renforcement de l'action menée par l'Organisation des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme par la promotion de la coopération internationale, et importance de la non-sélectivité, de l'impartialité et de l'objectivité", la Commission "prie tous les organes qui s'occupent des droits de l'homme au sein des organismes des Nations Unies, ainsi que les rapporteurs spéciaux", de s'acquitter de leurs responsabilités en tenant dûment compte des principes de non-sélectivité, d'impartialité et d'objectivité;

e) Dans la résolution 1992/41, intitulée "Les droits de l'homme et les procédures thématiques", la Commission recommande que les gouvernements qui ont invité un Rapporteur spécial chargé d'une question thématique à se rendre dans leur pays envisage des visites de suivi. Les gouvernements sont également encouragés "à répondre promptement aux demandes d'information ... de manière à ce que les rapporteurs spéciaux concernés ... puissent s'acquitter effectivement de leur mandat". Ceux qui se heurtent à des problèmes dans le domaine des droits de l'homme sont encouragés par ailleurs "à coopérer plus étroitement avec la Commission dans le cadre des procédures thématiques pertinentes, en invitant notamment un rapporteur spécial ... à se rendre dans leur pays". Les rapporteurs spéciaux sont en outre invités à prendre des mesures de suivi;

f) Dans la résolution 1992/42, intitulée "Conséquences pour la jouissance des droits de l'homme des actes de violence perpétrés par des groupes armés qui sèment la terreur au sein de la population et par des trafiquants de drogue", le Rapporteur spécial est prié de continuer de porter "une attention particulière aux conséquences néfastes, sur la jouissance des droits de l'homme, de tels actes de violence perpétrés par des groupes armés";

g) Dans la résolution 1992/57, intitulée "Forces de défense civile", le Rapporteur spécial est prié "de tenir dûment compte ... de la question des forces de défense civile considérée sous l'angle de la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales";

h) Dans la résolution 1992/59, intitulée "Coopération avec les représentants d'organes de l'Organisation des Nations Unies chargés des droits de l'homme", les gouvernements sont instamment priés "de s'abstenir de tout acte d'intimidation ou de représailles contre" ceux qui coopèrent avec des représentants d'organes de l'Organisation des Nations Unies chargés des droits de l'homme, ceux qui recourent aux procédures mises en place sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies pour assurer la protection des droits de l'homme et ceux qui leur ont fourni une assistance juridique à cette fin, ainsi que ceux qui soumettent des communications en vertu de procédures établies conformément à des instruments relatifs aux droits de l'homme et les proches de victimes de violations des droits de l'homme.

10. En examinant et en analysant les informations portées à son attention, le Rapporteur spécial a tenu dûment compte de ces demandes formulées par la Commission des droits de l'homme. Il évoquera ces questions au chapitre IV dans le cadre de la description de la situation dans un certain nombre de pays. Il en sera également question dans les conclusions et recommandations contenues au chapitre V du présent rapport.

B. Procédures

11. Depuis la création du mandat il y a dix ans, un certain nombre de procédures ont été établies. La nature en est déterminée par les exigences particulières propres au type de violations des droits de l'homme sur lesquelles porte le mandat, ainsi que par des considérations pratiques telles que les ressources disponibles et les contraintes de temps. Le Rapporteur spécial a donc par le passé adressé différents types de communication aux gouvernements. Il a également effectué des missions sur place. Il continuera à le faire à l'avenir et, lorsque cela sera possible, resserrera les contacts avec tous ceux que concerne l'exécution de son mandat.

1. Communications reçues par le Rapporteur spécial

12. Le Rapporteur spécial reçoit un grand nombre de communications qui l'informent de violations du droit à la vie. Si les communications émanent essentiellement d'organisations non gouvernementales, elles peuvent aussi avoir pour origine des particuliers, des organisations intergouvernementales, d'autres organismes des Nations Unies qui s'occupent de la protection des droits de l'homme et, parfois, des gouvernements. Le Rapporteur spécial analyse ces informations, qui sont un élément fondamental de son mandat et constituent la base de ses activités.

13. Les communications émanant de gouvernements et contenant des informations données en réponse à des demandes d'intervention d'urgence et autres lettres qui leur sont adressées par le Rapporteur spécial seront évoquées dans les paragraphes 29 et suivants ci-après.

14. En ce qui concerne les informations et allégations reçues par le Rapporteur spécial, deux problèmes majeurs se posent constamment. Premièrement, le Rapporteur spécial ne peut donner suite qu'aux informations sur des violations des droits de l'homme "qui lui parviennent" (résolution 1992/72 de la Commission des droits de l'homme, par. 9). Il est arrivé plus d'une fois que le Rapporteur spécial ait eu de sérieuses raisons de penser que des exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires s'étaient produites dans certains pays, parfois même en grand nombre, que les médias, dans certains cas, en aient largement fait état, mais qu'il n'ait reçu aucune allégation à leur sujet. Etant donné qu'il n'agit pas exclusivement sur la base d'informations données par les médias, son rapport peut paraître incomplet pour ce qui est de certaines situations.

15. Il ne faut pas oublier, toutefois, que le présent rapport ne prétend pas donner à la communauté internationale une image exhaustive de tous les cas d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires qui se sont produits dans le monde. Il vise plutôt à l'informer de la manière dont le Rapporteur spécial s'est acquitté du mandat que lui a confié la Commission des droits de l'homme, dans les limites des moyens dont il dispose.

16. Deuxièmement, il est parfois très difficile au Rapporteur spécial de déterminer si une allégation est crédible ou si elle a des motivations politiques ou autres. Le Rapporteur spécial et ses collaborateurs ne sont pas en mesure de vérifier toutes les allégations reçues. Grâce aux activités qu'il a menées par le passé en faveur des droits de l'homme, le Rapporteur spécial connaît très bien personnellement l'action des organisations non gouvernementales. Beaucoup d'entre elles coopèrent depuis des années avec différents organes des Nations Unies qui oeuvrent pour les droits de l'homme. L'expérience permet alors au Rapporteur spécial de se faire une opinion sur la crédibilité des sources. Il reçoit également des allégations qui émanent d'organisations non gouvernementales moins connues et parfois aussi de sources entièrement nouvelles.

17. Lorsque le Rapporteur spécial ne connaît pas suffisamment bien une organisation non gouvernementale pour pouvoir juger de la crédibilité des renseignements qui en émanent, il apporte un soin accru à l'évaluation de chaque allégation reçue. Le principal critère utilisé est la teneur de l'allégation elle-même : plus elle contient d'informations sur l'identité de la victime ou des victimes supposées (nom de famille, âge, lieu de résidence ou d'origine, profession, état civil, etc.) et sur les circonstances précises de l'incident (date, lieu, description de la manière dont les choses se sont produites, etc.), plus il est probable que l'allégation sera jugée crédible et transmise à l'Etat concerné. Dans certains cas, lorsque le doute subsiste, le Rapporteur spécial peut chercher à obtenir confirmation d'une autre source, en particulier des organisations non gouvernementales dont la crédibilité est indiscutable. En principe, cependant, le Rapporteur spécial transmet toutes les allégations qu'il reçoit à moins qu'il n'ait de sérieuses raisons de penser qu'elles ne sont pas crédibles.

18. Pour évaluer la crédibilité de la source, on tient également compte des informations données par les Etats dans leurs réponses aux allégations qui leur ont été transmises. Des informations qui ne font que préciser les faits signalés par une organisation non gouvernementale ou jettent sur eux un jour nouveau ne nuisent évidemment pas à la crédibilité de la source, non plus que des accusations de nature générale concernant les motifs de son action ou sa fiabilité. Il est normal que le gouvernement soit mieux renseigné qu'une organisation non gouvernementale sur les aspects factuels d'incidents ayant entraîné des pertes en vies humaines et il est également normal qu'il en évalue différemment l'importance. Toutefois, des réponses qui établissent clairement que les allégations présentées au Rapporteur spécial étaient dénuées de tout fondement ou déformaient sérieusement les faits peuvent obliger celui-ci à réviser son jugement quant à la crédibilité de la source.

19. Des problèmes se posent lorsque aucune réponse n'est reçue du gouvernement intéressé, parfois pendant des années. En pareil cas, le Rapporteur spécial doit-il considérer que les allégations sont justifiées jusqu'à preuve du contraire ? Doit-il chercher à rencontrer les représentants du pays intéressé pour s'enquérir des raisons de leur silence ? Doit-il envisager d'autres mesures et, dans l'affirmative, lesquelles ? Dans certains cas, le Rapporteur spécial ne peut se faire une idée de la situation dans un pays donné qu'en s'y rendant. C'est ce qu'il s'efforcera donc de faire lorsque les informations reçues de différentes sources feront apparaître des divergences importantes.

20. Une autre question qui a été posée par un gouvernement dans sa réponse à des allégations transmises par le Rapporteur spécial concernait "l'importance que le Rapporteur spécial accorde aux lois nationales et aux recours internes disponibles lorsqu'il détermine et examine le vrai ou le faux d'allégations d'exécutions sommaires et arbitraires et enquête à leur sujet", ainsi que la question de savoir si les recours internes doivent avoir été épuisés pour qu'il intervienne.

21. S'agissant des cas où il y aurait eu exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, les lois et procédures nationales pertinentes diffèrent selon la nature de l'exécution. En ce qui concerne la peine de mort, la législation nationale pertinente comprend la loi définissant les crimes passibles de la peine de mort; la loi relative à l'âge et autres facteurs qui font que la peine de mort ne peut être imposée ou appliquée; la loi relative au pouvoir de décision laissé à l'autorité qui prononce la sentence et à la nature des informations dont il peut être tenu compte; les procédures d'application de la sentence; la loi précisant la manière dont la sentence doit être exécutée ainsi que celle qui concerne le respect des droits de la défense pendant le procès et en appel. Dans le cas d'exécutions extrajudiciaires, des lois et des procédures différentes entrent en jeu. On peut citer notamment la loi et les règlements concernant l'homicide justifiable et l'usage de la force par les responsables du maintien de l'ordre; les procédures administratives et judiciaires à suivre pour enquêter sur ces affaires et le droit de la famille de la victime d'être informée des causes et des circonstances du décès et d'obtenir réparation. Etant donné que les lois, y compris les règlements, et les procédures éventuellement pertinentes diffèrent, il est difficile de généraliser quant à l'importance que le Rapporteur spécial accorde aux lois et aux recours internes dans l'exécution de son mandat.

22. Le Rapporteur spécial est guidé essentiellement par les normes internationales. La Déclaration universelle des droits de l'homme et les articles 6, 14 et 15 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques forment les bases juridiques de son action, comme l'ont rappelé encore récemment la Commission des droits de l'homme dans sa résolution 1992/72 et l'Assemblée générale dans sa résolution 45/162 du 18 décembre 1990. Ces normes, qui sont applicables à tous les pays, sont interprétées à la lumière d'un certain nombre d'autres instruments des Nations Unies énumérés dans le sixième alinéa du préambule de la résolution 1992/72 de la Commission des droits de l'homme (voir aussi ci-après le chapitre II). Dans la plupart des cas, le souci premier du Rapporteur spécial est d'établir si l'Etat a respecté l'obligation qui lui incombe en vertu du droit international de prévenir des violations du droit à la vie ou, dans le cas où des exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires se sont déjà produites, d'enquêter sur la cause et les circonstances du décès, d'en identifier les responsables et d'imposer les sanctions appropriées.

23. D'où la question de savoir si les recours internes doivent ou non avoir été épuisés. En ce qui concerne la peine de mort, l'épuisement des recours internes signifierait attendre jusqu'à ce que la dernière juridiction d'appel ait annoncé sa décision, ou jusqu'à ce que toutes les possibilités de demander une commutation de peine ou la grâce aient été épuisées. Toutefois, la perte de la vie est irréparable. Si le Rapporteur spécial juge qu'il y a des raisons de croire que l'application de la peine de mort dans un cas donné risque de violer les normes internationales applicables, il ne peut, en conscience, attendre pour faire part de son inquiétude aux autorités nationales que les procédures internes aient atteint le stade auquel l'exécution est inévitable.

24. Pour ce qui est des exécutions extrajudiciaires, le Rapporteur spécial est d'avis que des considérations qui s'appliquent à l'examen de violations des droits de l'homme en vertu d'autres procédures internationales ne rentrent pas nécessairement en ligne de compte s'agissant des violations du droit à la vie. Dans ce dernier cas, l'intérêt public l'emporte sur les intérêts privés. Le devoir de l'Etat d'enquêter sur toute exécution extrajudiciaire, sommaire ou arbitraire qui s'est produite, d'en identifier les responsables et d'imposer les sanctions appropriées est primordial et il est indépendant de tout droit qu'ont les parties lésées d'intenter une action en justice, qu'elle soit pénale ou civile. Si les proches ou les représentants légaux de la victime ne poursuivent pas les responsables présumés, l'Etat n'est pas déchargé pour autant de la responsabilité qui lui incombe d'enquêter et, le cas échéant, d'intenter des poursuites. Il serait donc inapproprié de faire de l'épuisement des recours le préalable indispensable à toute intervention du Rapporteur spécial.

25. Lorsque les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires ont déjà eu lieu, le souci premier du Rapporteur spécial, comme on l'a dit auparavant, est d'apprécier comment l'Etat s'acquitte du devoir qu'il a d'enquêter, d'identifier les responsables et de les châtier. De manière générale, il ne serait pas indiqué d'arriver à une décision définitive sur le fond d'une allégation tant que l'enquête menée par les autorités nationales n'est pas achevée. On peut faire exception à cette règle lorsque l'enquête ou

les poursuites se prolongent indûment ou lorsqu'il est manifeste qu'elles ne sont pas menées de bonne foi. Toutefois, cela ne signifie pas nécessairement que le Rapporteur spécial doive, par principe, refuser de commencer à examiner une allégation tant que les recours internes ne sont pas épuisés. Le Rapporteur spécial sait d'expérience que les enquêtes et les procès pénaux durent souvent des années. Ne pas examiner des allégations tant que ces procédures n'ont pas été menées à terme signifierait, dans la pratique, que les renseignements contenus dans ses rapports ne refléteraient plus les tendances et la situation actuelles. De plus, s'il agissait ainsi, le Rapporteur spécial ne pourrait influencer à temps et de manière constructive sur les efforts déployés par les autorités nationales pour qu'il y ait réparation en cas d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires. En conséquence, faire de l'épuisement des recours internes une condition indispensable serait incompatible avec la mission confiée au Rapporteur spécial qui est "de donner une suite efficace aux informations qui lui parviennent, en particulier lorsqu'une exécution extrajudiciaire, sommaire ou arbitraire, est imminente" (résolution 1992/72 de la Commission, par. 9) ou "lorsqu'une telle exécution s'est produite récemment" (résolution 45/162 de l'Assemblée générale, par. 7).

2. Communications envoyées par le Rapporteur spécial

a) Demandes d'intervention d'urgence et autres lettres transmettant des allégations

26. Les principaux types de communications envoyés par le Rapporteur spécial sont, traditionnellement, les "demandes d'intervention d'urgence" en cas d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires imminentes ou de menaces de mort, ainsi que les lettres transmettant des allégations d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires d'un caractère moins urgent. Dans les deux cas, le Rapporteur spécial doit se fier exclusivement aux allégations qu'il reçoit, qui émanent essentiellement d'organisations non gouvernementales mais aussi de particuliers, d'organisations intergouvernementales et de gouvernements.

27. Conformément à une demande expresse de la Commission des droits de l'homme dans sa résolution 1992/59, intitulée "Coopération avec les représentants d'organes de l'Organisation des Nations Unies chargés des droits de l'homme", le Rapporteur spécial a également demandé une intervention d'urgence dans des cas où il avait reçu des allégations d'actes d'intimidation ou de représailles en violation du droit à la vie contre des personnes qui coopéraient avec des organes de l'Organisation des Nations Unies et les personnes qui leur fournissaient une assistance juridique à cette fin et contre les proches de victimes de violations des droits de l'homme.

b) Lettres de suivi

28. L'envoi de lettres visant à assurer le suivi de communications antérieures représente un troisième type de communication qui devrait prendre une importance croissante à l'avenir. Dans sa résolution 1992/72, la Commission des droits de l'homme prie le Rapporteur spécial "de renforcer

son dialogue avec les gouvernements en assurant le suivi des communications adressées à ces derniers pour leur transmettre des allégations d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires ..." (par. 14). Le suivi des communications sera un élément important du travail du Rapporteur spécial à l'avenir. Il faut espérer que les gouvernements concernés appuieront son action en la matière en lui fournissant des renseignements récents sur les cas étudiés.

3. Communications émanant des gouvernements

29. Les communications émanant de gouvernements qui fournissent des renseignements sur des allégations transmises et autres questions liées au phénomène des exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires sont essentielles au travail du Rapporteur spécial.

30. Par le passé, un certain nombre de réponses ont été reçues qui ne pouvaient pas être considérées comme complètes étant donné qu'elles "n'élucidaient pas" les allégations transmises aux gouvernements concernés. On peut classer ces réponses en diverses catégories :

a) Dans certains cas, les réponses sont de caractère général et ne se réfèrent pas aux cas précis transmis;

b) Il arrive que les gouvernements traitent de questions particulières relevant du mandat du Rapporteur spécial sans entrer dans le détail des cas qui leur ont été transmis;

c) Souvent, les gouvernements informent le Rapporteur spécial que les cas font l'objet d'une enquête.

31. Ce type d'information aide considérablement le Rapporteur spécial à se faire une idée de la situation dans un pays donné. Toutefois, il peut aussi être utile de se demander quels détails permettraient au Rapporteur spécial de considérer un cas comme "élucidé". Cela dépend de la nature des allégations transmises. On trouvera ci-après quelques exemples de mesures prises par les autorités compétentes qui seraient considérées comme appropriées si les allégations s'avèrent fondées :

a) Exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires : une enquête indépendante a été menée; les responsables de l'exécution ont été identifiés et traduits en justice; des mesures ont été prises pour prévenir efficacement tout cas d'exécution extrajudiciaire, sommaire ou arbitraire à l'avenir;

b) Menaces de mort et crainte d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires : une enquête indépendante a été menée; les auteurs des menaces ont été identifiés et traduits en justice et des personnes dont la vie est en danger bénéficient d'une protection efficace;

c) Exécution de sentences de mort en violation des normes internationales relatives à la peine de mort : on a effectivement remédié aux irrégularités qui avaient entaché la procédure judiciaire; le droit de faire appel, de solliciter la grâce ou une commutation de peine a été garanti; la peine de mort n'a pas été exécutée dans le cas d'un mineur, d'une personne mentalement déficiente, d'une femme enceinte ou d'une jeune mère;

d) Décès en détention dus à l'emploi de la force, à la torture ou au manque de soins : une enquête indépendante a été menée; les responsables ont été identifiés et traduits en justice; des mesures ont été prises pour garantir que les conditions de détention sont adéquates et que de tels incidents ne peuvent plus se reproduire à l'avenir;

e) Décès dus à l'emploi de la force par les responsables du maintien de l'ordre : une enquête indépendante a été menée; les responsables ont été identifiés et traduits en justice; des mesures ont été prises pour que de tels incidents ne puissent plus se reproduire à l'avenir;

f) Risque d'exécution après extradition ou refoulement : il n'y a pas eu expatriation des personnes qui risquaient d'être exécutées à leur arrivée dans le pays de destination; des mesures ont été prises pour les protéger efficacement de toute exécution extrajudiciaire, sommaire ou arbitraire à leur arrivée dans le pays de destination.

32. Par sa résolution 1992/41, la Commission des droits de l'homme "encourage les gouvernements à répondre promptement aux demandes d'information qui leur sont adressées dans le cadre des procédures établies, de manière à ce que les rapporteurs spéciaux concernés ... puissent s'acquitter effectivement de leur mandat" (par. 2). Le Rapporteur spécial sait bien qu'il faut parfois du temps pour examiner les allégations transmises, notamment parce qu'elles doivent être communiquées aux autorités compétentes dans les pays concernés. Toutefois, il serait très apprécié que, dans les cas exceptionnels où la transmission des informations demandées entraîne des difficultés particulières, les gouvernements, dans un esprit de coopération, indiquent au Rapporteur spécial les raisons de ce retard, comme certains l'ont fait par le passé.

33. Il convient de noter à ce propos que si, dans les communications, le Rapporteur spécial indique une date limite pour la soumission des informations, c'est uniquement en raison de considérations d'ordre technique liées au temps nécessaire pour établir les rapports de manière à ce qu'ils puissent être mis à la disposition de la Commission des droits de l'homme.

34. Dans les années à venir, le Rapporteur spécial s'efforcera de transmettre les allégations non seulement une fois mais trois ou quatre fois par an afin de donner aux gouvernements plus de temps pour enquêter sur les cas transmis et pour envoyer leurs réponses.

4. Visites

35. Par sa résolution 1992/41, la Commission des droits de l'homme "encourage également les gouvernements qui se heurtent à des problèmes dans le domaine des droits de l'homme à coopérer plus étroitement avec elle dans le cadre des procédures thématiques pertinentes, en invitant notamment un Rapporteur spécial ... à se rendre dans leur pays".

36. On a dit à maintes reprises que les visites sur place étaient le seul moyen permettant au Rapporteur spécial de se familiariser avec la situation dans un pays donné et d'en rendre compte, sous tous ses aspects, à la Commission des droits de l'homme. Le silence ou le refus auquel le Rapporteur spécial s'est parfois heurté lorsqu'il s'efforçait d'obtenir d'un gouvernement qu'il l'invite à se rendre sur place semble être dû à des divergences d'interprétation quant à l'objectif d'une telle visite.

37. Le Rapporteur spécial tient à souligner que se rendre dans un pays ne signifie pas "accuser" à l'avance le gouvernement concerné d'avoir violé les droits de l'homme. Cette démarche vise à faciliter la compréhension d'une situation et des problèmes connexes, en tenant compte de toutes les circonstances qui y contribuent. Les recommandations formulées par le Rapporteur spécial après une visite devraient aider le gouvernement concerné à trouver des solutions aux problèmes qui influent sur le droit à la vie. Ce peut être particulièrement important pour permettre au Rapporteur spécial, comme la Commission des droits de l'homme le lui a demandé ainsi qu'à tous les rapporteurs spéciaux dans sa résolution 1992/42, de prêter une attention particulière aux violations des droits de l'homme commises par des groupes armés. Les visites sont peut-être aussi le seul moyen de vérifier des informations contradictoires émanant de sources différentes. Le Rapporteur spécial souligne aussi que les visites n'ont pas le caractère d'une enquête judiciaire; elles ne sauraient remplacer une enquête menée par les autorités judiciaires compétentes. Par ailleurs, le fait qu'une enquête indépendante soit menée n'empêche pas une visite du Rapporteur spécial.

5. Coopération avec d'autres mécanismes de l'Organisation des Nations Unies

38. Dans le souci d'une efficacité généralement accrue, et pour qu'ils bénéficient de l'expérience acquise par tel ou tel d'entre eux dans son domaine d'intérêt particulier, les différents mécanismes mis en place pour traiter des problèmes des droits de l'homme devraient renforcer leur coopération et leur coordination, que leur mandat émane de la Commission des droits de l'homme ou d'autres organes de l'Organisation des Nations Unies.

39. Pendant les six premiers mois de son mandat, le Rapporteur spécial a pu établir des contacts avec certains des autres rapporteurs spéciaux, représentants spéciaux et groupes de travail opérant en vertu de mandats émanant de la Commission des droits de l'homme. Ils ont pu ainsi partager des informations, se consulter et effectuer deux missions conjointes dans l'ex-Yougoslavie. La visite dans des pays qui se heurtent à des problèmes de droits de l'homme de deux ou plusieurs rapporteurs spéciaux dotés de mandats

pertinents semble être une démarche extrêmement intéressante et importante en ce sens qu'elle permet de présenter à la Commission une analyse beaucoup plus complète et approfondie de la situation dans le pays concerné.

40. Les visites conjointes, toutefois, ne devraient pas entraîner une diminution globale du nombre de missions effectuées par des rapporteurs spéciaux et des groupes de travail dans les pays qui se heurtent à des problèmes dans le domaine des droits de l'homme. Pareilles activités devront donc être soigneusement coordonnées.

41. En outre, le Rapporteur spécial tient à coopérer, et à coordonner ses efforts, avec d'autres mécanismes mis en place sous les auspices des Nations Unies qui opèrent dans certains pays. Ainsi, copie d'allégations d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires transmise aux Gouvernements de l'Angola, du Cambodge et d'El Salvador, a été adressée à la Mission de vérification des Nations Unies en Angola (UNAVEM), à l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge (APRONUC) et à la Mission d'observation des Nations Unies en El Salvador (ONUSAL). A l'avenir, cette coopération pourrait aussi prendre la forme de visites sur place pour veiller à ce que soient adoptées les mesures juridiques et pratiques nécessaires en vue d'éliminer le phénomène des exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires qui, par le passé, a constitué l'une des manifestations les plus tragiques de la crise des droits de l'homme dans les pays concernés.

II. CADRE JURIDIQUE DANS LEQUEL S'INSCRIT LE MANDAT DU RAPPORTEUR SPECIAL

42. Le Rapporteur spécial a pour mandat "d'examiner les situations d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires" (résolution 1992/72 de la Commission des droits de l'homme). Les actes et omissions dont il tient compte comprennent donc tous ceux qui constituent une violation du droit à la vie tel qu'il est garanti dans les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme qui forment le cadre juridique de son mandat.

43. C'est dans l'article 3 de la Déclaration universelle des droits de l'homme que le droit à la vie trouve son expression la plus générale. L'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques reconnaît le droit inhérent de toute personne à la vie, précisant que ce droit "doit être protégé par la loi" et que "nul ne peut être arbitrairement privé de la vie". En outre, le droit à la vie des personnes âgées de moins de 18 ans et l'obligation des Etats d'assurer dans toute la mesure du possible la jouissance de ce droit sont tous deux expressément énoncés dans l'article 6 de la Convention relative aux droits de l'enfant.

44. En vertu de l'article 2 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et des articles 2 et 26 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, ainsi que de plusieurs autres déclarations et conventions des Nations Unies, le droit à la vie de chacun doit être protégé sans distinction ni discrimination aucune et il est garanti à toute personne qu'elle disposera, dans des conditions d'égalité, d'un recours utile en cas de violation de ce droit.

45. De plus, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, au paragraphe 2 de son article 4, et le principe 8 des Principes de base sur le recours à la force et l'utilisation des armes à feu par les responsables de l'application des lois, adopté par le Huitième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, tenu à La Havane (Cuba) du 27 août au 7 septembre 1990, disposent qu'aucune circonstance exceptionnelle, comme l'instabilité de la situation politique intérieure ou tout autre état d'urgence, ne peut être invoquée pour justifier une quelconque dérogation au droit à la vie et à la sécurité de la personne.

46. La reconnaissance générale du droit à la vie de chacun dans les instruments internationaux susmentionnés constitue la base de l'action du Rapporteur spécial. Un certain nombre d'autres traités, résolutions, conventions et déclarations adoptés par les organes compétents de l'Organisation des Nations Unies contiennent des dispositions relatives à différents types de violation du droit à la vie. Ils font également partie du cadre juridique dans lequel s'inscrit le mandat du Rapporteur spécial.

47. Les Principes relatifs à la prévention efficace des exécutions extrajudiciaires, arbitraires et sommaires et aux moyens d'enquêter efficacement sur ces exécutions, adoptés par le Conseil économique et social dans sa résolution 1989/65 du 24 mai 1989, figurent parmi les plus pertinents de ces instruments. Le principe 4, en particulier, énonce l'obligation des gouvernements d'assurer une protection efficace par des moyens judiciaires ou autres aux personnes et aux groupes qui sont menacés d'une exécution extrajudiciaire, arbitraire ou sommaire, y compris à ceux qui font l'objet de menaces de mort.

48. Une analyse des instruments internationaux relatifs à la protection du droit à la vie permet de regrouper les situations relevant du mandat du Rapporteur spécial en plusieurs catégories, qui sont indiquées ci-dessous.

A. Violations du droit à la vie liées à la peine capitale

49. L'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques énonce plusieurs restrictions importantes à l'imposition et à l'exécution de la peine de mort. Au paragraphe 2, il est dit notamment qu'une sentence de mort ne peut être imposée "que pour les crimes les plus graves" et "en vertu d'un jugement définitif rendu par un tribunal compétent". Le paragraphe 4 reconnaît le droit de tout condamné à mort de solliciter la grâce ou la commutation de sa peine et le paragraphe 5 précise qu'une sentence de mort ne peut être imposée pour des crimes commis par des personnes âgées de moins de 18 ans et ne peut être exécutée contre des femmes enceintes. Sont également pertinents l'article 14, qui concerne le droit à un procès équitable, et l'article 15, qui interdit, notamment, que soit infligée rétroactivement une peine plus forte que celle qui était applicable au moment où l'infraction a été commise.

50. Outre le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, ce sont les "Garanties pour la protection des droits des personnes passibles de la peine de mort", adoptées par le Conseil économique et social dans sa résolution 1984/50 du 25 mai 1984, qui constituent l'instrument le plus

pertinent dans les cas qui concernent la peine de mort. Cet instrument prévoit expressément que la peine capitale ne peut être exécutée qu'après une procédure juridique "offrant toutes les garanties possibles pour assurer un procès équitable, garanties égales au moins à celles énoncées à l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques", il réaffirme les normes contenues dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques concernant les personnes âgées de moins de 18 ans et les femmes enceintes et ajoute certaines autres restrictions, en particulier au paragraphe 3, où il est dit que la peine capitale n'est pas exécutée dans le cas de personnes frappées d'aliénation mentale.

51. Dans sa résolution 1984/50 du 25 mai 1984, concernant les Garanties pour la protection des droits des personnes passibles de la peine de mort, le Conseil économique et social recommande, entre autres, que les Etats renforcent la protection des droits de ces personnes en veillant à ce qu'elles disposent du temps et des moyens nécessaires pour la préparation de leur défense, en supprimant la peine capitale dans le cas de personnes frappées d'aliénation mentale et en prenant des mesures pour qu'il soit obligatoirement fait appel et pour que toute personne condamnée à mort ait le droit de solliciter la grâce ou une commutation de peine.

52. L'imposition de la peine de mort pour des crimes commis par des personnes âgées de moins de 18 ans est également interdite par l'article 37 a) de la Convention relative aux droits de l'enfant et la règle 17.2 de l'Ensemble de règles minima des Nations Unies concernant l'administration de la justice pour mineurs (Règles de Beijing), adopté par l'Assemblée générale dans sa résolution 40/33 du 29 novembre 1985.

53. Le Rapporteur spécial a également tenu compte des constatations du Comité des droits de l'homme dans l'affaire Carlton Reid c. Jamaïque, reproduites dans sa communication No 250/1987 et adoptées le 20 juillet 1990 (A/45/40, vol. II, chap. IX, J), concernant le droit des personnes accusées d'un crime passible de la peine capitale à l'assistance juridique et le droit d'interjeter appel.

B. Décès en détention

54. Le Rapporteur spécial reçoit de nombreuses allégations concernant des décès survenus en détention dans des circonstances diverses. Lorsque la mort résulte de la torture ou d'autres mauvais traitements délibérés, l'article 5 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et l'article 7 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques s'appliquent. En outre, le Rapporteur spécial tient compte de la Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, adoptée par l'Assemblée générale dans sa résolution 3452 (XXX) du 9 décembre 1975, et de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, adoptée par l'Assemblée générale dans sa résolution 39/46 du 10 décembre 1984.

55. Si le décès apparaît imputable à l'usage de la force, par exemple pour empêcher une évasion ou réprimer des troubles, les principes 15 et 16 des Principes de base sur le recours à la force et l'utilisation des armes à feu par les responsables de l'application des lois et l'article 3 du Code de conduite pour les responsables de l'application des lois, adopté par l'Assemblée générale dans sa résolution 34/169 du 17 décembre 1979, sont pertinents.

56. Si le décès résulte d'autres causes, telles que la privation de nourriture ou l'absence de soins médicaux, le Rapporteur spécial tient compte de l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus, adopté par le Premier Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants et approuvé par le Conseil économique et social dans ses résolutions 663 C (XXIV) du 31 juillet 1957 et 2706 (LXII) du 13 mai 1977, des Principes fondamentaux relatifs au traitement des détenus, adoptés par l'Assemblée générale dans sa résolution 45/111 du 14 décembre 1990 et de l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement, adopté par l'Assemblée générale dans sa résolution 43/173 du 9 décembre 1988.

57. En ce qui concerne le traitement des détenus âgés de moins de 18 ans, le Rapporteur spécial tient compte également des règles 13.5 et 27.2 de l'Ensemble de règles minima des Nations Unies concernant l'administration de la justice pour mineurs (Règles de Beijing) et de l'article 37 de la Convention relative aux droits de l'enfant.

C. Décès dus à l'emploi de la force par les responsables de
l'application des lois

58. Les décès dus à l'emploi de la force par les responsables de l'application des lois, dans le contexte de manifestations publiques ou de violences collectives, par exemple, constituent une part importante des cas soumis au Rapporteur spécial. Le principal instrument dont il tient compte alors est le texte des Principes de base sur le recours à la force et l'utilisation des armes à feu par les responsables de l'application des lois. Ces principes disposent que, dans l'accomplissement de leurs fonctions, les responsables de l'application des lois auront recours autant que possible à des moyens non violents et n'utiliseront la force que lorsque cela est strictement nécessaire, par exemple en cas de légitime défense ou pour défendre des tiers contre une menace imminente de mort ou de blessure grave. Le recours à la force doit être proportionnel à l'objectif légitime à atteindre et à la gravité de l'infraction et ne doit causer que le minimum de dommages et d'atteintes à l'intégrité physique. La force ne peut être utilisée que si les autres moyens sont insuffisants. On peut également citer l'article 3 du Code de conduite pour les responsables de l'application des lois, qui dispose que "les responsables de l'application des lois peuvent recourir à la force seulement lorsque cela est strictement nécessaire et dans la mesure exigée par l'accomplissement de leurs fonctions".

59. Les principes 12 à 14 des Principes de base sur le recours à la force et l'utilisation des armes à feu par les responsables de l'application des lois sont particulièrement pertinents dans le cas de manifestations ou autres rassemblements : ils interdisent le recours à la force contre les participants à des rassemblements légaux et pacifiques. La force ne peut être utilisée que dans les limites du minimum nécessaire pour disperser des rassemblements illégaux.

D. Violations du droit à la vie pendant les conflits armés

60. Le Rapporteur spécial reçoit de nombreuses allégations concernant des exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires perpétrées pendant des conflits armés. Lorsqu'il examine ces affaires et y donne suite, il tient compte des Conventions de Genève du 12 août 1949 et des Protocoles additionnels s'y rapportant de 1977. Sont particulièrement pertinents à cet égard l'article 3 commun aux Conventions de 1949, qui protège le droit à la vie des populations civiles et des combattants qui sont blessés ou qui ont déposé les armes, et les articles 51 du Protocole additionnel I et 13 du Protocole additionnel II concernant la protection des populations civiles contre les dangers résultant d'opérations militaires.

61. Pour ce qui est de la situation des femmes et des enfants pendant les conflits armés, le Rapporteur spécial tient compte également des paragraphes 1 et 4 de l'article 38 de la Convention relative aux droits de l'enfant, en vertu desquels les Etats parties s'engagent à respecter, et à assurer que soient respectées, les règles du droit humanitaire international applicables aux enfants pendant les conflits armés, et de la Déclaration sur la protection des femmes et des enfants en période d'urgence et de conflit armé, adoptée par l'Assemblée générale dans sa résolution 3318 (XXIX) du 14 décembre 1974. Cette résolution dispose que les Etats doivent veiller à ce que les souffrances infligées aux femmes et aux enfants en période de conflit armé soient réduites au minimum et à ce que leurs droits inaliénables soient garantis, conformément au droit international.

E. Expulsion de personnes dans un pays où leur vie est en danger

62. Le Rapporteur spécial a reçu des allégations concernant l'expulsion imminente de réfugiés ou de demandeurs d'asile vers leur pays d'origine, dans des circonstances où ils courraient un sérieux risque d'être exécutés à leur retour. Lorsqu'il donne suite à ces allégations, le Rapporteur spécial tient compte du principe 5 des Principes relatifs à la prévention efficace des exécutions extrajudiciaires, arbitraires et sommaires et aux moyens d'enquêter efficacement sur ces exécutions, lequel dispose que "nul ne sera renvoyé ou extradé de force à destination d'un pays lorsqu'il y aura des raisons valables de craindre qu'il soit victime d'une exécution extrajudiciaire, arbitraire ou sommaire dans ce pays".

63. Le cas échéant, le Rapporteur spécial tient compte également de l'article 14 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, qui reconnaît le droit d'asile. Si les personnes concernées sont des réfugiés, la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés peut s'appliquer. En son article 33, elle interdit le refoulement (ou retour forcé) d'un réfugié vers

un territoire "où sa vie ou sa liberté serait menacée en raison de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques". Le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés estime que le principe du non-refoulement fait partie intégrante du droit international coutumier.

F. Obligation d'enquêter

64. A diverses reprises, le Rapporteur spécial a été informé que certains Etats n'auraient rien fait pour enquêter sur des violations du droit à la vie, pour en identifier les responsables et les traduire en justice. En pareil cas, le Rapporteur spécial tient compte des principes 9 à 19 des Principes relatifs à la prévention efficace des exécutions extrajudiciaires, arbitraires et sommaires et aux moyens d'enquêter efficacement sur ces exécutions, lesquels prévoient qu'une enquête approfondie et impartiale sera promptement ouverte dans tous les cas où l'on soupçonnera des exécutions extrajudiciaires, arbitraires ou sommaires afin de déterminer la cause, les circonstances, le jour et l'heure du décès ainsi que la personne qui en est responsable, et que les résultats de l'enquête seront rendus publics. Les personnes dont l'enquête aura révélé qu'elles ont participé à de telles exécutions sur tout territoire tombant sous la juridiction de l'Etat concerné seront traduites en justice. Des services et des mécanismes d'enquête seront créés et les plaignants, les témoins, les personnes chargées de l'enquête et leur famille jouiront d'une protection contre les violences ou toute autre forme d'intimidation.

65. S'agissant des décès dus à un usage excessif de la force, le Rapporteur spécial tient également compte des Principes de base sur le recours à la force et l'utilisation des armes à feu par les responsables de l'application des lois. Le principe 7 dispose que l'usage arbitraire ou abusif de la force ou des armes à feu par les responsables de l'application des lois est puni comme une infraction pénale, en application de la législation nationale.

66. En mai 1991, le Service de la prévention du crime et de la justice pénale du Centre des Nations Unies pour le développement social et les affaires humanitaires a publié un document d'une importance capitale pour la protection du droit à la vie. Intitulé "Manuel sur la prévention efficace des exécutions extrajudiciaires, arbitraires et sommaires et les moyens d'enquêter sur ces exécutions" (ST/CSDHA/12), cet ouvrage expose les procédures à suivre pour enquêter sur les exécutions extrajudiciaires ou les meurtres. Le Rapporteur spécial invite instamment tous les gouvernements à incorporer ces procédures à leurs lois et pratiques nationales, ainsi que dans les programmes de formation à l'intention des responsables de l'application des lois.

G. Génocide

67. L'article II de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, approuvée par l'Assemblée générale dans sa résolution 260 A (III) du 9 décembre 1948 et entrée en vigueur le 12 janvier 1951, énumère un certain nombre d'actes de génocide, y compris le meurtre de membres d'un groupe national, ethnique, racial ou religieux commis dans l'intention de détruire ce groupe, en tout ou en partie. En vertu

de l'article III de la Convention, sont punis le génocide, l'entente en vue de commettre le génocide, l'incitation directe et publique à commettre le génocide, la tentative de génocide et la complicité dans le génocide.

H. Les droits des victimes

68. La Déclaration des principes fondamentaux de justice relatifs aux victimes de la criminalité et aux victimes d'abus de pouvoir, recommandée pour adoption par le Septième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants et adoptée par l'Assemblée générale dans sa résolution 40/34 du 29 novembre 1985, est, elle aussi, pertinente. Le principe 11, en particulier, dispose que "lorsque des fonctionnaires ou d'autres personnes agissant à titre officiel ou quasi officiel ont commis une infraction pénale, les victimes doivent recevoir restitution de l'Etat dont relèvent les fonctionnaires ou les agents responsables des préjudices subis". Il est à noter que le terme "victimes" inclut "la famille proche ou les personnes à la charge de la victime directe" (principe 2). Sont également pertinents les principes 18 et 19, concernant l'abus de pouvoir, et le principe 6, relatif à la participation des victimes aux procédures judiciaires visant à obtenir réparation du préjudice subi. Jusqu'à présent, le Rapporteur spécial n'a eu connaissance que d'un très petit nombre de cas concernant l'indemnisation de familles de victimes d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires.

III. ACTIVITES

69. Depuis qu'il a pris ses fonctions, le Rapporteur spécial a mené un certain nombre d'activités, dont les suivantes.

A. Consultations

70. Le Rapporteur spécial s'est rendu à Genève du 16 au 20 juin 1992, du 17 au 21 août 1992 et du 23 au 30 novembre 1992. Il a, à ces occasions, tenu des consultations avec le secrétariat et d'autres rapporteurs spéciaux de la Commission des droits de l'homme. Il a également rencontré les représentants d'un certain nombre de gouvernements et consulté les représentants d'organisations non gouvernementales. Au cours de sa visite de novembre 1992, il a tenu des réunions avec des membres des groupes régionaux représentés dans les organes de l'Organisation des Nations Unies.

71. En outre, du 2 au 6 novembre 1992, le Rapporteur spécial a participé à la réunion régionale pour l'Afrique tenue dans le cadre des préparatifs de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme.

B. Communications

72. Comme par le passé, le Rapporteur spécial a reçu un nombre considérable d'informations; certaines se référaient au phénomène des exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires en général et d'autres étaient des allégations de violation du droit à la vie dans des cas précis.

Demandes d'intervention d'urgence

73. Le Rapporteur spécial a donné suite aux informations qui ont été portées à sa connaissance en adressant des demandes d'intervention d'urgence aux gouvernements concernés dans des cas de menace de mort, d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires qui semblaient imminentes, ou d'incidents particulièrement graves entraînant des violations du droit à la vie, notamment l'abus de la force. A chaque fois, le Rapporteur spécial a rappelé au gouvernement concerné les normes et principes garantissant le droit à la vie de chacun, tel qu'il est énoncé dans les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme. Il a demandé aux autorités compétentes d'entreprendre une enquête complète, indépendante et impartiale afin de déterminer les causes et les circonstances de l'affaire, d'identifier les responsables et de les traduire en justice. Le Rapporteur spécial a également demandé à être informé du déroulement de ces procédures, des décisions auxquelles elles donnaient lieu et de toute mesure adoptée en conséquence pour assurer le respect et la protection effective du droit à la vie à l'avenir.

74. Dans la mesure où la demande d'intervention d'urgence concernait l'exécution imminente de sentences de mort, le Rapporteur spécial a également rappelé au gouvernement concerné les restrictions internationalement reconnues qui s'appliquaient à la peine capitale et il a prié instamment les autorités de veiller à ce que les personnes passibles de la peine de mort puissent se prévaloir de toutes les garanties prévues dans les normes internationales pertinentes, en particulier en ce qui concerne l'équité de la procédure judiciaire, le droit à une défense adéquate et le droit de faire appel et de solliciter la grâce ou la commutation de la peine.

75. Le Rapporteur spécial a également envoyé un certain nombre de demandes d'intervention d'urgence dans des cas où des membres de force de sécurité auraient fait un usage abusif de la force à l'encontre de participants à des manifestations et rassemblements. Le Rapporteur spécial a alors appelé l'attention des gouvernements intéressés sur les restrictions à l'usage de la force et des armes à feu contenues dans les instruments internationaux pertinents, et il les a priés de l'informer de toute mesure prise pour garantir que ces normes et principes seraient respectés de manière à éviter que de tels incidents ne se reproduisent à l'avenir.

76. Le cas échéant, le Rapporteur spécial s'est également référé aux instruments internationaux interdisant la torture et toute autre forme de traitement cruel ou inhumain et il a fait appel aux autorités pour qu'elles garantissent des conditions de détention adéquates, notamment des soins médicaux appropriés, de manière à protéger le droit à la vie et l'intégrité physique des détenus.

77. Le Rapporteur spécial a envoyé 143 demandes d'intervention d'urgence, concernant des allégations de violation du droit à la vie de plus de 1 500 personnes, aux pays suivants : Afghanistan, Afrique du Sud, Arabie saoudite, Azerbaïdjan, Bangladesh, Brésil, Burundi, Cameroun, Chili, Chine, Colombie, Cuba, El Salvador, Etats-Unis d'Amérique, Ethiopie, Guatemala, Guinée équatoriale, Haïti, Honduras, Inde, Iran (République islamique d'), Iraq, Israël, Malawi, Malaisie, Maroc, Mexique, Myanmar, Pérou, Philippines,

République dominicaine, Rwanda, Sri Lanka, Soudan, Tchad, Thaïlande, Togo, Turquie, Ukraine, Venezuela, Yémen et Zaïre. Le présent rapport rend compte de toutes les demandes d'intervention d'urgence envoyées par le Rapporteur spécial jusqu'au 11 décembre 1992.

Autres allégations

78. En outre, le Rapporteur spécial a transmis des informations de caractère moins urgent, concernant l'exécution extrajudiciaire, sommaire ou arbitraire dont auraient été victimes plus de 1 900 personnes, aux pays suivants : Afrique du Sud, Angola, Bangladesh, Brésil, Burundi, Cambodge, Chine, Colombie, Cuba, Egypte, El Salvador, Etats-Unis d'Amérique, Ghana, Guatemala, Guinée équatoriale, Haïti, Honduras, Inde, Iran (République islamique d'), Israël, Kenya, Lesotho, Malawi, Mali, Mexique, Myanmar, Népal, Pakistan, Paraguay, Pérou, Philippines, Rwanda, Sri Lanka, Soudan, Tchad, Thaïlande, Togo, Tunisie, Turquie et Venezuela.

79. Le Rapporteur spécial a demandé la coopération des gouvernements concernés afin que la lumière soit faite quant au fond des allégations transmises. Le cas échéant, il leur a également demandé de fournir des informations, notamment dans les domaines suivants :

- a) Exactitude factuelle des allégations;
- b) Toute autre circonstance factuelle dont il devrait être tenu compte dans l'évaluation des incidences des allégations,
- c) La cause du décès telle qu'indiquée dans le certificat de décès, les résultats de l'autopsie, le cas échéant, et l'identité de la personne ou de l'organisme responsable;
- d) Le tribunal, l'organisme ou autre organe compétent qui a été ou est chargé d'enquêter sur les allégations et/ou de poursuivre les responsables;
- e) L'identité de la personne (ou des personnes), du groupe ou du service responsable de l'exécution, si elle est connue, ainsi que l'identité de tout organisme militaire, policier, paramilitaire, de défense civile ou organisme analogue, ou groupe armé ne relevant pas du gouvernement, auquel appartiennent les responsables;
- f) La décision prise au sujet d'une plainte, les motifs de cette décision et toute sanction disciplinaire ou pénale imposée; la mesure est-elle ou non définitive ?
- g) L'état actuel de toute enquête ou procédure juridique non encore achevée;
- h) La nature et le montant de la réparation obtenue par la famille de la victime;

i) Si l'enquête n'est pas achevée, si les responsables n'ont pas été identifiés, poursuivis ou punis, ou s'il n'y a pas eu réparation, les raisons de cet état de choses;

j) Toute autre information ou observation que le gouvernement concerné juge pertinente.

80. Ces affaires ont été portées à l'attention des gouvernements concernés entre le 31 août et le 18 septembre 1992. Les allégations d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires que le Rapporteur spécial a reçues à une date ultérieure et qui ne nécessitaient pas une intervention d'urgence seront examinées dans le rapport qu'il présentera à la Commission des droits de l'homme à sa cinquantième session. Elles seront transmises aux gouvernements concernés au début de 1993.

Mesures de suivi concernant des allégations transmises en 1991

81. Comme la Commission des droits de l'homme le lui avait demandé dans sa résolution 1992/72, le Rapporteur spécial a adressé une série de lettres de suivi aux gouvernements en octobre 1992 concernant des cas qui leur avaient été transmis en 1991. Ces lettres renvoyaient à des cas au sujet desquels aucune réponse n'avait été reçue des gouvernements ainsi qu'à des allégations pour lesquelles les réponses fournies ne pouvaient pas être considérées comme définitives, notamment lorsque les gouvernements avaient informé le Rapporteur spécial que des enquêtes avaient été entreprises et étaient encore en cours. Le Rapporteur spécial est heureux que des efforts aient été faits pour enquêter sur les allégations transmises et pour identifier les responsables d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires et les traduire en justice. Il lui est toutefois très difficile d'apprécier ces efforts s'il ne sait pas quels en ont été les résultats.

82. Aucune réponse n'a été reçue des pays suivants au sujet des cas transmis en 1991 : Afrique du Sud, Albanie, Bolivie, Burkina Faso, Burundi, Egypte, Etats-Unis d'Amérique, Ethiopie, Grenade, Israël, Jamaïque, Lesotho, Madagascar, Malaisie, Mauritanie, Mexique, Niger, Nigéria, Paraguay, République dominicaine, République-Unie de Tanzanie, Suriname, Tchad, Togo, Yémen et Zaïre.

83. Les pays suivants ont fourni des réponses au sujet de certains cas : Argentine, El Salvador, Indonésie, Iran (République islamique d'), Jordanie, Koweït, Nicaragua et Philippines.

84. Les pays suivants ont fourni des réponses au sujet de certains cas ou de la totalité d'entre eux et informé le Rapporteur spécial que l'enquête était encore en cours : Brésil, Colombie, Equateur, Guatemala, Maroc, Myanmar, Pérou, Rwanda, Soudan, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie et Venezuela.

85. Les Gouvernements de la Chine, de Cuba et du Pakistan ont fourni au Rapporteur spécial des réponses qui exposaient de manière assez détaillée les lois et la pratique en vigueur dans leurs pays en ce qui concerne la peine de mort.

86. Les gouvernements concernés ont été invités à fournir au Rapporteur spécial des informations récentes sur les cas en question. Etant donné que ces lettres leur ont été transmises tardivement, une évaluation complète des réponses reçues figurera dans le rapport que le Rapporteur spécial présentera à la Commission des droits de l'homme à sa cinquantième session.

87. On trouvera au chapitre IV, dans la description de la situation dans des pays précis, un exposé plus détaillé des mesures de suivi adoptées par le Rapporteur spécial.

C. Visites

88. Pendant les six premiers mois de son mandat, le Rapporteur spécial s'est rendu à deux reprises en Croatie, en Bosnie-Herzégovine et en Yougoslavie où il accompagnait le Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme chargé d'enquêter sur la situation des droits de l'homme dans l'ancienne Yougoslavie. Ces missions ont eu lieu du 21 au 26 août 1992 et du 14 au 22 octobre 1992. Il en sera rendu compte dans le chapitre V.

89. Le Rapporteur spécial a reçu du Gouvernement péruvien une invitation à se rendre dans le pays. Après consultation avec des représentants de ce gouvernement, il a été décidé que la visite aurait lieu en mai/juin 1993.

90. Le Gouvernement turc a accepté le principe d'une visite du Rapporteur spécial, dont la date reste à fixer. En revanche, le Gouvernement du Bangladesh, répondant à une initiative du Rapporteur spécial qui souhaitait être invité à se rendre dans ce pays, a indiqué que pareille visite ne serait pas considérée comme appropriée (voir par. 116 ci-dessous). Le Rapporteur spécial a également demandé à être invité à se rendre en Chine.

91. Le Rapporteur spécial continuera à s'efforcer d'obtenir la coopération de tous les gouvernements et espère être en mesure d'effectuer des missions sur place à l'avenir.

IV. SITUATIONS

A. Généralités

92. Le Rapporteur spécial rend compte dans ce chapitre des communications et allégations dont il a été saisi au sujet d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires. Ce chapitre expose la manière dont le Rapporteur spécial a donné suite à ces informations, à savoir les appels pressants et les lettres qu'il a adressés aux gouvernements concernés, et on y rend compte des réponses qu'a reçues le Rapporteur spécial. Le cas échéant, on y trouve également exposées les mesures de suivi prises par le Rapporteur spécial.

93. On notera que les dates des demandes d'intervention d'urgence envoyées par le Rapporteur spécial et des communications reçues des gouvernements figurent entre parenthèses à la fin des paragraphes pertinents. Les communications désignées sous le nom d'"autres allégations" ont été envoyées entre le 31 août et le 18 septembre 1992. Les allégations que le Rapporteur spécial a reçues à une date ultérieure au sujet d'exécutions extrajudiciaires,

sommaires ou arbitraires feront l'objet du rapport qui sera adressé à la Commission des droits de l'homme pour sa cinquantième session. Des lettres de suivi ont été envoyées aux gouvernements concernés en octobre 1992 (voir ci-dessus, par. 81).

94. Toutes les communications reçues des gouvernements avant le 11 décembre 1992 ont été prises en considération pour l'établissement du présent rapport. Quant aux réponses et autres renseignements qui auront pu parvenir au Rapporteur spécial ultérieurement, il en sera tenu compte dans le rapport que ce dernier adressera à la Commission des droits de l'homme pour sa cinquantième session.

B. Situation dans les pays mis en cause

Afghanistan

95. Des communications ont été adressées au Rapporteur spécial au sujet de l'exécution publique de condamnés à mort dans l'Etat islamique d'Afghanistan après le changement de gouvernement intervenu en avril 1992. Des tribunaux islamiques ont été institués au mois de mai et toute la législation qui n'était pas conforme à leur interprétation des préceptes islamiques a été déclarée nulle et non avenue. En conséquence, déclarait-on, la peine de mort pouvait maintenant être imposée pour des faits qui n'étaient pas passibles de cette peine auparavant. On alléguait d'autre part que les personnes qui avaient été déclarées coupables et exécutées n'avaient pas bénéficié de la possibilité de faire appel auprès d'un tribunal supérieur ou de solliciter une mesure de grâce.

Communications envoyées par le Rapporteur spécial

96. Le Rapporteur spécial a envoyé au Gouvernement de l'Etat islamique d'Afghanistan une demande d'intervention d'urgence après avoir reçu des informations selon lesquelles trois personnes, à savoir Sayed Sakander, Mohammad Gul et Mohammad Rafit, avaient été pendues publiquement à Kaboul le 7 septembre 1992. Ces personnes auraient été déclarées coupables et condamnées à mort pour pillage, vol qualifié et meurtre par un tribunal islamique de Kaboul. Selon la source, ces hommes avaient été jugés à huis clos, et ils n'avaient pas eu le droit d'en appeler de leur sentence auprès d'un tribunal supérieur. Le 7 juin 1992, quatre personnes appartenant à la milice avaient également été pendues publiquement après avoir été condamnées à mort par un tribunal islamique. Un porte-parole du gouvernement aurait annoncé que d'autres exécutions suivraient, étant donné que d'autres affaires analogues avaient été soumises aux tribunaux islamiques (21 septembre 1992).

Communications émanant du gouvernement

97. A la date de l'établissement du présent rapport, aucune communication n'avait été reçue du Gouvernement afghan.

Albanie

Mesures de suivi concernant des allégations communiquées en 1991

98. Le Rapporteur spécial a envoyé au titre des mesures de suivi une lettre au Gouvernement albanais en ce qui concerne des allégations d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires portées à l'attention de ce pays en 1991, allégations au sujet desquelles on n'avait reçu aucune réponse (voir E/CN.4/1992/30, par. 38 à 41).

Angola

99. Le Rapporteur spécial a reçu des informations selon lesquelles des violations des droits de l'homme, y compris des exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, continuent de se produire en Angola malgré le cessez-le-feu conclu en mai 1991 entre le Gouvernement angolais et l'Uniao Nacional para a Independência Total de Angola (UNITA). Une recrudescence des violences en Angola a été signalée en octobre et novembre 1992.

Communications envoyées par le Rapporteur spécial

100. Le Rapporteur spécial a appelé l'attention du Gouvernement angolais sur le cas de Francisco Dos Santos Queiros, qui serait décédé le 28 mai 1992 à la suite de blessures subies au cours d'un interrogatoire au poste de police de la 10ème brigade au Bairro Cazanga, à Luanda, où cet homme aurait été gravement brutalisé (18 septembre 1992). Un exemplaire de ces allégations a été envoyé à la Mission de vérification de l'Organisation des Nations Unies en Angola.

Communications émanant du gouvernement

101. A la date de l'établissement du présent rapport, aucune communication n'avait été reçue du Gouvernement angolais.

Argentine

Mesures de suivi concernant des allégations communiquées en 1991

102. Le Rapporteur spécial, au titre des mesures de suivi, a envoyé au Gouvernement argentin une lettre concernant des allégations d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires portées à l'attention de ce pays en 1991 (voir E/CN.4/1992/30, par. 48 à 53). Le Gouvernement argentin avait répondu au sujet de certaines de ces affaires. En ce qui concerne les autres allégations, pour lesquelles aucune réponse n'avait été reçue, le Rapporteur spécial a demandé qu'on veuille bien lui faire parvenir des renseignements.

Azerbaïdjan

Communications envoyées par le Rapporteur spécial

103. Le Rapporteur spécial a envoyé une demande d'intervention d'urgence au Gouvernement azerbaïdjanais après avoir reçu des informations selon lesquelles cinq personnes, à savoir Grachik Petrosyan, Gagik Arutyunyan, Arno Mkrtchyan, Arvid Mangasaryan et Garnik Arustamyan, avaient été déclarées coupables

de meurtre et condamnées à mort par la Cour suprême d'Azerbaïdjan le 19 mars 1992. Ces personnes, ayant été jugées par la Cour suprême, seraient privées du droit de faire appel (4 août 1992).

Communications émanant du gouvernement

104. A la date de l'établissement du présent rapport, aucune communication n'avait été reçue du Gouvernement azerbaïdjanais.

Bangladesh

105. Le Rapporteur spécial a reçu un certain nombre de communications concernant des violations des droits de l'homme, y compris des cas d'exécution extrajudiciaire, sommaire ou arbitraire, qui se seraient produites dans les Chittagong Hill Tracts (Monts du Chittagong), zone reculée placée sous contrôle militaire qui est située dans le sud-est du Bangladesh et qui est le territoire traditionnel de la tribu des Jumma.

106. Depuis le milieu des années 70, le Shanti Bahini, branche armée de l'organisation politique tribale Jana Shanghati Samiti (le nom signifie : Association d'entraide populaire), qui vise à l'autonomie régionale, exerce ses activités dans la zone. De nombreuses personnes auraient été tuées par le Shanti Bahini. Cependant, selon des informations parvenues au Rapporteur spécial, de nombreux civils - pour la plupart des personnes appartenant à la tribu locale - ont trouvé la mort lors des opérations anti-insurrectionnelles menées par le Gouvernement bangladaise. Les éléments qui seraient responsables des exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires - lesquelles seraient souvent perpétrées en représailles contre des attaques menées par le Shanti Bahini - sont les forces armées, les groupes d'autodéfense connus sous le nom de "village defence guards" (milices d'autodéfense villageoise), et des forces paramilitaires qui sont en rapport avec les autorités, telles que les Bangladesh Rifles ou les gardes "Ansar".

107. Parfois, les gens seraient tués par des colons bengalis amenés dans les Chittagong Hill Tracts en application d'une stratégie de peuplement qui, déclarait-on, fait partie du programme anti-insurrectionnel lancé par les autorités bangladaise. Ces colons, affirmait-on, exerçaient leur action avec la complicité ou l'assentiment des forces de sécurité.

108. On a en outre allégué que, dans la plupart des cas, les violations des droits de l'homme ne sont soumises à aucune enquête. Cela serait dû en partie au fait que l'administration civile est absente des Chittagong Hill Tracts et que des restrictions sont imposées à la liberté de circulation dans cette zone.

109. De plus, le Rapporteur spécial a reçu des informations selon lesquelles des gens seraient morts sous la torture alors qu'ils se trouvaient sous la garde de la police ou de militaires.

Communications envoyées par le Rapporteur spécial

110. Le Rapporteur spécial a transmis au Gouvernement bangladaeshi des allégations selon lesquelles au moins 280 personnes auraient été victimes d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires. Dans 77 cas, il s'agirait de mineurs. Le Rapporteur spécial a envoyé deux demandes d'intervention d'urgence concernant au total plus de 203 personnes. Les 77 autres cas ont été portés à l'attention du gouvernement dans une lettre distincte. On a reçu du gouvernement trois communications au sujet de la situation dans les Chittagong Hill Tracts et, plus précisément, au sujet des allégations reproduites dans la deuxième demande d'intervention d'urgence.

Demandes d'intervention d'urgence

111. Le Rapporteur spécial est intervenu après avoir reçu des informations selon lesquelles un groupe de 15 personnes appartenant à la tribu locale avaient été arrêtées par des éléments des forces armées le 14 janvier 1992 au cours de la campagne entreprise en vue des élections locales dans les Chittagong Hill Tracts. Ces personnes auraient été emmenées au camp militaire de Baraitali, où 11 d'entre elles auraient été relâchées. L'une des personnes arrêtées, Abiran Chakma, serait décédée au camp militaire de Baraitali après avoir subi des tortures. On craignait pour la vie des trois autres prisonniers, à savoir Kanti Charan Chakma (19 ans), Bandi Charan Chakma (17 ans) et Tungo Chakma (24 juin 1992).

112. Le Rapporteur spécial a envoyé au Gouvernement bangladaeshi une deuxième demande d'intervention d'urgence après avoir reçu des informations selon lesquelles au moins 200 civils non armés du "Logang cluster village" (zone de regroupement rural de Logang) avaient été tués le 10 avril 1992 par une troupe de colons bengalis appartenant au Village Defence Party et aux gardes "Ansar". Ces actes auraient eu pour cause le désir de venger le meurtre d'un jeune bengali par le Shanti Bahini. Les Bangladesh Rifles se seraient également trouvés sur les lieux et auraient encerclé le village pour empêcher les gens de s'en échapper. La police et les forces de sécurité auraient empêché toute enquête impartiale sur cet incident. La liste des 167 victimes présumées adressée au Rapporteur spécial a été déposée dans les dossiers du secrétariat, où elle peut être consultée (29 juillet 1992).

113. A propos de cet incident, le Rapporteur spécial a fait part au Gouvernement bangladaeshi de son souhait d'effectuer une mission sur place au Bangladesh afin de pouvoir se faire une idée complète de la situation, d'adresser un rapport à ce sujet à la Commission des droits de l'homme et de formuler des recommandations pouvant contribuer à la solution du problème concernant les Chittagong Hill Tracts, car il fallait absolument éviter à l'avenir les incidents de ce genre.

Autres allégations

114. Le Rapporteur spécial a transmis au Gouvernement bangladaeshi des allégations concernant l'exécution extrajudiciaire, sommaire ou arbitraire de 77 personnes dans les Chittagong Hill Tracts (31 août 1992) :

a) Shagor Basha Chakma, Buddho Chakma, Shanti Chakma et Gyan Roton Chakma auraient été tués le 30 mars 1992, lorsque des militaires avaient ouvert le feu, tirant au hasard sur le village tribal de Boshontopara (Bulukhali Union, district de Rangamati);

b) Anupam Chakma (22 ans), Borohuls Chakma (50 ans), Mosi-U-Marma (20 ans), Aungmrachu Marma (40 ans), Sashi Mohan Chakma (65 ans), Nilmini Chakma (32 ans) et Dhaleswari Chakma (55 ans) auraient été tués lorsque le village tribal de Choto Dalu avait été attaqué, le 3 mai 1992, par des colons bengalis et des éléments des milices d'autodéfense villageoise agissant, déclarait-on, à l'instigation des militaires. Les responsables du maintien de l'ordre étaient présents, mais ne seraient pas intervenus;

c) Trente et une (31) personnes auraient été tuées le 2 février 1992 lors de l'explosion d'un engin à bord d'une embarcation à moteur qui se dirigeait vers la ville de Rangamati. Les responsables seraient des éléments des forces armées; 30 autres personnes appartenant à la tribu locale auraient été tuées par des colons bengalis alors qu'elles essayaient d'atteindre la côte à la nage;

d) Trois personnes auraient été tuées le 18 août 1992 à Chotodarogat lorsque des agents de police avaient tiré au hasard sur des gens qui s'étaient attroupés aux alentours d'un magasin où était immobilisé un policier accusé de vol qualifié;

e) Abiran Chakma aurait été tué le 15 janvier 1992 alors qu'il était gardé par des militaires au camp de Baraitali (voir ci-dessus, par. 111) et après que, selon les allégations formulées, il avait été soumis à des tortures. On déclarait en outre qu'aucune enquête n'avait été ordonnée sur cette affaire;

f) Le dénommé Shukchand serait décédé le 20 mars 1992 alors qu'il se trouvait sous la garde de la police dans le village de Bheramara (district de Kushtia). Il aurait été arrêté après un incident au cours duquel des éléments de la Range Reserve Police Force avaient, déclarait-on, ouvert le feu sur un rassemblement de personnes à Beshamara. Aucune mesure de caractère judiciaire ou disciplinaire n'aurait été prise à la suite de ce décès.

Communications émanant du gouvernement

115. Le Gouvernement bangladaishi a fourni au Rapporteur spécial des renseignements de caractère général sur la situation dans la région des monts du Chittagong. Selon ces renseignements, les efforts déployés par le gouvernement pour résoudre de façon pacifique et conformément à la Constitution les problèmes dont la persistance empêchait l'intégration complète de la population tribale de ces zones, où vivait environ 0,4 % de la population bangladaishi, se heurtaient continuellement aux activités d'un petit groupe de terroristes d'origine tribale, le Shanti Bahini. Le gouvernement, déclarait-on, avait réagi en recourant très modérément à la force pour rétablir l'ordre dans la région et garantir l'existence et les biens des personnes appartenant à des tribus numériquement moins importantes ainsi que

de la population non tribale. Ceux qui étaient chargés de faire appliquer la loi dans la région des monts du Chittagong agissaient sous l'étroite surveillance de l'administration civile (6 juillet 1992).

116. Dans une communication de portée plus précise qui répondait à la demande d'intervention d'urgence du Rapporteur spécial concernant le massacre survenu dans la zone de regroupement rural de Logang (voir ci-dessus, par. 112), le Gouvernement bangladaeshi a déclaré qu'un certain nombre de personnes avaient été tuées au cours d'une attaque menée par le Shanti Bahini et que cela avait provoqué, le 10 avril 1992, des représailles collectives. En vertu de la loi de 1956 sur les commissions d'enquête, il avait été constitué, afin d'enquêter sur cet incident et de déterminer les responsabilités, une commission composée d'un juge unique, à savoir M. Sultan Hussain Khan. Etant donné que l'incident de Logang était un acte de violence civile et qu'une enquête judiciaire était en cours, le gouvernement estimait qu'une visite du Rapporteur spécial ne serait pas justifiée (9 septembre 1992).

117. En novembre 1992, le Gouvernement bangladaeshi a fait savoir au Rapporteur spécial que la Commission d'enquête avait présenté son rapport, qui avait été rendu public par le gouvernement. La Commission d'enquête avait, entre autres choses, clairement établi que "pas un seul cas d'exécution extrajudiciaire ... ou de détention outrepassant la loi n'avait été porté à son attention". Elle avait également déclaré que le nombre des décès survenus parmi les personnes d'origine tribale avait été "fortement exagéré par une partie de la presse internationale"; "seulement 12 de ces personnes avaient trouvé la mort, et par ailleurs c'était un fait que 500 huttes avaient été incendiées". La Commission avait également établi les responsabilités en ce qui concerne l'incident et recommandé que les inspecteurs de police compétents du Criminal Investigations Department (CID) procèdent à une enquête approfondie. Le gouvernement se déclarait pleinement satisfait des conclusions et recommandations de la Commission et déclarait à nouveau que des investigations plus poussées ne seraient en rien utiles (24 novembre 1992).

118. En application de la résolution 1992/42 de la Commission des droits de l'homme, le Gouvernement bangladaeshi a fourni des renseignements sur les actes de violence - y compris les cas où des personnes d'origine tribale avaient été tuées et où des attaques à la bombe avaient été perpétrées contre des villages - qui avaient été commis par des terroristes d'origine tribale dans les zones correspondant aux hauteurs de Bardarban, Khagrachari et Rangamati entre le 12 décembre 1991 et le 26 février 1992. Le gouvernement a également fourni des détails sur 785 incidents violents, imputés au Shanti Bahini, qui s'étaient produits dans la région des monts du Chittagong entre 1976 et 1991.

Bhoutan

Mesures de suivi concernant des allégations transmises en 1991

119. En réponse aux allégations transmises par le Rapporteur spécial en 1991, le Gouvernement du Bhoutan avait demandé qu'on lui fournisse des renseignements plus détaillés, destinés à lui permettre d'enquêter sur l'exécution extrajudiciaire, sommaire ou arbitraire présumée de 185 personnes (voir E/CN.4/1992/30, par. 58). Le Rapporteur spécial a demandé à la source

des allégations en question de lui fournir des détails supplémentaires. La source n'ayant pas apporté ce supplément d'information, le Rapporteur spécial a considéré qu'à ce stade il n'était pas possible de conclure quant au fond, et il a donc décidé de ne pas donner suite à cette affaire.

Bolivie

Mesures de suivi concernant des allégations transmises en 1991

120. Le Rapporteur spécial a envoyé au titre des mesures de suivi une lettre au Gouvernement bolivien en ce qui concerne des allégations d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires portées à l'attention des autorités boliviennes en 1991, allégations au sujet desquelles on n'avait pas eu de réponse (E/CN.4/1992/30, par. 62 et 63).

Brésil

121. Il ressort des informations et allégations qui sont parvenues au Rapporteur spécial que, comme au cours des années antérieures, les faits les plus nombreux qui sont associés aux exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires ayant eu lieu au Brésil sont, premièrement, des actes de violence eux-mêmes liés à des différends fonciers, et, deuxièmement, des actes de violence perpétrés contre des enfants et des adolescents.

122. Les violences qui se produisent en milieu rural auraient pour cause profonde la concentration de la propriété et du revenu agricoles entre les mains d'un petit nombre de propriétaires terriens riches et puissants. Cela empêche l'augmentation du nombre des petits propriétaires et fait obstacle à la modernisation de l'économie rurale. Les paysans, les syndicalistes et leurs conseillers, les défenseurs des droits de l'homme et ceux qui militent en faveur de la réforme agraire sont les principales cibles des violations des droits de l'homme, qui vont de la menace de mort au meurtre en passant par les voies de fait et les enlèvements. Les auteurs de ces actes sont souvent des pistoleiros, c'est-à-dire des hommes de main engagés par les propriétaires terriens. Dans certains cas, on a allégué la participation d'éléments de la police. Malgré l'annonce faite par le Gouvernement brésilien en janvier 1992 d'un "Programma da Terra", il ressort de plusieurs informations que bien peu a été accompli pour faire cesser les actes de violence en milieu rural et faire progresser la réforme agraire. Dans bien des cas, déclarait-on, les pistoleiros et les éléments de la police qui sont impliqués dans des violations des droits de l'homme bénéficient d'une large impunité, car, dans la plupart des cas, selon les renseignements reçus, les autorités ne font pas d'enquête et ne fournissent aucune protection aux victimes éventuelles.

123. Selon les renseignements reçus, on trouvait au deuxième rang des cas où il y avait eu menaces de mort et pratiques d'exécution judiciaire, sommaire ou arbitraire, les actes de violence exercés contre des enfants et des adolescents. Selon des chiffres publiés par la Police fédérale, 4 611 enfants ou adolescents (nombre de cas enregistrés) ont été tués entre 1988 et 1990. Selon le Centro da Articulação de Populações Marginalizadas (CEAP), 442 enfants ont été tués en 1991. Il ressort des informations reçues par le Rapporteur spécial que pratiquement chaque jour des enfants des rues sont

soumis à des menaces, battus, torturés - parfois jusqu'à ce que mort s'ensuive - ou tués par la police, des patrouilles de tueurs ou des milices privées. Selon diverses sources, c'est seulement dans de très rares cas que les auteurs de violations des droits fondamentaux dont les victimes sont des enfants sont poursuivis en justice. Le climat d'impunité dans lequel ces gens agissent serait favorisé par le fait que les témoins et les défenseurs des droits de l'homme ne seraient pas protégés, par la collusion entre, d'une part, certains éléments de la police et de l'organisation judiciaire et d'autre part, les commandos de tueurs, enfin par l'extrême lenteur de la procédure judiciaire.

Communications envoyées par le Rapporteur spécial

124. Le Rapporteur spécial a communiqué au Gouvernement brésilien des allégations qui faisaient état de violations du droit à la vie concernant au moins 149 personnes, dont quatre mineurs. Dans neuf cas, il y aurait eu violation de la liberté d'opinion et d'expression ainsi que du droit de réunion pacifique et d'association. Le Rapporteur spécial a envoyé 14 demandes d'intervention d'urgence qui concernaient au moins 144 personnes. Les données concernant les cinq cas restants ont été transmises par une lettre distincte. Le gouvernement a répondu à presque toutes les allégations, fournissant des renseignements sur 137 personnes (les dates des communications sont indiquées entre parenthèses).

Demandes d'intervention d'urgence

125. Les personnes énumérées ci-dessous auraient reçu des menaces de mort ou fait l'objet de tentatives de meurtre de la part de pistoleiros :

a) Atanangildo de Deus ("Gatao"), dirigeant de la Fédération des travailleurs de l'agriculture (FETAGRI), et Expedito Pinheiro, cultivateur, après qu'ils avaient réclamé une enquête approfondie sur les circonstances de la disparition, survenue le 4 janvier 1992 dans la région de Pimanteira, près de Marabá (Etat de Pará), de deux paysans du nom de Domingos Mendes Cardoso et Joao (24 juin 1992);

b) Josefa Batista de Oliveira, ainsi que le frère de celle-ci (prénom inconnu), Dimas S. Souza Neves et Leila S. Jacob Bisinoto, tous quatre militants des droits de l'homme au Centre diocésain pour les droits de l'homme Dom Maximo Biennes, à Cáceres (Etat du Mato Grosso), les 10 et 27 avril 1992 (25 juin 1992);

c) Mariano Domingos Freire, l'un des dirigeants de l'Associação dos Pequenos Agricultores de Matagipe (Association des petits exploitants de Matagipe), après qu'ils avaient réclamé une indemnisation pour les paysans qui avaient perdu leurs terres en raison de la construction d'un barrage pour la production de courant électrique dans la région de Matagipe; les faits se seraient produits le 10 avril 1992 (25 juin 1992);

d) José Alves de Souza, Antonio Fernandes Pereira et Isaias Mendoça Araujo, adhérents du Sindicato de Trabalhadores Rurais (Syndicat des travailleurs ruraux) de Sitio Novo, dans la région connue sous le nom de Bico do Papagaio (Tocantins). Ces personnes, à la suite de menaces de mort et de deux tentatives de meurtre visant M. Alves de Souza en 1985 et 1991, auraient été placées sous la protection de la police, mais cette protection leur aurait été retirée par la suite en 1991 alors que la police elle-même leur avait conseillé de se tenir sur leurs gardes car leurs noms figuraient sur une liste de personnes à exécuter. Le 10 avril 1992, il y aurait eu une troisième tentative de meurtre visant M. Alves de Souza (25 juin 1992);

e) Rafael José Dos Santos, Cicero da Conceição Dos Santos, Damiao da Conceição Dos Santos et José Cosme da Conceição Dos Santos (14 ans), tous quatre employés de l'exploitation sucrière Grande Vale, dans la commune de Neopolis (Etat de Sergipe), après qu'ils avaient refusé de quitter leurs habitations (appartenant à la société d'exploitation) tant qu'on ne leur verserait pas les salaires restant dus; faits survenus à diverses dates à partir du mois de mars 1992 (17 juillet 1992);

f) José Galindo et André Luis Costa de Pula, respectivement Président et Conseiller juridique de l'association Moradores do Barrio dos Metas, à plusieurs reprises en juillet 1992, après qu'ils avaient fait des démarches visant à engager des poursuites contre deux agents de police qui auraient participé à une tentative d'assassinat dirigée contre Claudio Dos Santos, ancien président de l'Association (27 juillet 1992);

g) Nivaldo Vieira do Nascimento, membre de la Comissão Pastoral da Terra (CPT) et du Syndicat des travailleurs ruraux de Conceição do Araduaia (Etat de Pará), le 13 août 1992 (16 novembre 1992);

h) Luiz Francisco Fartas Moura, "Didi", militant du Syndicat des travailleurs ruraux de Buriti, au Bico do Papagaio (Tocantins), en septembre 1992 (25 septembre 1992).

126. Les personnes ci-après auraient reçu des menaces de mort dans le contexte des violences exercées contre des enfants et des adolescents :

a) Marilene Lima de Souza, Vera Lúcia Flores, Edméia da Silva Eusebio, Denise Vasconcelos, Euzilar Joana da Silva Oliveira, Ednéia Santos Cruz et Teresa Souza Costa, mères de certains des 11 enfants qui avaient "disparu" le 26 juillet 1992, enlevés par un groupe d'hommes armés dans une exploitation agricole de Magé (Etat de Rio de Janeiro), après qu'elles avaient dénoncé ces enlèvements et réclamé une enquête (4 mars 1992);

b) Carlos Alberto Ivanir Dos Santos, Secrétaire exécutif du CEAP, ainsi que des militants des droits de l'homme du siège du CEAP à Rio de Janeiro, à plusieurs reprises tout au long de l'année 1992. Le 13 juin 1992, on aurait ordonné à ces personnes, sous peine de mort, de cesser de dénoncer les actes de violence commis contre les enfants des rues. Le 24 août 1992, un policier militaire aurait tiré sur M. Dos Santos, qu'il accusait de se livrer au trafic de drogue. La balle aurait manqué sa cible (17 juillet 1992);

c) Divers collaborateurs d'organisations non gouvernementales travaillant auprès des "enfants des rues" auraient également reçu des menaces de mort anonymes en septembre 1992. L'un de ces éducateurs de la rue, Jorge Antonio de Oliveira Filho, de l'Office brésilien pour les innovations en matière de protection sociale (IBISS), est décédé le 5 novembre 1992 dans des circonstances qui font soupçonner l'implication de la police. Après sa mort, l'IBISS a reçu quotidiennement de nouvelles menaces de mort visant ses collaborateurs et les "enfants des rues" eux-mêmes (4 décembre 1992).

127. Le Rapporteur spécial a également envoyé une demande d'intervention d'urgence en faveur de Caco Barcellos, journaliste qui aurait reçu des menaces de mort après avoir publié, le 31 août 1992, un livre dans lequel il dénonçait la participation de certains policiers aux exécutions extrajudiciaires survenues à Sao Paulo (25 septembre 1992).

128. Le Rapporteur spécial est en outre intervenu après avoir reçu des renseignements selon lesquels quatre hommes avaient été arrêtés à Itapevi, le 22 avril 1991, par la police militaire de l'Etat de Sao Paulo. L'un de ces hommes, Luiz Alexandre da Silva, serait décédé des suites de tortures qui lui auraient été infligées par la police civile au poste de police d'Itapevi. Il avait été précisé au Rapporteur spécial qu'il y avait des raisons de craindre pour l'intégrité physique et pour l'existence même des trois autres personnes, à savoir Reginaldo Silva, Ironaldo Batista et un mineur connu sous le nom de "Marquinhos" (24 juin 1992).

129. Le Rapporteur spécial a également prié les autorités brésiliennes de prendre toutes les mesures nécessaires en vue d'assurer la sécurité de Carlos Cabral Pereira, Roberto Neto da Silva et Orlando Canuto, tous trois dirigeants syndicaux, ainsi que de Sebastiao Vieira, un conseiller local, compte tenu de renseignements selon lesquels, à partir du 15 octobre 1992, ces quatre hommes ne bénéficieraient plus de la protection policière qu'il avait été décidé de leur accorder à la suite des menaces de mort et tentatives de meurtre répétées dont ils avaient fait l'objet (20 octobre 1992).

130. Le Rapporteur spécial a envoyé une autre demande d'intervention d'urgence au Gouvernement brésilien au sujet d'allégations selon lesquelles le 5 octobre 1992, dans la Section No 9 d'un établissement pénitentiaire (Casa da Detenção) de Sao Paulo, au moins 111 prisonniers auraient été victimes de pratiques d'exécution extrajudiciaire, sommaire ou arbitraire, de la part de la police militaire (27 octobre 1992).

Autres allégations

131. Le Rapporteur spécial a transmis au Gouvernement brésilien des renseignements qu'il avait reçus au sujet de trois mineurs qui auraient été tués (31 août 1992) :

José Erivan da Silva (14 ans) et José Fernandez de Almeida (15 ans) auraient été tués par deux agents de la police militaire agissant en collusion avec un propriétaire terrien de Largato (Etat de Sergipe), le 5 mai 1992. Le corps de ces enfants, déclarait-on, présentait des marques de tortures. Aucune enquête n'aurait eu lieu sur cette affaire.

Flavio Silvia Dias, d'âge mineur, aurait été tué le 28 octobre 1991 à Sergipe après avoir témoigné dans un procès pénal contre un policier au sujet du meurtre de quatre enfants des rues en novembre 1990. La participation des forces de sécurité était alléguée dans cette affaire.

132. Deux autres affaires, au sujet desquelles des renseignements ont été transmis le 31 août 1992, peuvent se résumer comme suit :

Le 19 mai, à Santa Luzia (Etat de Maranhao), Severo da Silva aurait été tué par des pistoleiros à la solde du propriétaire de la fazenda (domaine agricole) où il avait travaillé. Aucune enquête n'aurait été faite sur cette affaire.

Le 13 août 1991, à Sao Miguel Paulista (Sao Paulo), Fausto Ribeiro da Silva Filho aurait été tué. Deux hommes à qui ce crime était reproché auraient été relâchés, et personne n'aurait été traduit en justice.

Communications émanant du gouvernement

133. Le Gouvernement brésilien a fourni au Rapporteur spécial les renseignements que l'on trouvera ci-après.

134. En ce qui concerne les mesures adoptées pour protéger contre toute tentative de meurtre les sept femmes, mères des enfants qui avaient disparu à Magé en juin 1990 (voir ci-dessus par. 126 a)), il était dit que les enquêtes de la police avaient conduit à l'inculpation de cinq policiers civils ou militaires, dont trois étaient en état d'arrestation à la date du 1er mai 1992. L'affaire avait ensuite été transmise aux autorités judiciaires. Le Secrétaire général de la police civile de Rio de Janeiro avait pris les mesures nécessaires pour assurer une protection policière à Mmes Edneia Santos Cruz et Sonia Cristina Lourenço (le nom de cette dernière n'avait pas été signalé au Rapporteur), qui avaient identifié les policiers militaires auxquels on reprochait l'enlèvement des enfants. La protection de la police avait également été accordée aux six autres femmes, quoiqu'elles ne fussent pas appelées à témoigner dans le cadre de l'enquête en cours (30 mars, 1er mai, 2 juin et 6 juillet 1992).

135. Caco Barcellos, Josefa Batista de Oliveira et d'autres personnes se trouvant dans le même cas, ainsi que Carlos Alberto Ivanir Dos Santos et Mariano Domingos Freire, s'étaient également vu accorder la protection de la police, et des enquêtes avaient été ouvertes au sujet des allégations selon lesquelles ces personnes avaient fait l'objet de mesures d'intimidation et de menaces de mort. Dans le cas de Carlos Alberto Ivanir Dos Santos, les enquêtes étaient effectuées par la justice militaire, tandis que sa protection était assurée par la police civile (10 et 13 novembre 1992). La protection policière avait été reconduite dans le cas de Carlos Cabral Pereira, de Roberto Neto da Silva, d'Orlando Canuto et de Sebastiano Vieira.

136. Pour ce qui était du cas des personnes ci-après, le Ministère de la justice avait demandé des enquêtes aux secrétariats à la sécurité publique des Etats concernés : Rafael José dos Santos et consorts et Luiz Francisco Fartas Moura (10 et 13 novembre 1992), et Severo da Silva (25 novembre 1992).

137. Dans le cas de José Alvez de Souza, l'enquête portant sur les tentatives de meurtre dont il aurait fait l'objet avait conduit à l'inculpation d'une personne. Un officier de police avait été spécialement désigné pour enquêter sur les actes de violence visant les travailleurs agricoles, les ecclésiastiques et le curé de Sítio Novo (Etat de Tocantins). L'affaire avait été transmise aux autorités judiciaires le 6 mai 1992. Après une nouvelle tentative de meurtre faite contre la personne de José Alvez de Souza le 9 avril 1992, on avait ouvert une nouvelle enquête de police. Conscient de la relation étroite qui existait dans la région entre d'une part les actes de violence et d'autre part les différends fonciers et la structure agraire, l'office responsable sur le plan national de la colonisation et de la réforme agraire (INCRA) avait pris des mesures d'expropriation en ce qui concerne le domaine agricole San José, exploitation située à Sítio Novo sur laquelle 62 familles paysannes seront installées, et il avait versé des subventions en faveur de plusieurs projets concernant l'alimentation, le crédit au logement et l'assistance en matière agricole (13 novembre 1992).

138. Des enquêtes de police avaient permis de traduire en jugement plusieurs personnes à qui était reproché le meurtre d'Eriwan José da Silva et José Fernando Almeida, de Flavio Silva Dias et de Fausto Ribeiro da Silva Filho. Toutes ces affaires avaient été transmises aux autorités judiciaires (25 novembre 1992).

139. En ce qui concerne les faits survenus le 2 octobre 1992 à la Casa da Detenção de Sao Paulo (voir ci-dessus, par. 130), les autorités, consternées par les conséquences tragiques de l'incident, et conscientes du fait qu'elles étaient responsables de la vie des détenus se trouvant sous la garde de la police, étaient en train de procéder aux enquêtes voulues. Certaines mesures avaient déjà été prises. Notamment, à la suite d'une session extraordinaire, le Conseil de défense des droits de l'homme (CDDPH) avait décidé de créer une commission d'enquête fédérale, le Ministre de la justice et des membres de ladite commission s'étaient rendus dans l'établissement, un secrétariat aux affaires pénitentiaires avait été créé dans l'Etat de Sao Paulo, plusieurs officiers avaient été révoqués et le Gouverneur de l'Etat avait invité toutes les organisations non gouvernementales de défense des droits de l'homme à observer le déroulement des enquêtes. En outre, le Procureur de l'Etat avait publiquement reconnu le droit des familles des prisonniers à une juste réparation, le Conseil national de police criminelle et pénitentiaire avait pris des dispositions pour que les détenus puissent témoigner librement dans le cadre des procédures en cours et, le 16 octobre 1992, l'Assemblée de l'Etat de Sao Paulo avait désigné une commission d'enquête parlementaire qu'elle avait chargée de déterminer dans les 30 jours ouvrables les responsabilités en ce qui concernait les faits survenus (11 novembre 1992).

Observations

140. Le Rapporteur spécial reconnaît les efforts qu'a déployés le Gouvernement brésilien pour lui fournir des renseignements en réponse aux nombreuses allégations transmises. En particulier, il se félicite qu'une protection policière ait été accordée aux personnes qui ont reçu des menaces de mort. Les dispositions et mesures prises à la suite des événements survenus à la Casa da Detenção de Sao Paulo, ainsi que l'ouverture d'enquêtes sur un certain

nombre d'autres affaires, paraissent attester que le gouvernement a la volonté de faire respecter le droit à la vie. Le Rapporteur spécial espère qu'on lui communiquera les résultats de ces diverses mesures ainsi que des renseignements en ce qui concerne les autres cas qui ont été portés à l'attention du Gouvernement brésilien.

Mesures de suivi concernant des allégations transmises en 1991

141. Le Rapporteur spécial a envoyé au titre des mesures de suivi une lettre au Gouvernement brésilien concernant des allégations d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires qui avaient été transmises aux autorités brésiliennes en 1991.

142. Le Gouvernement brésilien avait fourni une réponse à ces allégations. En ce qui concerne un certain nombre d'affaires, il avait été précisé que les enquêtes n'étaient pas terminées. Le Rapporteur spécial l'a prié de lui fournir des renseignements à jour, en particulier au sujet de toute décision qui aurait été prise à la suite de ces enquêtes ainsi que des mesures adoptées en conséquence (voir E/CN.4/1992/30, par. 64 à 81). En réponse, le Gouvernement brésilien a déclaré que, dans le cas des menaces de mort dont avait fait l'objet Antonio Rodrigues de Amorim (voir E/CN.4/1992/30, par. 68), l'enquête de police avait été close et l'affaire avait été classée, car on avait établi que les menaces avaient été proférées par un ivrogne au cours d'une discussion. Quant au père de Ricardo Rezende, autre personne dont on avait dit qu'elle avait reçu des menaces de mort (voir E/CN.4/1992/30, par. 69), il avait déclaré à la presse que la protection de police qui lui avait été accordée depuis septembre 1991 lui avait permis de rester sain et sauf. Les décisions relatives aux autres affaires n'avaient pas encore été rendues par les tribunaux (3 décembre 1992).

Burkina Faso

Mesures de suivi concernant des allégations transmises en 1991

143. Le Rapporteur spécial a envoyé au titre des mesures de suivi une lettre au Gouvernement du Burkina Faso en ce qui concerne des allégations d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires transmises à ce pays en 1991, au sujet desquelles aucune réponse n'a été reçue.

Burundi

144. Le Rapporteur spécial a reçu des rapports relatifs à des violations des droits de l'homme, y compris des exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, au Burundi.

145. Selon ces sources, la plupart des violations des droits de l'homme se produiraient dans le contexte d'un violent conflit opposant les Hutus, majoritaires dans la population, et les Tutsis. Bien que depuis l'accession à la présidence, en 1987, du Major Pierre Buyoya, les efforts en vue d'une réconciliation des deux groupes soient censés avoir conduit à une amélioration de la situation au regard des droits de l'homme dans le pays et aient permis la constitution d'un gouvernement composé sur une base paritaire de Tutsis et

de Hutus, les forces de sécurité, en particulier l'armée, seraient encore dominées par les Tutsis. Ces derniers seraient responsables d'un grand nombre d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires de membres de l'ethnie hutue.

146. Selon des renseignements portés à la connaissance du Rapporteur spécial, dans de nombreux cas, les violations des droits de l'homme par les forces de sécurité interviennent en représailles d'actes de violence commis par le Parti pour la libération du peuple hutu (PALIPEHUTU), lequel a été créé par des exilés hutus au début des années 80 pour lutter contre la domination des Tutsis. Le Rapporteur spécial a également reçu des informations à propos d'exécutions capitales perpétrées contre des partisans du PALIPEHUTU, au terme de procès qui n'auraient pas été conformes aux normes internationalement reconnues d'un procès équitable.

Communications envoyées par le Rapporteur spécial

147. Le Rapporteur spécial a transmis au Gouvernement burundais des allégations selon lesquelles 55 personnes au moins auraient été victimes de violations de leur droit à la vie. Un cas constituerait une violation du droit à la liberté d'opinion et d'expression.

Demandes d'intervention d'urgence

148. Le Rapporteur spécial a adressé une demande d'intervention d'urgence au Gouvernement burundais après avoir reçu des informations faisant état de la condamnation à mort à Bujumbara, lors de deux procès tenus les 5 et 6 juillet 1992 en relation avec les activités du PALIPEHUTU, des cinq personnes suivantes : Benoît Ndikumana, Athanase Ndereyimana, Thomas Barwihigire, Ernest Nshirmirimana et Antoine Ntirabampa, vice-président du PALIPEHUTU. Selon la source de ces informations, aucun des condamnés n'a bénéficié de l'assistance d'un défenseur ni eu de réelle possibilité de se défendre. Il semble que des déclarations arrachées aux accusés sous la torture aient pu être utilisées comme preuves à charge contre eux (22 juillet 1992).

Autres allégations

149. Le Rapporteur spécial a transmis au Gouvernement burundais des allégations reçues par lui selon lesquelles plus de 50 personnes auraient peut-être péri, victimes d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires (31 août 1992) :

a) Rénovant Ndikumana, journaliste de l'Agence burundaise de presse, aurait été arrêté par les militaires avec 13 autres membres de l'ethnie hutue à la fin du mois de novembre 1991. Il aurait été abattu dans un camp militaire à Bujumbara. Les responsables de cette exécution n'auraient pas été traduits en justice;

b) Au moins 30 personnes auraient été tuées lorsque des soldats ont ouvert le feu, sans provocation apparente, sur un groupe de gens à Citiboke le 27 novembre 1991. L'incident serait intervenu en représailles contre de violentes offensives lancées par le PALIPEHUTU en novembre 1991 qui auraient provoqué la mort de plusieurs Tutsis;

c) Antoine Muhitira et 13 autres personnes auraient "disparu" après avoir été arrêtés et placés sous la garde des militaires fin novembre et début décembre 1991 à Bujumbura. Antoine Muhitira aurait été détenu à la caserne de Gatumba. Selon différentes sources, lui et les autres détenus auraient pu être victimes d'exécutions extrajudiciaires.

Communications émanant du gouvernement

150. Au moment de l'élaboration du présent rapport, aucune communication n'avait été reçue du Gouvernement burundais.

Mesures de suivi concernant des allégations transmises en 1991

151. Le Rapporteur spécial a envoyé au titre des mesures de suivi une lettre au Gouvernement burundais au sujet d'une demande d'intervention d'urgence transmise à ce pays en 1991, à laquelle il n'a pas été répondu (voir E/CN.4/1992/30, par. 85-87).

Cambodge

152. Le Rapporteur spécial a reçu des informations selon lesquelles des violations des droits de l'homme, y compris des exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, se seraient produites au Cambodge lors de manifestations qui ont eu lieu à Phnom Penh du 17 au 21 décembre 1991. Le Rapporteur spécial a par ailleurs reçu des rapports faisant état de violences à motivation politique contre des personnes publiquement opposées au gouvernement, y compris d'anciens détenus qui avaient été libérés après la signature d'un accord de paix en octobre 1991 par quatre partis cambodgiens et des représentants de 18 autres pays.

Communications envoyées par le Rapporteur spécial

153. Le Rapporteur spécial a transmis au Gouvernement cambodgien des allégations selon lesquelles les forces de sécurité cambodgiennes auraient fait un usage excessif de la force, causant la mort d'au moins dix civils, y compris d'un mineur, et blessant de nombreuses autres personnes, au cours des manifestations de décembre 1991 à Phnom Penh. Auraient ainsi été tués : Kim Thy (17 ans), Yin Taorm, Mock Paeng, Tang Long et six personnes non identifiées. Selon ces allégations, aucun des manifestants, qui protestaient contre la corruption et contre l'arrestation d'étudiants par la police, n'aurait été porteur d'armes à feu, et aucune des personnes tuées n'aurait fait usage de cocktails Molotov. Par ailleurs, le gouvernement n'aurait pas mené d'enquête approfondie sur l'incident, et aucune poursuite judiciaire n'aurait été engagée contre les agents des forces de sécurité impliqués ces homicides (18 septembre 1992).

154. Le Rapporteur spécial a également communiqué au Gouvernement cambodgien le cas de Tea Bun Long, un fonctionnaire, tué le 22 janvier 1992 à Phnom Penh pour avoir, selon certaines sources, protesté contre la corruption au sein de l'administration du pays et critiqué Chea Sim, Président de l'Assemblée nationale cambodgienne. Il a été par ailleurs indiqué au Rapporteur spécial que Tea Bun Long aurait participé à un projet de fondation d'un nouveau parti d'opposition. Son assassinat s'expliquerait par des motifs politiques.

155. Des copies de ces allégations ont été envoyées à l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge (APRONUC)

Communications émanant du gouvernement

156. Au moment de l'élaboration du présent rapport, aucune communication n'avait été reçue du Gouvernement cambodgien.

Cameroun

157. Les rapports et allégations dont a été saisi le Rapporteur spécial indiquent que depuis novembre 1991, pas moins de 70 prisonniers de droit commun détenus dans le quartier des condamnés à mort dans la section II du camp pénitentiaire de Tcholliré au nord du Cameroun seraient morts de malnutrition ou faute de soins médicaux.

158. Un rapport publié dans la presse nationale à la fin du mois de juin 1992 par le Comité national des droits de l'homme et des libertés, une organisation de défense des droits de l'homme créée par le gouvernement a confirmé que, dans tout le Cameroun, des détenus vivaient dans des lieux surpeuplés et dépourvus d'hygiène, avec un régime alimentaire inadapté, sans isolation des malades, et que des épidémies de gale, de tuberculose et de bronchite étaient fréquentes. Ce comité a en outre indiqué qu'à Tcholliré II, plus de 130 détenus condamnés à mort étaient enchaînés nuit et jour, ne pouvaient quitter leurs cellules pour faire de l'exercice ou prendre l'air, et qu'il n'y avait aucun service médical, ce qui signifiait que les détenus malades, soit se rétablissaient spontanément, soit mouraient. Il a été allégué que ces conditions de détention à Tcholliré II pouvaient constituer une méthode délibérée de provoquer la mort des détenus, ou étaient au moins le résultat de très graves fautes de la part des autorités camerounaises.

Communications envoyées par le Rapporteur spécial

159. Au vu des rapports relatifs à la situation dans le camp pénitentiaire de Tcholliré, et après avoir été informé par d'autres rapports qu'une trentaine de détenus atteints de tuberculose étaient dans un état de santé critique, le Rapporteur spécial a adressé une demande d'intervention d'urgence au Gouvernement camerounais (7 août 1992).

160. Le Rapporteur spécial a adressé une deuxième demande d'intervention d'urgence au Gouvernement camerounais après avoir reçu des rapports indiquant que la vie de Victorin Hamami Bieuleu, dirigeant de l'Union des forces démocratiques du Cameroun (UFCD), était gravement menacée. Bien que souffrant de diabète et d'une détérioration de son état de santé, M. Bieuleu, qui serait détenu au poste de gendarmerie général de Yaoundé, se verrait refuser tout traitement médical et ne recevrait qu'une alimentation insuffisante et inadéquate. Des craintes ont été aussi exprimées à propos de l'état d'un autre détenu, Nyo Wakai, ancien président de la Cour suprême (17 novembre 1992).

161. Dans le même sens, le Rapporteur spécial est intervenu pour le compte de Alhadji Umaru Sakini et Joseph Ekosene, dirigeant de l'UFCD, dont la vie serait également menacée (19 novembre 1992).

Communications émanant du gouvernement

162. A l'époque de l'élaboration du présent rapport, aucune communication n'avait été reçue du gouvernement.

Tchad

163. Les rapports et allégations dont a été saisi le Rapporteur spécial indiquent que, faisant suite à des décennies de guerre civile dans le pays, la démobilisation de milliers de soldats armés aurait conduit à une augmentation des infractions impliquant l'emploi d'armes à feu, y compris des homicides et attaques à main armée, ainsi que des exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, d'opposants et détracteurs du gouvernement. Plusieurs centaines de personnes, dont des membres de mouvements d'opposition, des membres du Gouvernement de l'ancien président Habré et des personnes oeuvrant pour la défense des droits de l'homme auraient été victimes d'exécutions extrajudiciaires par des membres des forces de sécurité depuis l'accession au pouvoir en décembre 1990 du président Idriss Déby. Différents observateurs ont indiqué que l'un des facteurs contribuant à la violence pourrait résider dans les tensions opposant les groupes ethniques Zaghaoua et Hadjerai, bases politiques respectives de l'actuel et du précédent gouvernements.

Communications envoyées par le Rapporteur spécial

164. Le Rapporteur spécial a transmis au Gouvernement tchadien des allégations qu'il avait reçues concernant la violation du droit à la vie de 52 personnes. En envoyant deux messages urgents, il est intervenu pour le compte de cinq personnes. Les 47 autres cas ont fait l'objet d'un courrier séparé. Le gouvernement a répondu à la première demande d'intervention d'urgence.

Demandes d'intervention d'urgence

165. Le Rapporteur spécial a envoyé une demande d'intervention d'urgence au Gouvernement tchadien, après avoir reçu des rapports indiquant que Ahmed Seid Ali, Bisso Mahmoud, directeur de la Société tchadienne d'électricité et de l'eau, et Moussa Mahamat, membre fondateur du Rassemblement d'opposition pour la démocratie et le progrès (RDP), auraient été abattus le 11 janvier 1992 par des membres des forces de sécurité tchadiennes, notamment du Service de sécurité de la police dit Centre de recherche et de coordination des renseignements (CRCR), parce qu'ils protestaient contre leur arrestation, de nuit, par des hommes armés opérant sans aucun mandat d'arrêt ni de perquisition. Hormis les trois décès ci-dessus, des membres des forces de sécurité auraient tué des militants du RDP qui auraient été pris pour cibles à cause de leur opposition pacifique au gouvernement (30 janvier 1992).

166. Le Rapporteur spécial a adressé une autre demande d'intervention d'urgence au Gouvernement tchadien après avoir reçu des renseignements selon lesquels Daoud Ahmat Cherif et Awat Abdou, tous deux membres des forces

de sécurité tchadiennes, auraient été condamnés à mort pour meurtre par un tribunal militaire d'exception le 18 août 1992. Le droit d'interjeter appel devant une juridiction supérieure leur aurait été refusé, et leur exécution publique serait imminente (14 septembre 1992).

Autres allégations

167. Le Rapporteur spécial a transmis au Gouvernement tchadien des renseignements reçus par lui à propos de l'exécution extrajudiciaire, sommaire ou arbitraire alléguée d'au moins 47 personnes, dont les suivantes (31 août 1992) :

a) Assali Adil, Gabriel Belel, Dabon Mahamat et Etenna Issa, qui auraient été arrêtés le 13 octobre 1991 par des membres des forces de sécurité tchadiennes, arrestation qui s'expliquerait uniquement par leur appartenance au groupe ethnique Hadjerai. Eu égard aux rapports faisant état de l'exécution extrajudiciaire par des soldats loyalistes d'au moins 40 personnes de la même origine ethnique, certains craignaient qu'eux aussi aient pu être exécutés;

b) Joseph Behidi, avocat et vice-président de la Ligue tchadienne des droits de l'homme, qui a été abattu le 16 février 1992 par deux militaires en permission, apparemment pour avoir défendu l'hebdomadaire N'djamena Hebdo contre des accusations de diffamation portées par l'armée;

c) Goukouni Guet, dirigeant du Mouvement pour la démocratie et le développement, et Ahmet Saker Bidon, ancien secrétaire d'Etat adjoint aux affaires étrangères, qui auraient été contraints par la force de quitter le Nigéria avec plus de 40 autres ressortissants tchadiens en février 1992. En mars 1992, ces deux personnes auraient fait l'objet d'une exécution extrajudiciaire par des membres des forces de sécurité tchadiennes.

Communications émanant du gouvernement

168. Le Gouvernement tchadien a fourni au Rapporteur spécial certains renseignements en réponse à sa demande d'intervention d'urgence concernant l'allégation d'exécution de trois personnes par les forces de sécurité tchadiennes le 11 janvier 1992 (voir ci-dessus par. 165) : les 8 et 11 janvier 1992, les forces de sécurité ont certes arrêté 18 personnes pour les interroger. Malgré les avertissements, quelques-unes de ces personnes ont répliqué en faisant usage d'armes à feu, ce qui a provoqué la mort d'un officier de police. Les autres membres des forces de sécurité ont été contraints de riposter pour se défendre. Mahmoudou Bisso, Mahamat Seid Ali (non Ahmed Seid Ali) et Moussa Ali (non Moussa Mahamat) ont été tués. Le Gouvernement tchadien a publié la liste des tués et les noms des personnes arrêtées, lesquelles ont été libérées le 24 janvier 1992 en même temps que d'autres prisonniers politiques (10 février 1992).

Mesures de suivi concernant des allégations transmises en 1991

169. Le Rapporteur spécial a envoyé au titre des mesures de suivi une lettre au Gouvernement tchadien en ce qui concerne des allégations transmises en 1991 au sujet desquelles aucune réponse n'a été reçue (voir E/CN.4/1992/30, par. 89 et 90).

Chili

Communications envoyées par le Rapporteur spécial

170. Le Rapporteur spécial a envoyé une demande d'intervention d'urgence au Gouvernement chilien après avoir reçu des allégations indiquant que des membres du Comité pour la défense des droits des peuples (CODEPU) auraient reçu des menaces de mort le 29 janvier 1992. Ce jour-là, des membres d'un groupe paramilitaire dit "Front nationaliste de combat" auraient pénétré par effraction dans les bureaux du CODEPU à Santiago du Chili. Après cette voie de fait, le CODEPU aurait reçu neuf coups de téléphone de menaces du même groupe (7 février 1992).

Communications émanant du gouvernement

171. Au moment de l'élaboration du présent rapport, aucune communication n'avait été reçue du Gouvernement chilien.

Chine

172. Selon les informations qui sont parvenues au Rapporteur spécial, des violations des droits de l'homme, y compris des exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, continuent de se produire en Chine.

173. Plusieurs rapports concernaient la pratique de la peine de mort en Chine. Selon eux, les condamnations à mort seraient prononcées au cours de rassemblements de masse à l'issue de procès qui ne respecteraient pas les normes internationalement reconnues d'un procès équitable. En particulier, les accusés ne bénéficieraient pas toujours de l'assistance d'un défenseur, et dans le meilleur des cas, l'avocat ne disposerait que d'un ou deux jours pour préparer la défense. Les condamnations à mort seraient souvent décidées avant le procès par des "comités de règlement judiciaire" dont les décisions seraient rarement remises en question par les tribunaux. Dans un nombre croissant de cas, la peine capitale aurait été imposée, et exécutée, pour des délits économiques.

174. Le Rapporteur spécial a également reçu des informations relatives à la poursuite d'actes de violence par les forces de sécurité ayant entraîné le décès de Tibétains et de membres de l'Eglise catholique romaine. A cet égard, le Rapporteur spécial tient à renvoyer au rapport présenté à la Commission des droits de l'homme à sa quarante-huitième session par le Rapporteur spécial désigné par la Commission dans sa résolution 1986/20 (E/CN.4/1992/52), lequel traite de l'intolérance et de la discrimination fondées sur la religion ou la conviction.

Communications envoyées par le Rapporteur spécial

175. Le Rapporteur spécial a transmis au Gouvernement chinois des renseignements concernant l'exécution extrajudiciaire, sommaire ou arbitraire alléguée de 40 personnes. Deux de ces cas constitueraient des violations du droit à la liberté d'opinion et d'expression, de religion et de réunion

pacifique. En envoyant un message urgent, le Rapporteur spécial est intervenu pour le compte de trois personnes. Les 37 autres cas ont fait l'objet d'une lettre séparée. Le gouvernement a répondu à toutes les allégations.

Demandes d'intervention d'urgence

176. Le Rapporteur spécial a envoyé une demande d'intervention d'urgence au Gouvernement chinois après avoir reçu des rapports relatifs à l'exécution imminente de Li Wenhua, Liu Shulan et Hang (ou Huang) Xuncai, qui auraient été condamnés à mort le 23 janvier 1992 par un tribunal de Beijing pour des infractions économiques, notamment pour malversation. Selon ces renseignements, les condamnés auraient dix jours pour faire appel du jugement devant le tribunal populaire supérieur de Beijing (4 février 1992).

Autres allégations

177. Le Rapporteur spécial a transmis au Gouvernement chinois les allégations suivantes relatives à l'exécution extrajudiciaire, sommaire ou arbitraire de 37 personnes (31 août 1992) :

a) Trente-cinq hommes et femmes auraient été exécutés immédiatement après avoir été jugés et condamnés à mort pour des infractions liées à la drogue dans un stade public où s'étaient massées 40 000 personnes. Les procédures de jugement n'auraient pas respecté, et de loin, les normes internationales minimales d'un procès équitable, en particulier quant aux garanties de la défense;

b) L'évêque Joseph Fan Cueyan, 86 ans, personnalité éminente de la communauté catholique chinoise clandestine, serait mort en garde à vue le 13 avril 1992. Il aurait été gravement torturé;

c) Un moine du monastère de Drepung serait décédé à la prison de Gutsa, au Tibet, le 7 mai 1992, après avoir été, selon les allégations, gravement battu et torturé. Il aurait été arrêté par des membres des forces de sécurité en même temps que neuf moines du monastère de Gaden alors qu'ils défilaient en procession autour du temple de Jhokhang en arborant un drapeau tibétain.

Communications émanant du gouvernement

178. Le Gouvernement chinois a répondu aux allégations transmises par le Rapporteur spécial en 1992.

179. En réponse à la demande d'intervention d'urgence, le gouvernement a fourni les renseignements suivants : Li Wenhua, Pang Shuncai (et non Hang Suncai) et Liu Shulan ont été condamnés à mort pour corruption et malversation, conformément au Code pénal chinois et aux règles complémentaires visant la répression des crimes de corruption et de malversation. Leurs peines ont été prononcées, conformément à la procédure stipulée par la loi chinoise, après enquête, poursuites et procès public devant des juridictions populaires faisant une large place aux droits de la défense, lesquels ont été pleinement exercés par les accusés. Tous trois ont formé un recours devant le tribunal

populaire supérieur de la ville de Beijing. Au moment où la réponse a été rédigée (27 avril 1992), le tribunal examinait ces recours. La ratification d'une condamnation à mort en première ou seconde instance pour des délits économiques est obligatoire pour que la peine capitale puisse être exécutée. La condamnation des trois accusés a été prononcée en application de la loi chinoise et elle est conforme au Pacte international relatif aux droits civils et politiques ainsi qu'aux Garanties pour la protection des droits des personnes passibles de la peine de mort, approuvées par le Conseil économique et social le 25 mai 1984 (27 avril 1992).

180. En réponse aux autres allégations, les renseignements suivants ont été envoyés par le gouvernement :

a) Quatre (et non dix) lamas du monastère de Ganden (et non Gaden) avaient organisé une manifestation illicite dans les rues de Lhassa et avaient été appréhendés par les forces de sécurité publique de Lhassa, conformément à la loi chinoise. L'allégation selon laquelle un lama du monastère de Drepung serait décédé à la prison de Gutsa des suites de tortures relevait purement et simplement de la rumeur;

b) L'introduction en fraude, le trafic, le transport ou la fabrication d'opium en quantités égales ou supérieures à 1 000 g, d'héroïne en quantités égales ou supérieures à 50 g, ou d'autres stupéfiants en quantités importantes, étaient punis en droit chinois de peines de 15 ans de prison, d'emprisonnement à perpétuité ou de la peine de mort. Les 35 trafiquants jugés et condamnés à mort à Kunming avaient traité et transporté d'importantes quantités de stupéfiants. Les infractions commises avaient donné lieu à une enquête, et les moyens de preuve étaient fiables. Les audiences s'étaient déroulées conformément aux procédures judiciaires établies par la loi, et le verdict avait été réexaminé avant le prononcé du jugement définitif par le tribunal populaire supérieur du Yunnan. Il ne pouvait être question d'exécution sommaire ou arbitraire;

c) L'évêque Fan Xueyan avait été détenu de 1983 à 1987, date de sa libération conditionnelle. En avril 1992, il fut admis à l'hôpital pour une pneumonie et d'autres troubles. On avait vainement tenté de le sauver. Les allégations selon lesquelles il aurait été torturé à mort étaient totalement fausses.

181. Le Gouvernement chinois a réaffirmé que des limites extrêmement strictes étaient imposées à l'application de la peine de mort en Chine, laquelle était réservée aux auteurs de crimes les plus odieux. Toute condamnation définitive à la peine capitale prononcée par un tribunal de seconde instance dans une affaire jugée par une juridiction autre que le tribunal populaire suprême devait être déférée à celui-ci ou à un tribunal populaire supérieur dûment habilité par le tribunal suprême, aux fins d'un réexamen approfondi des faits, moyens de preuve, du verdict, de la condamnation et de la procédure de jugement. Ce n'était qu'après ratification que la peine devenait exécutoire. La détection d'une éventuelle erreur, même après ratification, emportait sursis à l'exécution (26 octobre 1992).

Mesures de suivi concernant des allégations transmises en 1991

182. En réponse aux allégations transmises par le Rapporteur spécial en 1991, le Gouvernement chinois a répondu qu'il n'y avait pas d'exécutions sommaires ou arbitraires en Chine. Il existait des limites strictes à l'application de la peine de mort, laquelle n'était imposée qu'à un petit nombre de sujets extrêmement pervers, coupables de graves violations du droit pénal chinois. Les condamnations à mort étaient également soumises à de strictes procédures de réexamen. Les enquêtes ouvertes à la suite d'allégations selon lesquelles des Tibétains auraient été torturés à mort avaient permis de conclure qu'il s'agissait d'inventions pures et simples. Aucune personnalité religieuse n'était morte sous la torture (voir E/CN.4/1992/30, par. 91 à 98).

Observations

183. Le Rapporteur spécial est sensible à la volonté de coopération manifestée par le Gouvernement chinois, lequel a répondu à toutes les allégations transmises tant en 1991 qu'en 1992. Il faut toutefois noter qu'il existe de remarquables contradictions entre les dénégations générales figurant dans les réponses du Gouvernement chinois à propos de ces allégations, et les allégations précises et détaillées qu'il a reçues de sources non gouvernementales crédibles. Le Rapporteur spécial considère en conséquence qu'il lui serait impossible d'aboutir à aucune conclusion quant au fond de ces allégations s'il ne reçoit pas davantage de renseignements à propos des aspects factuels de ces affaires. Le Rapporteur spécial a donc décidé d'écrire au Gouvernement chinois, en lui indiquant qu'il serait disposé à entreprendre une visite sur place, s'il recevait une invitation du gouvernement.

184. Pour ce qui est de l'application de la peine de mort, le Rapporteur spécial est particulièrement préoccupé par le nombre et la diversité des infractions dont les auteurs sont passibles de la peine capitale. Dans l'une de ses réponses, le Gouvernement chinois a cité le Code pénal de 1979, en vertu duquel quelque 21 infractions sont punies de mort, notamment l'homicide volontaire, le viol aggravé, l'incitation à l'émeute ayant entraîné la mort, l'incapacité ou des lésions corporelles, le vol qualifié, l'incendie volontaire ayant entraîné la mort ou des blessures graves ou des destructions majeures de biens, et le sabotage de transports ou services publics, ainsi que 13 "crimes de contre-révolution". En outre, des décisions ultérieures du Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale ont soumis à la peine de mort de nombreuses autres infractions, parmi lesquelles l'incitation à la prostitution, à la traite des êtres humains, à la vente ou à la production d'ouvrages pornographiques, la contrebande (autrefois punie de 3 à 10 ans d'emprisonnement) et le vol ou l'exportation de vestiges culturels (auparavant punis de peines allant de 10 ans de prison à l'emprisonnement à perpétuité).

Colombie

185. Les rapports et allégations dont a été saisi le Rapporteur spécial indiquent que l'emploi excessif et arbitraire de la force par les forces de sécurité ainsi que par des groupes paramilitaires et des "escadrons de la mort", composés de civils, qui collaboreraient avec elles, les activités dites d'"assainissement social" et les violences commises par la guérilla et des

groupes armés de connivence avec des trafiquants de drogues sont les principales causes de violations persistantes des droits de l'homme, y compris d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, en Colombie.

186. Après la reddition officielle des armes en mars 1990 par le "Movimiento 19 de Abril" (Mouvement du 19 avril), trois autres organisations de guérilla ont entamé des pourparlers avec le gouvernement et ont démobilisé leurs troupes, en déposant les armes, au début de 1991 : l'armée populaire de libération (ELP), le Parti révolutionnaire des travailleurs et l'organisation populaire autochtone Quintín Lame. Une commission d'étude sur les moyens de surmonter la violence a été créée pour étudier les racines de la violence dans les régions où ces trois groupes d'insurgés avaient exercé leur activité. Le 4 juillet 1991, une nouvelle Constitution faisant amplement référence aux droits de l'homme a été adoptée et l'état de siège en vigueur depuis 1984 a été levé.

187. Reste que les conditions persistent d'une poursuite des violations des droits de l'homme. L'échec, en mai 1992, des négociations de paix qui avaient été entamées le 25 juin 1991 entre le gouvernement et la Coordination de la guérilla nationale Simón Bolívar (CNGSB), un organe de coordination des groupes les plus anciens et les plus importants de la guérilla, les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), l'Armée de libération nationale (ELN) et une faction dissidente de l'ELP, aurait conduit à une intensification du conflit armé et à un accroissement de la violence. Du 10 au 16 juillet 1992, un état de conmoción interna (crise intérieure) a été imposé pour six jours dans tout le pays après une flambée d'actes de terrorisme perpétrés par des groupes subversifs et des trafiquants de drogues. Une recrudescence des activités de guérilla a été à nouveau signalée après la commémoration de la découverte de l'Amérique par Colomb en octobre 1992. Le 8 novembre 1992, le gouvernement a imposé à nouveau l'état de conmoción interna.

188. Comme dans les années précédentes, plusieurs organisations de défense des droits de l'homme ont appelé l'attention du Rapporteur spécial sur la progression persistante et alarmante des exécutions extrajudiciaires en Colombie dans un contexte de violence politique permanente. Au cours du premier semestre de 1992, plus de 1 200 personnes auraient été tuées pour des raisons politiques ou en relation avec des activités dites d'"assainissement social". Un grand nombre de syndicalistes, de militants des droits de l'homme et de défenseurs des droits civiques au sein de la communauté ainsi que des membres de partis de gauche autorisés, en particulier l'Union patriotique (UP), auraient figuré parmi les victimes d'exécutions et de menaces de mort à motivation politique.

189. Un grand nombre de décès auraient été causés par l'emploi excessif et arbitraire de la force par des agents de l'Etat. Les forces armées, la police et différents groupes paramilitaires ainsi que des "escadrons de la mort" composés de civils, dont beaucoup opéreraient sous les ordres ou avec l'appui des forces de sécurité colombiennes, seraient responsables de nombreuses exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires. Le Rapporteur spécial a notamment été informé d'un grand nombre de pertes civiles causées par les activités de groupes paramilitaires créés et entraînés par les forces armées

en vue de coopérer avec des unités militaires dans le cadre d'opérations de contre-insurrection. En association avec des unités spéciales de contre-insurrection des forces armées, les "brigades mobiles", ces forces paramilitaires seraient responsables d'un certain nombre de décès de civils dans des régions rurales où les groupes de guérilla sont encore actifs, comme dans les régions de Magdalena Medio (ELN) et Uribe/Meta (FARC). Tous les habitants de ces zones étant considérés par les militaires comme des partisans potentiels de la guérilla, ils seraient donc victimes de violations des droits de l'homme, y compris d'exécutions.

190. Le Rapporteur spécial a par ailleurs continué de recevoir des rapports concernant des opérations dites d'"assainissement social", à savoir des exécutions de prostituées, clochards, enfants des rues, déficients mentaux et autres personnes "socialement indésirables", par des escadrons de la mort, dont on dit souvent qu'ils collaborent avec la police.

191. Quelque 30 % des attentats à la vie dont les auteurs ont pu être identifiés ont été imputés à des activités de guérilla. La violence issue du trafic de drogue, en particulier, sous forme d'exécutions perpétrées par des groupes armés irréguliers, appelés aussi groupes de "justice privée", à la solde de trafiquants de drogue, a également contribué au phénomène persistant de violations du droit à la vie.

192. Le Rapporteur spécial en outre a été informé que dans la plupart des cas, les personnes responsables de violations des droits de l'homme n'ont pas été traduites en justice. Selon les rapports reçus, cela vaut en particulier pour les "brigades mobiles" qui agiraient au mépris total de la vie des civils et jouiraient d'une quasi-impunité. Les chiffres publiés par le cabinet du Procureur général de la nation en septembre 1991 indiquent que de janvier 1990 à avril 1991, un petit nombre seulement d'agents des forces armées ou de la police ont été sanctionnés dans le cadre de procédures disciplinaires relatives à plus de 760 plaintes pour homicides et menaces dont les auteurs éventuels ou avérés étaient des responsables de l'application des lois : des actes d'accusation ont été dressés contre 72 responsables; 43 ont été sanctionnés, et dans 8,1 % des affaires, une enquête disciplinaire officielle a été ouverte à la suite de plainte pour homicide; 4 membres de la police nationale et des forces armées ont été déclarés coupables d'homicides multiples, 12 autres ont été reconnus coupables de menaces. Toutefois, depuis la fin août 1992, un effort semble être fait pour enquêter sur des violations des droits de l'homme : des procédures judiciaires auraient été engagées contre plusieurs membres de l'armée et de la police.

Communications envoyées par le Rapporteur spécial

193. Le Rapporteur spécial a transmis au Gouvernement colombien des allégations qu'il avait reçues concernant la violation du droit à la vie de plus de 215 personnes. Dans trois cas, les victimes auraient été des mineurs. Vingt et un cas constitueraient des violations du droit à la liberté d'opinion et d'expression, de religion ou de réunion et d'association pacifiques. En envoyant 13 messages urgents, le Rapporteur spécial est intervenu pour le compte de plus de 32 personnes. Des allégations concernant des violations du droit à la vie de 177 autres personnes ont été transmises par courrier séparé. Le gouvernement a répondu pour neuf de ces cas.

Demandes d'intervention d'urgence

194. Le Rapporteur spécial a envoyé des demandes d'intervention d'urgence au Gouvernement colombien après avoir reçu des rapports concernant des menaces de mort et attentats à la vie dont auraient été victimes les personnes suivantes en raison de leur appartenance ou de leur association à des organisations de défense des droits de l'homme, des groupes politiques ou des syndicats.

195. Le 15 janvier 1992, Fabio Velásquez et ses deux fils, Luis Fernando (17 ans) et Oliverio, auraient été enlevés par des hommes armés apparemment liés aux forces de sécurité colombiennes à Puente Iglesia, Tarso, Antioquia. Les cadavres de Fabio et Luis Fernando Velásquez auraient été retrouvés quelques jours plus tard. Des craintes ont été exprimées sur le sort d'Oliverio Velásquez : on ne sait où il se trouve, et lui aussi risque peut-être d'être exécuté (6 février 1992).

196. Blanca Cecilia Valero de Durán, une secrétaire du Comité des droits de l'homme (CREDHOS) de Magdalena Medio, aurait été assassinée le 29 janvier 1992 à Barrancabermeja. Le président du CREDHOS, Jorge Gómez Lizarazo, aurait fait l'objet de menaces de mort de la part de groupes paramilitaires (7 février 1992).

197. Le 15 février 1992, un groupe de soldats se définissant eux-mêmes comme membres du bataillon de renseignements "Charry Solano" auraient fouillé en son absence le domicile d'Hernando Cruz Modesto, en demandant à ses enfants de leur indiquer le lieu où se trouvaient leur père et plusieurs autres personnes, y compris le frère d'Hernando Cruz Modesto, un dirigeant de l'Association nationale des travailleurs agricoles (ANUC). Hernando Cruz Modesto aurait auparavant été victime de deux tentatives d'assassinat par des agents des forces de sécurité (24 juin 1992).

198. César Chaparro Nivia, syndicaliste et membre actif de l'UP, aurait été détenu par des membres du Département administratif de la sécurité (DAS), le 29 février 1992 et serait mort le 4 mars 1992, des suites des tortures qui lui auraient été infligées au cours d'interrogatoires à un poste du DAS à Bogota. Sa femme, Margarita Agudelo Alzate et son frère, Hernando Agudelo Alzate, auraient fait l'objet de menaces de mort après avoir signalé son décès au Procureur général de Colombie (24 juin 1992).

199. Leonardo Salazar Portilla, Juan Gustavo Zuluaga, Carmen Eliza Pereira, Carlos Arturo Ramos Minota et William Javier Almario Alvarez, tous membres du Mouvement du renouveau socialiste (CRS) auraient été détenus et exécutés par des membres des forces de sécurité le 15 avril 1992. Des craintes ont été exprimées sur le sort d'une sixième personne arrêtée, Aldemar Rodríguez Carvajal : on ignore où il se trouve et lui aussi risque peut-être d'être exécuté (25 juin 1992).

200. En relation avec la recrudescence de la violence au milieu de l'année 1992, il a été signalé que l'Albergue Campesino de Barrancabermeja, un centre d'hébergement provisoire de familles déplacées de la région de Magdalena Medio, avait dû être fermé en juillet 1992 à la suite de menaces

de mort et d'actions de harcèlement et d'intimidation répétées contre ses habitants par des forces paramilitaires liées à la XIVème Brigade des forces armées colombiennes. Elvira Maria Cordoba Quintana, une femme qui aurait été contrainte de travailler pour un groupe paramilitaire et qui aurait identifié les responsables des menaces contre l'Albergue, fut retrouvée morte le 19 mai 1992 (21 juillet 1992).

201. Des menaces de mort et agressions dirigées contre des membres du CREDHOS, y compris Jorge Gómez Lizarazo, Rafael Gómez Serrano et Joel Quiroga, ont été à nouveau signalées en juin 1992. De plus, un ancien membre du CREDHOS, Julio César Berrio Villegas, aurait été tué le 28 juin 1992 par des inconnus armés, apparemment liés aux forces de sécurité (28 juillet 1992).

202. Raquel Judith Bernal Dueñas, militante de l'UP, et son frère Jorge Ernesto Bernal Dueñas, enseignant et syndicaliste, auraient été victimes d'actes d'intimidation et auraient reçu des menaces de mort de membres des forces de sécurité de l'Etat en octobre 1992 (29 octobre 1992).

203. Plusieurs dirigeants nationaux des partis d'opposition UP et Parti communiste colombien (PCC), y compris Manuel Cepeda Vargas, Aída Abella et Alvaro Vásquez del Real, auraient reçu à plusieurs reprises des menaces de mort en octobre 1992. Les responsables de l'UP auraient été informés qu'un groupe paramilitaire basé à Puerto Boyacá, Santander, aurait été recruté pour assassiner des dirigeants des deux partis (3 novembre 1992).

204. Le Rapporteur spécial a envoyé une autre demande d'intervention d'urgence au Gouvernement colombien après avoir reçu des informations indiquant que des membres de la police et de l'armée avaient ouvert le feu, au hasard et sans qu'il y ait eu provocation, sur des participants à une manifestation organisée par des agriculteurs et des autochtones à Rio Blanco près de Popayán, Cauca, le 8 octobre 1992 (29 octobre 1992).

205. Deux cas transmis par le Rapporteur spécial au Gouvernement colombien concernaient des menaces de mort et des exécutions dont auraient été victimes des civils dans le cadre d'opérations de contre-insurrection menées par l'armée et par des forces paramilitaires collaborant avec elle :

a) Olivia Ballona et Avelino Domínguez, tous deux dirigeants régionaux de l'ANUC à San Vicente de Chucurí, auraient reçu des menaces de mort après avoir signalé, en juillet 1992, aux autorités locales, des actions de harcèlement et d'intimidation commises contre des agriculteurs de la région par des membres de la seconde brigade mobile de l'armée colombienne et de forces paramilitaires agissant sous leurs ordres. Au cours d'opérations de contre-insurrection, les agriculteurs auraient été menacés de mort s'ils ne payaient pas des "impôts" en vue de financer des groupes paramilitaires ou s'ils ne participaient pas activement à des patrouilles paramilitaires. En septembre 1992, Octavio Sierra, un agriculteur résidant à Pamplona, San Vicente de Chucurí, aurait été menacé de mort par des membres de la seconde brigade mobile s'il ne quittait pas la région (15 octobre 1992);

b) Le 2 octobre 1992, Héctor Audelo Chaparro, Reynaldo Riveros Chaparro et Ismael Amaya auraient été exécutés à Toquilla, Aquitania, Boyaca, par une patrouille militaire du bataillon de Tarqui basé à Sogamoso. Les militaires seraient arrivés au village avec une liste de 10 personnes, toutes employées d'une entreprise de construction, dont Rosa Alvarado, Manuel Abella, Humberto Preciado et Dario Bonilla. Avant de partir, les soldats auraient peint des slogans sur les murs laissant croire que les FARC avaient mené l'opération (15 octobre 1992).

Autres allégations

206. Le Rapporteur spécial a transmis au gouvernement les cas suivants d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires alléguées en Colombie (31 août 1992) :

a) Carolina Tombe et 19 autres membres de la communauté autochtone El Paez (dont les noms peuvent être consultés dans les dossiers du secrétariat) auraient été tués le 16 décembre 1991 à "El Nilo", Caloto, Cauca, par un groupe d'hommes armés. Une enquête ouverte sur cette affaire par le DAS aurait confirmé la participation aux faits d'agents de la police nationale;

b) Carlos Edgar Torres Aparicio et Rodolfo Alvarez, avocats, et l'anthropologue Etnio Vidardo, qui participaient tous trois à une enquête indépendante sur le massacre d'"El Nilo" le 16 décembre 1991, auraient été tués le 8 janvier 1992 à leurs domiciles à Cali, Valle, par des hommes armés qui seraient liés aux forces de sécurité de l'Etat;

c) Héctor Serrano Rocha aurait été tué le 8 mars 1991 par des membres d'une patrouille militaire qui l'auraient arrêté et emmené au camp militaire "El Triunfo" à El Mango, La Esmeralda, Arauca, où ils l'auraient attaché à un poteau et abattu;

d) Carlos Guegia aurait été tué le 5 juin 1992 à Restrepo, Valle del Cauca par trois hommes armés qui lui auraient demandé son nom. Il aurait auparavant reçu des menaces de mort de membres de la police nationale;

e) Wilmar Andrés Cardona (14 ans) aurait été retrouvé mort le 21 juillet 1992 à Canteras de Colombia. Après avoir été blessé par un chauffeur de taxi, il aurait été emmené à la base militaire de Santander à Medellín où il aurait été tué.

207. Les cas suivants concernent le décès de civils qui ont été signalés au Rapporteur spécial dans le contexte d'opérations de contre-insurrection (31 août 1992) :

a) Marta Cecilia Ayure Quintero (11 ans) et deux membres présumés des FARC auraient été tués le 13 mai 1992 au cours d'une agression perpétrée par des membres de la première brigade mobile de l'armée colombienne contre le domicile de sa famille à Vereda Santander, Uribe, Meta;

b) Tomás Cerinza Tunarosa et Salvador Rodríguez, tous deux étudiants, auraient été tués le 14 mai 1992 à proximité de Paz de Ariporo, Arauca, par des membres d'une patrouille militaire qui les auraient accusés d'être des guérilleros, pour la seule raison que leurs cartes d'identité indiquaient qu'ils venaient d'Araucuita;

c) Marlene de Jesús Giraldo aurait été tuée le 24 novembre 1991 au cours d'une opération militaire à Campo Vijao, Yondo, Antioquia.

208. Le Rapporteur spécial a aussi transmis au Gouvernement colombien les cas suivants de violations alléguées du droit à la vie dans le contexte de grèves organisées en avril 1992 (31 août 1992) :

a) Des employés de Télécom, les Télécommunications colombiennes, auraient été menacés de mort par des membres de la police nationale en raison de leur participation à une grève organisée du 22 au 27 avril 1992 à Bogota, pour protester contre des décisions gouvernementales affectant l'entreprise;

b) Joaquín María Caicedo Angulo, un employé de Télécom, aurait été retrouvé mort après sa disparition le 18 avril 1992 de Boacha, Bogota. L'implication de la police dans son décès a été alléguée;

c) Luis Enrique Lazaro Uribe et Luis Fernando León, tous deux membres du Syndicat colombien des travailleurs du pétrole (ECOPETROL), auraient fait partie des 120 personnes au moins qui ont été victimes depuis le début de 1992 d'exécutions extrajudiciaires dans la région de Barrancabermeja, lesquelles seraient le fait d'éléments liés aux forces de sécurité de l'Etat. Parmi les personnes exécutées, 45 auraient appartenu au même syndicat.

209. Les cas suivants, transmis par le Rapporteur spécial au Gouvernement colombien, concernent l'exécution extrajudiciaire, sommaire ou arbitraire, alléguée de huit personnes en raison de leur appartenance à des partis politiques ou à des organisations de défense des droits de l'homme et autres organismes oeuvrant pour les droits civiques (31 août 1992) :

a) Oscar Elías López, avocat et conseiller juridique du Conseil régional autochtone de Cauca (CRIC) aurait été tué le 29 mai 1992 par des inconnus, apparemment liés aux forces de sécurité de l'Etat. Il a été indiqué que lui et d'autres avocats collaborant avec le CRIC avaient auparavant reçu des menaces de mort;

b) Hugo Varela Mondragón, avocat et journaliste, président du Centre national des organismes de logements communautaires (CENPAVI) et ancien membre de la Commission des négociations de paix créée par l'ex-président Belisario Betancourt, aurait été tué le 21 avril 1992 à Palmira, Valle, par des membres de l'Unité de renseignements F-2 de la police colombienne;

c) Cinq membres de la municipalité d'El Castillo, Granada, Meta, María Mercedes Méndez, William Ocampo Castaño, Rosa Peña, Pedro Agudelo et Ernesto Saralde, tous membres de l'UP, auraient été tués le 3 juin 1992 par des membres des forces armées alors qu'ils regagnaient El Castillo après avoir

rencontré le Gouverneur du département et le commandant de la 7ème brigade de l'armée auxquels ils avaient signalé avoir reçu des menaces de mort des militaires;

d) Ligia Patricia Cortez, membre du CREDHOS, Parmenio Ruiz, président du Syndicat des conducteurs de l'entreprise de transport San Silvestre, et René Tavera, membre de l'ANUC, auraient été assassinés le 30 juillet 1992 dans un restaurant de Barrancabermeja par trois inconnus, qui seraient liés aux forces de sécurité de l'Etat.

210. Le Rapporteur spécial a transmis au Gouvernement colombien les cas suivants relatifs à des allégations de menaces de mort et d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, pour lesquelles les enquêtes judiciaires auraient été closes sans que les responsables aient été déférés à la justice (31 août 1992) :

a) Juan Alberto Garay, tué le 2 octobre 1991 à Umbria, Risaralda;

b) David Florez González, secrétaire général du Syndicat des enseignants de Santander, José Angel Lasso Sierra, président de l'Association des enseignants d'Arauca (ASEDAR) et Urbano Barreto Arenas et Enrique Petuz, membres de l'ASEDAR, qui auraient fait l'objet de menaces de mort.

Communications émanant du gouvernement

211. Le Gouvernement colombien a communiqué au Rapporteur spécial des renseignements sur les cas suivants :

a) Blanca Cecilia Valero de Durán, assassinée le 29 janvier 1992 : tous les mécanismes d'enquête propres à identifier les instigateurs et les auteurs de son exécution ont été mis en oeuvre. Son corps a été exhumé à Barrancabermeja et 25 personnes ont été entendues comme témoins. Toutefois, une grève du 29 au 31 janvier 1992 a entravé l'enquête, qui a néanmoins été menée à bien par le Service des enquêtes préliminaires de Barrancabermeja (18 février 1992);

b) Jorge Gómez Lizarazo, Rafaél Gómez Serrano et Joel Quiroga, du CREDHOS (voir ci-dessus, par. 201) : une protection personnelle leur a été accordée à compter du 10 février 1992 par le DAS (18 février 1992). Le Gouvernement colombien a en outre informé le Rapporteur spécial que la protection de Jorge Gómez Lizarazo et de membres de sa famille avait été renforcée début septembre 1992 et était désormais assurée par quatre détectives du DAS et quatre agents de la Fiscalía Regional del Cuerpo Técnico de Investigación. Un détective aurait été blessé lors d'une agression contre Jorge Gómez Lizarazo le 11 juin 1992 (22 septembre 1992);

c) Fabio de Jesús Velásquez et ses fils Luis Fernando et Oliverio Velásquez Parra (voir ci-dessus par. 195) : les recherches effectuées par le DAS avaient confirmé leur arrestation le 15 janvier 1992 par trois hommes armés. Ultérieurement, les corps de Fabio de Jesús et Luis Fernando Velásquez furent retrouvés criblés de balles. Il a été impossible de découvrir le lieu où se trouve Oliverio Velásquez Parra. L'enquête judiciaire se poursuit (19 mars 1992);

d) Raquel Judith et Jorge Ernesto Bernal Dueñas (voir ci-dessus par. 202) : les autorités compétentes avaient été priées de fournir la protection requise. Les prétendues victimes devraient préciser pourquoi elles ont affirmé que les menaces téléphoniques étaient le fait d'agents des forces de sécurité, et se mettre en rapport avec la Defensoría del Pueblo (18 novembre 1992).

212. De plus, le Gouvernement colombien a informé le Rapporteur spécial que l'instauration de l'état de crise intérieure le 8 novembre 1992 était indispensable pour empêcher que des individus accusés d'infractions graves ne puissent se soustraire à la justice. A la suite de la levée de l'état de siège, un grand nombre de détenus, y compris certaines personnes impliquées dans des activités terroristes, étaient sur le point d'être libérés, contrairement à une réglementation spéciale concernant la privation de liberté (10 novembre 1992).

213. Comme suite à la résolution 1992/42 de la Commission des droits de l'homme, le Gouvernement colombien a fourni des renseignements à propos d'actes de violence ayant entraîné un nombre croissant de décès de civils et de membres des forces de sécurité, commis par des groupes terroristes armés et des groupes armés irréguliers à la solde de trafiquants de drogue (voir ci-dessus par. 191).

Mesures de suivi concernant des allégations transmises les années précédentes

214. Le Rapporteur spécial a envoyé au titre des mesures de suivi une lettre au Gouvernement colombien en ce qui concerne des allégations transmises précédemment ainsi que des recommandations faites par l'ancien Rapporteur spécial après la visite qu'il avait effectuée dans ce pays en 1989. Dans cette lettre, le Rapporteur spécial indiquait qu'il était sensible aux efforts faits par les autorités colombiennes pour garantir le droit à la vie en offrant une protection policière à un certain nombre de personnes menacées de mort. En revanche, le Rapporteur spécial exprimait aussi sa préoccupation au vu de rapports faisant état de violations continues des droits de l'homme, y compris d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires. Dans presque tous les cas, les renseignements fournis par le Gouvernement colombien semblaient indiquer que, même lorsque des investigations avaient été ordonnées et que des enquêtes préliminaires avaient été ouvertes, dans la plupart des cas, les responsables n'avaient pas été sanctionnés et les familles des victimes n'avaient reçu aucune indemnisation. Ce point est d'autant plus préoccupant que la condamnation des auteurs d'exécutions est indispensable pour mettre fin au climat d'impunité qui constitue l'un des principaux problèmes en Colombie.

215. Le Rapporteur spécial a prié le Gouvernement colombien de lui adresser un complément d'information actualisé au sujet des cas qui, à l'époque de l'envoi de la réponse, faisaient encore l'objet d'une enquête, ainsi que de ceux pour lesquels aucune réponse n'avait encore été reçue des autorités compétentes. Le Rapporteur spécial a aussi fait savoir au Gouvernement colombien qu'il était disposé à effectuer une seconde visite sur place pour veiller au suivi efficace des recommandations faites au terme de la première visite et aider les autorités dans leurs efforts visant à garantir une protection efficace du droit à la vie.

Cuba

216. Le Rapporteur spécial a reçu des renseignements et allégations concernant des exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires à Cuba. Il s'agissait notamment de cas d'application de la peine capitale consécutive à des procès au cours desquels les accusés n'auraient pas bénéficié de toutes les garanties internationalement reconnues en matière de protection de leur droit d'être entendu. Des vices de procédure auraient porté atteinte à leur droit à une représentation en justice adéquate et à disposer du temps nécessaire à la préparation de leur défense.

217. Le Rapporteur spécial a également reçu des allégations de décès consécutifs à l'usage abusif de la force par des éléments de la police et de l'armée. De plus, comme les années précédentes, on lui a fait part de menaces de mort proférées contre des militants des droits de l'homme.

Communications envoyées par le Rapporteur spécial

218. Le Rapporteur spécial a transmis au Gouvernement cubain les informations qu'il avait reçues concernant des allégations de violations du droit à la vie de 11 personnes. Deux cas auraient constitué des atteintes au droit à la liberté d'opinion et d'expression, ainsi que de réunion pacifique et d'association. Le Rapporteur spécial a adressé des demandes d'intervention d'urgence en faveur de cinq personnes. Il est intervenu en faveur des six autres par lettre séparée. Le gouvernement a répondu à toutes les allégations.

Demandes d'intervention d'urgence

219. Deux demandes d'intervention d'urgence ont été envoyées au Gouvernement cubain au sujet d'allégations d'application imminente de la peine de mort :

a) Daniel Santovenia Fernández, Pedro de la Caridad Alvarez Pedroso et Eduardo Díaz Betancourt auraient été déclarés coupables de sabotage antigouvernemental et condamnés à mort le 11 juillet 1992 lors d'un procès qui n'aurait duré que sept heures (15 janvier 1992);

b) Luis Miguel Almeida Pérez et René Salmerón Mendoza auraient été accusés de piratería (piraterie) et de meurtre et condamnés à mort par un tribunal de la sécurité de l'Etat à La Havane. Leurs conseils juridiques n'auraient pas été indépendants (11 février 1992).

Autres allégations

220. Trois personnes seraient mortes consécutivement au recours abusif à la force par des agents responsables de l'application des lois (31 août 1992) :

a) José Manuel Meja aurait été abattu en mai 1992 alors qu'il franchissait sur sa moto l'entrée de la section militaire Vaca Muerta, à San Antonio de los Baños, à la recherche d'essence. Les soldats n'auraient pas fait de sommation avant de lui tirer à bout portant dans le dos;

b) Bárbaro O'Reilly aurait été abattu par un agent de police à Ciudad de Morón, Ciego de Avila, en octobre 1991. Il aurait reproché à ce dernier d'avoir brutalisé quelqu'un;

c) José Francisco González Campo aurait été abattu le 10 mai 1992 par un agent de police qui l'avait arrêté à la suite d'un accident de bicyclette dans l'arrondissement de Parraga de La Havane.

221. Un cas transmis par le Rapporteur spécial au Gouvernement cubain portait sur la mort qui aurait résulté de tortures subies en détention par Angel Luis Merencio Pérez, qui aurait été arrêté en octobre 1991 à Ceballos, Morón, Ciego de Avila, faute d'avoir pu présenter sa carte d'identité à un agent de police, sur sa demande. Il y aurait eu sur son corps des traces de brutalités. De plus, les autorités n'auraient pas ouvert d'information à propos de cette affaire.

222. Le Rapporteur spécial a par ailleurs transmis au Gouvernement cubain le cas de deux militants des droits de l'homme qui auraient reçu des menaces de mort (31 août 1992) :

a) Juan Betancourt Morejón, secrétaire général du Comité cubain pour les droits de l'homme (CCPDH), qui aurait été abordé dans la rue à La Havane le 21 février 1992 par deux hommes qui, lui ayant pointé un revolver sur la tête, ont appuyé sur la gâchette en lui disant que la fois suivante, l'arme serait chargée et qu'il devrait cesser de s'occuper des droits de l'homme. Les assaillants auraient partie liée avec les forces de sécurité de l'Etat;

b) Jorge Amores Díaz, Vice-Président du CCPDH, aurait reçu des menaces de mort de deux officiers supérieurs de la sécurité de l'Etat, qui l'auraient interpellé dans la rue à La Havane, en février 1992.

Communications émanant du gouvernement

223. Le Gouvernement cubain a envoyé au Rapporteur spécial les renseignements suivants, en réponse à tous les cas que celui-ci lui a transmis en 1992 :

Demandes d'intervention d'urgence

224. Daniel Santovénia Fernández, Pedro de la Caridad Pedroso et Eduardo Díaz Betancourt ont été condamnés à mort pour propaganda enemiga (propagande en faveur de l'ennemi), sabotaje (sabotage) et terrorismo (terrorisme) ainsi qu'entrée illégale dans le pays en vue de perpétrer ces crimes, au terme d'un procès offrant toutes les garanties de procédure et conformément aux articles 103, 104, 105, 106 et 124 du code pénal cubain. Tous trois ont bénéficié d'une représentation en justice. Leur condamnation était fondée sur les déclarations de trois témoins, la confiscation d'armes et d'engins explosifs ainsi que leurs propres aveux de culpabilité. La condamnation à mort de Daniel Santovénia Fernández et Pedro de la Caridad Pedroso a été commuée en peine d'emprisonnement de 30 ans. Eduardo Díaz Betancourt a été exécuté (28 janvier 1992).

225. Luis Miguel Almeida Pérez et René Salméron Mendoza ont été déclarés coupables de meurtre pour piraterie et sabotage, et condamnés à mort, conformément à l'article 29 du code pénal cubain. L'un et l'autre étaient représentés par des conseils choisis par leurs propres familles. Leur condamnation à mort a été confirmée en deuxième ressort. Au moment de la rédaction de la réponse, les cas étaient devant le Conseil d'Etat (24 février 1992).

Autres allégations

226. Aucun des décès signalés n'était dû à des exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires; il s'agissait de cas isolés. Lorsque le recours abusif à la force par les agents de la sécurité a été constaté, les coupables ont été sanctionnés conformément à la loi (6 novembre 1992) :

a) José Manuel Mija (et non pas Meja) a été pris en flagrant délit de vol d'essence et a pris la fuite en direction d'autres zones militaires dont l'accès était interdit. Il n'a obtempéré ni aux sommations ni aux coups de semonce et a finalement été mortellement touché par une balle;

b) Bárbaro Herrada Díez (et non pas O'Reilly) a été tué par une balle perdue tirée en l'air par le sergent Juan Carlos Ramos Escalero au cours d'une discussion avec une autre personne. Le sergent a été condamné à 12 ans de prison, conformément à la loi cubaine;

c) Angel Luis Merencio Pérez a été incarcéré le 22 septembre 1991. Il s'est blessé en se battant avec un codétenu et a succombé dans un centre médical où il était soigné. Le prisonnier responsable de sa mort a été condamné à cinq ans de prison. Bien qu'il n'en fût pas directement responsable, un agent de l'administration pénitentiaire, Eusebio Ríos Gonzalez, a été sanctionné pour négligence;

d) Juan Betancourt Morejón et Jorge Amores Díaz : il s'agit de fausses allégations. Betancourt Morejón a quitté Cuba le 24 avril 1992 et Amores Díaz en juillet de la même année;

e) José Francisco González Sampa tentait de voler une bicyclette le 10 mai 1992 quand le chef de secteur de la police, Juan González Rego, s'est interposé. Lorsqu'il s'attaqua à celui-ci d'un coup de machette, le policier tira sur lui, le touchant mortellement. Une enquête judiciaire (cas 335/1992) a établi que Juan González Rego avait fait un usage abusif de la force dans l'exercice de ses fonctions, ce qui lui a valu une peine d'emprisonnement de trois ans.

Mesures de suivi concernant des allégations transmises en 1991

227. Le Rapporteur spécial a envoyé une lettre de rappel au Gouvernement cubain concernant des allégations d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires transmises en 1991 (E/CN.4/1992/30, par. 133 à 137).

228. Le Gouvernement cubain a communiqué ses réponses à ces allégations, indiquant que l'enquête judiciaire avait débouché sur la condamnation et l'emprisonnement de plusieurs membres des forces de sécurité pour recours abusif à la force et l'acquiescement d'autres, reconnus en état de légitime défense. Pour deux cas, il a été indiqué que l'enquête était en cours. Le Rapporteur spécial a demandé au Gouvernement cubain de lui fournir des renseignements à jour concernant ces procès, notamment les jugements rendus et les mesures d'application.

Observations

229. Le Rapporteur spécial se félicite de la coopération dont a fait preuve le Gouvernement cubain en lui communiquant des informations détaillées pour répondre à toutes les allégations transmises en 1991 et 1992. Il a noté avec satisfaction que des enquêtes judiciaires ont été menées dans la plupart des cas et ont abouti à la condamnation et à l'emprisonnement des responsables de l'application des lois coupables de recours abusif à la force. En ce qui concerne l'application de la peine de mort, il a transmis les réponses fournies par le Gouvernement cubain aux sources qui avaient allégué d'irrégularités dans l'administration de la justice, en leur demandant de lui faire part de leurs remarques et observations. Une évaluation complète de ces cas sera soumise à la Commission des droits de l'homme à sa quinzième session.

République dominicaine

Communications envoyées par le Rapporteur spécial

230. Ayant été informé que la police avait fait usage d'armes meurtrières contre des manifestants à Saint-Domingue, le Rapporteur spécial a envoyé au Gouvernement de la République dominicaine une demande d'intervention d'urgence. Rafaél Efraín Ortiz, président du Comité dominicain pour les droits de l'homme, aurait été tué le 20 septembre 1992 et un garçon de 17 ans le 23 septembre 1992 (27 octobre 1992).

Communications émanant du gouvernement

231. Au moment de l'établissement du présent rapport, aucune communication émanant du Gouvernement dominicain n'est parvenue.

Mesures de suivi concernant des allégations transmises en 1991

232. Le Rapporteur spécial a envoyé au Gouvernement de la République dominicaine une lettre de rappel concernant des allégations d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires transmises en 1991 et restées sans réponse (voir E/CN.4/1992/30, par. 139).

Egypte

Communications envoyées par le Rapporteur spécial

233. Le Rapporteur spécial a reçu des informations selon lesquelles trois hommes avaient été tués au village de Bassarta, dans le Gouvernorat de Domyat, à la fin de décembre 1991 ou au début de janvier 1992. Les forces de

la police centrale auraient encerclé le village depuis le 24 décembre 1991. Le Rapporteur spécial a transmis ces cas au Gouvernement égyptien, avec le nom des victimes alléguées : Ez El Din El Ashar, Eid El Shabrawi et Taha Lofti El Genadi.

Communications émanant du gouvernement

234. Le Gouvernement égyptien a informé le Rapporteur spécial que les trois personnes susmentionnées étaient membres d'un groupe de 20 terroristes extrémistes qui avaient attaqué deux cafés et un magasin d'ameublement de la ville de Damietta le 12 décembre 1991, et tenté d'enlever le fils de l'un des responsables de la surveillance et du suivi des activités des terroristes extrémistes le 19 décembre 1991. Le 25 du même mois, la police était informée que les fugitifs recherchés étaient réfugiés dans une maison non loin du village d'Al-Basar Taha près de Damietta. Une brigade de police avait encerclé la maison. Les terroristes avaient ouvert le feu sur la brigade et lancé des engins explosifs, blessant l'un des agents et forçant la police à intervenir. Izz ed-Din Muhammad al-Ashgar, Taha Lutfi al-Junaidi et Eid al-Shubrawi Fath al-Bab ont été tués. Le ministère public a mené une enquête et décidé d'en saisir le tribunal correctionnel, qui a reconnu la légalité de toutes les mesures prises par les organismes chargés de l'application des lois.

235. Le Gouvernement égyptien a également informé le Rapporteur spécial des garanties constitutionnelles, légales et internationales en matière de droits de l'homme et de libertés existant en Egypte, faisant notamment état de l'inspection et du contrôle de la conduite et du comportement des responsables de l'application des lois par le Ministère de l'intérieur. Il a en outre indiqué que les allégations d'abus en matière de droits de l'homme faites dans les rapports des organisations internationales et régionales étaient examinées par un comité mixte constitué de représentants des ministères et d'autres organes gouvernementaux et que les diverses branches du droit étaient enseignées à l'Académie de police égyptienne, où a été créé un département à part entière d'études et de recherches en matière de droits de l'homme (23 novembre 1992).

Mesures de suivi concernant des allégations transmises en 1991

236. Le Rapporteur spécial a envoyé au Gouvernement égyptien une lettre de rappel concernant des allégations d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires transmises en 1991 et restées sans réponse (E/CN.4/1992/30, par. 143 et 144).

El Salvador

237. Les informations et allégations portées à la connaissance du Rapporteur spécial indiquent que les violations des droits de l'homme, notamment les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, continuent de se produire en El Salvador malgré l'accord de paix signé le 16 janvier 1992 et la cessation des hostilités qui s'est ensuivie, après 12 années de conflit armé entre le Gouvernement d'El Salvador et le Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN), qui avait coûté plus de 75 000 vies humaines.

238. Aux termes de l'accord de paix, le FMLN acceptait de dissoudre ses forces moyennant l'adoption d'un vaste train de réformes politiques, électorales, militaires, judiciaires et socio-économiques et la création de nouveaux mécanismes de protection des droits de l'homme. Lors de la troisième phase de négociations, qui s'est tenue à San José (Costa Rica) du 20 au 26 juillet 1990, le gouvernement et le FMLN ont signé un accord relatif aux droits de l'homme aux termes duquel les deux parties s'engageaient à respecter les droits de l'homme fondamentaux. L'accord prévoyait également la mise en place d'un processus international de vérification dans le cadre d'une Mission de l'Organisation des Nations Unies. Conformément à l'Accord de San José en date du 26 juillet 1990, les forces armées salvadoriennes ont élaboré diverses règles régissant l'arrestation et les droits des détenus. En outre, les membres des forces armées et les forces de sécurité ont continué à recevoir un enseignement périodique sur les droits de l'homme et le droit humanitaire international applicable dans les conflits armés.

239. Lors d'une nouvelle phase de négociations, tenue à Mexico du 4 au 27 avril 1991, un accord a été conclu sur la modification de plusieurs articles de la Constitution salvadorienne tendant notamment à renforcer le respect et la protection des droits de l'homme. La création d'une police nationale civile relevant d'autorités civiles a été convenue ainsi que la création d'une Commission de la vérité chargée d'enquêter sur les actes de violence graves commis depuis 1980. Cette commission a vu le jour le 13 juillet 1992 et soumettra son rapport le 13 janvier 1993. Le Médiateur pour les droits de l'homme a pris ses fonctions le 27 juillet 1992.

240. Cela dit, le Rapporteur spécial a continué de recevoir des allégations de violations du droit à la vie. Entre janvier et mai 1992, la Division des droits de l'homme de la Mission d'observation des Nations Unies en El Salvador (ONUSAL) a reçu des allégations concernant la mort de 105 personnes. Les décès survenus dans l'ouest et le centre du pays étaient souvent attribués au recours abusif et arbitraire à la force et aux armes à feu par les membres du Servicio Territorial (Service territorial), des groupes de civils armés collaborant avec les militaires, et des membres de la défense civile, aujourd'hui dissoute. Dans d'autres régions du pays, certains décès seraient dus à des délits de droit commun.

241. Malgré les efforts déployés par les autorités, notamment la démobilisation d'unités militaires et corps de sécurité notoirement connus pour leur violation des droits de l'homme, le Rapporteur spécial a reçu un certain nombre d'informations concernant les meurtres et mesures vexatoires et d'intimidation perpétrés par des éléments des corps de sécurité et des "escadrons de la mort" qui auraient été créés par les forces de sécurité salvadoriennes ou auraient eu partie liée avec elles ou seraient intervenus avec leur assentiment. Les syndicalistes, souvent accusés par les forces de sécurité d'être de connivence avec l'opposition armée, seraient, selon les nombreuses informations, la cible des meurtres et menaces. Le Rapporteur spécial a également reçu des accusations de violations du droit à la vie perpétrées par des membres des corps de sécurité contre des membres et partisans présumés du FMLN. Des membres du FMLN eux-mêmes auraient été responsables d'un grand nombre de meurtres et d'attentats contre la vie de membres des corps de sécurité et de civils, souvent au cours d'attaques à main armée.

242. Dans un grand nombre de cas, les autorités salvadoriennes n'auraient pas procédé à des enquêtes approfondies sur les prétendues atteintes aux droits de l'homme ni identifié leurs auteurs pour les poursuivre. Plusieurs sources ont déclaré qu'elles craignaient que cet état de choses ne sape l'efficacité des réformes en matière de droits de l'homme résultant des accords de paix.

Communications envoyées par le Rapporteur spécial

243. Le Rapporteur spécial a transmis au Gouvernement salvadorien les informations qu'il avait reçues sur les violations du droit à la vie de 43 personnes, dont deux mineurs; 14 cas constitueraient des violations du droit à la liberté d'opinion et d'expression, de religion, ainsi que de réunion pacifique et d'association. Le Rapporteur spécial a fait cinq demandes d'intervention d'urgence en faveur de 19 personnes. Les 24 cas restants ont été transmis par lettre séparée. Le gouvernement a communiqué des informations sur huit cas.

244. Copie de ces allégations a été envoyée à la Division des droits de l'homme de l'ONUSAL, qui, à son tour, a communiqué d'utiles informations au Rapporteur spécial. Celui-ci a également reçu des informations sur un certain nombre de cas d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires alléguées recueillies par l'expert indépendant chargé par la Commission des droits de l'homme d'enquêter sur la situation des droits de l'homme en El Salvador lorsqu'il s'est rendu dans le pays en septembre 1992. Ces cas sont résumés dans le rapport intérimaire soumis par l'expert indépendant à l'Assemblée générale à sa quarante-septième session (A/47/596). Le Rapporteur spécial a transmis ces cas au Gouvernement salvadorien en novembre 1992, en demandant aux autorités de lui fournir des informations. Vu la date tardive de leur transmission, les renseignements communiqués seront intégrés à son rapport à la Commission des droits de l'homme à sa cinquantième session, en 1994.

Demandes d'intervention d'urgence

245. Le Rapporteur spécial a envoyé au Gouvernement salvadorien quatre demandes d'intervention d'urgence concernant des menaces de mort et des attentats contre les personnes suivantes :

a) Le 7 janvier 1992, les onze membres suivants du Conseil national des Eglises protestantes (CNI) ont reçu d'un groupe nommé "Armée secrète de salut national" des menaces de mort écrites, en représailles à l'appui financier et logistique qu'ils auraient apporté au FMLN pendant le conflit armé : Victoriano Jimeno, Medardo Gómez, Hugo Magaña, Flora Carolina Fuentes, Carlos Nájera, Roberto Palacios, Julio César Grande, Ignacio Meza, Santiago Flores, Luis Serrano et Angel Ibarra. Roberto Palacios et Ignacio Meza auraient fait l'objet de menaces antérieures (28 janvier 1992);

b) Des menaces de mort auraient été proférées à la fin de mars 1992 contre Lucía de la Paz Bonilla, mère de Nazario de Jesús Gracias, syndicaliste qui aurait été assassiné le 2 mars 1992 par des membres d'un escadron de la mort ayant partie liée avec l'armée salvadorienne. Lucía de la Paz Bonilla

aurait reçu la visite de deux individus armés, à la suite de celle que lui avaient rendue des membres de l'ONUSAL enquêtant sur le cas de son fils (24 juin 1992);

c) Salvador Iván Ramírez, secrétaire chargé des questions litigieuses de la Fédération nationale des syndicats de travailleurs salvadoriens (FENASTRAS), aurait été assassiné le 31 juillet 1992 et des menaces de mort auraient été proférées contre d'autres membres de la FENASTRAS, dont son secrétaire général, Juan José Huezo, et Miguel Alfredo Ramírez. Un escadron de la mort appelé "Main blanche" serait coupable de l'assassinat de Salvador Iván Ramírez, qui, depuis son retour d'exil en 1991, avait reçu des menaces de mort à plusieurs reprises (21 août 1992);

d) José Eduardo Pineda Valenzuela aurait fait l'objet d'un attentat le 31 juillet 1992. Peu de temps auparavant, il avait été engagé au secrétariat du Médiateur pour les droits de l'homme après avoir participé, en tant que membre de la Section des droits de l'homme du Bureau du Procureur général, au procès de neuf membres de l'armée accusés du meurtre de six jésuites et de deux femmes en 1989. Selon les informations, le 17 août 1992, sa femme, blessée et restée partiellement paralysée après l'attentat, a reçu des mêmes individus armés des menaces de mort si elle coopérait avec les enquêteurs. Dans la même demande d'intervention d'urgence, le Rapporteur spécial a exprimé ses inquiétudes au sujet des informations reçues sur l'attentat contre la vie de Reyes Tomás Martínez Ramos, coordonnateur général du Comité de reconstruction d'Usulután du FMLN, en juillet et août 1992 (14 septembre 1992).

246. Lorsqu'il a été informé que le 23 octobre 1992, Cesar Vielman Joya Martínez avait été extradé par les autorités des Etats-Unis d'Amérique et renvoyé en El Salvador et qu'il était incarcéré dans la prison Mariona (voir infra, par. 631), le Rapporteur spécial a envoyé au Gouvernement salvadorien une autre demande d'intervention d'urgence. M. Joya Martínez avait à maintes reprises déclaré avoir appartenu aux "escadrons de la mort" de l'armée salvadorienne, et les informations qu'il détenait incrimineraient diverses personnes. Des craintes pour sa sécurité avaient été exprimées (1er décembre 1992).

Autres allégations

247. Le Rapporteur spécial a transmis au Gouvernement salvadorien les allégations suivantes d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires de 24 personnes (31 août 1992) :

a) José Samuel Fuentes Marroquín, par des membres de la police nationale et des soldats du régiment de cavalerie le 25 septembre 1991 à Lourdes, Colón, La Libertad. Le Procureur général n'aurait pas donné suite à la dénonciation de l'affaire par la mère de la victime;

b) Francisco Antonio Ventura Vásquez et Marlene Cristina Méndez Vásquez, le 28 septembre 1991, par des soldats du détachement militaire No 2 à Ciudad Sensuntepeque, Cabañas. Leurs corps auraient porté des traces de torture;

c) Wilfredo Guillén García, par un ancien membre de la garde nationale le 29 septembre 1991 à Lourdes, Colón, La Libertad. L'assassin, qui aurait été identifié, n'a pas été arrêté, bien qu'un mandat d'arrêt ait été délivré;

d) Jorge Alberto Aguirre López, par des membres de la police le 4 octobre 1991, à la maison d'arrêt El Congo, Cantón El Zatacal, Coatepeque, après avoir été arrêté comme déserteur;

e) Victor Eduardo Olmedo Escobar, le 18 décembre 1991 par des soldats du bataillon d'infanterie de la marine (BIM), n'ayant pas obtempéré à l'injonction de s'arrêter, à Acajutla (Sonsonate);

f) Mauricio Santamaría, Jorge Alberto Alvarez Corvera et Carlos Hernández Paredes, le 20 décembre 1991 par des soldats du bataillon Guzman Lara du régiment de cavalerie, à Finca San Antonio (Talnique);

g) Jorge Antonio Mejía Rivera, le 29 décembre 1991 par des soldats de la Première brigade d'infanterie, à Cuscatancingo (San Salvador);

h) Nicolás Rodríguez Rivera, par un soldat du détachement militaire No 2, le 19 janvier 1992, à sa descente du bus, à Sensunetepeque (Cabañas);

i) Nora Marleni Bolaños Rodriguez, le 24 janvier 1992 à San Salvador (Mejicanos) par des agents de la police nationale qui avaient essayé de la violer;

j) Edwin Omar de Paz González, juge à El Puerto de la Libertad, le 3 février 1992 par des membres d'un escadron de la mort, sur la route d'El Puerto de la Libertad, Ciudad Nueva de San Salvador;

k) Celestino Flores, le 3 février 1992 par des individus armés qui auraient partie liée avec des forces paramilitaires, à son domicile à San Pablo Tacachico;

l) Pedro Luis Medrano Pérez, le 10 février 1992, enlevé par des hommes fortement armés qui auraient partie liée avec des forces paramilitaires, tandis qu'il attendait l'autobus à El Congo, département de Santa Ana. On aurait retrouvé son corps dans la rue le lendemain, avec des traces de coups;

m) Juan Francisco Cruz Ventura, le 29 février 1992 par un agent de la police nationale qui l'avait interpellé dans la rue à Población de Berlín, Usulután, tandis qu'il fuyait un homme qui l'avait menacé avec une grenade. La police aurait menacé des membres de sa famille de représailles s'ils continuaient à enquêter sur sa mort;

n) Fabián Umaña Ruiz, le 12 mars 1992, à son domicile, à Apastepeque, San Vicente, par des inconnus armés qui auraient partie liée avec des forces paramilitaires;

o) Carlos Humberto Reinoza Hurtado et Jorge Alejandro Reinoza Hurtado (14 ans), le 21 mars 1992, à Finca Patricia, Chalchuapa, par des hommes armés ayant partie liée avec des forces paramilitaires;

p) Alicia Guadalupe Portillo Lovo et Emedino Chávez López, dont on aurait retrouvé les corps le 7 avril 1992 à San Luis Tutultepeque, Nejapa, tués, selon les informations, par des inconnus ayant partie liée avec les forces de sécurité;

q) José Elías Martínez Mulato, le 16 avril 1992, à son domicile, à Nueva San Salvador, La Libertad, par un groupe de soldats de l'armée salvadorienne;

r) Andres Roberto Oliva Gavidia, le 6 mai 1992 à Ciudad de San Vicente, par des membres de l'armée, selon les allégations;

s) Tomás David España García, le 8 mai 1992 à Texistepeque, Santa Ana, par des inconnus qui auraient partie liée avec les forces de sécurité;

t) Dolores Alberto Serrano Aguirre (14 ans), le 11 mai 1992 par des gardes de l'hacienda Veracruz, canton de San Francisco Zaragoza, pour son soutien aux guérillas, selon les allégations;

u) José Salvador Calderón Escobar, qui serait mort le 17 mai 1992 des suites de coups et blessures reçus dans les locaux de la police municipale de Soyapango (San Salvador), où il aurait été passé à tabac.

Communications reçues du gouvernement

248. Le Gouvernement d'El Salvador a communiqué au Rapporteur spécial des informations concernant les cas suivants :

a) Au sujet de Mirtala López et d'autres (voir E/CN.4/1992/38, par. 155 à 158), le FAS était une organisation fantôme; il n'y avait aucune information sur ce groupe. Ce type de menace de mort reçu par certains syndicalistes et dirigeants politiques n'a pas été mis à exécution; jusqu'à présent, nul n'a eu à se plaindre de préjudices. Les personnes en difficulté avaient refusé d'accepter la protection que leur avaient proposée les forces de sécurité. Les allégations faites auprès d'organisations internationales avaient donc pour seul objet de discréditer le gouvernement et son armée (14 janvier 1992);

b) José Palacios a été arrêté le 19 novembre 1991 par des membres de la garde nationale qui le soupçonnaient d'apporter son soutien aux guérillas. Il a été traduit devant le sixième tribunal correctionnel de San Salvador. Au cours de sa détention, il n'a pas subi de sévices. José Ignacio Meza a été arrêté par des membres de la garde nationale qui l'ont trouvé en possession d'ouvrages marxistes léninistes et de cartouches de 200 M-16. Lorsqu'il a avoué qu'il était militant du FMLN, il a été traduit devant le tribunal de première instance de Cojutepeque (21 avril 1992);

c) Salvador Iván Ramírez a été tué le 31 juillet 1992 à la cafétéria "El Portal" de Redondel Masferrer par David Armando Flores Romero, qui a été arrêté par la police le 27 août 1992 et identifié par des témoins de l'incident. Il aurait avoué avoir tué pour des raisons personnelles (23 septembre 1992).

249. Conformément à la résolution 1992/42 de la Commission des droits de l'homme, le Gouvernement salvadorien a communiqué un grand nombre de notes verbales concernant de nombreuses agressions, notamment des assassinats et menaces de mort qui étaient le fait de membres du FMLN.

Mesures de suivi concernant des allégations transmises en 1991

250. Le Rapporteur spécial a envoyé au Gouvernement d'El Salvador une lettre de rappel concernant des allégations d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires transmises en 1991.

251. Le Gouvernement d'El Salvador ayant envoyé au Rapporteur spécial une réponse concernant l'un des cas transmis (E/CN.4/1992/2, par. 166), ce dernier a demandé au Gouvernement d'El Salvador de lui fournir des renseignements sur les cas restés sans réponse.

Guinée équatoriale

Communications envoyées par le Rapporteur spécial

Demandes d'intervention d'urgence

252. Le Rapporteur spécial a envoyé un appel urgent au Gouvernement de la Guinée équatoriale au sujet de Norberto Ndong Abía, membre de la Garde présidentielle, qui aurait été condamné à mort pour meurtre le 23 ou 24 novembre 1992 par un tribunal militaire. Les personnes condamnées à mort par un tribunal de ce genre ne seraient pas autorisées à exercer leur droit de recours (4 décembre 1992).

Autres allégations

253. Le Rapporteur spécial a porté à l'attention du Gouvernement de la Guinée équatoriale deux cas de personnes qui seraient décédées en prison des suites des tortures subies (31 août 1992) :

a) celui d'Alberto Alogo qui serait mort début 1990 après avoir été torturé au commissariat de police de Bata;

b) et celui de Diosdado Abaga Nvo qui serait mort le 5 juillet 1992 après avoir été torturé par des membres de la police de Malabo. De hauts fonctionnaires du gouvernement auraient été impliqués dans cette affaire. D'après les informations reçues, le procès qui avait eu lieu après son décès n'aurait pas eu de conséquences pour les responsables.

Communications émanant du gouvernement

254. Aucune communication n'avait été reçue du Gouvernement de la Guinée équatoriale au moment de l'établissement du présent rapport.

Ethiopie

Communications envoyées par le Rapporteur spécial

255. Le Rapporteur spécial a envoyé un appel urgent au Gouvernement éthiopien après avoir appris que quatre dirigeants du Parti démocratique révolutionnaire éthiopien (EPRP), Tsegaye Gebremedhin, Yisehak Bebretsion, Belete Amena et Sitotaw Husseing, risquaient d'être victimes d'une exécution extrajudiciaire. Ils auraient fait partie d'un groupe de 23 réfugiés éthiopiens établis dans un camp de transit au Soudan dont le contrôle aurait été remis entre les mains des autorités éthiopiennes par les forces de sécurité soudanaises. Dix-neuf d'entre eux auraient été relâchés ou seraient sur le point de l'être, mais les quatre dirigeants désignés ci-dessus seraient toujours détenus à la prison d'Azezo, près de Gonder. D'autres dirigeants du même parti ayant, d'après les informations reçues, disparu après avoir été placés en détention, on craignait que leur vie ne soit en danger (24 juillet 1992).

Communications émanant du gouvernement

256. Le Gouvernement éthiopien a envoyé des informations au Rapporteur spécial en réponse à l'appel urgent susmentionné. Il a corrigé les noms des quatre dirigeants de l'EPRP détenus en précisant qu'il était évident, d'après les termes de la communication, qu'il s'agissait de Saïd Hassen, de Saïd Daud, de Beyene Gura et de Meshesha Moges. Ces quatre commandants de l'aile militaire de l'EPRP n'avaient pas été remis par les forces de sécurité soudanaises, mais avaient été appréhendés alors qu'ils se livraient à des activités militaires illégales dans l'ouest de l'Ethiopie. Les autorités compétentes étaient en train d'examiner leur cas et ils jouissaient de toute la protection et de tous les aménagements accordés aux détenus en vertu des divers instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et du Code de procédure pénale éthiopien. Ils attendaient d'être jugés équitablement. Les informations selon lesquelles d'autres dirigeants de l'EPRP avaient été exécutés, étaient dénuées de tout fondement et mensongères (4 novembre 1992).

Mesures de suivi concernant des allégations transmises en 1991

257. Le Rapporteur spécial a adressé une lettre au Gouvernement éthiopien concernant les allégations d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires qu'il lui avait transmises en 1991. Aucune réponse n'avait été reçue du gouvernement. Le Rapporteur spécial l'a prié de lui fournir des renseignements concernant ces allégations (voir E/CN.4/1992/30, par. 175 à 180).

Ghana

258. Le Rapporteur spécial a reçu des informations selon lesquelles les procédures aboutissant à l'imposition de la peine de mort au Ghana ne respectaient pas toutes les garanties et restrictions reconnues sur le plan international à propos de la peine capitale.

259. Au Ghana, la plupart des condamnations à mort seraient prononcées par les tribunaux publics, des tribunaux spéciaux créés en 1982 par l'actuel gouvernement militaire, en vertu de la loi de 1982 relative aux tribunaux publics (loi 24 du Conseil provisoire de défense nationale (PNDC)). Selon les informations reçues, il n'y aurait pas de procédure établie ou contraignante à suivre devant ces tribunaux. En vertu d'une loi portant amendement à la loi 24 du PNDC (loi 78 du PNDC), en date du mois d'août 1984, un tribunal public national aurait été créé en tant que juridiction supérieure et instance de recours. Le Tribunal public national a compétence pour juger et pour connaître des recours formés contre ses propres décisions; il siège alors en tant que cour d'appel nationale. D'après les informations reçues, il semblerait qu'une condamnation à mort puisse, en cas de contestation, être réexaminée en appel par les juges qui l'ont prononcée en premier ressort. En outre, les membres des tribunaux nommés par le PNDC ne seraient pas pleinement indépendants et ne seraient pas tenus d'avoir une formation juridique. Cependant, aucun cas d'exécution de la peine de mort au Ghana n'avait été rapporté.

Communications envoyées par le Rapporteur spécial

260. Le Rapporteur spécial a transmis deux cas au Gouvernement ghanéen (31 août 1992). Il s'agit de la condamnation à mort de :

a) Kofi Ntorie, condamné à mort pour meurtre par le Tribunal public régional de l'Ouest, le 18 janvier 1992; et de

b) Kwaku Duroh, condamné à mort pour meurtre par le Tribunal public régional d'Ashanti en janvier 1992.

Communications émanant du gouvernement

261. Le Gouvernement ghanéen a communiqué des renseignements au Rapporteur spécial au sujet des cas mentionnés au paragraphe précédent, en précisant qu'aucun des deux hommes n'avait encore été exécuté (2 novembre 1992).

a) Kofi Ntorie avait été jugé par le Tribunal public régional de l'Ouest, reconnu coupable de meurtre et condamné à mort le 18 décembre 1991. Il n'avait pas été représenté par un conseil, plusieurs demandes de représentation par le Conseil d'assistance judiciaire étant restées sans réponse. Il ne sera pas exécuté avant d'avoir franchi deux étapes de recours (appel et révision de la décision rendue). Bien que la date limite soit dépassée, le recours, s'il est présenté maintenant, sera examiné;

b) Kwaku Duroh a été dûment jugé et représenté par un conseil compétent pendant toute la durée de son procès. Il a été condamné le 13 janvier 1992 par un jury de trois personnes présidé par un avocat. Il a été fait appel de la décision rendue le 16 janvier 1992, dans les délais prescrits. Kwaku Duroh ne sera pas exécuté tant que la Division d'appel ou de révision des décisions n'aura pas confirmé la décision rendue.

Grenade

Mesures de suivi concernant des allégations transmises en 1991

262. Le Rapporteur spécial a adressé une lettre au Gouvernement grenadin concernant les allégations d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires qu'il lui avait transmises en 1991 et au sujet desquelles il n'a reçu aucune réponse de sa part (voir E/CN.4/1992/30, par. 185 à 188).

Guatemala

263. D'après les informations et les allégations reçues par le Rapporteur spécial, les violations des droits de l'homme pour des raisons politiques, y compris les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, continueraient d'être très fréquentes au Guatemala.

264. Bien que le nombre total des exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires semble avoir baissé en 1992 (les différentes organisations de défense des droits de l'homme en signalent entre 186 et 388 pour les six premiers mois de 1992), le Rapporteur spécial a néanmoins reçu des informations faisant état d'un nombre alarmant de cas de violations du droit à la vie qui continueraient d'être commises par des membres des forces armées, les patrouilles d'autodéfense civile (PAC), des agents de diverses unités de police et lesdits "escadrons de la mort" qui collaboreraient avec eux. Le Rapporteur spécial a aussi été informé de cas d'assassinats perpétrés par des membres d'un groupe de guérilleros, l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (UNRG).

265. Des violations du droit à la vie continuaient de se produire dans le cadre du conflit armé que se livraient le gouvernement et l'UNRG. Les négociations de paix, entamées en 1991, seraient en panne pour des raisons liées à des problèmes relatifs aux droits de l'homme et les affrontements armés entre militaires et guérilleros se poursuivraient. Le Rapporteur spécial a appris début 1992 que, dans le cadre de la Stratégie anti-insurrectionnelle du gouvernement, l'armée avait attaqué des villages, faisant plusieurs morts et blessés parmi les civils.

266. Comme les années précédentes, les menaces de mort, les harcèlements, les mesures d'intimidation et les meurtres imputés aux forces nationales de sécurité et à leurs collaborateurs touchaient la plupart du temps des personnes ayant des liens avec des syndicats ou des groupes d'opposition politique, des membres d'organisations représentant les peuples autochtones, des défenseurs des droits de l'homme, des paysans, des étudiants, des universitaires, des journalistes et des enfants des rues. La violence à l'égard de ces derniers continuerait. L'unité spéciale de police créée en février 1992 était censée lutter contre la criminalité courante; ses membres,

les "Hunapú" (chasseurs) étaient issus de la police nationale, de la police du fisc et de la police militaire mobile. Il a été rapporté à plusieurs reprises que les Hunapú et des membres de sociétés de surveillance privées, agissant avec l'autorisation de la police nationale et du Ministère de l'intérieur seraient responsables de la violence subie par les enfants des rues et les personnes qui travaillent avec eux, en particulier les personnes rattachées à la Casa Alianza.

267. Tout au long de l'année, le Rapporteur spécial a reçu un nombre alarmant d'allégations de menaces de mort, d'agressions et d'assassinats d'étudiants et de professeurs d'universités, en particulier celle de San Carlos (USAC) à Guatemala City. L'attention du Rapporteur spécial a été également appelée à plusieurs reprises sur des violations du droit à la vie de membres de plusieurs groupes de défense des droits de l'homme, syndicats et autres organismes de protection des droits civiques, y compris le Centre d'information, d'étude et de promotion des droits de l'homme (CIEPRODH), le Groupe d'entraide pour la réapparition vivante de nos parents (GAM), l'Association nationale des veuves guatémaltèques (CONAVIGUA), le Conseil des communautés ethniques "Nous sommes tous égaux" (CERJ), l'Union syndicale des travailleurs du Guatemala (UNISTRAGUA), l'Union syndicale des électriciens (STINDE) et l'Association des étudiants d'universités (AEU).

268. D'après les informations reçues par le Rapporteur spécial concernant les régions rurales, les paysans, en particulier ceux qui appartenaient à des communautés autochtones, continuaient d'être victimes de harcèlements, de mesures d'intimidation et de menaces de mort lorsqu'ils refusaient de s'enrôler dans les patrouilles d'autodéfense civile, soi-disant composées de volontaires.

269. Selon d'autres informations reçues par le Rapporteur spécial, ces violations des droits de l'homme seraient commises impunément. Seul un très petit nombre de cas auraient fait l'objet de poursuites judiciaires ayant abouti à l'identification et à la condamnation des coupables. Les patrouilles d'autodéfense civile en particulier opéreraient en toute impunité. Le Rapporteur spécial a appris en outre, de plusieurs sources, que les parents des victimes de violations des droits de l'homme et les témoins, lors des procès, étaient l'objet de mesures d'intimidation, de harcèlements et de menaces de mort visant à les empêcher de dénoncer les violations et de témoigner contre des membres des forces de sécurité ou des collaborateurs de celles-ci.

Communications envoyées par le Rapporteur spécial

270. Le Rapporteur spécial a transmis au Gouvernement guatémaltèque des informations qu'il avait reçues concernant des allégations de violation du droit à la vie de 100 personnes au moins, dont huit mineurs. Vingt-cinq d'entre elles auraient été victimes de violations du droit à la liberté d'expression et d'opinion, de religion, de réunion pacifique et d'association. Le Rapporteur spécial est intervenu au nom de plus de 60 personnes, en envoyant 20 appels urgents. Des allégations concernant la violation du droit à la vie de 40 personnes au moins ont été communiquées séparément. Le gouvernement a fourni des renseignements concernant 52 personnes.

Demandes d'intervention d'urgence

271. Des parents de l'anthropologue et militante des droits de l'homme, Myrna Mack Chang, assassinée en septembre 1991, et des journalistes assurant le reportage des procès des auteurs présumés de son assassinat, auraient reçu des menaces de mort fin 1991 et début 1992 (9 janvier 1992).

272. Florencio Coj García, Guadalupe Coj García, Manuel Chingo de la Cruz, Mariano de la Cruz et 11 autres, tous membres de la communauté autochtone Quiché de Tunajá, Zacualpa (département d'El Quiché), auraient été menacés par des militaires en janvier 1992 à propos de l'exhumation de cimetières clandestins à Tunajá, en décembre 1991 (7 février 1992).

273. Le 26 janvier 1992, un tract contenant des menaces de mort, signé par un escadron de la mort appelé l'"Unité anticomuniste", aurait été remis à Armando Sánchez, secrétaire général de la Fédération nationale des syndicats de travailleurs de l'Etat du Guatemala (FENASTEG). Le texte visait aussi les personnes suivantes : Amílcar Méndez, président du CERJ, Byron Morales, coordonnateur de l'UNISTRAGUA, Rosalinda Tuyuc, présidente de CONAVIGUA, Nineth Montenegro de García, président du GAM et Juan Mendoza, un dirigeant du Comité de l'unité des agriculteurs. Le 31 janvier 1992, Rosa Pu Gómez, membre de CONAVIGUA, aurait été menacée dans la rue par un homme armé qui l'accusait de faire partie des FARC ou des forces armées rebelles (17 février 1992).

274. Francisco Tziac, "enfant des rues" âgé de 16 ans, serait continuellement en butte à des harcèlements et à des menaces de mort depuis qu'il avait assisté au meurtre de son ami Nahamán Carmona par quatre policiers le 4 mars 1990. Le 18 décembre 1991, il aurait été enlevé par la police et menacé de mort, mais il aurait réussi à s'échapper (17 février 1992).

275. Roberto Yancor et Jorge Ramírez, tous les deux membres de l'Union des travailleurs de Quetzaltenango, du groupe de théâtre "Praxis" et de différentes associations d'étudiants, auraient reçu, plusieurs fois depuis septembre 1991, des coups de téléphone anonymes et des menaces de mort par écrit signées par un escadron de la mort qui s'appelait "Armée secrète anticomuniste". Le même escadron de la mort aurait aussi menacé un autre syndicaliste, José Mercedes Sotz Caté de Guatemala City (24 juin 1992).

276. Pedro Us Soc, maître assistant à l'USAC et membre influent de l'Association des enseignants guatémaltèques et de l'Assemblée nationale des enseignants, ainsi que sa femme Florindalma Ixtahualán, secrétaire d'une organisation autochtone, tous les deux membres du groupe autochtone Quiché, auraient plusieurs fois reçu des menaces de mort entre septembre 1991 et mars 1992. Ces menaces seraient en rapport avec l'assassinat de Manuel Estuardo Peña, professeur à l'USAC, qui aurait été tué le 10 février 1992 par des membres des forces de sécurité (24 juin 1992).

277. Le 12 mars 1992, David Estuardo Mejía Paz (17 ans) aurait été enlevé par des hommes armés qui l'auraient interrogé pour savoir où se trouvait son frère Axel Mejía Paz, collaborateur de Casa Alianza, qu'ils menaçaient de tuer. Axel Mejía Paz avait été le principal témoin lors du procès des 13 membres de l'unité de police "Système de protection des citoyens" accusés d'avoir roué de coups trois enfants des rues le 7 novembre 1991 (24 juin 1992).

278. Le 8 mai 1992, Londy Urízar, réceptionniste à Casa Alianza, aurait reçu des menaces de mort anonymes par téléphone dans les locaux administratifs de Casa Alianza. Ces menaces et d'autres incidents antérieurs seraient en rapport avec la dénonciation de violations des droits de l'homme commises par des membres des forces de sécurité contre des enfants des rues et des collaborateurs de Casa Alianza (24 juin 1992).

279. Le 17 mai 1992, des hommes armés non identifiés, soupçonnés d'appartenir aux forces de sécurité, auraient tenté d'assassiner José Alberto Nerio Osorio, enseignant et délégué du CIEPRODH (25 juin 1992).

280. Le 31 mai 1992, la mère du docteur Carlos León Medrano, membre du groupe autochtone Quiché, aurait reçu un coup de téléphone d'une personne qui aurait menacé son fils et aurait recommandé à ce dernier de quitter Chichicastenango. Quelques jours auparavant, des membres des forces armées auraient tenté de savoir où il se trouvait. On craignait pour sa sécurité (26 juin 1992).

281. Adelina López Castillo, la mère de 11 personnes dont les cadavres avaient été retrouvés en août 1991 à Escuintla, Puerto Quetjal, aurait été menacée de mort par l'armée à cause d'accusations portées contre six soldats présumés coupables du meurtre de ses 11 enfants. D'autres membres de la famille auraient aussi été menacés (27 juillet 1992).

282. Humberto Fuentes Morales, syndicaliste, aurait été victime de harcèlements et d'actes d'intimidation en juin 1992 pour avoir participé à des négociations sur les contrats de travail (4 juillet 1992).

283. Deux "enfants des rues", Byron Geovanni Castillo (14 ans) et José Chicauja (15 ans), auraient été enlevés, battus et menacés de mort par des membres d'une patrouille de Hunapú le 4 août 1992 à Guatemala City (31 août 1992).

284. Maritza Urrutia García aurait été enlevée le 23 juillet 1992 à Guatemala City par des membres des forces armées puis contrainte de dire qu'elle faisait partie d'"organisations subversives". Depuis sa libération, fin juillet 1992, Maritza Urrutia García et les membres de sa famille seraient en permanence surveillés par les forces de sécurité. On craignait pour sa sécurité (31 août 1992).

285. Après avoir reçu en octobre 1992 des informations complémentaires selon lesquelles Maritza Urrutia García et 12 membres de sa famille, y compris trois mineurs (leurs noms figurent dans les archives du secrétariat), continuaient de recevoir des menaces de mort de la part de membres des forces armées, le Rapporteur spécial a lancé un deuxième appel urgent à son sujet (20 octobre 1992).

286. Divers membres de l'AEU de l'USAC, y compris Axel Morales, Otto Pérez, Julio Sajche, Hugo Gudiel et Otto Peralta, Président de l'AEU, auraient, à plusieurs reprises, entre mai et octobre 1992, reçu des menaces de mort de la part de membres des forces de sécurité à propos, d'après les allégations reçues, de leur implication dans les procès engagés contre des membres de

l'unité Hunapú accusés d'être responsables de la mort, le 10 avril 1992, de Julio Cuc Quim, étudiant de l'USAC. Des parents d'étudiants blessés lors de cet incident auraient aussi été menacés (16 octobre 1992).

287. Le 19 octobre 1992, à Guatemala City, deux mineurs du groupe autochtone Kakchikel, Christina Par (17 ans) et Matea Par (16 ans), auraient été agressées et menacées de mort par trois personnes armées soupçonnées d'appartenir aux forces de sécurité, pour avoir participé aux célébrations qui avaient eu lieu dans la rue deux jours auparavant pour fêter l'attribution du prix Nobel de la paix à Rigoberta Menchú (29 octobre 1992).

288. Un appel urgent a été lancé concernant Ronalthe Iván Ochaeta, Directeur du Bureau des droits de l'homme de l'Archevêché du Guatemala, Amílcar Méndez Urizar, Directeur du CERJ, et Fátor Méndez Doninelli, Directeur du CIEPRODH, des craintes ayant été exprimées quant à leur sécurité. Le Président, le Ministre de la défense et d'autres personnes les auraient accusés, en novembre 1992, d'avoir partie liée avec les guérilleros (1er décembre 1992).

289. Depuis fin octobre 1992, María "Myriam" Buthy Dardón Tejada, épouse d'Amílcar Méndez Urizar, et certains membres de sa famille, auraient, à plusieurs reprises, reçus des menaces de mort et été victimes de harcèlements (4 décembre 1992).

290. En outre, le Rapporteur spécial a envoyé un appel urgent au Gouvernement guatémaltèque après avoir reçu, le 18 août 1992, des informations relatives à l'imminence de l'exécution du militaire Nicolas Gutiérrez Cruz. Ce dernier aurait été reconnu coupable du meurtre, le 16 janvier 1992, de quatre paysans de Ciudad Peronia et condamné à 30 ans de prison, puis à la peine capitale en appel. Il y aurait eu plusieurs irrégularités dans la procédure (18 août 1992).

Autres allégations

291. Les cas suivants transmis par le Rapporteur spécial concernent des professeurs d'université ou des étudiants qui auraient été victimes d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires (31 août 1992) :

a) Manuel Estuardo Peña, professeur à l'USAC et travailleur social dans la zone 12 de Guatemala City, aurait été assassiné le 10 février 1992 par trois hommes armés soupçonnés de faire partie des forces de sécurité;

b) Julio Cuc Quim, étudiant à l'USAC, aurait été tué le 10 avril 1992, lorsque des membres des Hunapú avaient ouvert le feu sur un groupe d'étudiants qui préparaient le "Huelga de Dolores", manifestation annuelle d'étudiants. Vingt-deux membres des Hunapú auraient été arrêtés et une enquête sur cette affaire avait été ouverte;

c) Andrés Ramírez Lara, professeur à l'USAC, aurait été tué le 14 mai 1992 par deux tueurs soupçonnés d'appartenir aux forces de sécurité;

d) Juan José Arana Paz, étudiant à l'USAC, aurait été tué le 14 mai 1992, par les mêmes tueurs, quelques heures après Andrés Ramírez Lara;

e) Rodney Rodríguez Valdizon, Emilio González Guerra et Luis Morales Zavala, étudiants à l'USAC, auraient été tués le 5 juillet 1992 par plusieurs hommes armés de mitrailleuses, soupçonnés de faire partie des forces de sécurité.

292. Dans les cas suivants, le droit à la vie de membres de patrouilles d'autodéfense civiles aurait été violé (31 août 1992) :

a) En janvier 1991, des membres des PAC auraient menacé de tuer les habitants de Chontalá, Santa Cruz del Quiché, s'ils dénonçaient l'existence des cimetières clandestins existant dans la région;

b) Le 20 mars 1992, Manuel Chumil Méndez (17 ans), Consuelo Ruiz et María Luisa Ruiz, tous membres du GAM, auraient été menacés de mort par un dirigeant local des PAC à Sacpulup (département de Chichicastenango);

c) Début avril 1992, des membres des PAC auraient menacé de mort des membres d'organisations de défense des droits de l'homme à San Pedro Jocopilas (département d'El Quiché);

d) Le 9 avril 1992, Pedro Raguez aurait été tué par des membres d'une patrouille d'autodéfense civile à San Pedro Jocopilas (département d'El Quiché) pour avoir refusé de participer à leurs activités.

293. Dans les cas ci-après, le droit à la vie de civils aurait été violé par l'armée dans le cadre d'activités anti-insurrectionnelles (31 août 1992) :

a) Miguel García Julaju, Antonio Sacalxot, Esteban Coche Xicay, Francisco García Chingo, Felipe Petzey (10 ans) et une personne non identifiée auraient été tués le 9 février 1992 lors d'une attaque militaire entre Patulul et Santiago Atitlan, Pochuta (département de Solola);

b) Des agriculteurs d'Aldea las Pozas, Sayaxche (département de Petén), auraient été forcés par l'armée, qui les menaçait de mort, de dénoncer des vols qui auraient été commis par des insurgés dans la région;

c) L'armée aurait pilonné, en utilisant des hélicoptères de combat et des avions de chasse, les Parcelamientos Santo Tomás et San Lucas, Ixcán (département d'El Quiché) (17 janvier 1992), le Parcelamiento San Lucas, Ixcán (département d'El Quiché) (19 janvier 1992), le Parcelamiento Cuarto Pueblo, Ixcán (département d'El Quiché) (19 janvier et 22 mars 1992) et le Parcelamiento Mayaland (département d'El Quiché) (23 mars 1992).

294. D'autres cas de personnes dont le droit à la vie aurait été violé ont été portés à l'attention du Gouvernement guatémaltèque par le Rapporteur spécial (31 août 1992) :

a) Odilio Blanco Barahona, directeur du Centre d'études coopératives, aurait été tué le 9 janvier 1992 à Guatemala City par des hommes armés soupçonnés d'appartenir aux forces de sécurité;

b) Concepción Sagastume Cortez et Amílcar García auraient été tués le 10 janvier 1992 par des hommes armés soupçonnés de faire partie des forces de sécurité, près de la zone militaire de Jutiapa;

c) Julián Ordoñez de Paz, Cruz del Carmen Morales Medio et Justo Ixmuy Méndez auraient été tués le 14 janvier 1992 à San Miguel Dueñas, Sacatepequez, par des hommes armés soupçonnés d'appartenir aux forces de sécurité;

d) Jaime Mérida aurait été tué le 15 janvier 1992 à Guatemala City par trois hommes armés soupçonnés d'appartenir aux forces de sécurité.

e) Francisco Jax López, Juan Xan Calel, Juan Calel Grade et Juan Xan Santizo (10 ans) auraient été tués le 16 janvier 1992 à Ciudad Peronia, Mixco, par des soldats de l'armée guatémaltèque, y compris Nicolás Gutiérrez Cruz, qui avait par la suite été jugé et condamné à mort (voir ci-dessus, par. 290);

f) John Sanford Meyers aurait été tué le 26 janvier 1992 à Panajachel, Godinez (département de Solola), par un homme armé soupçonné d'appartenir aux forces de sécurité.

295. Des allégations de menaces de mort et d'intimidation auraient aussi été adressées au Gouvernement guatémaltèque (31 août 1992) :

a) Silvino Velázquez et Leonel Gutiérrez, journalistes, Ernesto Rolando Corzantes Cruz, magistrat, et José López Mendoza, chef du Cabinet du Procureur du ministère public, auraient reçu des menaces de mort par téléphone entre fin décembre 1991 et janvier 1992 à propos de leur implication dans les poursuites qui avaient eu lieu après l'assassinat de Myrna Mack Chang en septembre 1990;

b) Carlos Humberto Pérez aurait été l'objet de menaces de mort et de mesures d'intimidation en février 1992. Il en aurait fait part aux autorités qui ne lui auraient accordé ni aide ni protection;

c) Plusieurs membres de l'Union syndicale des travailleurs de l'administration et de l'éducation auraient été menacés de mort en mars 1992 par des hommes armés soupçonnés d'appartenir aux forces de sécurité;

d) Fredy Noel Berganza Bojorques aurait été l'objet de menaces de mort et de mesures d'intimidation de la part d'hommes armés soupçonnés d'appartenir aux forces de sécurité, début avril 1992, pour avoir dénoncé des cas de corruption auxquels avait donné lieu un projet gouvernemental de financement de développement agricole;

e) Otto Leonel González Nuñez aurait été menacé de mort par un membre de la Direction des travaux publics du département de Zacapa après avoir demandé, en avril 1992, qu'il soit procédé à une enquête sur l'utilisation des fonds accordés à la direction pour des projets d'infrastructure.

Communications émanant du gouvernement

296. Le Gouvernement guatémaltèque a transmis des renseignements au Rapporteur spécial concernant les cas suivants :

a) Rosa Pu Gómez, Rosalinda Tuyuc, Nineth Montenegro de García, Amílcar Méndez Urizar, Byron Morales, Armando Sánchez, Juan Mendoza et Francisco Tziac. Des enquêtes avaient été faites et rien n'avait été découvert prouvant que ces personnes avaient été menacées de mort. Seul Amílcar Méndez avait déclaré à plusieurs reprises qu'il avait reçu des menaces; toutefois, lorsqu'on lui avait demandé de déposer officiellement plainte au tribunal, il avait dit qu'il n'avait pas le temps. Il n'avait pas coopéré avec les autorités pour tenter de déterminer l'origine des menaces (30 mars 1992 et 21 avril 1992);

b) Florencio Coj García, Guadalupe Coj García, Manuel Chingo de la Cruz, Mariano de la Cruz et 11 autres membres de la communauté autochtone Quiché de Tunajá. Les enquêtes avaient révélé qu'aucune procédure judiciaire n'avait été engagée devant les tribunaux compétents, aucune plainte relative à des menaces ayant été déposée officiellement (30 mars 1992 et 21 avril 1992);

c) Maritza Ninette Urrutia García. Toutes les enquêtes pertinentes avaient été menées pour faire la lumière sur cette affaire. Ayant fait partie d'un groupe d'insurgés armés, Mme Urrutia García avait adressé une demande d'une amnistie politique aux services du Procureur général. Sa disparition pendant plusieurs jours s'inscrivait dans le plan qu'elle avait mis au point pour quitter les rangs du mouvement subversif. Le Procureur général avait signalé à son père qu'elle était sous la protection de ses services et qu'il l'accompagnait devant le juge compétent, où elle avait répété ses déclarations. De retour au bureau du Procureur, Maritza Urrutia García avait tenu une conférence de presse. Puis, accompagnée de son père et son frère, elle était rentrée chez elle, où plusieurs membres de l'Office des droits de l'homme de l'archevêché du Guatemala l'attendaient pour l'emmener avec eux. Maritza Urrutia García, qui avait demandé que sa maison soit discrètement protégée, avait demandé un passeport qui lui avait été immédiatement délivré. Ultérieurement, le ministère public, représentant l'Etat, avait engagé une enquête pour vérifier si les allégations selon lesquelles Maritza Urrutia García avait été enlevée ou détenue illégalement étaient justifiées. Mme Urrutia García avait été convoquée au tribunal le 7 août 1992 pour faire une déposition mais elle avait quitté le Guatemala le matin même. Le Gouvernement guatémaltèque a affirmé qu'il n'existait aucune preuve d'enlèvement ou de détention illégale à son sujet (21 septembre 1992).

297. Des procédures pénales étaient en cours concernant les personnes ci-après : Andrés Ramírez Lara, Juan José Aranda Paz, Manuel Estuardo Peña, Pedro Raguex (et non Raguez), John Sanford Meyers, José Antonia López Mendoza, Rodney Rodríguez Valdizón et al. (6 novembre 1992).

298. Des enquêtes judiciaires avaient abouti à la mise en accusation de personnes soupçonnées d'avoir assassiné ou menacé de mort les personnes ci-après :

a) Miguel García Julaj, Antonia Sacalxot, Esteban Coche Xicay, Francisco García Chingo, Felipe Petzey ainsi qu'une personne non identifiée, trouvés morts le 9 février 1992 sur la route reliant Pochuta à Santiago Atitlán. Les enquêtes avaient révélé que les personnes assassinées s'étaient trouvées à bord d'un bus qui avait été attaqué par des bandits. Quatre personnes avaient été arrêtées et inculpées de meurtre. Un mandat d'arrêt avait été délivré contre trois autres personnes (6 novembre 1992);

b) Julio Cu Quim. Les agents de l'Hunapú responsables de la mort de cet étudiant avaient été immédiatement traduits devant les tribunaux compétents. Le procès de huit policiers militaires était en cours devant un tribunal militaire et celui de 13 membres de la police nationale et de huit agents de la garde du fisc devant des tribunaux ordinaires (6 novembre 1992);

c) Julián Ordoñez Paz, Cruz del Carmen Morales Merida et Justo Ixmey Méndez, tués le 14 janvier 1992 à San Miguel Dueñas par quatre gardes de la Finca San Sebastián. Des procédures pénales étaient en cours. Trois des accusés avaient été relâchés sous caution et l'un d'entre eux était toujours en prison (6 novembre 1992);

d) Francisco Jax López, Juan Xan Cael, Juan Cael Grade et Juan Xan Santizo. Deux militaires, Nicolás Gutiérrez Cruz et Eliseo Suchité Hernández, avaient été condamnés à 30 ans de prison; cette peine avait été transformée en une condamnation à mort par la cour d'appel. Le 9 mai 1992, les deux militaires s'étaient échappés de la caserne dans laquelle ils étaient détenus. Nicolás Cruz Gutiérrez avait été de nouveau arrêté le 6 juillet 1992. Il avait fait appel en amparo de la décision de la cour suprême confirmant sa condamnation à mort, à la suite de quoi le tribunal constitutionnel lui avait accordé un sursis dans l'exécution du jugement et avait demandé à la cour suprême de réexaminer l'affaire (6 novembre 1992);

e) Ernesto Rolando Corzantes Cruz. Une procédure pénale était en cours. M. Corzantes Cruz avait fait appel de la décision du tribunal tendant à libérer sous caution la personne soupçonnée d'être l'auteur des menaces de mort (6 novembre 1992).

299. En ce qui concernait María Luisa Ruiz Saquic, une procédure pénale avait été engagée le 2 octobre 1992 à propos des menaces qu'elle disait avoir reçues. Le 22 septembre 1992, Mme Ruiz Saquic avait été priée de faire une déposition mais elle ne s'était pas présentée devant l'agent auxiliaire du ministère public d'El Quiché à Zacualpa (6 novembre 1992).

300. Le Gouvernement guatémaltèque a informé le Rapporteur spécial qu'au jour où il avait établi sa réponse (le 6 novembre 1992), il n'avait reçu aucun détail des autorités compétentes à propos des cas ci-après et qu'il fournirait des précisions dès qu'il en aurait : Fredy Noel Berganza Bojorguez, Carlos Humberto Pérez, Otto Leonel González Nuñez, 153 syndicalistes, Odilio Blando Barahona, Silvino Velásquez, Leonel Gutiérrez, Manuel Chumil Méndez, Consuelo Ruiz, Parcelamiento Cuarto Pueblo, des membres d'organismes de défense des droits de l'homme, Parcelamiento San Lucas, les cimetières clandestins, Concepción Sagastume Corzet, Amílcar García, Aldea Las Pozas et Jaime Merida.

301. Comme suite à la résolution 1992/42 de la Commission des droits de l'homme, le Gouvernement guatémaltèque a fourni des informations détaillées sur les actes de violence, y compris les assassinats de civils, perpétrés par des membres de différents groupes armés appartenant à l'UNRG entre janvier et mai 1992.

Observations

302. Le Rapporteur spécial apprécie l'esprit de coopération dont le Gouvernement guatémaltèque a fait preuve en répondant à un certain nombre d'allégations parmi celles qu'il lui avait transmises. Il demeure préoccupé toutefois par le nombre élevé des violations du droit à la vie signalées dans le pays. Il en appelle aux autorités pour qu'elles poursuivent leurs efforts afin de garantir un respect effectif du droit à la vie, conformément aux instruments internationaux pertinents.

Mesures de suivi concernant des allégations transmises en 1991

303. Le Rapporteur spécial a adressé une lettre au Gouvernement guatémaltèque au sujet des allégations d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires qu'il lui avait transmises en 1991 (voir E/CN.4/1992/30, par. 189 à 241).

304. Le Gouvernement guatémaltèque a fourni des réponses concernant certains de ces cas. Dans la lettre susmentionnée, le Rapporteur spécial a dit qu'il appréciait les efforts que les autorités avaient faits pour garantir la protection du droit à la vie dans un certain nombre de cas. A propos des cas qui, au moment où le gouvernement avait fait parvenir sa réponse, étaient toujours à l'examen, le Rapporteur spécial a demandé aux autorités de lui fournir des informations complémentaires, concernant notamment les décisions prises à la suite des procédures et des mesures adoptées à cet égard. Le Rapporteur spécial a demandé que des renseignements lui soient fournis concernant les cas qui n'avaient pas encore été mentionnés dans les communications émanant du gouvernement.

Haïti

305. D'après les rapports et les allégations reçues par le Rapporteur spécial, les forces de sécurité se seraient livrées à des violations massives des droits de l'homme, y compris des exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires et des menaces de mort, après le coup d'Etat de la nuit du 29 au 30 septembre 1991, au cours duquel les militaires avaient renversé le gouvernement démocratiquement élu du président Jean-Bertrand Aristide.

306. Entre octobre 1991 et avril 1992, 1 792 personnes auraient perdu la vie, victimes de la violence politique. Après la vague d'assassinats qui avait fait suite au coup d'Etat militaire, le nombre des exécutions extrajudiciaires aurait baissé en janvier 1992 avant d'augmenter à nouveau fortement à la mi-mai 1992, à cause des émeutes populaires et de la multiplication des manifestations contre le gouvernement de facto.

307. D'après les rapports et les allégations reçus, de nombreux assassinats seraient perpétrés en toute impunité par des agents des forces de sécurité en uniforme ou par des hommes en civil soupçonnés d'être rattachés à celles-ci, tels les "zenglenderos", décrits comme étant des groupes constitués de militaires en civil et de prisonniers libérés après le coup d'Etat. Selon des sources diverses, les violations des droits de l'homme seraient imputables aussi aux "chefs de section", anciens chefs de la police rurale qui auraient repris place au sein du commandement militaire après le coup d'Etat. Ils avaient été désarmés et s'étaient vu confier des fonctions d'agents de police communale sous le contrôle des autorités civiles lorsque le président Aristide était au gouvernement. Le réseau démantelé des Volontaires de la sécurité nationale, autrement dit les "tontons macoutes", seraient aussi impliqués dans les violations des droits de l'homme. La violence criminelle servirait souvent à camoufler des assassinats politiques.

308. Parmi les victimes de menaces de mort et d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, il y aurait des défenseurs des droits de l'homme, des membres de l'Eglise catholique, des organisateurs de mouvements paysans, des opposants au régime militaire, des journalistes, des membres d'organisations populaires et pratiquement toutes les personnes soupçonnées d'être en faveur du retour du président Aristide destitué.

Communications envoyées par le Rapporteur spécial

309. Sans préjuger de la résolution de l'Assemblée générale No 46/7 du 11 octobre 1991, le Rapporteur spécial a transmis au gouvernement de facto en Haïti les allégations qu'il avait reçues concernant la violation du droit à la vie de 140 personnes au moins, parmi lesquelles cinq mineurs. Soixante-quatre d'entre elles auraient été victimes de violations du droit à la liberté d'opinion et d'expression, de religion, de réunion pacifique et d'association. Le Rapporteur spécial est intervenu au nom de sept personnes en envoyant six appels urgents. Des allégations concernant 134 autres personnes au moins ont été envoyées sous pli séparé.

Demandes d'intervention d'urgence

310. Clotilde Charlot, directrice du Centre de promotion des femmes ouvrières, aurait été contrainte de se cacher le 1er novembre 1991 pour protéger sa vie et celle de ses enfants, à la suite de la publication, par le régime militaire, le même jour, d'une liste de 45 personnes à arrêter immédiatement. On craignait qu'elle ne soit victime d'exécution extrajudiciaire (10 janvier 1992).

311. Félix Lamy, journaliste à Radio Galaxie, aurait été enlevé le 10 décembre 1991 par des soldats armés qui auraient saccagé les locaux de la radio, celle-ci ayant annoncé une scission supposée de l'armée. On craignait qu'il n'ait été victime d'une exécution extrajudiciaire (10 janvier 1992).

312. Guy Delva, journaliste de la Voice of America, envoyé en Haïti pour couvrir la situation, recevrait des menaces de mort depuis décembre 1991, parce qu'il aurait tenté de faire paraître, à l'extérieur du pays, des articles sur l'inexistence de la liberté de la presse et sur les violations des droits de l'homme. A deux reprises, en mars 1992, des hommes armés en civil, soupçonnés d'appartenir aux forces de sécurité, auraient essayé en vain de le trouver dans le quartier pour l'empêcher de rentrer chez lui (24 juin 1992).

313. A la suite de plusieurs incursions faites par des hommes armés les nuits des 12, 16 et 22 juin 1992 et d'un coup de téléphone menaçant le 19 juin 1992, des craintes ont été exprimées quant au risque que les résidents d'un orphelinat de Port-au-Prince couraient d'être victimes d'exécutions extrajudiciaires (17 juillet 1992).

314. Jude Damus aurait été arrêté le 10 septembre 1992, à la suite d'une manifestation organisée contre le gouvernement de facto deux jours auparavant. Il aurait subi quotidiennement de mauvais traitements à la prison Anse d'Hainault avant d'être transféré à la prison de Jérémie. On craignait que sa vie ne soit en danger (8 octobre 1992).

315. Mgr Willy Romulus, évêque de Jérémie, figurait sur une liste de plus de 100 personnes à supprimer, qui aurait été diffusée par une station de radio haïtienne clandestine contrôlée par des éléments du réseau démantelé des "tontons macoutes". Le speaker aurait exhorté à l'assassinat de toutes les personnes de la liste. L'évêque aurait été harcelé et victime de mesures d'intimidation, de tentatives d'assassinat et d'insultes de la part de membres des forces de sécurité lors d'un barrage routier à Jérémie le 20, puis de nouveau le 22 septembre 1992. Le 24 septembre 1992, un groupe d'hommes armés dirigés par un sous-officier auraient essayé de le tuer au presbytère de Notre-Dame de la Merci et, n'y étant pas parvenus, lui auraient dit qu'ils reviendraient (12 octobre 1992).

316. Luc Wesner et Justin Brezil, tous deux membres actifs du Comité national du Congrès des mouvements démocratiques, auraient été enlevés le 22 novembre 1992, à Carrefour, par trois hommes armés soupçonnés d'appartenir aux forces de sécurité. Le corps de Luc Wesner avait été retrouvé par la suite criblé de balles. On craignait que la vie de Justin Brezil, que personne n'avait revu depuis son enlèvement, ne soit en danger (4 décembre 1992).

Autres allégations

317. Le Rapporteur spécial a transmis au gouvernement de facto d'Haïti les allégations qu'il avait reçues, selon lesquelles les personnes ci-après auraient été tuées par des membres des forces de sécurité, souvent sans raisons apparentes (31 août 1992) :

Montlouis Lерисse, employé de la Télévision nationale (TNH);

Siméon Gary, journaliste à Radio Caraïbes, le 30 septembre 1991;

Jacques Seus Jean-Gilles (17 ans), le 1er octobre 1991, lors d'une descente des forces de sécurité dans un orphelinat pour enfants des rues;

14 personnes à Gonaïves, y compris Gérard Janit, le 1er octobre 1991; Fred Cheriska, Elisyen et Jean-Pierre Dazme, Line Joseph, Frantz Moise et Navoir Odena, le 2 octobre 1991; Robert "Le Caoutchouman", le 18 octobre 1991 et Yfalien Alcius (14 ans), le 20 octobre 1991;

Un jeune homme, le 8 novembre 1991, dans les locaux de la Croix-Rouge à Port-au-Prince, où il avait cherché refuge;

Un civil non identifié, le 9 novembre 1991, à Delmas;

Un homme non identifié, le 11 novembre 1991, à Canapé-Vert, Port-au-Prince, parce qu'il avait écouté Radio Enriquillo;

Rénald Charles, le 19 novembre 1991, à Damien;

Farah Michel (5 ans), le 30 novembre 1991, à Cité Soleil;

Un garçon de 16 ans, le 19 janvier 1992, au marché de Pétionville;

Jocelyn Casimir, le 20 janvier 1992, parce qu'il circulait "de trop bonne heure" dans les rues de Cap Haïtien;

Orelus Séraphin, le 31 janvier 1992, à Port-au-Prince, parce qu'on le soupçonnait d'avoir participé au meurtre d'un "tonton macoute" en janvier 1992;

Six personnes non identifiées, le 7 février 1992, à Bolosse, Sousdalles, pour des vols que, d'après des voisins, elles n'auraient pas commis;

Claire Edouard, le 26 mai 1992, la nuit qui avait suivi l'arrestation de son fils Patrick Morisseau;

Georges Izméry, le 26 mai 1992, qui aurait été confondu avec son frère, sympathisant bien connu du président Aristide;

Gary Jeanty, le 24 juin 1992, à Santos;

Au moins 35 personnes non identifiées, le 22 juillet 1992 : des membres des forces armées auraient ouvert le feu sur l'embarcation à bord de laquelle 86 personnes tentaient de s'enfuir d'Haïti;

Robinson Joseph, ex-Directeur de la station de radio de l'Eglise protestante, Radio Lumière, le 3 août 1992, à Port-au-Prince.

318. Les personnes ci-après auraient été tuées par des "chefs de section" :

Deux sympathisants non identifiés de Samuel Milord, candidat à l'Assemblée générale pour le Front national et pour le changement et la démocratie (FNCD), le 2 décembre 1991, à Rossignol, Grande Saline;

Charles Astrel, membre de l'Assemblée nationale haïtienne pour le Parti Agriculture et Industrie nationale (PAIN) et sympathisant bien connu du président Aristide, le 12 décembre 1991, à Pignon;

Jean Mandenave, membre du FNCD, le 15 décembre 1991, à Plaisance.

319. Les personnes ci-après auraient été tuées par des membres des forces de sécurité pour avoir exercé leur droit à la liberté d'opinion et d'expression, de religion, de réunion pacifique et d'association :

Un civil non identifié, le 10 novembre 1991, lors d'une réunion rue Lamarre, Port-au-Prince;

20 personnes arrêtées pour avoir assisté à une messe célébrée à Port-au-Prince à la mémoire des victimes du coup d'Etat et exécutées par des membres de la quatrième compagnie de police, le 12 décembre 1991;

Un homme, nommé Amos, le 26 décembre 1991, parce qu'un militaire l'aurait entendu parler avec un ami du retour possible du président Aristide;

Yves Jean-Pierre, le 25 janvier 1992, lors d'un rassemblement politique à Port-au-Prince;

Brinvil Dulaurier, Président d'une association d'anciens prisonniers politiques et défenseur des droits de l'homme, le 11 février 1992, à Cazales;

Jean-Claude Museau, mort le 6 janvier 1992 des suites des mauvais traitements subis alors qu'il se trouvait en détention militaire pour avoir collé des affiches du président Aristide;

Un jeune homme, nommé Wilfred, le 15 juillet 1992, pour avoir collé des affiches du président Aristide dans les rues de Port-au-Prince;

Jacqueline Gabriel, Martine Remilien et Ancy Philippe, le 17 août 1992, pour avoir collé des affiches du président Aristide dans les rues de Port-au-Prince.

320. En outre, les 10 novembre 1991 et 23 février 1992 à Port-au-Prince, le 11 novembre 1991 à Gonaïves et à Cité soleil et le 26 janvier 1992, à Cap Haïtien, les actes de violence ci-après auraient été commis par les forces de sécurité qui auraient tiré sur des personnes rassemblées ou manifestant en faveur du président Aristide.

321. Les personnes suivantes auraient été tuées par des "zenglanders" :

Jean Huc, le 2 janvier 1992, à Pétionville;

Joseph Geffrard, le 9 janvier 1992;

Une femme non identifiée et sa fille de huit ans, le 11 janvier 1991, à Delmas;

Le fils du juge de Pétionville, le 2 février 1992. Un des "zenglenderos" aurait été livré à la police puis relâché immédiatement.

322. De violents incidents, au cours desquels les forces de sécurité ont menacé la population, ont été rapportés au Rapporteur spécial :

Le 10 novembre 1991, des militaires ont menacé, en brandissant des grenades, une foule qui assistait à une messe pour les victimes du coup d'Etat, à Jérémie;

Le 11 novembre 1991, des militaires ont intimidé la population en tirant des coups de feu au hasard dans plusieurs quartiers de Gonaïves;

Le 12 novembre 1991, des militaires ont intimidé la population de Gonaïves en tirant à vue sur toute personne jugée suspecte;

Le 12 novembre 1991, des militaires ont intimidé la population de Saint Marc en tirant à vue sur toute personne jugée suspecte;

Le 2 décembre 1991, les forces de sécurité ont menacé de mort, intimidé ou tenté d'assassiner Soeur Loretta Philistin de Ranquitte et au moins 14 autres prêtres ou religieuses dans l'ensemble du pays;

Le 6 janvier 1992, des militaires ont tiré des coups de feu en direction de la maison d'une femme qui avait giflé l'un d'entre eux. Ils auraient déclaré qu'ils "élimineraient la population du quartier";

Les journalistes ci-après : le 2 février 1992, Charité Telo, correspondant du Voice of America et Jean Wilson, journaliste de Radio Etincelle, à Mirebalais, le 13 février 1992, Alain Tonlinson de la BBC et Nathaniel Shepard, journaliste américain.

Communications émanant du gouvernement de facto

323. Au moment de l'établissement du présent rapport, aucune communication n'avait été reçue du gouvernement de facto d'Haïti.

Honduras

324. Le Rapporteur spécial a reçu des informations faisant état de violations des droits de l'homme, y compris des exécutions extrajudiciaires et des menaces de mort, perpétrées par des membres de la Direction nationale de la sécurité (DNI) des forces de sécurité honduriennes. Des syndicalistes impliqués dans des conflits professionnels et des défenseurs des droits de l'homme auraient été la cible d'actes de ce genre à plusieurs reprises. Il n'y aurait eu d'enquête officielle que pour un très petit nombre de cas et les responsables étaient rarement identifiés ou traduits en justice. D'après les informations reçues par le Rapporteur spécial, il semblerait que l'impunité, qui est très répandue, soit pour beaucoup dans la fréquence des violations du droit à la vie au Honduras.

Communications envoyées par le Rapporteur spécial

325. Le Rapporteur spécial a transmis au Gouvernement hondurien les informations qu'il avait reçues concernant l'exécution extrajudiciaire, sommaire ou arbitraire de trois personnes. Dans ces trois cas, il y aurait eu violation du droit à la liberté d'opinion et d'expression, de réunion pacifique et d'association.

Demandes d'intervention d'urgence

326. Le Rapporteur spécial a adressé deux appels urgents au Gouvernement hondurien, dans lesquels il s'est dit préoccupé par les informations reçues, selon lesquelles la vie et l'intégrité physique des personnes ci-après seraient menacées :

a) Gabrelí Rivera Pérez, qui, dans une déposition faite devant un notaire, avait cité les noms de quatre agents de la DNI, responsables selon lui du meurtre du syndicaliste Manuel de Jesús García, le 9 décembre 1991 (24 février 1992); et

b) Antonia Zelaya Reyes, président du Département régional Olancho du Comité de défense des droits de l'homme en Honduras (CODEH), qui avait échappé à une tentative d'assassinat le 25 mars 1992, après avoir reçu des menaces de mort par téléphone. Son agresseur ferait partie de la DNI. Deux autres membres de ce Comité auraient également reçu des menaces de mort. Le Comité de défense des droits de l'homme en Honduras collabore étroitement avec l'ONU dans ce domaine (24 juin 1992).

Autres allégations

327. Le Rapporteur spécial a transmis au Gouvernement hondurien le cas de Manuel de Jesús Guerra Arita ("Chingo"), secrétaire adjoint de l'Union nationale des travailleurs ruraux, tué le 9 octobre 1991, à San Pedro Sula, par quatre hommes identifiés par un témoin, Gabrelí Rivera Pérez, comme étant des agents de la DNI. L'enquête judiciaire sur cette affaire n'aurait pas été menée de façon régulière. Aucune mesure efficace n'aurait été prise pour traduire les responsables en justice (31 août 1992).

Communications émanant du gouvernement

328. Aucune communication n'avait été reçue du Gouvernement hondurien au moment de l'établissement du présent rapport.

Mesures de suivi concernant des allégations transmises en 1991

329. Le Rapporteur spécial a adressé une lettre au Gouvernement hondurien au sujet des allégations d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, qu'il lui avait transmises en 1991 et à propos desquelles le gouvernement n'avait pas fait parvenir de réponse (voir E/CN.4/1992/30, par. 262 et 263).

Inde

330. Les rapports et les allégations dont a été saisi le Rapporteur spécial montrent que les violations des droits de l'homme se poursuivent sans discontinuer en Inde, notamment les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires.

331. La grande majorité des cas signalés au Rapporteur spécial concernaient des décès de personnes aux mains de la police ou de l'armée à la suite de tortures et de mauvais traitements. La torture serait utilisée couramment dans l'ensemble du pays pour extorquer des aveux ou des informations de personnes soupçonnées d'avoir commis des crimes. Dans les Etats où existent des groupes d'opposition armés luttant pour une plus grande autonomie ou pour l'indépendance (Assam, Jammu-et-Cachemire, Pendjab) ou pour l'amélioration de la situation économique et sociale (en particulier un groupe maoïste connu sous le nom de Naxalites opérant dans les Etats de l'Andhra Pradesh, du Madhya Pradesh et du Maharashtra), la torture serait également pratiquée pour dissuader les gens de s'adonner à des activités politiques ou en représailles à des actions menées par ces groupes. Les Adivasis, qui appartiennent aux castes "énumérées" (reconnues par la Constitution comme des castes opprimées), et les dalits, les membres militants de ces castes, sont particulièrement vulnérables et très souvent victimes de mauvais traitements entraînant la mort. Dans certains Etats (en particulier au Bihar, en Uttar Pradesh et au Bengale-Occidental), les musulmans seraient aussi victimes de violations des droits de l'homme pour des raisons religieuses.

332. Le Rapporteur spécial a également reçu des rapports concernant des violations des droits de l'homme qu'auraient perpétrées les forces de sécurité, parmi lesquelles des persécutions, des menaces de mort et des exécutions de journalistes et de défenseurs actifs des droits de l'homme.

333. Le Rapporteur spécial a été informé que les responsables de ces violations agissent pratiquement en toute impunité. Dans les Etats de l'Assam, du Jammu-et-Cachemire et du Pendjab, ainsi que dans d'autres Etats du Nord-Est, les forces de sécurité bénéficient d'une législation spécifique qui les met à l'abri de toute poursuite. La loi sur les forces armées (pouvoirs spéciaux) de juillet 1990 stipule que "l'on ne pourra entamer aucune poursuite, aucun procès ou aucune autre procédure judiciaire, sauf approbation préalable du Gouvernement central, contre quiconque pour acte commis ou prétendument commis dans l'exercice des pouvoirs conférés par la présente loi" (art. 6). Ces pouvoirs comprennent l'utilisation de la force, y compris la force meurtrière, "contre quiconque contrevient à toute loi ou tout ordre durant la période de validité de ..." (art. 4).

334. Selon le droit commun indien, la torture est un crime (art. 330 et 331 du Code pénal indien), mais en vertu de l'article 197 du Code de procédure criminelle, les agents de l'Etat, parmi lesquels les policiers et les magistrats, ne peuvent être poursuivis sans une autorisation préalable des autorités qui les emploient. Outre les limitations de responsabilité prévues par la loi en matière d'abus des droits de l'homme, on a signalé au Rapporteur spécial que la police, les forces de sécurité et d'autres services publics n'hésitent pas à étouffer les affaires, en particulier lorsqu'il s'agit de

violence à l'encontre de détenus. Pour essayer de faire prévaloir leurs droits, les victimes seraient obligées d'avoir recours à une procédure civile ou criminelle privée, qui aboutirait rarement.

Communications envoyées par le Rapporteur spécial

335. Le Rapporteur spécial a transmis au Gouvernement indien 95 cas d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires qui auraient eu lieu en Inde. Dans deux cas, les victimes auraient été des mineurs. Dix-huit cas seraient des violations du droit à la liberté d'opinion et d'expression, de religion et de réunion et d'association pacifiques. Dans un cas, le Rapporteur spécial a adressé une demande d'intervention d'urgence; tous les autres cas ont été transmis par une lettre en date du 31 août 1992. Le Gouvernement a envoyé une communication contenant des informations générales (les dates des communications figurent entre parenthèses).

Demandes d'intervention d'urgence

336. Le Rapporteur spécial a adressé au Gouvernement indien une demande d'intervention d'urgence après avoir reçu des rapports selon lesquels Harjit Singh a été arrêté par la police le 29 avril 1992. Le 12 mai 1992, la police aurait publié un communiqué indiquant qu'il aurait trouvé la mort lors d'un affrontement avec des terroristes. Toutefois, Harjit Singh aurait été vu le 17 octobre 1992, par un adjudant chargé de retrouver sa trace, au Centre d'interrogatoire Mal Mandi, à Amritsar. On craignait que sa vie soit gravement menacée (13 novembre 1992).

Autres allégations

337. Les personnes suivantes seraient mortes à la suite de tortures et de mauvais traitements infligés alors qu'elles étaient en garde à vue :

a) 43 personnes, aux mains de la police :

Rattan Singh Bisht, le 11 janvier 1991 au poste de police de Hauz Khas, Dehli;

G. Joseph, le 17 janvier 1991 au poste de police de Megnannapuram, Chidambaranar, Tamil Nadu et Pondichéry;

Ram Swaroop, le 31 janvier 1991 au poste de police de R.K. Puram, Dehli;

S. Bose, militant du parti Dravida Munnetra Kashagam, en février 1991 à Vilathikulam, Tamil Nadu et Pondichéry;

Savinder Singh, le 29 février 1991 au directorat de Lok Nayak Bhavan, près du marché Khan, Dehli;

Darshan Singh, le 17 mars 1991 dans le district du Nord-Est, Irwing, Dehli;

Nath Pradeep, le 18 mars 1991 à Bihaguri, Assam;

Reshna, le 22 mars 1991 au poste de police de Gokulpuri, Dehli;

Shiek Mairaj, le 30 mars 1991 au poste de police de Bhadram, Orissa;

Ram Singh, un Adivasi, en avril 1991 au poste de police de Bohandiguda, Madhya Pradesh;

Anil Lakara, le 20 avril 1991 au poste de police de Laipur, Bihar;

Kameshwar Ravi, en mai 1991 au poste de police de Chutia, Bihar;

Syamala Kumar, le 3 mai 1991 au sous-centre carcéral d'Attakkulangara, Trivandrum, Kerala;

Jagannath, le 10 mai 1991 au poste de police de Lahori Gate, Dehli;

Tarsem Singh, un membre des Home Guards du Pendjab, le 15 mai 1991 au poste de police des affaires civiles, Amritsar, Pendjab;

Divakaram, le 27 mai 1991 à Mavelikara, Ala Puzha, Kerala;

Ram Pappu, un Adivasi, en juin 1991 au poste de police de Chutia, Bihar;

Ghangadharan, le 16 juin 1991 à Karetu, Kerala;

Autar Singh, candidat indépendant du village de Shatrana aux élections pour l'Assemblée de l'Etat, en juillet 1991 au centre d'interrogatoire de Patiala, Pendjab;

Kuttapam, le 4 juillet 1991 au poste de police de Parassala, Trivandrum, Kerala;

Ramesh, un Adivasi, en août 1991 au poste de police d'Ateli, Haryana, Narnaul, Hassanpur;

Krishnamohon N. Singh, le 2 août 1991 à Kakching, Thoubal, Manipur;

Sheikh Jam Zahir, le 3 août 1991 au poste de police de Jensi Nagar, Aurangabad, Maharashtra;

Kuber Lal, le 5 août 1991 à la prison de Hardoj, Uttar Pradesh;

Manjit Singh, le 8 août 1991 au poste de police du secteur 36, Chandigarh, Pendjab;

Lal Mohammad Sheikh, le 12 août 1991 au poste de police de Murshidabad, Bengale-Occidental;

Jairam Singh, le 19 août 1991 au poste de police de Patel Nagar, Dehli;

Bashir Ahmad, le 24 août 1991 au poste de police de la ville de Madanapalle, Andhra Pradesh;

Khursid Ahmed, un Adivasi, le 24 août 1991 au poste de police de Punana, Haryana;

Nashir Khan, le 30 août 1991 à Lilong, Manipur;

Susil Bag, en septembre 1991 en Orissa;

Khurshid Ahmed Adil, en septembre 1991 au centre d'interrogatoire de Doabgah, Jammu-et-Cachemire;

Dwarina Thanur, le 4 septembre 1991 au poste de police de Makhdumpur, Bihar;

Rajabayina Kasulu, le 5 septembre 1991 au poste de police de Gudivada Taluk, Andhra Pradesh;

Guru Kumhar, un Adivasi, le 15 septembre 1991 à Bhumijpara, Bihar;

Rajendra Sharma, en octobre 1991 au poste de police de Kotwali, Uttar Pradesh;

Rahisuddin (14 ans), le 8 octobre 1991 au poste de police de Dadri, Uttar Pradesh;

Raghunath, le 29 novembre 1991 au poste de police de Guru Tegh Bhadur, Dehli;

Dona Babonga, une Adivasi, le 4 décembre 1991 à Chaibasa, Bihar;

Muthusamy, au début de 1992, à Oddanchathram;

Rasheed Ahmed, le 14 avril 1992 au poste de police de Lisadi Gate, Meerut, Uttar Pradesh;

Dushyant Tiyaqi, le 15 avril 1992 au poste de police de Siani Gate, Uttar Pradesh;

Ganeshan, imprimeur de l'hebdomadaire tamoul Nakkeran, le 27 avril 1992 au Tamil Nadu, car il aurait publié un article critiquant le traitement réservé à la presse.

b) 17 personnes, aux mains des autorités militaires :

Dhiraj Chowdhury, le 1er janvier 1991 à Bamudi, Assam;

Puran Rabha, le 19 janvier 1991 à Badia Lakhimpur, Assam;

Suresh Phukan, enseignant et Vice-Président de Jatiya Unnayan Parishad, le 13 mars 1991 à Dibrugarh, Assam;

Robin Bora (aussi connu sous le nom de Dhiran Bora), le 14 mars 1991 à Meleng Sumada, Jorha, Assam;

Dhruvajyoti Gogoi, membre du Front uni de libération de l'Assam, le 19 mars 1991 à Doomdooma, Tinsukia, Assam;

Chandrika Hazarika, le 23 mars 1991 près de Dibrugarh, Assam;

Shamburam, Saikia, le 28 mars 1991 au camp de Moukhuli, Assam;

Pareesh Lorbarva Barman, le 16 avril 1991 à Sonkhuria, Assam;

Mohammad Ashrat, en juillet 1991 dans un centre d'interrogatoire de l'armée, Jammu-et-Cachemire;

Ghulam Mohammad, en juillet 1991 dans un centre d'interrogatoire, Jammu-et-Cachemire;

Khazir Mohammad et Abdul Aziz, le 25 août 1991 dans un centre d'interrogatoire de l'armée à Bomay-Sopora, Jammu-et-Cachemire;

Mumtaz, le 13 septembre 1991 au Jammu-et-Cachemire;

Raj Kamal Choudhury, le 29 septembre 1991 au camp militaire de Narangi, Assam;

Ghulam Mohiuddin Ganai, un militant du Hezbol moudjahidin, en octobre 1991 dans un centre d'interrogatoire, Jammu-et-Cachemire;

Bubul Barua, le 20 octobre 1991 à Bandardawa, Assam;

Rajiv Baruah, le 6 novembre 1991 à Sonitpur, Assam.

338. De plus, le Rapporteur spécial a transmis au Gouvernement indien des communications concernant les 34 personnes suivantes :

a) Ghulam Rasool, journaliste travaillant pour le quotidien Udayan, aurait été tué par des policiers le 27 décembre 1991 à Masjidguda, Andhra Pradesh, pour avoir critiqué la police locale. Aucune enquête n'aurait été ouverte;

b) Narra Prabhakar Reddy, défenseur actif des droits de l'homme, aurait été tué par quatre hommes armés liés à la police le 7 décembre 1991 à Warangal, Andhra Pradesh. Il aurait reçu des menaces de la part de la police pour ses activités en ses qualités de membre chargé des convocations du groupe du district du Comité de l'Andhra Pradesh pour les libertés civiles et de secrétaire du barreau du district. Personne n'aurait été arrêté en liaison avec ce meurtre;

c) Mohammad Afzal aurait été arrêté en mars 1991 par le 142ème bataillon des forces frontalières de sécurité. Il serait décédé à la suite de tortures subies au centre d'interrogatoire de Pulwana, Jammu-et-Cachemire;

d) Seize personnes seraient mortes et une centaine blessées lorsque la police a ouvert le feu sans discernement sur les grévistes non armés membres du syndicat Chattisgharh Mukti Morcha manifestant à Bhilai, Madhya Pradesh. Une enquête judiciaire aurait été ordonnée par le gouvernement de l'Etat;

e) Rohtas (également connu sous le nom de Fauji) aurait été retrouvé mort dans sa cellule le 30 août 1991 après deux années de détention à la prison centrale de Tihar, Delhi. Une enquête aurait été ordonnée au vu des résultats de l'autopsie, mais il n'y aurait pas eu de poursuites contre les responsables de sa mort;

f) Ram Vilas, employé dans une filature, serait décédé des suites des blessures qui lui ont été infligées le 11 juillet 1991 de policiers du poste d'Adarsh Nagar et de gardiens de la filature où il travaillait;

g) Velayudhan Pillai aurait été arrêté le 10 juillet 1991 par des gardes forestiers et ensuite battu à mort par la police à Trivandrum, Kerala. Aucune mesure judiciaire ou disciplinaire n'aurait été prise;

h) Anis Ansari, médecin et assistant social, aurait été arrêté le 16 novembre 1991 au cours d'une perquisition effectuée par des agents du corps armé de la gendarmerie provinciale à Varanasi, Uttar Pradesh. Il aurait été battu sous les yeux du magistrat du district et du commissaire de police et serait décédé des suites de ses blessures. Aucune enquête n'aurait été ouverte;

i) Un homme aurait été battu par des membres des forces centrales de police de réserve le 21 février 1992 à la gare ferroviaire de Kharagpur, Midnapore, Bengale-Occidental, après avoir demandé à un agent de cette force de payer la boîte d'allumettes qu'il avait prise. Il serait décédé le jour même des suites de ses blessures;

j) Ram Dhan Singh aurait été tué par un policier du poste de Bally, au Bengale-Occidental, le 19 février 1992 pour avoir refusé de verser un pot-de-vin à la police. Aucune enquête n'aurait été ouverte;

k) Neuf agriculteurs auraient été tués le 5 juin 1992 par une patrouille militaire au village de Tando Bahawal, près de Jamshoro. Ils auraient été impliqués dans un conflit foncier entre deux grands propriétaires, l'un ayant demandé aux militaires d'éliminer les métayers de son rival. Quelques mesures disciplinaires auraient été prises contre les commandants de la patrouille, mais on ignore si les responsables ont été poursuivis.

339. Dans un grand nombre de cas, aucune enquête n'aurait été ouverte. Parfois, des mesures disciplinaires auraient été prises à l'encontre de membres des forces de sécurité, mais on n'a jamais signalé de poursuite judiciaire.

Communications émanant du gouvernement

340. Le Gouvernement indien a communiqué au Rapporteur spécial des informations concernant la décision prise à la Conférence des premiers ministres des Etats indiens, le 15 septembre 1992, de créer une commission nationale des droits de l'homme. Celle-ci aura pour objectif de donner à la population indienne un sentiment de confiance devant l'attachement du gouvernement et de la société tout entière à la cause des droits de l'homme. La Conférence a également adopté une résolution rappelant l'engagement du gouvernement central et des gouvernements des Etats à protéger les secteurs vulnérables de la société, comme les castes et les tribus "énumérées", les femmes, les travailleurs agricoles et les personnes susceptibles d'être exploitées (travail des enfants et servage). Toute violation des droits de l'homme où qu'elle se produise en Inde devrait être traitée avec fermeté (22 septembre 1992).

341. Le Gouvernement indien a informé le Rapporteur spécial des garanties existant dans la Constitution et d'autres textes législatifs importants du pays, tels que le Code de procédure criminelle, le Code pénal et la loi sur la preuve, en ce qui concerne le droit fondamental à la vie et à la liberté individuelle de tous les citoyens. Il a été fait mention d'une procédure légale appelée "public interest litigation" (litige afférent à l'intérêt public), en vertu de laquelle tout individu ou groupe peut porter à l'attention des autorités judiciaires les cas de violation des droits de l'homme. En ce qui concerne la création d'une institution nationale chargée des questions de droits de l'homme, on avait pris les mesures nécessaires pour donner suite à la résolution adoptée par la Conférence des premiers ministres du 14 septembre 1992 (27 novembre 1992).

342. A propos des cas particuliers communiqués par le Rapporteur spécial, le gouvernement a répondu que des enquêtes avaient été ouvertes et des mesures disciplinaires ou judiciaires avaient été prises à l'encontre des membres de la police impliqués dans les cas suivants : Ganeshan, Jairam Singh, Khursid Ahmed et Sheikh Jam Zahir. Une enquête avait également été ouverte à propos de la mort de Velayudhan Pillai.

343. Les autopsies réalisées ont permis de déterminer que le décès de Kuttappam, Divakaram, Syamala Kumar, Muthusamy, Chinnathambi et S. Bose était dû à une cause naturelle. Ramesh s'était suicidé. Dans tous ces cas, ainsi que dans celui de Shri (et non G.) Joseph, les enquêtes ont permis de disculper la police.

344. Malgré les efforts déployés par le Gouvernement du Jammu-et-Cachemire et les forces de sécurité, il n'a pas été possible de vérifier les allégations dans les cas de Mumtaz, Khazir Mohammad, Abdul Aziz, Mohammad Ashrat et Ghulam Mohammad.

345. Tarsem Singh a été battu par quatre inconnus masqués le 1er (et non le 15) mai 1991 et est décédé par la suite. Un policier en civil a été témoin de l'incident et a appelé une patrouille de police qui a trouvé Tarsem Singh gisant inconscient sur le sol. Un dossier a été ouvert et une enquête menée, mais les coupables n'ont pas pu être retrouvés.

346. Avtar (et non Autar) Singh a été arrêté pour avoir participé à des activités terroristes et a été tué en août (et non en juillet) 1991 lorsqu'un groupe de terroristes a attaqué un groupe de policiers qui récupéraient des armes enfouies dans la forêt de Gurdialpura Bir où il les avait emmenés. Selon le rapport d'autopsie, la mort aurait été provoquée par des coups de feu; il n'y était fait mention d'aucune autre blessure ou de torture.

Mesures de suivi concernant des allégations transmises

347. Le Gouvernement indien a informé le Rapporteur spécial que, même dans les Etats où sévissaient le terrorisme et l'insurrection comme au Jammu-et-Cachemire, auxquels se rapportaient la plupart des allégations mentionnées, les responsables de l'application des lois se sont acquittés de leur devoir conformément au code de conduite qui régit leurs actes. Chacune des allégations de violation des droits de l'homme étaient scrupuleusement étudiés et la plupart d'entre elles s'étaient avérées inexactes, fortement exagérées ou délibérément fausses. Les rares fois où l'allégation s'était révélée exacte, des mesures disciplinaires avaient été prises contre les responsables. Plus de 230 responsables et membres des forces de sécurité s'étaient vu frappés de mesures, y compris de peines d'emprisonnement, et des enquêtes et des poursuites étaient en cours à l'encontre de plusieurs autres. Dans la majorité des cas transmis par le Rapporteur spécial, le gouvernement a indiqué que les autorités compétentes n'avaient pas été informées des incidents en question, alors que dans un certain nombre d'autres, des enquêtes avaient été ouvertes (27 novembre 1992).

Indonésie

348. En 1991, le Rapporteur spécial avait envoyé un télégramme au Gouvernement indonésien concernant l'exécution, le 12 novembre, de plus de 50 personnes ayant participé à une manifestation organisée pour commémorer la mort de deux jeunes gens abattus lors d'un affrontement avec la police le mois précédent. Il avait appelé l'attention sur la nécessité d'ouvrir une enquête et de la mener conformément aux Principes relatifs à la prévention efficace des exécutions extrajudiciaires, arbitraires et sommaires et aux moyens d'enquêter efficacement sur ces exécutions. Le gouvernement a répondu peu de temps après, indiquant qu'une commission nationale d'enquête avait été constituée pour s'occuper de ces cas. Le Rapporteur spécial a alors envoyé un télégramme au gouvernement se déclarant satisfait de la création de la Commission et lui demandant "de s'assurer qu'il y ait une enquête approfondie, indépendante et impartiale sur les circonstances des assassinats du 12 novembre et que soient rapidement traduits en justice ceux qui seraient identifiés par la Commission comme étant responsables d'exécutions extrajudiciaires et autres abus". Il a ensuite demandé des informations concernant les allégations selon lesquelles un certain nombre d'autres personnes, y compris des témoins des événements du 12 novembre, auraient été exécutées ultérieurement par des membres des 700ème et 744ème bataillons de la division Hasanuddin de l'armée indonésienne (voir E/CN.4/1992/30, par. 279 à 283).

349. Dans le courant de 1992, le Gouvernement indonésien a adressé au Rapporteur spécial trois notes (datées du 27 mai, du 4 juin et du 30 juin), contenant des informations sur les conclusions de la Commission nationale d'enquête et les poursuites intentées ultérieurement contre dix membres des forces armées, qui ont été jugés pour leur rôle dans les assassinats. Les conclusions de la Commission nationale d'enquête sont les suivantes :

"De solides raisons permettent à la Commission de formuler les conclusions suivantes :

1. L'incident survenu le 12 novembre 1991 à Dili est l'aboutissement d'une série de manifestations et d'incidents orchestrés plus tôt par le groupe anti-intégrationniste FRETILIN/SDP. Ce groupe, qui se trouve de plus en plus isolé, est passé de la guérilla rurale à la guérilla urbaine, tirant par là abusivement parti de la politique de développement du Timor oriental, fondée sur les investissements et la prospérité, et profitant de la situation ainsi que de l'agitation des jeunes pour les inciter à s'opposer à l'intégration ainsi que pour attirer l'attention du monde sur son existence.
2. L'incident survenu le 12 novembre 1991 à Dili, qui a causé un certain nombre de morts et de blessés, n'était manifestement pas un acte exécuté sur ordre du gouvernement ou des forces armées, ou reflétant leur politique, qu'il s'agisse de la capitale ou de la province du Timor oriental. Cet incident est essentiellement une tragédie qui est sincèrement regrettable.
3. La manifestation de Dili comprenait des éléments de provocation préméditée par le groupe anti-intégrationniste FRETILIN/SDP et n'était pas un défilé ordonné et pacifique organisé à la mémoire de Sebastiao Gomes.
4. Les manifestants, composés principalement de jeunes, ont agi de manière belliqueuse, émotionnelle et destructrice, en partie en raison d'agitations dues au groupe anti-intégrationniste FRETILIN/SDP, dont ils subissaient l'influence depuis un certain temps déjà. Ils ont en outre exhibé sciemment des drapeaux du FRETILIN et du Falentil, des photos de Xanana, dirigeant du FRETILIN/SDP, ainsi que des banderoles et ont proféré des cris et des insultes contre l'intégration à des membres des forces de sécurité.
5. Un certain nombre d'étrangers ont activement participé à cette manifestation.
6. Alors qu'on était au bord de l'explosion, la tension - déjà engendrée par le fait qu'un membre des forces armées avait été poignardé et un soldat blessé - a été aggravée par l'attitude belliqueuse et provocatrice et le comportement agressif de la foule, que les membres des forces de sécurité ont ressenti comme une menace pour leurs armes et leur sécurité, si bien qu'il y a eu chez ces derniers une réaction spontanée d'autodéfense qui, sans ordre de tirer, s'est soldée par une fusillade

nourrie des manifestants, causant des morts et des blessés. Au même moment, un autre groupe de membres des forces de sécurité, non organisé et agissant en dehors de tout contrôle ou commandement, a aussi tiré des coups de feu et procédé à des passages à tabac, provoquant de nouvelles victimes.

7. La Commission a pu constater que l'application des procédures prévues pour la lutte anti-émeute n'a pas été optimale lors de l'incident du 12 novembre 1991, malgré la présence d'unités anti-émeute. Un certain nombre d'agents de la sécurité sont allés au-delà des normes acceptables, faisant ainsi des victimes, qu'il s'agisse de morts ou de blessés à la suite de coups de feu ou de couteau, ou encore de coups administrés au moyen d'instruments contondants. Alors que l'on établit actuellement le nombre des victimes à 19 morts et 91 blessés, la Commission estime qu'il y a tout lieu de conclure que le nombre total des morts s'élève à une cinquantaine et celui des blessés est supérieur à 91.

8. L'affaire des décès n'a pas été traitée avec le sérieux voulu : on a bien procédé à un examen sommaire des corps et dressé la liste des victimes, mais non à une identification en bonne et due forme des cadavres. Les familles et admis des victimes n'ont guère eu la possibilité de les identifier.

9. La Commission est d'avis que, pour faire respecter la justice, des mesures doivent être prises à l'encontre de tous ceux qui ont participé à l'incident du 12 novembre 1991 à Dili et sont soupçonnés d'avoir violé la loi, et qu'ils doivent être jugés conformément aux règles de droit, au Pancasila et à la Constitution de 1945 sur lesquels se fonde la République indonésienne."

350. Pour ce qui est des poursuites contre le personnel militaire, le gouvernement a déclaré ce qui suit :

"1. Suite à l'annonce des conclusions et recommandations du Conseil honoraire militaire (MHC) fait par le chef d'état-major de l'armée, dix militaires ont été traduits devant le tribunal militaire de Denpasar (Bali) entre le 29 mai et le 5 juin 1992. Ils ont été accusés en vertu du code pénal militaire d'avoir commis de graves infractions à l'éthique militaire et d'avoir enfreint la discipline militaire, notamment en désobéissant aux ordres. Les dix militaires ont été déclarés coupables des chefs d'accusation portés contre eux et condamnés à des peines d'emprisonnement allant de 8 à 18 mois..."

351. Amnesty International, la source des allégations qui avaient donné lieu à l'ouverture de ce dossier, a par ailleurs communiqué au Rapporteur spécial ses observations sur les travaux et conclusions de la Commission nationale d'enquête. Cette organisation y conteste les constatations et conclusions de la Commission et affirme que sa composition, ses procédures et ses méthodes de travail sont incompatibles à de nombreux égards importants, avec les Principes relatifs à la prévention efficace des exécutions extrajudiciaires, arbitraires et sommaires et aux moyens d'enquêter efficacement sur ces exécutions.

352. Le Rapporteur spécial est également préoccupé par la nature des accusations portées contre les inculpés ayant participé à ces exécutions et par la durée des peines infligées, que l'on pourrait interpréter comme un encouragement à un climat d'impunité.

353. Aussi le Rapporteur spécial a-t-il écrit au Gouvernement indonésien pour lui exposer la nature et les raisons des préoccupations qui persistent chez lui et obtenir des informations complémentaires. Il fournira des précisions sur l'évolution de l'affaire dans son rapport à la Commission des droits de l'homme à sa cinquantième session.

Iran (République islamique d')

354. Les rapports et les allégations dont a été saisi le Rapporteur spécial montrent que les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires se poursuivent sans discontinuer dans la République islamique d'Iran.

355. Au moins 24 personnes auraient été condamnées à mort et exécutées pour avoir participé aux vastes mouvements de protestation populaire contre les politiques sociale et économique du gouvernement qui ont touché les villes de Machhad, Chiraz, Arak, Bukan et Shushtar et certains quartiers de Téhéran à la fin de mai 1992. Un grand nombre de personnes auraient été arrêtées à l'occasion de ces manifestations et émeutes.

356. Les exécutions de prisonniers politiques, en particulier de personnes soupçonnées d'être membres ou sympathisantes de l'Organisation iranienne des moudjahidin du peuple (PMOI), groupe d'opposition basé en Iraq, se seraient poursuivies en 1992. Un nombre important de personnes auraient été exécutées après avoir été condamnées à mort pour trafic de drogue. Trois adeptes du bahaïsme auraient été exécutés pour des motifs religieux.

357. On a signalé au Rapporteur spécial que des condamnations à mort auraient été prononcées par des tribunaux révolutionnaires islamiques. Les procédures suivies par ces tribunaux n'auraient pas été conformes aux normes, internationalement reconnues, qui régissent le droit à un procès équitable, eu égard en particulier au droit à une défense appropriée dans les conditions requises. Dans nombre de cas, les accusés ne bénéficieraient pas des services d'un avocat, ce qui va à l'encontre des dispositions de l'article 35 de la Constitution iranienne et de l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Dans les dispositions portant sur le droit de l'accusé à se faire représenter en justice, il ne serait fait nullement mention de son droit à se voir désigner un avocat d'office s'il n'a pas les moyens d'en choisir un lui-même, et il semblerait n'y avoir aucune disposition garantissant à l'accusé le droit de former recours devant la Cour suprême si son droit à bénéficier de conseils juridiques et à être représenté au procès par un avocat n'était pas respecté. De plus, le Rapporteur spécial a été informé que les procès devant les tribunaux révolutionnaires islamiques ont souvent lieu à huis clos. Certains procès se seraient déroulés dans des prisons et n'auraient souvent duré que quelques minutes.

Communications envoyées par le Rapporteur spécial

358. Le Rapporteur spécial a transmis au Gouvernement iranien des allégations selon lesquelles au moins 200 personnes auraient été exécutées en République islamique d'Iran. Quatre des victimes seraient des mineurs. Vingt-neuf cas constitueraient des violations du droit à la liberté d'opinion et d'expression ou de religion. Le Rapporteur spécial a adressé quatre demandes d'intervention d'urgence en faveur de plus de 66 personnes. Des allégations concernant 148 autres personnes ont été communiquées sous pli séparé.

Demandes d'intervention d'urgence

359. Le Rapporteur spécial a adressé une demande d'intervention d'urgence après avoir été informé qu'à la suite des manifestations antigouvernementales de Machhad, des centaines de personnes auraient été arrêtées. Quatre personnes, Javad Ganjkhani, Golamhossein Pourshirzad, Ali Sadqi et Hamid Javid, auraient été condamnées à mort par des tribunaux révolutionnaires islamiques et exécutées le 10 juin 1992 à la prison de Machhad, et quatre autres le 11 juin 1992. L'exécution de cinq autres prisonniers aurait été annoncée par la radio d'Etat iranienne. On a en outre signalé au Rapporteur spécial que plusieurs centaines de personnes avaient été arrêtées lors de manifestations à Shushtar, dans la province du Khuzistan. Les forces de sécurité auraient reçu l'ordre de "tirer sur les manifestants sans hésitation". On pouvait craindre que les personnes arrêtées, tant à Machhad qu'à Shushtar, risquent l'exécution à l'issue de procès qui n'étaient pas conformes aux normes, reconnues internationalement, qui régissent le droit à un procès équitable (25 juin et 17 juillet 1992).

360. L'attention du Rapporteur spécial a également été appelée sur le fait que Hassan Zolfaghari, qui serait membre de la PMOI, avait été remis aux autorités iraniennes par l'Union patriotique du Kurdistan (PUK), groupe d'opposition iraquien, en avril 1991, de même que Beshar Shabibi, autre membre de la PMOI. Beshar Shabibi aurait été exécuté à Téhéran en avril 1992. On craignait aussi que l'exécution de Hassan Zolfaghari fût imminente (25 juin 1992).

361. Le Rapporteur spécial a adressé un autre appel urgent au Gouvernement de la République islamique d'Iran après avoir reçu des rapports selon lesquels Bihnam Mithaqi et Kayvan Khalajabadi, incarcérés depuis trois ans à la prison de Gohardasht à Karadj, avaient été informés de leur condamnation à mort par un tribunal révolutionnaire islamique. Les procès se seraient déroulés au mépris des normes, reconnues internationalement, qui régissent le droit à un procès équitable. Les accusés auraient notamment été jugés in absentia et n'auraient pas été représentés. Ils auraient été poursuivis pour être membres de la communauté bahaïe (4 septembre 1992).

362. Le Rapporteur spécial a également été informé que plus de 50 personnes avaient été exécutées en République islamique d'Iran durant les mois de septembre et d'octobre 1992. Dix-neuf personnes auraient été exécutées le 30 septembre 1992 à Téhéran et 17 autres les 17 et 18 octobre 1992 dans cette même ville, toutes après avoir été condamnées à mort pour trafic de drogue par des tribunaux révolutionnaires islamiques.

363. Les personnes suivantes auraient été exécutées pour avoir participé aux manifestations antigouvernementales susmentionnées à Machhad, Chiraz et dans d'autres villes : Saleh Amin Pour et Hasan Saidi, le 8 septembre 1992 à Téhéran; Mohamed Tahghi Azimi, Namineh Nazeri, Habibollah Davari, Allah Koram Khazari, Akbar Kejchmi, Davouch Pazouki, Judollah Hachemi (17 ans), Mohamed Mokweni (16 ans), Mohamed Khoubron (17 ans), Saide Malekzadeh, Houchingue Bani Mostafah et Djavade Pour Aazan le 29 septembre 1992 au Centre d'information de Fahide. Quatre autres personnes auraient été exécutées à la fin de septembre 1992, ce qui porte à 24 le nombre total des personnes exécutées en liaison avec les émeutes de mai.

364. Le Rapporteur spécial a été informé en outre qu'un grand nombre de personnes avaient été arrêtées à Machhad et Chiraz. On craignait que beaucoup d'entre elles soient aussi menacées d'exécution (30 octobre 1992).

Autres allégations

365. Les personnes suivantes auraient été exécutées après avoir été condamnées à mort par des tribunaux révolutionnaires islamiques sans que soient respectées les normes reconnues internationalement concernant le droit à un procès équitable (31 août 1992) :

15 personnes à la prison de Gohardasht, Karadj, le 3 janvier 1992;

Sept personnes à Marageh, Azerbaïdjan oriental, le 5 janvier 1992 pour "corruption sur terre", actes de brigandage et vol à main armée;

Yadollah Khossravi, Jabbar Rajabi et Siroos Pournorooz à la prison de la ville d'Ilam, le 6 janvier 1992;

Hamid Salehpoor, à la prison de la ville d'Ahwat, le 11 janvier 1992;

Shams Jahanhir Sarraf, à la prison d'Evin, Téhéran, le 21 janvier 1992;

Rahim Darikvand, à la prison de Gohardasht, Karadj, le 21 janvier 1992;

Sadeq Biralvand, à la prison de Qazvin, le 21 janvier 1992;

Soleimani Effat Ghanizadeh, à la prison de Kermanschah, le 21 janvier 1992;

Kiumars Najafi, à la prison de la ville de Masjid, le 30 janvier 1992;

Six personnes à Bouroudjerd, province du Lorestan, le 19 février 1992, pour collaboration avec des membres d'une bande internationale de trafiquants de drogue;

Une personne à la prison de Dizelabad, Kermanschah, le 27 avril 1992, pour trafic de drogue;

Lahaj Ali Ahmadi, Hamid Naderi, Mohammad Salami, Beshar Shabibi et Sarmadi à Téhéran, le 7 mai 1992;

15 personnes à Téhéran, le 25 mai 1992, pour trafic de drogue;

Mohammad Darabi (17 ans), à la prison de Dizelabad, Kermanschah, le 7 mai 1992;

Fakhroddin Moradi, Hadi Mahmoudi et Ali Tatoureh, dans des prisons du Kurdistan entre le 7 et le 21 juin 1992;

Hossein Jahaveri, Hossein Yadegari et Soleiman Kadkhodashir, le 9 ou 10 juin 1992 à la prison de Boukan, Kurdistan;

Sept personnes à Chiraz, à la fin de juin 1992, pour possession et distribution de 500 kg d'héroïne;

13 personnes, y compris quatre Afghans, à Birjand, durant la première quinzaine de juillet 1992, pour trafic de drogue, entrée illégale en Iran, vol à main armée et meurtre;

Jafar Mo'ezzani, Hassan Baghalian et Rastgar, à la prison de la ville de Hamedan, le 30 juillet 1992;

16 autres prisonniers à la prison de la ville de Hamedan, le 30 juillet 1992.

366. Les personnes suivantes auraient été condamnées à mort et exécutées par des tribunaux révolutionnaires islamiques pour des raisons politiques :

28 personnes à Beresht-e-Zahra, au cours de la deuxième quinzaine d'avril 1992;

20 personnes à la prison de Dizelabad, le 27 avril 1992;

Hatan Djahanguiri Zadeh, à Tabriz, pour avoir été sympathisant du Parti dit démocrate. Il aurait énergiquement nié être un partisan de quelque parti politique que ce soit;

Fereidoun Farokhzad-Araghi, poète, acteur et présentateur de spectacles, à Bonn au début d'août 1992. Il aurait reçu des menaces de mort d'agents du gouvernement.

367. Le Rapporteur spécial a en outre transmis au Gouvernement de la République islamique d'Iran les cas suivants d'exécution extrajudiciaire, sommaire ou arbitraire présumée :

Bahman Samandari, à la prison d'Evin, Téhéran, le 18 mars 1992, le lendemain de sa convocation par les autorités pour recevoir un document. Il aurait été exécuté parce qu'il aurait été membre de la communauté bahaïe;

Raza Hoseini et Fereidoun Hachemi, le 26 septembre 1992 à Téhéran, lors d'une descente de gardes révolutionnaires islamiques;

Morteza Yazdi, à la prison d'Evin, Téhéran, en 1989, alors qu'il purgeait une peine d'emprisonnement de huit ans. Aucune raison n'aurait été donnée par les autorités pour son exécution.

Communications émanant du gouvernement

368. Au moment de l'établissement du présent rapport, aucune communication n'avait été reçue du Gouvernement de la République islamique d'Iran.

Mesures de suivi concernant des allégations transmises en 1991

369. Le Rapporteur spécial a adressé au Gouvernement de la République islamique d'Iran une lettre rappelant les allégations d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires qu'il avait transmises à ce pays en 1991. Le Gouvernement de la République islamique d'Iran avait fourni des réponses concernant certaines de ces allégations. Le Rapporteur spécial a demandé aux autorités de lui fournir aussi des informations au sujet de celles pour lesquelles aucune réponse n'avait été reçue jusque-là (voir E/CN.4/1992/30, par. 289 à 303).

Iraq

370. Les rapports et allégations dont a été saisi le Rapporteur spécial montrent que les violations des droits de l'homme se poursuivent sans discontinuer en Iraq, notamment les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires. En particulier, les attaques par les militaires contre la population (y compris les Arabes des zones marécageuses, les personnes déplacées à l'intérieur du pays et les réfugiés, ainsi que les déserteurs de l'armée) auraient continué en 1992, dans les zones marécageuses du sud. Au cours de ces attaques, l'armée iraquienne aurait utilisé des armes lourdes, notamment des chars et des hélicoptères et des avions de combat contre un certain nombre de villages occupés par des civils.

371. Le Rapporteur spécial a également reçu des informations concernant des exécutions massives, au cours desquelles au moins 267 personnes auraient été exécutées, soit sans jugement, soit à l'issue de procès où n'auraient pas été respectées les normes reconnues internationalement concernant le droit à un procès équitable.

Communications envoyées par le Rapporteur spécial

372. Le Rapporteur spécial a adressé trois demandes d'intervention d'urgence au Gouvernement iraquien.

373. Il est intervenu auprès des autorités iraquiennes après avoir été informé d'attaques massives lancées par l'armée iraquienne contre les villages suivants, peuplés de civils : Shumbaara al-Awaili, al-Kabab, al-Mouzar, Um-al-Hosh et Abu Saboor, le 9 juillet 1992; et al-Wadia, al-Hajia et à nouveau al-Mouzar et Um-al-Hosh, le 15 juillet 1992, tous situés dans les zones marécageuses du sud du pays. L'un de ces villages, Abu Saboor, aurait été attaqué par l'armée les 1er et 2 février 1992 lors d'une opération de ratissage menée par des militaires irakiens à la recherche de déserteurs.

Des personnes auraient été brûlées vives dans leur maison avant que le village ne soit soumis à un barrage d'artillerie dirigé à l'aveuglette (17 juillet 1992).

374. Le Rapporteur spécial a également adressé un appel urgent au Gouvernement iraquien après avoir été informé d'exécutions massives en 1992 à Deebka, près de la ville de al-Sharqat. Quelque 200 personnes auraient été exécutées par l'armée, en groupes de cinq à dix personnes. Les victimes présentaient le teint et les caractéristiques physiques de la population du sud du pays. Le Rapporteur spécial a renouvelé son appel auprès du Gouvernement iraquien pour qu'il assure la protection effective du droit à la vie et ouvre des enquêtes en vue d'identifier et de juger les responsables de ces violations des droits de l'homme (30 octobre 1992).

375. Le Rapporteur spécial a adressé une autre demande d'intervention d'urgence au Gouvernement iraquien concernant des allégations qui lui avaient été communiquées à propos de l'exécution, le 26 juillet 1992 à Bagdad, de Ra'ad Tabra et de 41 autres commerçants (la liste des noms de 33 d'entre eux peut être consultée dans les dossiers du secrétariat). Le 17 septembre 1992, 25 autres commerçants et marchands auraient été exécutés. Ils auraient été accusés de délits économiques, notamment d'avoir profité de la situation en faisant des bénéfices excessifs. Les 42 premières personnes susmentionnées auraient été condamnées à mort sans que ne soient respectées les normes reconnues internationalement concernant le droit à un procès équitable. Quant au groupe exécuté en septembre, il n'y aurait peut-être même pas eu le moindre procès. Le président iraquien Saddam Hussein ayant déclaré que ces mesures avaient pour but "d'assurer la vie de la population et de purger le gouvernement et la société", il fallait craindre qu'il n'y ait d'autres exécutions analogues (27 octobre 1992).

Communications émanant du gouvernement

376. Au moment de l'établissement du présent rapport, aucune communication n'avait été reçue du Gouvernement iraquien.

Israël

377. Le Rapporteur spécial a reçu un certain nombre de rapports et d'allégations faisant état de violations des droits de l'homme dans les territoires occupés, y compris d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires.

378. L'application générale des nouvelles instructions données aux militaires et aux civils dans les territoires concernant l'ouverture du feu aurait entraîné une augmentation du nombre de morts parmi la population. Ces règlements autoriseraient l'utilisation d'armes meurtrières "en dernier recours" contre les Palestiniens soupçonnés d'avoir commis ou tenté de commettre un large éventail d'activités considérées comme illégales au regard des ordres et réglementations militaires israéliens. On relève parmi ceux-ci le fait d'être un "suspect" en fuite, d'écrire des graffiti, de lancer des pierres, de hisser un drapeau palestinien ou de s'envelopper le visage d'un kuffiyeh. Au début de 1992, les instructions relatives à l'utilisation

des armes à feu auraient été encore assouplies de façon à permettre de tirer sur toute personne considérée comme armée. A la fin d'août 1992, plus de 160 personnes auraient trouvé la mort, victimes de violence politique.

379. Des membres des forces défensives, des gardes frontière et des unités d'infiltration des forces de sécurité israéliennes auraient été responsables d'un grand nombre d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires de Palestiniens et d'autres Arabes dans les territoires occupés. Des armes meurtrières auraient été utilisées là où cela n'était ni nécessaire ni justifié. Des enfants seraient de plus en plus souvent victimes de telles exécutions. En ce qui concerne les opérations des forces d'infiltration, le Rapporteur spécial a été informé qu'elles avaient pour tâche de travailler parmi la population palestinienne afin d'identifier les personnes définies comme étant des "militants" et de les assassiner. A cet égard, le Rapporteur spécial rappelle le rapport présenté à l'Assemblée générale à sa quarante-septième session par le Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien et des autres Arabes des territoires occupés (A/47/509).

380. On a également signalé au Rapporteur spécial des cas de décès en garde à vue à la suite des tortures et des mauvais traitements infligés aux détenus en cours d'interrogatoire. La torture physique et psychologique serait utilisée systématiquement dans les prisons et centres de détention israéliens.

Communications envoyées par le Rapporteur spécial

381. Le Rapporteur spécial a transmis au Gouvernement israélien les informations qu'il avait reçues concernant la violation du droit à la vie dont auraient été victimes cinq personnes, dont un mineur.

Demandes d'intervention d'urgence

382. Le Rapporteur spécial a adressé une demande d'intervention d'urgence au Gouvernement israélien en ce qui concerne le cas d'Ahmad Suleiman Musa Qatamesh, un Palestinien arrêté le 1er septembre 1992 et détenu depuis lors à la prison de Ramallah. Il aurait été menacé de mort par ses interrogateurs. Des membres de sa famille auraient aussi reçu des menaces. Ahmad Qatamesh et son épouse auraient tous deux été soumis à la torture (1er octobre 1992).

Autres allégations

383. Le Rapporteur spécial a transmis au Gouvernement israélien quatre autres cas d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires qui auraient eu lieu en Cisjordanie. Les victimes étaient palestiniennes, l'une d'entre elles étant un enfant de 11 ans :

a) Mustapha Al-Akawi serait mort durant un interrogatoire à la prison d'Hébron le 4 février 1992 après avoir été soumis à la torture. Des marques de mauvais traitements auraient été relevées par le juge qui avait prolongé sa détention la veille de sa mort. Une enquête menée par la Division de la police chargée des crimes graves aurait conclu que sa mort n'avait été provoquée par aucun acte criminel et a recommandé que le dossier soit clos;

b) Mohammed Turkeman aurait été tué par quatre hommes en civil le 10 décembre 1991 alors qu'il circulait en taxi près de Zabalsdeh, à Jenin. Les assaillants l'ont extrait du véhicule et ont examiné sa carte d'identité. L'un d'entre eux aurait déclaré avoir commis une erreur. Le chauffeur de taxi aurait été prié de ne pas parler de l'incident;

c) Un garçon de 11 ans aurait été tué le 5 février 1992 en Cisjordanie. Il était en train de jouer avec un autre enfant lorsque des militaires tirèrent en l'air et s'approchèrent d'eux. Selon la source, le garçon aurait été abattu lorsqu'il tentait de fuir;

d) Bahia Mohammed Mahmoud Rabaya aurait été abattue par des militaires le 8 février 1992 à Irtas, Bethléem, alors qu'elle circulait en voiture avec d'autres membres de sa famille durant le couvre-feu qu'ils étaient autorisés à ne pas respecter. Elle serait décédée sur le chemin de l'hôpital. Deux de ses enfants auraient été blessés par des munitions réelles.

Communications émanant du gouvernement

384. Au moment de l'établissement du présent rapport, aucune communication n'avait été reçue du Gouvernement israélien.

Mesures de suivi concernant les allégations transmises en 1991

385. Le Rapporteur spécial a adressé une lettre au Gouvernement israélien rappelant les allégations d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires qu'il avait communiquées à ce pays en 1991 et pour lesquelles aucune réponse n'avait été reçue (voir E/CN.4/1992/30, par. 326 et 327).

Jamaïque

Mesures de suivi concernant les allégations transmises en 1991

386. Le Rapporteur spécial a adressé une lettre au Gouvernement jamaïcain rappelant les allégations d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires qu'il avait transmises à ce pays en 1991 et pour lesquelles aucune réponse n'avait été reçue (voir E/CN.4/1992/30, par. 328 et 329).

Jordanie

Mesures de suivi concernant les allégations transmises en 1991

387. Le Rapporteur spécial a adressé une lettre au Gouvernement jordanien rappelant les allégations d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires qu'il avait transmises à ce pays en 1991 (voir E/CN.4/1992/30, par. 330 à 334).

388. Le Gouvernement jordanien avait donné une réponse pour certains cas. Quant au reste des allégations, pour lesquelles aucune réponse n'avait été obtenue, le Rapporteur spécial a demandé que lui soient communiquées les informations demandées.

Kenya

Communications envoyées par le Rapporteur spécial

389. Le Rapporteur spécial a transmis au Gouvernement kényen trois cas d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires qui se seraient produits dans le pays (31 août 1992). Les trois cas concernaient des mineurs qui auraient été abattus par des membres de la police kényenne; aucune mesure disciplinaire ou judiciaire n'aurait été prise à l'encontre des responsables :

a) Martine Wamalwa (12 ans) et Mutiembu Nanjala Wamalwa (5 ans) auraient été tués le 22 mars 1992 à Kitale, dans la province occidentale (Western Province);

b) Mary Kiarie Wanjiru (14 ans) aurait été tuée à Limuru.

Communications reçues par le Rapporteur spécial

390. Le Gouvernement kényen a informé le Rapporteur spécial que le cas de Mary Wanjiru Kiarie était passé en justice et qu'une enquête était en cours pour les deux autres (16 octobre 1992).

Koweït

Mesures de suivi concernant des allégations transmises en 1991

391. Le Rapporteur spécial a adressé une lettre au Gouvernement koweïtien rappelant les allégations d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires qu'il avait transmises à ce pays en 1991 (voir E/CN.4/1992/30, par. 335 à 343).

392. Le Gouvernement koweïtien avait répondu pour certains de ces cas. En ce qui concerne le reste des allégations, pour lesquelles aucune réponse n'avait été obtenue, le Rapporteur spécial a demandé que lui soient fournies les informations demandées.

Lesotho

Communications envoyées par le Rapporteur spécial

393. Le Rapporteur spécial a transmis au Gouvernement du Lesotho des informations qu'il avait obtenues concernant l'exécution extrajudiciaire, sommaire ou arbitraire dont auraient été victimes quatre personnes, dont l'une mineure. (31 août 1992). Dans deux des cas, il y aurait eu violation du droit à la liberté d'opinion et d'expression et de réunion et d'association pacifiques.

394. Deux personnes auraient été abattues par des policiers lors de manifestations au cours d'une grève nationale des enseignants à Maseru. Tsepang Tsira aurait reçu une balle dans la tête alors qu'il circulait dans

une camionnette en compagnie d'amis le 25 août 1992. Bathobakae Mokhathu (17 ans) aurait été tué lors d'une manifestation le 27 août 1990. Selon un témoin oculaire, il n'aurait pas pris part à la manifestation. Un policier aurait été arrêté, mais aucune poursuite pénale n'aurait été intentée.

395. Ngaka Sula, un responsable du Syndicat des travailleurs de la construction et des industries apparentées du Lesotho, aurait été tué par un policier en août 1991 pour avoir autorisé un autre membre de ce syndicat à pénétrer sur le lieu où il travaillait en tant que gardien.

396. Makakole Mofokeng aurait été arrêté par la police sud-africaine et remis aux mains de la police royale du Lesotho en septembre 1991. Il aurait été soumis à de graves tortures. Il est décédé le 28 octobre 1991 durant son transfert au siège de la division des enquêtes criminelles à Maseru. Selon le rapport d'autopsie, il serait mort d'asphyxie.

Communications émanant du gouvernement

397. Au moment de l'établissement du présent rapport, aucune communication n'avait été reçue du Gouvernement du Lesotho.

Mesures de suivi concernant des allégations transmises en 1991

398. Le Rapporteur spécial a adressé une lettre au Gouvernement du Lesotho rappelant les allégations d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires qu'il avait transmises à ce pays en 1991 et pour lesquelles aucune réponse n'avait été reçue (voir E/CN.4/1992/30, par. 346 et 347).

Libéria

399. Des rapports détaillés sur la situation des droits de l'homme au Libéria, y compris sur des exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires qui y auraient eu lieu, ont été reçus après la date limite fixée pour l'examen des informations portées à l'attention du Rapporteur spécial. Une évaluation complète de ces rapports sera présentée à la Commission des droits de l'homme à sa cinquantième session.

Madagascar

Mesures de suivi concernant des allégations transmises en 1991

400. Le Rapporteur spécial a adressé une lettre au Gouvernement malgache pour rappeler les allégations d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires transmises à ce pays en 1991 et au sujet desquelles aucune réponse n'avait été reçue (voir E/CN.4/1992/30, par. 348 à 351).

Malawi

401. Le Rapporteur spécial a reçu des informations selon lesquelles les procès qui donnaient lieu à condamnation à mort au Malawi n'étaient pas conformes à tous les instruments internationaux définissant les critères d'un procès équitable. Il a été informé en particulier que des délits sanctionnés

obligatoirement par la peine de mort (meurtre ou trahison) et ceux pour lesquels elle pouvait être imposée (viol, vol avec violence, effraction ou cambriolage) étaient jugés par des tribunaux dits "traditionnels". Or dans les procès qui se déroulent devant ces tribunaux, les accusés n'auraient pas bénéficié de toutes les garanties reconnues sur le plan international pour qu'un procès soit équitable : des accusés ne seraient pas autorisés à se faire représenter par des avocats et, souvent, ils ne pourraient pas faire comparaître des témoins à décharge ni faire subir un contre-interrogatoire aux témoins à charge. Les magistrats de ces tribunaux rendraient compte directement au Président.

402. Le Rapporteur spécial a aussi reçu des allégations selon lesquelles des menaces de mort auraient été adressées par les autorités à ceux qui critiquaient le gouvernement et aux exilés politiques qui pouvaient souhaiter rentrer au Malawi.

Communications envoyées par le Rapporteur spécial

403. Le Rapporteur spécial a transmis au Gouvernement du Malawi des informations qu'il avait reçues concernant la violation présumée du droit à la vie de 16 personnes. Deux cas auraient constitué des violations du droit à la liberté d'opinion et d'expression.

Demandes d'intervention d'urgence

404. Le Rapporteur spécial a adressé une demande d'intervention d'urgence au Gouvernement du Malawi après avoir appris que l'exécution de 15 prisonniers détenus à la prison centrale de Zomba serait imminente; les noms de ces personnes sont les suivants : Winston Kabenthuthu, Style Pimri, Tobet Kamwendo, Leston Simba, Davison Maponda, George Sukali, Wilson Mwale Ngozo, Thenson Thomas, Lyson Nkhoma, Laurence Zuze et Bonfasio Petro (24 juin 1992).

405. Le Rapporteur spécial a envoyé une autre demande d'intervention d'urgence après avoir reçu des allégations exprimant des craintes pour la vie et l'intégrité physique de Chakufwa Chihana qui aurait publié des lettres et des discours préconisant une réforme politique au Malawi (3 août 1992).

Autres allégations

406. Le Rapporteur spécial a aussi communiqué au Gouvernement du Malawi le cas de Mkwapatira Mhango, journaliste exilé qui aurait été tué le 13 octobre 1989 en Zambie. Selon plusieurs sources, les autorités du Malawi auraient joué un rôle dans son assassinat. Mkwapatira Mhango aurait été dénoncé publiquement par le Président du Malawi après avoir fait des déclarations qui ont été interprétées comme étant dirigées contre le gouvernement (31 août 1992).

Communications émanant du gouvernement

407. Le Gouvernement du Malawi a fourni des renseignements au Rapporteur spécial en réponse à sa demande d'intervention d'urgence concernant le cas de Chakufwa Chihana. Selon ces informations, il n'y avait pratiquement pas de détenus politiques au Malawi et les allégations selon lesquelles plusieurs

personnalités politiques de l'opposition avaient été tuées étaient inexactes et dénuées de fondement. Chakufwa Chihana faisait l'objet d'un procès qui suivait son cours normal, en tant que citoyen qui avait contrevenu à une loi spécifique. Les tribunaux étaient saisis de son cas. Il était vivant et en bonne santé (24 août 1992).

408. Le Gouvernement du Malawi a aussi informé le Rapporteur spécial que le cas de Mkwapatira Mhango avait été transmis aux autorités compétentes pour suite à donner. Des informations concernant ces allégations seraient envoyées dès que les conclusions des autorités seraient connues (23 septembre 1992).

Malaisie

Communications envoyées par le Rapporteur spécial

409. Le Rapporteur spécial a adressé une demande d'intervention d'urgence au Gouvernement malaisien après avoir appris que 43 requérants d'asile de l'Aceh, Sumatra (Indonésie) risquaient l'exécution extrajudiciaire s'ils étaient renvoyés en Indonésie. Le Rapporteur spécial a demandé instamment aux autorités malaisiennes qu'elles s'abstiennent de les renvoyer sans leur donner une juste chance de faire valoir leur droit au statut de réfugié (12 août 1992).

Communications émanant du gouvernement

410. A la date de l'établissement du présent rapport, aucune communication n'avait été reçue du Gouvernement malaisien.

Mesures de suivi concernant des allégations transmises en 1991

411. Le Rapporteur spécial a adressé une lettre au Gouvernement malaisien pour rappeler les allégations d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires transmises à ce pays en 1991 et au sujet desquelles aucune réponse n'avait été reçue (voir E/CN.4/1992/30, par. 353 à 356).

Mali

412. Selon les rapports et les allégations qui sont parvenus au Rapporteur spécial, des violations des droits de l'homme, notamment des exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, se sont produites au Mali lorsque les forces armées ont riposté aux attaques lancées par des rebelles touaregs contre des villes ou des villages du nord du Mali en arrêtant, torturant et tuant des membres des communautés touaregs. Dans certains cas, les forces armées auraient exécuté des civils uniquement à cause de leur origine ethnique.

Communications envoyées par le Rapporteur spécial

413. Le Rapporteur spécial a adressé au Gouvernement malien les allégations qu'il avait reçues selon lesquelles, trois jours après une attaque contre un véhicule militaire près de Gossi, dans la région de Tombouctou, par un groupe touareg armé, une unité de l'armée était arrivée à Gossi le 23 mai 1992.

Les militaires auraient arrêté dix civils touaregs qui, d'après ce que l'ont dit, n'auraient pas participé à l'attaque. Deux des civils arrêtés, Rhissa Ag Intekel et Ibrahim Ag Emarwel, auraient été tués à Gossi. Les autres auraient été emmenés à Gourma Rharous, à 150 km environ au nord-est de Gossi. Il a été rapporté toutefois que certains, sinon la totalité des prisonniers, n'auraient jamais atteint leur destination mais auraient été exécutés sans aucune forme de procès à Tinharra, à 25 km environ de Gourma Rharous. Selon ce qui a été rapporté au Rapporteur spécial, leurs noms étaient les suivants : Ibrahim Ag Abdou Kader, Alhassane Ag Baye, Bijiki Ag Intekna, Cheick Ag Bendeche, Ahamadou Ag Hamad, Inamoud Ag Amaye, Intalou Ag Ekawel et Mouaji Ag Attiyoub.

Communications émanant du gouvernement

414. Au moment où le présent rapport a été établi, aucune communication n'avait été reçue du Gouvernement malien.

Mesures de suivi concernant des allégations transmises en 1991

415. Le Rapporteur spécial a adressé une lettre au Gouvernement malien pour rappeler les allégations d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires transmises à ce pays en 1991 et au sujet desquelles aucune réponse n'avait été reçue (voir E/CN.4/1992/30, par. 358 à 362).

Mauritanie

Mesures de suivi concernant des allégations transmises en 1991

416. Le Rapporteur spécial a adressé une lettre au Gouvernement mauritanien pour rappeler les allégations d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires transmises à ce pays en 1991 et au sujet desquelles aucune réponse n'avait été reçue (voir E/CN.4/1992/30, par. 363 à 366).

Mexique

417. Le Rapporteur spécial a reçu des informations concernant des violations des droits de l'homme, notamment des menaces de mort et des exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, qui auraient été perpétrées par des membres des forces de sécurité mexicaines. Des défenseurs actifs des droits de l'homme, des personnes ayant critiqué le gouvernement, des syndicalistes et des paysans, appartenant en particulier à des communautés autochtones, auraient été les principales cibles de ces violences. Des communautés autochtones auraient été victimes de violations de leurs droits de l'homme à l'occasion de litiges fonciers. De puissants propriétaires terriens, les "caciques" et des hommes de main à leur service auraient collaboré avec des membres des forces de sécurité.

418. Le Rapporteur spécial a appris que des plaintes concernant des violations des droits de l'homme ne faisaient pas l'objet d'enquêtes appropriées de la part des autorités, tant au niveau local que national. Les responsables ne seraient que rarement traduits en justice.

Communications envoyées par le Rapporteur spécial

419. Le Rapporteur spécial a transmis au Gouvernement mexicain les renseignements qu'il avait reçus concernant la violation présumée du droit à la vie de cinq personnes dont un mineur. Deux de ces cas portaient sur des violations du droit à la liberté d'opinion et d'expression et du droit de réunion pacifique et d'association.

Demande d'intervention d'urgence

420. Le Rapporteur spécial a adressé une demande d'intervention d'urgence au Gouvernement mexicain après avoir reçu des informations concernant des menaces de mort dirigées contre María Teresa Jardí, Directrice du Département de la solidarité et de la défense des droits de l'homme de l'Archidiocèse de Mexico et conseillère juridique de la Commission de solidarité et de défense des droits de l'homme, à Chihuahua, à la fin octobre. Dans une de ces menaces, il aurait été fait état des enquêtes qu'elle a effectuées sur le meurtre de Victor Manuel Oropeza Contreras (24 novembre 1992).

Autres allégations

421. Le Rapporteur spécial a transmis les cas suivants au Gouvernement mexicain (31 août 1992).

422. Tomás Diego García aurait été tué le 25 janvier 1992 lorsque des membres de la police préventive, de la police judiciaire de l'Etat et des hommes de main locaux ont fait une descente dans la communauté indienne de La Trinidad Yaveo, Santiago Yaveo, arrondissement de Choapan, Oaxaca. Il aurait été tué par balle alors qu'il courait, sans armes, derrière un véhicule dans lequel plusieurs personnes arrêtées au cours de la descente étaient enlevées. Au cours de cette même descente, un agent de la police judiciaire de l'Etat aurait mis le canon de son arme dans la bouche de Misael García Santiago, 5 ans, en menaçant de le tuer s'il ne s'arrêtait pas de pleurer. L'attaque de la communauté de La Trinidad Yaveo aurait été la dernière d'une série d'incidents survenus lors d'un conflit dans lequel une partie de la communauté faisait valoir ses droits sur ses terres traditionnelles contre des propriétaires locaux qui se seraient emparés d'une partie de celles-ci.

423. Le Rapporteur spécial a aussi transmis au Gouvernement mexicain le cas de Victor Manuel Oropeza Contreras, auteur d'un article publié dans un quotidien dans lequel il critiquait le gouvernement et en particulier la police; M. Contreras aurait été tué le 3 juillet 1991 à Ciudad Juarez. Une enquête sur cette affaire, effectuée par la police de l'Etat et les services du Procureur général du district fédéral n'aurait pas été menée dans les règles. D'après la source d'information, ce cas n'aurait pas fait l'objet d'une enquête par la Commission nationale des droits de l'homme qui avait été créée par le Gouvernement mexicain en 1990.

424. Dans le cas de Francisco Quijano García, dont le corps avait été découvert le 11 mars 1992 après son arrestation par des agents de la police judiciaire le 21 juin 1990, il était aussi allégué que l'enquête sur cette affaire par les services du Procureur général du district fédéral n'avait pas été menée comme il convient. Une personne identifiée par les autorités comme étant le meurtrier de Francisco Quijano García aurait prétendu qu'elle était innocente et que la police l'avait menacée de mort si elle révélait la vérité.

Communications émanant du gouvernement

425. Le Gouvernement mexicain a informé le Rapporteur spécial que la Chambre des députés avait réprouvé à l'unanimité les actes d'intimidation dirigés contre María Teresa Jardí et demandé aux autorités compétentes de mener une enquête approfondie sur les menaces de mort et de garantir la sécurité de Mme Jardí et de sa famille. La Commission des droits de l'homme de la Chambre des députés a également réprouvé les actes d'intimidation dirigés contre Mme Jardí. Les services du Procureur général du district fédéral ont fourni des agents pour assurer sa sécurité personnelle. Le Président du Mexique, M. Carlos Salinas de Gortari, s'est entretenu avec María Teresa Jardí en novembre 1992 et lui a dit qu'il appuyait entièrement les efforts déployés pour identifier les responsables et les punir conformément à la loi. Il a également répété que Mme Jardí et sa famille recevraient toutes les garanties nécessaires à leur intégrité physique (26 novembre 1992).

Mesures de suivi concernant des allégations transmises en 1991

426. Le Rapporteur spécial a adressé une lettre au Gouvernement mexicain pour rappeler les allégations d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires transmises à ce pays en 1991, et au sujet desquelles aucune réponse n'avait été reçue (voir E/CN.4/1992/30, par. 368 à 370).

Maroc

Communications envoyées par le Rapporteur spécial

427. Le Rapporteur spécial a adressé une demande d'intervention d'urgence au Gouvernement marocain après avoir reçu des renseignements selon lesquels des membres de la police et de l'armée avaient usé de forces excessives pour disperser des manifestations non violentes dans les villes d'Assa et de Smara, le 23 septembre et les 6 et 7 octobre 1992. Des agents de la police et de la Gendarmerie royale auraient tiré aveuglément sur les manifestants qui exigeaient la mise en oeuvre du Plan de paix des Nations Unies ainsi que l'organisation du référendum sur l'autodétermination prévu dans ce plan, et demandaient au gouvernement de trouver des solutions pour remédier à la grave situation économique qui régnait dans cette région. Dix personnes auraient été tuées et de nombreuses autres blessées (20 octobre 1992).

Communications émanant du gouvernement

428. Le Gouvernement marocain a fourni au Rapporteur spécial des renseignements en réponse à la demande d'intervention d'urgence susmentionnée. Les allégations auraient été diffusées par le Front Polisario pour induire en erreur l'opinion publique et l'Organisation des Nations Unies avant que

le problème du Sahara ne soit examiné par la quatrième Commission de l'Assemblée générale. Les quelques incidents qui s'étaient produits à Smara et dans d'autres villes du Royaume du Maroc étaient des événements isolés dus à des rivalités entre partisans et adversaires de certains candidats au cours de la campagne électorale qui avait débuté en septembre en vue des élections municipales et communales. Cependant, personne n'aurait été gravement blessé et aucune arrestation n'aurait eu lieu. Le commandant en chef de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO) avait déclaré le 23 octobre 1992 que la situation à Smara et Layoune était calme. Le 28 octobre 1992, le Rapporteur spécial du Secrétaire général pour le Sahara avait aussi déclaré que le MINURSO ne corroborait pas les déclarations du Front Polisario (10 novembre 1992).

Mesures de suivi concernant des allégations transmises en 1991

429. Le Rapporteur spécial a adressé une lettre au Gouvernement marocain pour rappeler les allégations d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires qui avaient été transmises à ce pays en 1991.

430. Le Gouvernement marocain a fourni des informations qui répondaient à tous les cas signalés à son attention. Dans deux de ces cas, il a été indiqué que des enquêtes préliminaires avaient été ouvertes auprès des tribunaux compétents. Le Rapporteur spécial a demandé au Gouvernement marocain de lui fournir des renseignements à jour, en particulier sur les décisions adoptées à la suite de ces procédures et sur toutes les mesures auxquelles elles pouvaient avoir donné lieu.

Myanmar

431. D'après les rapports et les allégations parvenues au Rapporteur spécial, de très nombreuses violations des droits de l'homme, y compris des exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, continuent de se produire au Myanmar.

432. Plusieurs rapports concernaient des violations massives des droits de l'homme commises par les forces de sécurité du Myanmar contre des musulmans de l'Etat de Rakhine (Arakan), également dénommés Rohingyas, dans le cadre de ce qui était décrit comme un processus général de répression à l'encontre de groupes minoritaires, religieux ou ethniques. De nombreuses personnes contraintes au travail forcé auraient fait l'objet d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires. Pris au hasard ou punis parce que soupçonnés d'avoir participé à des insurrections armées, des membres de groupes minoritaires auraient été recrutés comme porteurs par les militaires. Pendant leur travail, ils feraient l'objet de mauvais traitements graves : privation de nourriture, d'eau et de sommeil, coups assénés à l'aide de bambous et de crosses de fusil, coups de bottes, brûlures à la cigarette ou entailles avec des baïonnettes. Lorsque, à la suite d'un travail pénible effectué dans ces conditions, ils tombent malades ou sont trop affaiblis pour travailler, ils seraient tués par les militaires ou abandonnés sur place pour y mourir. Des cas de décès dus à la torture et aux mauvais traitements subis dans les prisons militaires ont également été signalés au Rapporteur spécial.

433. Les violations systématiques et générales des droits de l'homme commises dans l'Etat de Rakhine auraient poussé 300 000 Rohingyas environ à quitter le Bangladesh avant la fin avril 1992. La population de villages entiers aurait été contrainte de partir pour échapper à la torture, aux mauvais traitements et à la mort par les forces de sécurité.

Communications envoyées par le Rapporteur spécial

434. Le Rapporteur spécial a transmis au Gouvernement du Myanmar des allégations concernant la violation du droit à la vie de 99 personnes. Un de ces cas aurait constitué une violation du droit à la liberté d'expression et d'opinion, de religion et d'association et de réunion pacifiques. Le Rapporteur spécial est intervenu pour le compte de 90 personnes en envoyant une demande d'intervention d'urgence et il a transmis les neuf autres cas par lettre au Gouvernement du Myanmar qui a répondu aux allégations formulées dans la demande d'intervention d'urgence.

Demandes d'intervention d'urgence

435. Le Rapporteur spécial a adressé une demande d'intervention d'urgence au Gouvernement du Myanmar après avoir appris que 90 femmes, dont certaines seraient porteuses du virus du sida, devaient être rapatriées au Myanmar en provenance de Thaïlande où elles avaient été sauvées de la prostitution forcée dans des maisons closes. A leur retour dans le pays, en avril 1992, 25 femmes du Myanmar, dont la séropositivité avait été confirmée par des examens, avaient été tuées au cyanure par des militaires du Myanmar. Le Rapporteur spécial a demandé instamment aux autorités d'assurer la sécurité et l'intégrité physique de toutes les femmes rapatriées au Myanmar et il a prié le gouvernement de l'informer des mesures prises pour assurer une protection efficace contre les exécutions extrajudiciaires (29 septembre 1992).

Autres allégations

436. Les neuf personnes dont les noms suivent auraient fait l'objet d'une exécution extrajudiciaire par des membres des forces militaires du Myanmar (31 août 1992) :

a) Saing Shwe (22 ans), Pu Sarn Shwe (40 ans), Saing Say (33 ans), Loong Sarm (30 ans) et Pu Loi Haw (40 ans), le 25 décembre 1991 dans la commune de Lashio, dans le nord de l'Etat de Shan, auraient été tués par une colonne militaire commandée par le capitaine Tin Win du 68ème Régiment d'infanterie légère, en patrouille dans la région. Saing Shwe et Loong Sarm auraient été battus et torturés à mort par les soldats. Pu Loi Haw aurait été tué parce que les militaires le soupçonnaient d'avoir pris contact avec les forces de résistance;

b) Lung Shaw (56 ans) serait mort le 11 novembre 1991 après avoir été frappé et avoir reçu des coups de pied jusqu'à ce qu'il perde connaissance, et cela sans aucune raison évidente, par des soldats de la 4ème compagnie du 247ème régiment d'infanterie légère de l'armée du Myanmar, commandée par le capitaine Tun Than à Wan Yawn, arrondissement de Naung Nay, commune de Nam San, dans l'Etat de Shan;

c) Seng Mounng (25 ans) aurait été arrêté pour servir de porteur par la colonne militaire No 2 du 33e régiment d'infanterie légère en octobre 1991, dans la commune de Tarn Yarng, dans le nord de l'Etat de Shan. Le 9 novembre 1991, il aurait tenté de s'évader mais aurait été à nouveau arrêté par les militaires, car il ne pouvait pas traverser une rivière en raison du travail forcé, de la malnutrition et d'une longue marche. Il aurait été torturé et battu par les soldats puis jeté dans la rivière où il se serait noyé;

d) Nawa Padvia Dhanibai aurait été tué le 13 juillet 1992 par des gardes forestiers arrivés accompagnés de policiers dans le village de Kalibel dans la Taloda, région forestière en cours de déboisement pour en faire une zone de réinstallation à cause du barrage de Sardar Saronar. Les gardes forestiers auraient ouvert le feu sur des membres d'une tribu qui protestaient contre l'interdiction de cultiver les terres dans les zones de réinstallation, tuant une femme et blessant sept autres personnes;

e) Mohamed Ilyas (64 ans), musulman de la commune de Búthidaung, Etat de Rakhine (Arakan) et secrétaire local de la Ligue nationale pour la démocratie, serait mort le 23 juin 1992, après avoir été sauvagement battu par des membres des Services de renseignements militaires (MIS), alors qu'il était en détention.

Communications émanant du gouvernement

437. Le Gouvernement du Myanmar a communiqué des renseignements au Rapporteur spécial en réponse à la demande d'intervention d'urgence concernant le danger d'exécution extrajudiciaire qu'encourraient 95 femmes qui devaient être rapatriées de Thaïlande au Myanmar. Selon ces renseignements, les allégations mentionnées dans la demande d'intervention d'urgence du Rapporteur spécial, à savoir que 25 femmes avaient reçu des piqûres de cyanure en avril 1992 après avoir été reconnues séropositives, étaient des accusations sans fondement émanant de personnes mal intentionnées et de certaines sources non gouvernementales. Les 95 femmes sauvées des maisons closes de Thaïlande étaient rentrées au Myanmar en toute sécurité (15 octobre 1992).

438. Le Gouvernement du Myanmar a en outre fourni au Rapporteur spécial une copie de l'Ordonnance No 12/92 du 26 septembre 1992 du Conseil de restauration de l'ordre public de l'Etat aux termes de laquelle les pouvoirs exécutifs et judiciaires conférés en raison de la loi martiale à certains commandants militaires dans leurs régions respectives étaient révoqués. Le gouvernement a informé le Rapporteur spécial qu'en vertu de l'Ordonnance No 10/92 du 10 septembre 1992, ledit Conseil avait aussi levé le couvre-feu imposé de 23 heures à 4 heures (28 septembre 1992). L'Ordonnance No 13/92 du 2 octobre 1992 portait création d'une Commission d'organisation de 18 membres et d'un Comité de direction de 36 membres pour préparer la Convention nationale qui se tiendrait à la fin de 1992 ou au début de 1993 (7 octobre 1992, 19 octobre 1992). La date de réunion de la Convention nationale a été fixée au 9 janvier 1993 (18 novembre 1992).

439. Le Gouvernement du Myanmar a aussi informé le Rapporteur spécial des attaques lancées par des groupes terroristes armés, dont la Karen National Union (KNU) et le Karenni National Progressive Party (KNPP), sur les camps de Htimukhi et Hweponglao en juillet et septembre 1992, bien que les forces armées du Myanmar aient suspendu toutes les opérations militaires offensives en avril 1992 en vue de rétablir la concorde entre toutes les races de la nation pour favoriser l'unité et la solidarité nationales. Des contre-offensives ont été menées pour reprendre ces camps en août et septembre 1992, dans le cadre d'un mouvement d'autodéfense et pour répondre aux incursions des terroristes armés (18 novembre 1992).

Mesures de suivi concernant des allégations transmises en 1991

440. Le Rapporteur spécial a adressé une lettre au Gouvernement du Myanmar pour rappeler les allégations d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires qui avaient été communiquées à ce pays en 1991.

441. Le Gouvernement du Myanmar avait informé le Rapporteur spécial que les autorités compétentes enquêtaient sur ces cas. Aucune réponse n'a toutefois été reçue en ce qui concerne ces allégations (voir E/CN.4/1992/30, par. 381 à 387).

Népal

Communications envoyées par le Rapporteur spécial

442. Le Rapporteur spécial a transmis au Gouvernement népalais des allégations qui lui étaient parvenues selon lesquelles 10 personnes avaient été tuées par des membres de la police et des militants de partis politiques dans diverses régions du pays au cours de la campagne pour les élections locales, en mai 1992. Aucun de ceux qui avaient commis ces actes n'auraient été arrêtés et aucune enquête n'aurait été ouverte sur ces incidents. Les noms des présumées victimes de ces exécutions sont les suivants : Tularas Acharya, Anthun Lal Kunwar, Ramsaran Yadav, Ram Prasad Singh, Abdul Miya, Om P. Yadava, Nathuni Mahoto, Dilli Ram Chaihan, Soti Mukhiya et Mahottari (31 août 1992).

Communications émanant du gouvernement

443. A la date où le présent rapport a été établi, aucune communication n'avait été reçue du Gouvernement népalais.

Nicaragua

Mesures de suivi concernant des allégations transmises en 1991

444. Le Rapporteur spécial a adressé une lettre au Gouvernement nicaraguayen pour rappeler les allégations d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires transmises à ce pays en 1991.

445. Le Gouvernement nicaraguayen avait répondu sur certains de ces cas. En ce qui concerne les autres allégations pour lesquelles aucune réponse n'avait été reçue, le Rapporteur spécial a demandé qu'on lui envoie des informations (voir E/CN.4/1992/30, par. 388 à 393).

Niger

Mesures de suivi concernant des allégations transmises en 1991

446. Le Rapporteur spécial a adressé une lettre au Gouvernement nigérien pour rappeler les allégations d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires transmises à ce pays en 1991 et au sujet desquelles aucune réponse n'avait été reçue (voir E/CN.4/1992/30, par. 396 et 397).

Nigéria

Mesures de suivi concernant des allégations transmises en 1991

447. Le Rapporteur spécial a adressé une lettre au Gouvernement nigérien pour rappeler les allégations d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, transmises à ce pays en 1991 et au sujet desquelles aucune réponse n'avait été reçue (voir E/CN.4/1992/30, par. 398 et 411).

Le Gouvernement nigérien a répondu à cette lettre en indiquant qu'une réponse exhaustive était en préparation et qu'elle serait communiquée au Rapporteur spécial dans les meilleurs délais.

Pakistan

448. D'après les rapports et les allégations qui sont parvenus au Rapporteur spécial, des violations des droits de l'homme, et notamment des exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, continuent de se produire au Pakistan.

449. Comme les années précédentes, le Rapporteur spécial a appris de sources diverses que des procès s'étaient soldés par l'imposition de la peine capitale devant des tribunaux d'exception usant d'une procédure accélérée, constitués en application d'amendements constitutionnels en 1991. Selon ses allégations, au cours des procès se déroulant devant ces tribunaux, les accusés ne bénéficiaient pas de tous les droits et garanties contenus dans les instruments internationaux, notamment en ce qui concerne le droit à une audience publique, le droit de présenter une défense complète, le droit d'être présumé innocent jusqu'à ce que la culpabilité soit établie et le droit d'interjeter appel. Ces tribunaux d'exception étaient censés se prononcer sur les cas dans les 30 jours. Un ajournement, pour obtenir par exemple la déposition de témoins à décharge, ne peut excéder quelques jours. Les appels doivent être formés dans les sept jours ouvrables auprès d'une instance supérieure de recours institutée en vertu de la même législation. Une personne jugée par un de ces tribunaux d'exception n'aurait pas la possibilité de former recours devant une instance supérieure ou la Cour suprême.

450. Le Rapporteur spécial a aussi reçu des rapports concernant des exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires d'activistes politiques, à la suite de leur arrestation par la police. Dans plusieurs cas, aucune enquête sur les circonstances de ces exécutions n'aurait été effectuée.

Communications envoyées par le Rapporteur spécial

451. Le Rapporteur spécial a transmis au Gouvernement pakistanais des allégations qui lui étaient parvenues selon lesquelles 17 personnes avaient été victimes d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires (31 août 1992) et en particulier celles dont les noms suivent :

a) Mohamed Riaz Ahmed et Meddi Khan auraient exécutés le 12 avril 1992 à Karachi après avoir été reconnus coupables de meurtre et condamnés à mort par des tribunaux d'exception usant d'une procédure accélérée. Il semble que les procès se déroulant devant ces tribunaux n'aient pas été conformes aux règles internationales reconnues pour qu'un jugement soit équitable;

b) Deux propriétaires terriens auraient été tués pendant leur détention par la police en juin 1992, près de Jamshoro, à propos d'un litige foncier. Aucune enquête n'aurait été effectuée sur leur décès;

c) Mohammad Yusuf Jakhrani, homme politique de l'opposition, serait mort le 12 juin 1992 dans un hôpital militaire de Kandhkot, des suites de blessures qui lui auraient été infligées pendant son interrogatoire par des militaires. Aucune enquête sur cette affaire n'aurait été effectuée;

d) Younous, prisonnier dont le procès était en cours, aurait été retrouvé mort dans sa cellule à la prison de Kot Lakhpat, à Lahore, en juillet 1991. Aucune enquête sur sa mort n'aurait été effectuée;

e) Mohammad Idrees Bajwa aurait été tué au cours d'un affrontement avec des policiers à Toba Tek Singh en novembre 1990. Sur la base d'un rapport d'enquête publié en juin 1991, la mise au rôle d'une affaire d'homicide contre six policiers aurait été ordonnée. Aucun résultat n'aurait toutefois été révélé;

f) Ahmad Shakeel aurait été torturé à mort au Centre de détention des services de sûreté à Karachi, le 25 avril 1990. Aucune poursuite n'aurait été entamée contre les agents de ces services. Son père ayant déposé plainte auprès du tribunal, des poursuites auraient été entamées contre huit agents des services de sûreté, mais aucun résultat n'aurait été révélé.

Communications émanant du gouvernement

452. A la date de l'établissement du présent rapport, aucune communication n'avait été reçue du Gouvernement pakistanais en réponse aux allégations transmises par le Rapporteur spécial en 1992.

Mesures de suivi concernant des allégations transmises en 1991

453. En réponse aux allégations d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires transmises dans une demande d'intervention d'urgence le 11 novembre 1991 (voir E/CN.4/1992/30, par. 412 à 415), le Gouvernement pakistanais a donné au Rapporteur spécial des renseignements concernant les tribunaux d'exception usant d'une procédure accélérée. Selon ces informations, ces tribunaux avaient été constitués initialement en vertu de la loi de 1987 sur les tribunaux d'exception usant d'une procédure accélérée (Vod 1987), afin de permettre aux tribunaux de juger les crimes d'origine terroriste. Actuellement, ils ont pour base juridique l'ordonnance de 1991 sur les tribunaux usant d'une procédure accélérée, promulguée le 5 août 1991, à partir d'un amendement constitutionnel de 1990. Ces tribunaux d'exception sont présidés par des juges en retraite ou en exercice de la High Court ou par des personnes ayant les qualifications nécessaires pour être nommées juges de cette instance. Les appels des sentences rendues par les tribunaux d'exception sont déposés auprès de l'instance suprême de recours composée d'un juge de la Cour suprême qui en est le Président et de deux juges de High Court qui en sont les membres. La procédure de jugement devant les tribunaux d'exception est identique à celle qu'appliquent les autres tribunaux du pays. Aucun accusé ne s'est plaint jusqu'à présent de n'avoir pas eu la possibilité d'assurer convenablement sa défense. Les tribunaux d'exception ont prononcé plusieurs acquittements. Dans plusieurs cas, un procès devant ces tribunaux avait été recommandé même par l'opposition. Aucune affaire n'avait été portée devant ces tribunaux pour des motifs politiques.

Observations

454. En dépit des assurances données par le Gouvernement pakistanais quant aux droits des accusés jugés par des tribunaux d'exception usant d'une procédure accélérée, le Rapporteur spécial reste préoccupé par les carences qui continuent d'être signalées dans les procès qui se déroulent devant ces tribunaux. Il faudrait envisager de les modifier conformément aux instruments internationaux applicables afin d'éviter que des peines de mort ne soient prononcées sans que toutes les garanties d'un procès équitable aient été respectées.

Paraguay

455. Le Rapporteur spécial a reçu des rapports selon lesquels, depuis le renversement du régime du général Alfredo Stroessner en 1989, le respect des droits de l'homme au Paraguay s'était considérablement amélioré : des lois répressives ont été abrogées, des restrictions imposées aux syndicats, aux partis politiques et aux médias ont été levées et des mesures ont été prises pour traduire en justice certains des responsables de violations des droits de l'homme dans le passé.

456. Le Rapporteur spécial a néanmoins continué de recevoir des rapports sur des violations des droits de l'homme, notamment des exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires liées à des litiges fonciers. Des militaires et des policiers auraient eu recours à la violence contre des agriculteurs qui tentaient de faire valoir leurs droits sur des terres.

Communications envoyées par le Rapporteur spécial

457. Le Rapporteur spécial a transmis au Gouvernement paraguayen les deux cas présumés d'exécution extrajudiciaire, sommaire ou arbitraire (31 août 1992), indiqués ci-après :

a) Bernardo Ramirez, un paysan, aurait été tué par un soldat du détachement militaire No 1 à Yhovy, arrondissement de Corpus Christi, département de Canindiyu, le 15 février 1992. Aucune enquête sur cette affaire n'aurait été effectuée;

b) Nery Otazu aurait été tué le 5 avril 1992 par le maire de Fuerte Olimio, qui, en état d'ébriété, aurait fait irruption chez son père. Aucune enquête n'aurait été effectuée sur cette affaire.

Communications émanant du gouvernement

458. A la date de l'établissement du présent rapport, aucune communication n'avait été reçue du Gouvernement paraguayen.

Mesures de suivi concernant des allégations transmises en 1991

459. Le Rapporteur spécial a adressé une lettre au Gouvernement paraguayen pour rappeler les allégations d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires transmises à ce pays en 1991, au sujet desquelles aucune réponse n'avait été reçue (voir E/CN.4/1992/30, par. 417 à 419).

Pérou

460. Les rapports et allégations dont a été saisi le Rapporteur spécial indiquent que des violations des droits de l'homme, y compris des exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, continuent de se produire au Pérou sur une large échelle.

461. Des violations massives du droit à la vie continuent de se produire dans le contexte du conflit armé qui oppose le gouvernement à des groupes de guérilla, en particulier au Parti communiste péruvien (Sentier lumineux) et, dans une moindre mesure, au Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA). Selon des chiffres officiels, de mai 1980 à août 1992, cette guerre civile a coûté la vie à 24 517 personnes; 10 286 civils seraient décédés, victimes de violences politiques auxquelles ils n'ont pas pris part directement. Au cours des huit premiers mois de 1992, 2 074 personnes auraient été tuées. Sur les 1 029 victimes civiles, les catégories les plus touchées ont été les paysans (379), les habitants des bidonvilles (210) et les membres de patrouilles rurales (164). Au nombre des tués, on comptait 306 membres des forces de sécurité et 739 éléments de la subversion.

462. Comme dans les années précédentes, le Sentier lumineux aurait été responsable d'un grand nombre d'exécutions, en particulier dans les régions rurales où les paysans organisés en groupes de défense civile (rondas campesinas) ou soupçonnés de collaborer avec les forces de sécurité gouvernementales sont restés les principales cibles. Dans les zones urbaines,

hormis les attaques contre des postes de police, des casernes militaires et des centres commerciaux, le Sentier lumineux aurait pour la première fois visé les médias en faisant exploser un camion piégé devant la station de radio Canal 2 en juin 1992. Selon des chiffres présentés par la Commission de pacification, pour 41,23 % des victimes de violences politiques en 1991, la responsabilité serait imputable au Sentier lumineux, et pour 4,37 % du nombre total de décès, elle serait imputable au MRTA. Des membres de l'armée et de la police, syndicalistes, militants communistes, paysans, ronderos, journalistes et étrangers participant à des projets en coopération figureraient parmi les victimes des violences de la guérilla, laquelle a également été très préjudiciable à l'économie du pays.

463. De nombreuses exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires auraient été perpétrées par l'armée et les forces de sécurité ainsi que par d'autres groupes liés à celles-ci ou opérant avec leur accord ou de connivence avec elles. Les principales victimes des activités gouvernementales de lutte contre la subversion restent les paysans, dont on rapporte qu'ils seraient souvent exécutés s'ils refusent d'adhérer aux rondas campesinas, en représailles contre les offensives du Sentier lumineux, ou parce qu'ils sont soupçonnés par les militaires de collaboration avec le Sentier lumineux ou de sympathie envers lui. Des journalistes, militants de la cause des droits de l'homme, syndicalistes, magistrats, et fonctionnaires de justice seraient aussi les cibles de menaces de mort et d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, de la part de membres des forces de sécurité.

464. Le Rapporteur spécial a été informé que le nombre d'homicides pour motifs politiques n'avait pas diminué en 1992. Le 5 avril 1992, le Président péruvien Alberto Fujimori a dissous l'Assemblée et instauré un régime d'exception et de reconstruction nationale aux ordres de l'Exécutif. Il aurait peu après décrété la suspension des garanties juridictionnelles de droits fondamentaux comme l'habeas corpus et l'amparo. La loi No 25.475 du 6 mai 1992 restreindrait considérablement les droits de la défense pour les personnes accusées d'actes de terrorisme. A la suite des événements du 5 avril 1992, on a signalé une recrudescence des violences perpétrées par la guérilla. On ignore encore quel impact auront sur l'évolution du conflit armé l'arrestation le 12 septembre 1992 d'Abimael Guzmán, chef du Sentier lumineux, et sa condamnation ultérieure à l'emprisonnement à perpétuité. Une flambée de violences, sous forme notamment d'attaques de la guérilla contre des écoles, des postes de police, des marchés, des centres commerciaux et des banques, a été signalée à l'approche des élections au Congreso Constituyente y Democrático le 22 novembre 1992. Le Sentier lumineux a appelé à une grève armée (paro armado) pour dissuader les gens de participer aux élections.

465. Le Rapporteur spécial a été en outre informé que la plupart des responsables de violations des droits de l'homme continuent de jouir de l'impunité. Après le 5 avril 1992, toutes les activités juridictionnelles et celles du Ministère public ont été suspendues pendant dix jours ouvrables. Ce fait, associé à la révocation de plusieurs juges et procureurs, aurait eu concrètement pour résultat de bloquer le fonctionnement du système judiciaire.

Communications envoyées par le Rapporteur spécial

466. Le Rapporteur spécial a transmis au Gouvernement péruvien des informations qui lui étaient parvenues au sujet de la violation alléguée du droit à la vie de 194 personnes. Dans 20 cas, les victimes seraient des mineurs; 67 cas concerneraient la violation du droit à la liberté d'opinion et d'expression, de religion, ainsi que de réunion et d'association pacifiques. En envoyant dix messages urgents, le Rapporteur spécial est intervenu pour le compte de 69 personnes. Des allégations concernant 125 autres personnes ont été transmises au gouvernement par lettre séparée. Le gouvernement a fourni au Rapporteur spécial des informations concernant 72 personnes.

Demandes d'intervention d'urgence

467. Luz Gladys Roque Montesillo, Inés Sinchitullo Barboza, Eduardo Rojas Laysequia, tous trois fonctionnaires au parquet de Huancavelica, et Manuel Antonio Córdova Polo, procureur provincial d'Angaraes, auraient été menacés à plusieurs reprises de février à juillet 1992 par des membres des forces de sécurité, apparemment en raison de leur participation à des enquêtes judiciaires concernant l'assassinat de 14 paysans à Santa Bárbara en 1991. Cynthia Temys Quesada Roque (2 ans), fille de Luz Gladys Roque Montesillo, aurait été blessée au cours d'une agression contre sa mère en juillet 1992 (24 juin 1992).

468. Gustavo Gorriti Ellenbogen, sa femme Esther Delgado de Gorriti, et ses filles Galia (6 ans) et Dafne (1 an), auraient été menacés le 5 juin 1992 par des membres des forces de sécurité de l'Etat, en particulier du Service national de renseignement. Gustavo Gorriti Ellenbogen aurait aussi été victime de harcèlement au début de l'année (25 juin 1992).

469. Les militaires auraient opéré une descente au domicile du juge Arturo Zapata Carbajal à Lima le 10 avril 1992, en son absence. Les soldats auraient interrogé son père, Juan Zapata Veliz, ainsi que ses deux fils, Hans (10 ans) et Kervín (8 ans), sur le lieu où ils se trouvaient, en les menaçant de leurs armes. Des craintes ont été exprimées pour la sécurité d'Arturo Zapata Carbajal (29 juin 1992).

470. Nancy Valcarcel de Simón, épouse de Yehude Simón Munaro placé en détention le 11 juin 1992, aurait fait l'objet depuis cette date de menaces de mort (9 juillet 1992).

471. Lorenzo Ccapa Hilachoque, secrétaire général de la Fédération unie des agriculteurs d'Espinar, et d'autres dirigeants du même syndicat, y compris son Secrétaire, Juan Huarca Saico, auraient été victimes de menaces de mort et d'agressions par des membres de la police et des forces armées, apparemment en représailles pour avoir dénoncé des violations des droits de l'homme (7 août 1992).

472. Juan Luna Rojas, secrétaire général de la Fédération des travailleurs péruviens (CTP), aurait fait l'objet d'une tentative d'enlèvement le 27 août 1992 lorsque des hommes armés, qui seraient liés aux forces de sécurité, ont tenté de le faire monter de force dans leur voiture à Lima. Des craintes pour sa sécurité ont été exprimées (16 septembre 1992).

473. Le 28 septembre 1992, des tracts menaçant de mort plus de 40 journalistes et employés de l'Université d'Ayacucho auraient été distribués à Ayacucho. Les menaces auraient été signées d'un groupe paramilitaire dit "Mouvement antiterroriste d'Ayacucho". Le tract citait les noms des journalistes Magno Sosa Rojas et Necías Taquiri Yanqui et de 17 autres (les noms peuvent être consultés dans les dossiers du secrétariat) (9 octobre 1992).

474. Le Rapporteur spécial a envoyé une demande d'intervention d'urgence après avoir reçu des informations au sujet de menaces de mort proférées par téléphone contre un autre journaliste d'Ayacucho, Edilberto Coronado Reyes de La República, en relation, est-il allégué, avec des articles concernant les liens d'un haut responsable de la police avec le trafic de drogue (12 novembre 1992).

475. Le Rapporteur spécial est aussi intervenu auprès du Gouvernement péruvien après avoir reçu des informations selon lesquelles Avelino Vega, président de la ronda campesina de Challhuayaco, avait été arrêté par des agents de la police technique le 17 février 1992, alors qu'il se rendait à Lima pour dénoncer l'assassinat de cinq paysans au début du mois. Des craintes qu'il ne soit victime d'une exécution extrajudiciaire, sommaire ou arbitraire ont été exprimées (24 juin 1992).

476. Le Rapporteur spécial a envoyé une autre demande d'intervention d'urgence au Gouvernement péruvien après avoir reçu des rapports concernant le décès de Rafael Ventosilla Rojas, Alejandro Ventosilla Castillo, Paulino Ventosilla Castillo Rojas, Simón Ventosilla Castillo, Rubén Ventosilla Castillo et Marino Ventosilla Rojas. Ces six hommes auraient été arrêtés par des membres des forces de sécurité le 27 avril 1992 à Cejetuto, Santa María, Huaura, relâchés en mai puis à nouveau arrêtés par des militaires le 24 juin 1992, leurs corps ayant été retrouvés le lendemain. On craignait que quatre autres personnes arrêtées le 27 avril 1992, en même temps que les six tuées en juin, ne risquent aussi d'être exécutées. Leurs noms seraient les suivants : Andrés Reyes Rojas, Gaudencio Tolentino, Walter Tolentino Romo et Alfonso Ventosilla Pablo (21 août 1992).

Autres allégations

477. Le Rapporteur spécial a transmis au Gouvernement péruvien des renseignements qu'il avait reçus concernant l'exécution extrajudiciaire, sommaire ou arbitraire alléguée des personnes ci-après (31 août 1992) :

a) Teofilo Avendaño Chavez et 10 autres personnes (dont les noms peuvent être consultés dans les dossiers du secrétariat), le 22 juin 1991, par des membres de la ronda campesina agissant sous les ordres d'un capitaine de l'armée péruvienne à Anexo de Moya, Quinua. Aucune enquête n'aurait été ouverte dans cette affaire;

b) Carlos Vásquez Reinell et Salvador Carrasco Gómez, le 18 septembre 1991, en détention, par des membres de la police à Tarapoto, San Martín, apparemment des suites de tortures;

c) Ely Sifuentes, Abel Santa María, Rafael Ortiz González, Susy de Sifuentes et trois personnes non identifiées, dont une surnommée "Willy", le 15 octobre 1991, par une patrouille de l'armée péruvienne à Pueblo Nuevo, Aucayacu, Leoncio Prado, Huanuco;

d) Huit personnes : Félix García Mansilla, Agripina Cabrera Morote, Gladys García Cabrera (17 ans), Gregorio García Cabrera (9 ans), Beatriz García Cabrera (2 ans), Marcelino García Conchali, Atilio Gómez Huarani (17 ans) et Zosimo Rodríguez Huamani, le 24 octobre 1991, lorsque des membres de l'armée péruvienne ont attaqué le domicile de la famille García. Apparemment, aucune enquête n'aurait été ouverte sur cette affaire;

e) Luis Alberto Díaz Astovela et 13 autres personnes, dont un enfant de neuf ans (les noms peuvent être consultés dans les dossiers du secrétariat), le 3 novembre 1991, lorsqu'un groupe d'hommes armés, apparemment liés aux forces de sécurité, ont ouvert le feu sur un groupe de gens au cours d'une réunion à Barrios Altos, Lima;

f) María Paucar, Raymunda Jara Munoz, Javier Montes Solorzano, Sara Cautín Mallqui et (prénom inconnu) Rodríguez Paucar, le 23 janvier 1992, lors d'une attaque par des hommes armés, qui seraient liés aux forces de sécurité, contre le domicile de M. Rodríguez Paucar, un membre en vue du groupe politique Mouvement d'affirmation socialiste, à Señor de los Milagros, Huaura;

g) José Luis Marín González, arrêté le 18 janvier 1992 par des soldats de la base militaire d'Aucayacu, dont le corps décapité et mutilé des deux mains aurait été retrouvé le 27 janvier 1992. Ses parents, Lince Marín Panduro et Emilia González Guerrero, auraient été menacés par les militaires pour le cas où ils dénonceraient l'assassinat de leur fils;

h) Antonio Bazán Rodríguez (14 ans) et 13 autres personnes, dont cinq autres mineurs (les noms peuvent être consultés dans les dossiers du secrétariat), le 10 mars 1992, après que des agents de l'armée et de la marine péruviennes eurent intercepté le bateau à bord duquel ils se rendaient à Bambú, Leoncio Prado, Huanuco, pour récolter des bananes. Après un jour de détention, ils auraient été exécutés par les militaires;

i) Samuel Triveños Huaman, Raúl Vásquez Lozano et Juan Carlos López Loayza, tous trois dirigeants de l'Alliance politique - Gauche unie, le 17 mars 1992, par des membres de forces paramilitaires agissant sous les ordres de soldats de l'armée péruvienne de Chaviñas, qui les auraient exécutés publiquement à Anexo Para, Chaviñas, Ayacucho, après les avoir interrogés sur leurs activités politiques. Trois hommes, Agapito Triveños Huaman, Alcides Triveños Díaz et Alfonso Triveños Díaz (*sic*), auraient été détenus et menacés de mort après avoir demandé des explications sur le décès des trois dirigeants politiques;

j) Juan Hualla Choquehuanca, Francisco Atamari, Feliciano Turpo et Roberto Quispe Mamani, le 20 mai 1992, par des membres de l'armée péruvienne à Ayaviri. Les marques de torture que l'on aurait découvertes sur leurs corps contrediraient l'explication officielle selon laquelle ils seraient morts au cours d'un échange de coups de feu ou lors d'une tentative d'évasion;

k) Ricardo Ruiz Salazar, arrêté le 22 juin 1992 par des membres des forces militaires péruviennes d'une base militaire à San José de Sisa, Lama, San Martín, et retrouvé mort le 24 juin 1992 à la porte du domicile de sa soeur, son corps présentant des marques de torture.

478. Le Rapporteur spécial a aussi transmis au Gouvernement péruvien les allégations suivantes qu'il avait reçues (31 août 1992) :

a) Aucune enquête n'aurait été ouverte dans le cas de Bernabé Baldeón García, qui aurait été détenu et torturé à mort par des soldats à Pacchahualpa, Independencia, le 25 septembre 1990;

b) Raúl Antero Cazacuri Roca, arrêté le 16 février 1991 par des membres de l'armée péruvienne à Tarma, Junín, a été retrouvé mort le 9 avril 1991, son corps présentant, paraît-il, des marques de torture;

c) Teodoro Lorenzo Alvarado Castillo, arrêté le 11 mars 1991 par des membres de l'armée péruvienne à La Unión, Arequipa, a été retrouvé mort le lendemain, son corps présentant, paraît-il, des marques de torture;

d) Javier Ccorimanya Rojas est décédé le 27 mai 1991 dans un hôpital d'Andahuaylas, des suites d'une blessure par balle qui lui aurait été infligée par un soldat de l'armée péruvienne;

e) Luis Antonio Morales Ortega, journaliste, a été tué le 13 juillet 1991 à Ayacucho par des hommes armés, en présence de trois policiers qui ne sont pas intervenus. Un témoin de son exécution, Celestina Huallanca Hinastroza, aurait été assassinée avec son mari, Francisco Solier, et deux autres personnes, à son domicile d'Ayacucho le 18 juin 1991, par des membres d'un escadron de la mort dit "Commando de libération antiterroriste";

f) Isabel Lozano Ríos, arrêtée le 15 octobre 1991 par des membres de l'armée péruvienne à Pueblo Nuevo, Leoncio Prado, et emmenée à la base militaire "Tingo María" a été retrouvée morte trois jours plus tard, son corps portant, paraît-il, des marques de torture;

g) Félix Gutiérrez Coras, gouverneur du district de Quinua, aurait fait l'objet de menaces de mort en janvier 1992, après avoir dénoncé de multiples assassinats commis par des membres du Comité de défense civile de Quinua.

479. Les cas suivants ont été portés à l'attention du Rapporteur spécial par le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires. A la lumière des renseignements relatifs à la localisation des corps et l'identification des individus présumés responsables de leur exécution, le Groupe de travail a considéré ces cas comme éclaircis. Le Rapporteur spécial les a transmis au Gouvernement péruvien, en lui demandant de le tenir informé des résultats des procédures judiciaires engagées (31 août 1992) :

a) Timoteo Pinco Tello et huit autres personnes, dont trois mineurs (les noms peuvent être consultés dans les dossiers du secrétariat) auraient été tués le 22 septembre 1990 à Pongullo, San Pedro de Cachi. Une Commission sénatoriale aurait conclu que les responsables de leur exécution étaient des membres de l'armée et des forces de défense civile. Des procédures pénales auraient été engagées;

b) Ysenia Osnayo Hilario et 14 autres, dont deux mineurs (les noms peuvent être consultés dans les dossiers du secrétariat), auraient été tués le 4 juillet 1991 à Santa Bárbara, Huancavelica. Des membres du 43ème Bataillon de Panapas auraient été poursuivis pour homicide et pour d'autres délits devant un tribunal militaire.

Communications émanant du gouvernement

480. Le Gouvernement péruvien a fourni au Rapporteur spécial des renseignements en réponse pour les cas suivants :

a) Luz Roque Montesillo et autres : aucune plainte n'a été officiellement déposée contre des membres des forces militaires au sujet de violations des droits de l'homme. Les allégations visaient probablement à attirer l'attention sur le massacre de Santa Bárbara, étant présumé que les auteurs de cet incident ne seraient pas traduits en justice. Les agressions subies par Inés Sinchitullo Barboza et Cynthia Temys Quesada Roque ont été dûment dénoncées; aucune participation de membres de l'armée n'a pu être prouvée. De plus, les autorités de Huancavelica avaient interrogé Luz Roque, Manuel Córdova et Eduardo Rojas et informé le ministère public de leur inconduite professionnelle et de leur soutien au Sentier lumineux (2 décembre 1992);

b) Nancy Valcarcel de Simón : les autorités compétentes n'avaient reçu aucune plainte relative à des menaces de mort et n'étaient donc pas en mesure de fournir d'informations (7 août 1992);

c) Magno Sosa Rojas et Necías Taquiri Yanqui : le Ministère de l'intérieur a fait savoir au Rapporteur spécial que tous deux avaient signé des déclarations selon lesquelles ils étaient en bonne santé et exerçaient leurs activités de journalistes (9 octobre 1992);

d) Magno Sosa Rojas a été arrêté le 5 septembre 1992 à l'aéroport "Jorge Chávez" à Lima, conformément à trois mandats d'arrêt motivés par son appartenance présumée à une organisation armée. M. Sosa Rojas restait détenu à la prison de Castro Castro (28 octobre 1992);

e) Exécutions de paysans à Chavín, Huari, Ancash : des recherches effectuées par le Ministère de l'intérieur avaient révélé que les six agents de police n'avaient pas fait usage d'une force excessive, mais avaient défendu leur poste de police contre 600 paysans, dont certains étaient porteurs d'armes à feu et de dynamite (9 octobre 1992);

f) Arturo Zapata Zarbajal : le Fiscal Adjunto Supremo en lo Penal n'avait reçu aucune plainte concernant ce cas. Le Ministère de la défense avait indiqué que la date, les circonstances et le type d'intervention excluaient la participation de membres des forces armées responsables de la région où résidait Arturo Zapata Zarbajal (9 octobre 1992);

g) Exécution de 16 personnes à Barrios Altos, Lima : le Procureur provincial avait renvoyé l'affaire à la direction chargée de la lutte contre le terrorisme pour un complément d'instruction; aucun résultat n'avait été encore transmis (11 novembre 1992);

h) Bernabé Baldeón García : du 23 au 27 septembre 1990, les militaires ont mené une opération de contre-insurrection à Pacchahualpa, Independencia, Vilhascuamán, au cours de laquelle 30 personnes ont été provisoirement détenues. Bernabé Baldeón García est mort en détention d'une crise cardiaque. Le cas a été transmis à la police aux fins d'enquête (11 novembre 1992);

i) Teofilo Avendano Chávez et autres : le 15 mai 1992, une instruction pénale a été ouverte contre plusieurs membres des rondas campesinas de Quinua (11 novembre 1992);

j) Teodoro Lorenzo Alvarado Castillo : une information sur cette affaire a été ouverte par le parquet provincial de La Unión. Le Secrétaire général du Ministère de la défense a indiqué que des actions devant la justice militaire avaient été engagées contre les militaires impliqués (11 novembre 1992);

k) Raúl Antero Cajacuri Roca : selon le Ministère de la défense, l'enquête avait révélé que M. Cajacuri Roca n'avait été ni arrêté ni détenu par l'armée. Le 9 septembre 1992, le Procureur provincial de Tarma a décidé de classer le dossier puisque les auteurs du meurtre ne pouvaient être identifiés (11 novembre 1992);

l) Javier Ccorimanya Rojas : soupçonné d'activités terroristes et arrêté, il a été blessé par balle alors qu'il tentait de fuir au cours de son transfèrement à un poste de commandement à Abancay le 28 mai 1991. Il fut ensuite transporté à l'hôpital de Cusco, où il mourut le 6 juin 1992. Le parquet provincial d'Andahuaylas a fait savoir qu'une enquête avait été ouverte contre les militaires en cause (11 novembre 1992);

m) Samuel Triveños Huamán et autres : une procédure d'enquête a été engagée par le parquet provincial de Lucanas (11 novembre 1992);

n) Juan Hualla Choquehuanca et autres : deux responsables de l'armée péruvienne ont été inculpés de meurtre le 22 juillet 1991 (11 novembre 1992);

o) María Paucar de Rodríguez et autres : une enquête ouverte par le parquet provincial de Huaura le 6 mars 1992 a été entravée par l'absence de collaboration de témoins éventuels, qui étaient terrorisés. Les responsables des exécutions n'ont pu être identifiés. Les recherches se poursuivaient néanmoins (11 novembre 1992);

p) Carlos Vásquez Reinell et Salvador Carrasco Gómez : des procédures pénales ont été engagées contre trois officiers de police (11 novembre 1992);

q) Abel Santamaría et Rafaél Ortiz González : le cas a été renvoyé au commandement provincial de la police nationale à Leoncio Prado pour un complément d'information, afin d'identifier les responsables des exécutions (11 novembre 1992);

r) Le massacre de Santa Bárbara : plusieurs membres de l'armée péruvienne avaient été inculpés de génocide (11 novembre 1992);

s) Timoteo Pinco Tello et autres : des procédures pénales contre un sergent de l'armée étaient en cours (11 novembre 1992);

t) Félix Gutiérrez Coras : le Fiscal Superior Decano de Ayacucho et les chefs politique et militaire de la sous-préfecture de Huamanga ont été priés le 1er avril 1992 de fournir les garanties nécessaires à la sécurité de M. Gutiérrez Coras (11 novembre 1992);

481. Le Gouvernement péruvien a également informé le Rapporteur spécial, s'agissant des cas suivants, que des renseignements avaient été demandés aux autorités compétentes : José Luis Marín González et ses parents, Antonio Bazán Rodríguez et al., Luis Antonio Morales Ortega, Feliz García Mansilla et al., Ricardo Salazar Ruiz, Isabel Lozano Ríos et Eli Sifuentes, Agapito Triveños et autres (11 novembre 1992).

482. Réitérant une invitation adressée à l'ancien rapporteur spécial en 1990, le Gouvernement péruvien a invité le Rapporteur spécial à se rendre au Pérou à une date qu'il conviendrait de fixer, après les élections prévues pour le 23 novembre 1992.

483. Conformément à la résolution 1992/42 de la Commission des droits de l'homme, le Gouvernement péruvien a produit un grand nombre de notes verbales relatives à des actes de violence, y compris des massacres et attentats à la bombe ayant entraîné le décès de nombreux civils et d'agents des forces de sécurité, commis par des groupes insurrectionnels armés, en particulier le Sentier lumineux et le MRTA, pendant toute l'année 1992 (voir ci-dessus, par. 460 à 463).

Observations

484. Le Rapporteur spécial est sensible à la bonne volonté manifestée par le Gouvernement péruvien qui lui a fourni des renseignements en réponse à un grand nombre des allégations transmises. Il reste néanmoins préoccupé, au vu des rapports persistants faisant état de violations massives du droit à la vie dans le pays. En conséquence, le Rapporteur spécial se félicite vivement de la décision du Gouvernement péruvien de renouveler l'invitation adressée il y a quelques temps à son prédécesseur pour se rendre au Pérou après les élections à l'Assemblée démocratique constituante le 23 novembre 1992. En concertation avec le gouvernement, la date de la visite a été fixée au mois de mai ou juin 1992.

Mesures de suivi concernant des allégations transmises en 1991

485. Le Rapporteur spécial a envoyé au titre des mesures de suivi une lettre au Gouvernement péruvien en ce qui concerne des allégations d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires transmises à ce pays en 1991 (voir E/CN.4/1992/30, par. 420 à 448).

486. Le Gouvernement péruvien avait fourni au Rapporteur spécial des renseignements concernant les enquêtes judiciaires ouvertes à propos de l'exécution de 14 personnes dans la communauté de Santa Bárbara. Le Rapporteur spécial a prié les autorités de lui fournir également des renseignements au sujet des cas restants, pour lesquels aucune réponse n'avait été reçue.

487. En réponse à cette lettre de suivi, le Gouvernement péruvien a informé le Rapporteur spécial qu'il avait prié le procureur provincial de Yauyos de coordonner la protection personnelle d'Egidio Ore Mallco et al. (voir E/CN.4/1992/30, par. 429) et de le tenir informé des investigations sur cette affaire. S'agissant des prétendues menaces de mort contre José Arnaldo Salomé Aduato (voir E/CN.4/1992/30, par. 424), une enquête approfondie effectuée par les forces armées avait établi que les allégations relatives à sa détention et à son évasion ultérieure étaient fausses.

Philippines

488. Les rapports et allégations reçus par le Rapporteur spécial indiquent que des violations des droits de l'homme, y compris des exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, continuent de se produire dans tout le pays.

489. La plupart des violations interviendraient dans le contexte d'un conflit politique violent opposant en permanence le gouvernement et des groupes d'opposition armés, en particulier la Nouvelle armée du peuple (NPA), la branche armée du Parti communiste philippin (CPP) qui se livre à une lutte de guérilla. Malgré certaines initiatives gouvernementales visant à la paix et à l'unification (par exemple, une amnistie pour les rebelles qui se rendent et déposent les armes, la révocation des lois interdisant le CPP et l'instauration d'un Comité national d'unification), lesquelles ont abouti, le 1er septembre 1992, à une déclaration commune du gouvernement et du Front démocratique national, une union de 13 organisations clandestines dont le CPP et la NPA, en vue d'engager des "négociations officielles de paix", on signale néanmoins toujours des violations du droit à la vie.

490. Des actes de violence, y compris des exécutions, seraient perpétrés par des escadrons de liquidation de la NPA appelés les "unités de moineaux", des forces militaires rebelles et des forces séparatistes musulmanes comme le Front de libération national Moro (MNLF) et le Front de libération islamique Moro (MILF). D'autre part, le gouvernement poursuivrait sa politique de "guerre totale" pour lutter contre la subversion : l'armée philippine, la police nationale philippine, les unités territoriales des forces armées des citoyens (CAFGU), une milice déployée par les militaires dans des opérations de contre-insurrection, et des organisations de volontaires civils ("vigilantes") seraient responsables d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires et de menaces de mort.

491. Il a été signalé au Rapporteur spécial que dans des régions où la présence militaire est renforcée, les résidents subissaient des pressions, allant souvent jusqu'à des menaces de mort, en vue d'adhérer aux CAFGU. Les personnes qui sont régulièrement victimes d'exécutions ou de menaces de mort comprendraient les agriculteurs, dirigeants communautaires, syndicalistes, membres d'organisations de défense des droits de l'homme et d'autres droits civiques et personnes liées à l'Eglise. Tous ces gens seraient fréquemment accusés d'appartenir à la NPA ou de la soutenir. Une fois catalogués comme partisans communistes, ils courraient un grand risque d'être victimes de violations des droits de l'homme, y compris d'exécutions.

Communications envoyées par le Rapporteur spécial

492. Le Rapporteur spécial a transmis au Gouvernement philippin 13 cas d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, ou de menaces de mort. Sept cas constitueraient des violations du droit à la liberté d'opinion et d'expression, de religion, et de réunion et d'association pacifiques. En envoyant trois messages urgents, le Rapporteur spécial est intervenu pour le compte de trois personnes. Des allégations concernant dix autres personnes ont été envoyées par lettre séparée. Le gouvernement a fourni des renseignements en réponse pour quatre cas.

Demandes d'intervention d'urgence

493. Marcelo Fakilang, un dirigeant communiste et avocat défenseur des droits de l'homme, aurait été agressé deux fois dans sa maison de Sadanga, Mountain Province, par un groupe de soldats du 68ème bataillon d'infanterie, accompagnés de membres des CAFGU, fin janvier 1992. Ces agressions seraient liées à ses activités politiques et à ses critiques ouvertes contre les militaires accusés de violer les droits de l'homme (24 juin 1992).

494. Clovis Nazareno, poète, journaliste et cofondateur d'un groupe local d'agriculteurs, aurait reçu des menaces de mort à plusieurs reprises et aurait fait l'objet d'un attentat le 10 mai 1992, apparemment perpétré par des membres de l'armée. Dans les colonnes de son journal, Clovis Nazareno avait fréquemment critiqué la politique du gouvernement. Il aurait sollicité, mais en vain, une protection militaire (25 juin 1992).

495. Eduardo Faelnar, coursier du groupe d'assistance juridique gratuite (FLAG), un réseau d'avocats défenseurs des droits de l'homme, aurait été averti que le commandement local des services de renseignement de l'armée (MICO) à Cagayan de Oro City l'"éliminerait" s'il refusait de collaborer avec lui. Depuis la mi-novembre 1992, il aurait été suivi par des membres du MICO (4 décembre 1992).

Autres allégations

496. Le Rapporteur spécial a transmis au Gouvernement philippin des allégations selon lesquelles les dix personnes suivantes auraient été tuées par les forces de sécurité philippines :

a) Efren Gamboa, membre du syndicat général des travailleurs du Lotus, le 22 février 1992, à Kamaya, Maniveles, Bataan, par des hommes armés non identifiés, qui seraient liés aux militaires;

b) Jerry Sabal, le 5 février 1992, à Barangay Langngagan, Sanchez-Mira, par des membres du 50ème bataillon d'infanterie de l'armée philippine. Aucune enquête n'aurait été effectuée sur sa mort;

c) Demetria Pedrano et sa mère, Basilia Pedrano, toutes deux militantes de l'église, le 15 février 1992, dans la paroisse de San Miguel, Zamboanga, par des membres d'un groupe dit "Sagrado Corazón Senior" (SCS), qui collaborerait avec les militaires dans le cadre d'opérations de lutte contre la subversion;

d) Artemio Reconalla, le 21 juin 1992, par des membres des CAFGU, après avoir reçu des menaces de mort des CAFGU et du SCS, qui le soupçonnaient d'être un sympathisant de la NPA;

e) Mariano Cuenca, militant de la Fédération nationale des travailleurs du sucre, le 1er avril 1992, à Hacienda Union, Barangay Camagao, par des hommes armés que l'on croyait membres des CAFGU. Il aurait été accusé par les militaires et les CAFGU d'avoir été membre de la NPA;

f) Wilson Alquiosola, le 1er février 1992 à Sitio Catiyo, Barangay Oaliling, par des membres des CAFGU agissant sous les ordres du 7ème bataillon d'infanterie de l'armée philippine;

g) Juanito Salvador, militant de l'église, le 11 mars 1992 à Sibul Spring, Sitio Hacienda, Barangay Gabon, par les forces conjuguées de l'armée philippine et de la police nationale philippine, qui l'auraient accusé d'être un haut responsable de la NPA dans la région méridionale de Bataan. Juanito Salvador aurait réfuté cette accusation;

h) Alfredo Conol "Dodong" et Alejandro Savilla "Loloy", travaillant tous deux pour la Société Agro-Aquatic Services Association, le 30 avril 1992 à Agusan del Norte, par des soldats d'unités militaires opérant au mépris des ordres donnés localement.

Communications émanant du gouvernement

497. Le Gouvernement philippin a adressé au Rapporteur spécial des renseignements fournis par la Commission philippine des droits de l'homme (CHR) en réponse aux cas suivants :

a) Marcelo Fakilang : une équipe d'enquête envoyée à Sadanga, Mountain Province, le 9 mai 1992, a établi que Marcelo Fakilang était le président, pour la branche de Mountain Province, de l'Alliance populaire de la Cordillère, une organisation cataloguée par les militaires comme un front communiste. Lui-même était soupçonné d'appartenir à la NPA. Marcelo Fakilang a signalé plusieurs incidents au cours desquels il avait fait l'objet de menaces

de mort et de harcèlement. A l'époque de la réponse, la CHR avait entrepris de recueillir et réunir des moyens de preuve et envisageait de déposer une plainte au pénal contre un sergent de l'armée, dont le nom avait été révélé par Marcelo Fakilang, et d'autres qui pourraient ultérieurement être identifiés (18 août 1992);

b) Efren Gamboa : des recherches menées par le bureau régional de la CHR à San Fernando, Pampanga, ont indiqué qu'Efren Gamboa avait été tué le 22 février 1992 par des inconnus armés au Nouveau marché public, San Carlos St, Mariveles, Bataan. La police et le parquet provincial ont révélé qu'il était impliqué dans un complot qui aurait visé à incendier le Nouveau marché public (8 septembre 1992, information du 30 avril 1992);

c) Jerry Sabal : son corps, déjà en état de décomposition avancé, a été découvert à Barangay Langanan, Sanchez Mira, le 3 février 1992, et formellement identifié par sa femme. Les efforts en vue de retrouver des témoins pour élucider ce qui lui était arrivé ont été vains. L'affaire a été provisoirement classée jusqu'à ce que de nouveaux moyens de preuve et de nouveaux témoins permettent éventuellement d'aboutir au règlement de cette affaire (8 septembre 1992, information du 2 juillet 1992);

d) Alfredo Conol et Alejandro Savilla : le bureau régional de la CHR établi à Cagayan de Oro City a mené une enquête sur cette affaire. La police a également enquêté sur les conditions de leur décès et a indiqué que les deux hommes avaient été enlevés quelque part le long de la route de Buenavista, là où il n'y a pas de maisons. Une organisation de défense des droits de l'homme de Butuan City a informé la CHR que le décès de Conol serait peut-être lié à un différend foncier. Au 31 août 1992, la police n'avait identifié aucun suspect, aucun témoin ne s'étant présenté pour identifier les responsables. Rien n'indiquait, à ce stade, que des membres des forces de sécurité fussent impliqués, ni que l'exécution ait été motivée par des raisons politiques ou idéologiques (29 octobre 1992).

498. Conformément à la résolution 1992/42 de la Commission des droits de l'homme, le Gouvernement philippin a fourni des renseignements concernant des actes de violence, y compris l'exécution de civils et de membres des forces de sécurité ainsi que de forces paramilitaires collaborant avec elles, commis par le CPP et la NPA, et par des mouvements sécessionnistes musulmans. Pour le premier semestre de 1992, les atrocités commises par les forces rebelles ont entraîné la mort de 274 personnes (voir ci-dessus par. 488 et 489).

Mesures de suivi concernant des allégations transmises en 1991

499. Le Rapporteur spécial a envoyé, au titre des mesures de suivi, une lettre au Gouvernement philippin en ce qui concerne des allégations d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires transmises à ce pays en 1991 (voir E/CN.4/1992/30, par. 420 à 460).

500. Le Gouvernement philippin avait répondu pour deux de ces cas, sur lesquels la CHR avait mené une enquête. Le Rapporteur spécial a prié les autorités de bien vouloir fournir aussi des renseignements au sujet des autres allégations pour lesquelles aucune réponse n'avait été reçue.

Observations

501. Le Rapporteur spécial a décidé de communiquer les réponses envoyées par le Gouvernement philippin aux sources des allégations, en les priant de faire connaître leurs commentaires et observations, en particulier pour les cas dont la CHR aurait classé le dossier faute de témoignages. Une évaluation intégrale de ces cas sera présentée à la Commission des droits de l'homme à sa cinquantième session.

Rwanda

502. Les rapports et allégations dont a été saisi le Rapporteur spécial se rapportent à des exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires de civils non armés par les forces de sécurité rwandaises dans le cadre du conflit armé qui oppose les forces de sécurité gouvernementales et le Front patriotique rwandais (FPR). Le Rapporteur spécial a aussi reçu des informations concernant l'exécution de membres de la minorité tutsie, en particulier du clan Bagogwe, qui aurait été perpétrée avec la participation directe ou indirecte des forces de sécurité.

Communications envoyées par le Rapporteur spécial

503. Le Rapporteur spécial a transmis au Gouvernement rwandais les informations qu'il avait reçues concernant les violations alléguées du droit à la vie d'au moins 172 personnes. Dans un cas, la victime serait un mineur. Le Rapporteur spécial est intervenu pour le compte d'une personne en envoyant un message urgent. Toutes les autres allégations ont été transmises par lettre séparée. Le gouvernement a fourni des informations de caractère général.

Demandes d'intervention d'urgence

504. Le Rapporteur spécial a envoyé une demande d'intervention d'urgence au Gouvernement rwandais après avoir reçu des rapports relatifs à des menaces de mort et actes de harcèlement dont aurait été victime, fin août 1992, Fidèle Kanyabugoyi, directeur au Ministère des travaux publics et membre d'un groupe de défense des droits de l'homme dit Kanyarwanda. Dans la soirée du 29 août 1992, quelques jours après que Fidèle Kanyabugoyi eut été convoqué par le procureur général près la cour de cassation pour s'expliquer à propos de son enquête sur les exécutions massives de membres du clan Bagogwe au début de 1991, en particulier sur ses conclusions visant l'implication d'un fonctionnaire local dans ces exécutions, son domicile aurait été attaqué par neuf hommes armés. Eu égard à de précédentes actions de harcèlement motivées par ses activités en faveur des droits de l'homme, certains ont exprimé des craintes pour la vie de M. Kanyabugoyi (25 septembre 1992).

Autres allégations

505. Le Rapporteur spécial a transmis au Gouvernement rwandais les allégations suivantes de violations du droit à la vie (31 août 1992) :

a) Jean Munyakazi et Apollinaire Niyonzima auraient été arrêtés puis exécutés au début de 1991 par des membres de la gendarmerie nationale du camp militaire de Kanombe, en relation, apparemment, avec une attaque menée par le FPR au nord du Rwanda. Aucune enquête n'aurait été menée sur leur exécution;

b) Musafiri Muhangi, membre du FPR, au début de 1991, après avoir été détenu à la prison militaire de Kigali, où il aurait été soumis à la torture. Il n'y aurait pas eu d'enquête;

c) Antonia Locatelli, missionnaire italienne, aurait été abattue le 9 mars 1992 par un membre des forces de sécurité rwandaises à l'église paroissiale de Nyamata, pour avoir tenté de porter secours à de nombreux Tutsis fuyant de violentes attaques de membres de la majorité Hutue à Kazeze, Bugesera. Aucune action judiciaire ni disciplinaire n'aurait été engagée contre le soldat responsable de son exécution;

d) Au moins 150 membres de la minorité tutsie auraient été tués au cours d'attaques menées par des bandes hutues à Kazeze, Bugesera, en mars 1992. Aucune enquête n'aurait été ouverte par les autorités;

e) Michel Karambizi, homme d'affaires hutu, sa femme et son enfant de 10 ans auraient été tués le 4 octobre 1990 à leur domicile près de Kigali par des membres des forces de sécurité rwandaises, apparemment parce que le frère de M. Karambizi était soupçonné de soutenir le FPR;

f) Phocas Nkinzangabo et 13 autres civils tutsis non armés de Kibuye, Kanama, auraient été exécutés le 4 février 1991 par des soldats de la caserne de Gisenyi, en représailles contre une offensive menée par le FPR contre la ville de Ruhengeri le 23 janvier 1991.

Communications émanant du gouvernement

506. Le Gouvernement rwandais a fourni au Rapporteur spécial des tableaux détaillés des préjudices humains et matériels résultant du conflit armé qui oppose les forces gouvernementales et le FPR depuis octobre 1990 (30 mars 1992). En outre, le gouvernement a transmis au Rapporteur spécial une copie de l'accord de cessez-le-feu conclu entre le Gouvernement rwandais et le FPR, tel qu'il a été modifié à Gbadolite, Zaïre, le 16 septembre 1991, et à Arusha, République-Unie de Tanzanie, le 12 juillet 1992 (20 juillet 1992).

507. Le Gouvernement rwandais a également exposé que le 25 mars 1992, le "FPR-Inkotanyi" avait pilonné au mortier le camp de Rwebare dans la commune de Muvumba (Byumba) où vivaient 7 000 civils déplacés de guerre. Au moins huit d'entre eux avaient été tués et il y avait eu de nombreux blessés (31 mars 1992).

Mesures de suivi concernant des allégations transmises en 1991

508. Le Rapporteur spécial a envoyé au titre des mesures de suivi une lettre au Gouvernement rwandais en ce qui concerne des allégations d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires transmises à ce pays en 1991.

509. Le Gouvernement rwandais avait répondu pour certains de ces cas. Le Rapporteur spécial a demandé à recevoir aussi des informations pour les autres allégations, auxquelles il n'avait pas encore été répondu (voir E/CN.4/1992/30, par. 461 à 466).

Arabie saoudite

Communications envoyées par le Rapporteur spécial

510. Le Rapporteur spécial a envoyé une demande d'intervention d'urgence au Gouvernement saoudien après avoir reçu des renseignements selon lesquels, le 3 septembre 1992, Sadeq Mal-Allah, un musulman chiite, aurait été décapité dans la ville orientale d'Al-Qarif. Selon ces renseignements, il aurait été condamné à mort à l'âge de 17 ans pour avoir calomnié Dieu, son prophète et le saint Coran. Au cours de son procès, qui se serait déroulé à huis clos, il n'aurait pas été autorisé à faire appel à un avocat. Il a été également allégué que Sadeq Mal-Allah avait été condamné à mort bien qu'il soit revenu sur ses déclarations. Le Rapporteur spécial a été informé que deux autres chiites, Abdel Halek Abd-al-Galik al-Janabi (26 ans) et Turki al-Turki (31 ans) avaient été arrêtés en janvier 1992 sur la base de chefs d'accusation analogues et que l'on craignait qu'eux aussi ne soient prochainement exécutés (23 octobre 1992).

Communications émanant du gouvernement

511. Au moment de l'établissement du présent rapport, aucune communication n'avait été reçue du Gouvernement saoudien.

Sénégal

Mesures de suivi concernant des allégations transmises en 1991

512. Le Rapporteur spécial a envoyé au titre des mesures de suivi une lettre au Gouvernement sénégalais en ce qui concerne des allégations d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires transmises à ce pays en 1991 (voir E/CN.4/1992/30, par. 469 à 471).

513. Le Gouvernement sénégalais a envoyé au Rapporteur spécial des réponses sur tous les cas qui avaient été portés à son attention. Toutefois, sur plusieurs points, les résultats des enquêtes effectuées par le Ministère des affaires étrangères et le Ministère de la justice ne semblaient pas coïncider. Le Rapporteur spécial a prié le Gouvernement sénégalais de lui fournir un complément d'information pour élucider ces cas. Le gouvernement lui a fait savoir que la question avait été transmise aux autorités compétentes. Sans préjuger de leurs réponses, il indiquait que l'instruction judiciaire ouverte dans l'une des affaires considérées devait relever de la loi d'amnistie No 91-40 du 10 juillet 1991. Cette loi n'entendait pas protéger les auteurs de violations des droits de l'homme mais avait été adoptée dans le cadre du consensus social global visant à rétablir la paix dans la région de Casamance (27 novembre 1992).

Somalie

514. Des rapports précis sur la situation existant en Somalie au regard des droits de l'homme, y compris sur des allégations d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, n'ont été reçus qu'après la date limite fixée pour l'examen des informations portées à l'attention du Rapporteur spécial. Une évaluation complète de ces rapports sera présentée à la Commission des droits de l'homme à sa cinquantième session.

Afrique du Sud

515. Les informations et les allégations portées à l'attention du Rapporteur spécial indiquent que des exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires continuent de se produire dans le contexte de la violence politique en Afrique du Sud.

516. Selon des chiffres donnés par la Commission sud-africaine des droits de l'homme, 3 110 personnes ont été victimes de la violence politique entre janvier et novembre 1992 : 164 de ces meurtres étaient imputés à des membres des forces de sécurité et 2 278 personnes auraient été tuées par des "vigiles", autrement dit des groupes armés privés qui se battent pour préserver les structures de l'apartheid et protéger leurs intérêts.

517. Comme les années précédentes, le Rapporteur spécial a été informé de massacres dans des cités noires et des colonies de squatters. Il s'agissait en général d'attaques menées par des partisans de l'Inkatha Freedom Party (IFP), opérant avec la coopération active, ou au moins le soutien passif, de membres des forces de sécurité, notamment la Police KwaZulu, la Police sud-africaine (SAP) et la Force de défense sud-africaine (SADF). Au cours de ces attaques, on aurait attaqué et tué à l'aveuglette des résidents de cités noires et de colonies.

518. Toujours dans le contexte de la violence politique, le Rapporteur spécial a reçu des allégations selon lesquelles des dirigeants de l'African National Congress (ANC) et de syndicats, en particulier des membres du Syndicat national des métallurgistes d'Afrique du Sud (NUMSA), avaient fait l'objet de menaces de mort et de tentatives d'assassinat.

519. Par ailleurs, le Rapporteur spécial a continué à recevoir des informations faisant état de décès dans les locaux de la police dus à la torture et à des mauvais traitements, notamment dans des commissariats de police du Transvaal. Aucun des officiers de police impliqués n'aurait été suspendu de ses fonctions.

520. S'agissant de la peine capitale, le Rapporteur spécial a été informé qu'un moratoire sur l'exécution de la peine de mort a été annoncé pour la première fois au Parlement sud-africain en février 1990.

Communications envoyées par le Rapporteur spécial

521. Le Rapporteur spécial a transmis au Gouvernement sud-africain des informations concernant des violations du droit à la vie dont auraient été victimes au moins 138 personnes. Dans 42 de ces cas, il s'agirait de violations du droit à la liberté d'expression et d'opinion, de religion, de réunion pacifique et d'association. Le Rapporteur spécial a envoyé cinq demandes d'intervention d'urgence, au nom de 102 personnes. Des allégations concernant la violation du droit à la vie de 36 autres personnes ont été transmises dans une lettre séparée.

Demandes d'intervention d'urgence

522. Le Rapporteur spécial est intervenu au nom de Willies Mchunu, Enoch Nzuza, Mike Mabuyakhulu et Samuel Nyawo, tous membres de l'ANC et militants du NUMSA, qui auraient fait l'objet de menaces de mort et de tentatives d'assassinat. Ils auraient été attaqués lors d'un coup de main de centaines de partisans supposés de l'IFP contre la cité noire d'Esikhawini, lesquels auraient été accompagnés par des membres de la Police KwaZulu et rejoints par des membres de la SAP et de la SADF, le 16 février 1992, et par la suite à diverses reprises pendant tout le mois de février 1992.

523. Dans la même demande d'intervention d'urgence, le Rapporteur spécial a transmis au Gouvernement sud-africain des allégations qu'il avait reçues concernant la mort de 21 personnes au cours d'une attaque de partisans armés de l'IFP contre le foyer de KwaMadala dans la cité noire de Boipatong et la colonie de squatters voisine de Slovo, pendant la nuit du 17 au 18 juin 1992. Bien qu'avertie le 17 juin 1992 au matin, la police n'aurait pas tenté de prévenir l'incident et elle aurait au contraire conduit les attaquants sur place dans ses propres véhicules (Casspirs) (26 juin 1992).

524. Le Rapporteur spécial a adressé une autre demande d'intervention d'urgence au Gouvernement sud-africain après avoir reçu des informations selon lesquelles 32 personnes avaient été assassinées dans la cité noire d'Esikhawini (Natal) pendant le mois d'août 1992. Les meurtres auraient été commis par des groupes de tueurs liés à la Police KwaZulu. Les personnes dont les noms suivent figureraient parmi les victimes de cette attaque, le 26 août 1992 : Dumisani Shandu, Victor Khumalo, Thembe Shandu, N Mathenjwa, Josiah Nxumalo et Phila Mthiyane, tous les six membres de l'ANC, ainsi qu'un membre de l'ANC et délégué syndical du NUMSA, Samuel Nyawo, qui avait déjà fait l'objet d'une tentative d'assassinat. Lors d'attaques contre la cité noire d'Esikhawini, Bheki Ntuli, Président régional du Congrès des syndicats sud-africains (COSATU) pour le Natal du nord, et Enoch Nzuza, membre de l'ANC et organisateur régional du NUMSA, auraient échappé à des tentatives d'assassinat (21 septembre 1992).

525. Le Rapporteur spécial a envoyé une troisième demande d'intervention d'urgence au Gouvernement sud-africain après avoir été informé que Billy Thembinkosi et 27 autres manifestants non armés (dont les noms peuvent être consultés dans les dossiers du secrétariat) avaient été tués le 7 septembre 1992 au cours d'une marche de l'ANC sur le "homeland" du Ciskei.

Ils auraient été tués par des soldats de la Force de défense du Ciskei qui auraient utilisé des armes automatiques, des gaz lacrymogènes et des grenades paralysantes. La Force de défense du Ciskei serait étroitement liée à certains services de la SADF. Son commandant en chef actuel serait un officier détaché de la Direction des renseignements de la SADF. En outre, des membres de la SAP qui avaient accompagné les marcheurs le 7 septembre 1992 se seraient retirés sans les protéger (24 septembre 1992).

526. Le Rapporteur spécial est également intervenu auprès des autorités sud-africaines après avoir été informé que Siza Rani, président de la section de l'ANC dans la cité noire de Sharpeville, était constamment harcelé par des membres de la SAP basés dans le Triangle du Vaal. A diverses reprises, entre décembre 1991 et octobre 1992, des policiers de l'Internal Stability Unit (ISU) et d'autres services basés à Sharpeville se seraient introduits de force chez Siza Rani et auraient questionné ses voisins pour savoir où il se trouvait. Le 11 janvier 1992, une grenade aurait été lancée sur la maison. On craignait pour la vie de Siza Rani et des membres de sa famille qui auraient été forcés de se cacher (3 novembre 1992).

527. Vusi Tshabalala, secrétaire adjoint de l'Association civique de Thokoza, et 17 autres militants politiques et résidents de la cité noire de Thokoza auraient été tués pendant le mois d'octobre 1992 par des hommes armés de fusils, qui auraient agi sur ordre de membres de la police et en toute impunité. On craignait pour la vie de Louis Sibeko, secrétaire général de l'Association civique de Thokoza, qui serait harcelé et placé sous surveillance depuis plus d'un an en raison, selon les sources d'information, de ses activités en faveur des droits de l'homme et de sa participation à des initiatives de paix locales. Il aurait notamment témoigné devant la Commission d'enquête concernant la prévention de la violence publique et des mesures d'intimidation (Commission Goldstone) à propos de violences politiques qui se seraient produites à Thokoza et dans d'autres cités noires du Rand oriental (13 novembre 1992).

Autres allégations

528. Le Rapporteur spécial a transmis au Gouvernement sud-africain deux autres cas de meurtre qui se seraient produits lors de massacres dans des colonies noires (31 août 1992) :

a) Dix-huit personnes seraient mortes le 3 décembre 1991 au cours d'une série d'attaques menées par des partisans de l'IFP contre la cité noire de Bruntville, dans le Natal. Des véhicules militaires et de police auraient été vus dans le voisinage au moment des attaques. Des membres des forces de sécurité auraient lancé des grenades lacrymogènes contre les résidents assiégés;

b) Seize personnes seraient mortes le 13 février 1992 lorsque plus de 200 membres de la Police KwaZulu, accompagnés de militants de l'IFP, auraient attaqué le camp de squatters Ouganda à Umlazi, dans le Natal. Des membres de la SAP, qui se trouvaient à proximité, ne seraient pas intervenus.

529. Le Rapporteur spécial a également transmis au Gouvernement sud-africain deux cas concernant des décès survenus dans les locaux de la police à la suite de tortures et de mauvais traitements :

a) David Mokgalaka serait mort au commissariat de police Louis Trichardt de la SAP, à Louis Trichardt, dans le Transvaal, le 1er novembre 1991, après avoir été torturé. Les policiers impliqués n'auraient pas été inculpés et aucun d'entre eux n'aurait été suspendu en attendant l'ouverture d'une enquête;

b) Solly Maele Mogashoa serait mort le 14 octobre 1991, après avoir été arrêté par des membres de la police du "homeland" de Lebowa et emmené au commissariat de police Namakgale, à Phalaborwa, dans le Transvaal, où il aurait été roué de coups. Deux policiers feraient l'objet d'une procédure judiciaire, mais aucun d'entre eux n'aurait été suspendu.

Communications émanant du gouvernement

530. Au moment de l'établissement du présent rapport, aucune communication n'avait été reçue du Gouvernement sud-africain.

Mesures de suivi concernant des allégations transmises en 1991

531. Le Rapporteur spécial a envoyé une lettre au Gouvernement sud-africain concernant des allégations d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires qu'il lui avait transmises en 1991 et au sujet desquelles aucune réponse n'a été reçue (voir E/CN.4/1992/30, par. 472 à 490).

Sri Lanka

532. Les informations et allégations dont le Rapporteur spécial a eu connaissance indiquent que des violations des droits de l'homme, y compris des exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, continuent de se produire dans le cadre du conflit armé en cours au nord-est de Sri Lanka.

533. Le conflit armé qui oppose les forces de sécurité et les Tigres libérateurs de l'Eelam tamoul (LTTE) se poursuivrait dans tout le nord-est de Sri Lanka. L'armée, la police et l'Organisation de libération de l'Eelam tamoul (TELO), groupe armé coopérant avec l'armée, ainsi que les LTTE auraient tous fait un grand nombre de victimes parmi les populations civiles au cours d'affrontements armés ou de raids de représailles.

534. Le Rapporteur spécial a également reçu des informations concernant les menaces de mort et le harcèlement dont feraient l'objet des avocats qui plaident pour les victimes de violations des droits de l'homme ou assurent la défense de prisonniers politiques, ainsi que les victimes et les témoins qui ont déposé contre les forces de sécurité au cours d'enquêtes ouvertes sur des violations des droits de l'homme, ou qui sont parties à d'autres procédures judiciaires.

Communications envoyées par le Rapporteur spécial

535. Le Rapporteur spécial a transmis au Gouvernement sri-lankais des allégations qu'il avait reçues selon lesquelles 101 personnes auraient été victimes de violations du droit à la vie. Dans 24 cas, les victimes seraient mineures. Le Rapporteur spécial a adressé deux demandes d'intervention d'urgence, au nom de quatre personnes. Toutes les autres allégations ont été transmises dans une lettre séparée. Le gouvernement a fourni des réponses au sujet de la plupart de ces cas.

Demandes d'intervention d'urgence

536. W.C. Neal Rajapakse et W. Charles, le frère et le père d'une jeune femme que des officiers de police auraient violée en septembre 1990 puis exécutée extrajudiciairement, auraient été constamment menacés et intimidés par des membres de la police d'Anuradhapura entre février et avril 1992, afin de les dissuader de témoigner au tribunal contre les policiers impliqués (25 juin 1992).

537. L'organisation Lawyers for Human Rights and Development (LHRD) avait fait l'objet de menaces constantes, qui auraient émané de membres des forces de sécurité, en juin et juillet 1992. Des hommes armés auraient pénétré à diverses reprises dans les locaux de l'organisation et demandé où se trouvait le Secrétaire général, Kalyananda Tiranagama, ainsi qu'un spécialiste des questions juridiques appelé Mohen Seneviratne. L'imprimeur de l'organisation aurait également reçu des menaces et on lui aurait dit de cesser d'imprimer les bulletins "People's Rights" et "Vinishchaya". Le LHRD fournirait des conseils et une assistance juridique aux victimes de violations des droits de l'homme et participerait à des programmes d'alphabétisation (20 juillet 1992).

Autres allégations

538. Huit civils, membres d'une même famille - Thambimuttuh Suppiah, P. Karunayamma, Vadivel, Kopalan Suppiah, et des enfants, Saroja Suppiah, Sasikala Suppiah, Rajanayakam Suppiah et Neela Suppiah - auraient été tués par un groupe de militaires accompagnés de membres de la TELO, le 14 avril 1992, chez eux à Mandur (Batticaloa). Ces meurtres auraient été commis par représailles à l'assassinat, commis plus tôt le même jour, de deux membres de la TELO par des membres des LTTE qui étaient embusqués près de la maison de la famille Suppiah (31 août 1992).

539. Quatre-vingt-neuf villageois tamouls, dont 20 mineurs, auraient été tués le 29 avril 1992 par un groupe composé de policiers et de "Home Guards" musulmans dans les villages de Muthugal et de Karapola (Polonnaruwa). Il s'agirait de représailles au massacre, quelques heures plus tôt, de 54 villageois musulmans par des membres des LTTE. La plupart des victimes auraient été abattues ou tuées à coup de hache dans leur village. Six personnes auraient été capturées par les Home Guards dans la campagne avoisinante et une personne aurait été arrêtée par la police. Leurs cadavres ont été retrouvés dans un canal d'irrigation le lendemain. Une enquête spéciale aurait été ouverte, mais aucune procédure disciplinaire ou judiciaire ne serait en cours

contre les responsables et les familles des victimes n'auraient pas été indemnisées. Les noms des 82 villageois figurent sur des listes qui peuvent être consultées dans les dossiers du Secrétariat (31 août 1992).

Communications émanant du gouvernement

540. En réponse aux allégations transmises en 1992, le Gouvernement sri-lankais a fourni au Rapporteur spécial les informations suivantes :

541. S'agissant des actes d'intimidation et des menaces dont auraient été victimes W.C. Nimal Rajapakse et W. Charles, le procureur chargé des poursuites dans l'affaire de l'enlèvement, du viol et de l'assassinat de W. Chandrawathie avait informé le tribunal qu'un témoin s'était plaint de menaces émanant de personnes inconnues de lui. La police judiciaire (CID) enquêtait sur cette plainte. Elle avait aussi ouvert une enquête sur les menaces dont aurait fait l'objet W.C. Nimal Rajapakse, laquelle avait révélé que l'intéressé avait été interrogé après avoir pris des photographies des suspects dans l'affaire de W. Chandrawathie dans l'enceinte du tribunal et n'avoir pas pu prouver qu'il était journaliste. Un couteau à grande lame avait été trouvé en sa possession et il avait été placé en détention dans les locaux de la police. L'enquête menée par des agents des Services de lutte contre les activités subversives avait établi que W.C. Nimal Rajapakse n'avait aucun lien avec la subversion. Il a été inculpé pour possession d'un couteau de dimension illégale et il a plaidé coupable. W.C. Nimal Rajapakse ne comparaissait pas en qualité de témoin dans l'affaire de W. Chandrawathie. Une enquête était en cours sur les menaces dont aurait fait l'objet W. Charles, le père de W. Chandrawathie, afin d'établir la véracité de la plainte et, le cas échéant, d'identifier le coupable (10 août 1992).

542. A la suite des menaces de mort reçues par le LHRD (voir par. 537 ci-dessus), un policier avait été placé en faction dans les locaux de l'Organisation. Une enquête était en cours. Aucune autre plainte n'avait été reçue de LHRD depuis lors (21 août 1992). Cette information a été corroborée par un membre de LHRD qui s'est rendu au Centre pour les droits de l'homme en octobre 1992.

543. Pour ce qui est du massacre dont auraient été victimes 89 villageois tamouls le 29 avril 1992 (voir par. 539 ci-dessus), il aurait été le fait de musulmans d'un village voisin qui se seraient vengés d'une attaque antérieure de terroristes des LTTE qui avait fait 56 morts. Ces événements faisaient partie de la stratégie de "purification ethnique" utilisée par les LTTE pour chasser les villageois musulmans et cinghalais hors du territoire qu'ils considéraient comme le leur. Au cours du raid de représailles contre Muthugal et Karapola, 74 villageois tamouls avaient été tués et 44 autres blessés. Le Ministre de la défense de Sri Lanka a nommé une commission présidée par un juge de la Cour suprême à la retraite et chargée d'enquêter sur les deux incidents en vue d'en identifier les responsables, d'établir si le personnel des forces de sécurité a failli à ses devoirs et de recommander les mesures à prendre pour éviter que de tels incidents ne se reproduisent (13 novembre 1992).

544. En application de la résolution 1992/42 de la Commission des droits de l'homme, le Gouvernement sri-lankais a fourni des informations concernant plusieurs massacres et attaques à la bombe contre des populations civiles commis par les LTTE dans la province de l'Est, notamment dans des villages frontière. La plupart des victimes étaient des villageois musulmans.

Soudan

545. Le Rapporteur spécial a reçu un certain nombre d'informations et d'allégations concernant des exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires au Soudan.

546. Plusieurs sources ont appelé l'attention du Rapporteur spécial sur la situation dans le sud du pays, notamment dans la ville de Juba. A la suite d'une intensification des affrontements entre les forces gouvernementales et l'Armée de libération populaire du Soudan (SPLA) en mai 1992, les forces gouvernementales auraient tué un grand nombre de détenus au cours des mois de juin, juillet et août 1992.

547. Le Rapporteur spécial a également reçu des allégations concernant l'exécution extrajudiciaire de membres du groupe ethnique Nuba, dans les montagnes Nuba du sud Kordofan. Ces exécutions seraient le fait de l'armée soudanaise.

548. En outre, le Rapporteur spécial a appris qu'un certain nombre de sentences de mort auraient été prononcées par des tribunaux militaires. Les procès n'auraient pas été équitables et les garanties internationalement reconnues n'auraient pas été respectées.

Communications envoyées par le Rapporteur spécial

549. Le Rapporteur spécial a transmis au Gouvernement soudanais des informations qu'il avait reçues concernant des violations du droit à la vie dont auraient été victimes au moins 371 personnes. Il a transmis un cas au gouvernement par lettre et tous les autres en lui adressant trois demandes d'intervention d'urgence.

Demandes d'intervention d'urgence

550. Un groupe de 35 personnes, toutes d'ethnie nuba, auraient été détenues par l'armée soudanaise, sans avoir été inculpées ni jugées, dans la garnison de Lagowa à l'ouest du Soudan. Elles avaient été arrêtées en novembre 1991, à Lagowa, petite ville située dans les montagnes nuba, parce qu'elles étaient soupçonnées d'être liées à la SPLA. On avait appris que 19 des personnes arrêtées avaient ensuite été victimes d'exécutions extrajudiciaires. On craignait donc pour la vie de neuf personnes, Mohamed Bakhit Daldum, Suleiman Fargallah Murfaieen, Ardeib Murfaieen, Gumma al-Theimir, Daffalah Tiya Jeilani, al-Haj al-Nur, Hakim Hamdeen, Haja Karshoum et Kalthum Daldum (27 février 1992).

551. Le Rapporteur spécial est également intervenu au nom de plus de 200 personnes qui auraient été arrêtées entre juin et août 1992 à Juba. Deux d'entre elles, Andrew Tombe et Aboudwan Talle, tous deux employés locaux de la United States Agency for International Development, auraient été exécutés au début de septembre 1992. Andrew Tombe aurait été condamné à mort à l'issue d'un procès militaire secret. On craignait pour la vie des prisonniers restants (y compris David Tombe et 24 autres personnes dont les noms peuvent être consultés dans les dossiers du secrétariat) (9 octobre 1992).

552. Au moins 135 fonctionnaires, hommes politiques et dirigeants communautaires de l'Etat du Haut Nil, d'ethnie Nuer pour la plupart, auraient été arrêtés à Malakal à la fin d'octobre 1992. Jacob Duong Wuon et Jimma Bileu Kung seraient détenus par les services de renseignement militaires tandis que David Koak Goak et au moins 17 autres personnes (dont les noms peuvent être consultés dans les dossiers du secrétariat) seraient aux mains des services de sécurité de l'Etat qui les aurait mis au secret. Compte tenu d'informations précédentes faisant état de l'exécution de prisonniers au Soudan, on craignait pour leur sécurité (8 décembre 1992).

Autres allégations

553. Le Rapporteur spécial a transmis un autre cas au Gouvernement soudanais. Il concernait le décès en détention d'Abdel Moniem Salman, membre du syndicat des enseignants soudanais, qui, selon les sources d'information, était mort à la prison de Kobar le 21 janvier 1991 après avoir quitté un hôpital militaire et avoir été renvoyé en prison en dépit de l'aggravation de son état de santé. Des demandes de réhospitalisation seraient restées sans effet. Il serait mort d'une crise cardiaque sans avoir reçu de soins médicaux (31 août 1992).

Communications émanant du gouvernement

554. Au moment de l'établissement du présent rapport, aucune communication n'avait été reçue du Gouvernement soudanais.

Mesures de suivi concernant des allégations transmises en 1991

555. Le Rapporteur spécial a envoyé une lettre au Gouvernement soudanais au sujet d'allégations d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires qui lui avaient été transmises en 1991.

556. Le Gouvernement soudanais a fourni des réponses au sujet de certains de ces cas, indiquant que des enquêtes judiciaires étaient en cours. Le Rapporteur spécial a demandé aux autorités de lui donner des renseignements récents sur l'état d'avancement de ces procédures, et en particulier sur les décisions et les mesures adoptées pour y donner suite. Il a également prié le Gouvernement soudanais de lui fournir des informations concernant les allégations au sujet desquelles il n'avait pas reçu de réponse (voir E/CN.4/1992/30, par. 503 à 519).

Suriname

Mesures de suivi concernant des allégations transmises en 1991

557. Le Rapporteur spécial a envoyé une lettre au Gouvernement surinamais concernant des allégations d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires qui lui avaient été transmises en 1991 et au sujet desquelles aucune réponse n'avait été reçue (voir E/CN.4/1992/30, par. 521 et 522).

Thaïlande

558. Le Rapporteur spécial a reçu des informations concernant des violations des droits de l'homme, y compris des exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, qui se seraient produites lorsque la population a protesté contre la nomination du général Suchinda Kraprayoon comme Premier Ministre de la Thaïlande en avril 1992. Le Général avait été l'un des meneurs d'un coup d'état militaire qui avait abouti au renversement du gouvernement démocratiquement élu de Chatichai Choonkarn, le 23 février 1991. Du 17 au 20 mai 1992, l'armée aurait utilisé des armes meurtrières contre des civils au cours d'une manifestation de masse organisée pour exiger la démission du général Suchinda Kraprayoon et le retour à la démocratie.

Communications envoyées par le Rapporteur spécial

559. Le Rapporteur spécial a transmis au Gouvernement thaïlandais des informations qu'il avait reçues concernant la violation du droit à la vie dont auraient été victimes 141 personnes; dans 50 cas, il s'agirait de violations du droit à la liberté d'opinion, d'expression, de réunion pacifique et d'association.

Demandes d'intervention d'urgence

560. Le Rapporteur spécial a adressé une demande d'intervention d'urgence au Gouvernement thaïlandais après avoir été informé qu'au moins 50 civils avaient été tués par l'armée au cours des manifestations antigouvernementales qui avaient eu lieu à Bangkok entre le 17 et le 20 mai 1992. Il a également fait appel au Gouvernement thaïlandais pour qu'il garantisse le respect effectif du droit à la vie de plus de 700 personnes qui auraient disparu après avoir été arrêtées pendant les manifestations (24 juin 1992).

561. Le Rapporteur spécial a envoyé une autre demande d'intervention d'urgence au Gouvernement thaïlandais après avoir reçu des informations concernant le rapatriement imminent dans leur pays natal, le Myanmar, de 90 femmes qui se trouvaient en Thaïlande. Certaines d'entre elles, qui auraient été forcées de se prostituer en Thaïlande, seraient séropositives et l'on craignait qu'elles soient exécutées à leur retour au Myanmar. Le Rapporteur spécial a prié le Gouvernement thaïlandais de s'abstenir de renvoyer ces femmes dans leur pays à moins qu'il ait la garantie que tout risque d'exécution extrajudiciaire était écarté (29 septembre 1992).

Autres allégations

562. Dans une lettre séparée, le Rapporteur spécial a transmis au Gouvernement thaïlandais le cas de Ye Soe Aung, ressortissant du Myanmar et membre de la Fédération démocratique des étudiants birmans (ABSDF), qui serait mort le 4 novembre 1991 après avoir été arrêté et, selon les sources d'information, torturé par des membres de la police thaïlandaise à Nat Ein Daung, près de la frontière entre la Thaïlande et le Myanmar (31 août 1992).

Communications émanant du gouvernement

563. Le Gouvernement thaïlandais a fourni des informations au Rapporteur spécial en réponse à sa demande d'intervention d'urgence concernant les 95 femmes qui seraient sur le point d'être expulsées vers le Myanmar et le risque que courraient certaines d'entre elles d'être victimes d'une exécution extrajudiciaire à leur retour dans leur pays. Il a indiqué qu'entre juin et septembre 1992, les autorités thaïlandaises avaient arraché ces 95 femmes aux maisons de passe où elles travaillaient et que celles-ci, atteintes de maladies sexuellement transmissibles, avaient été soignées et qu'elles avaient reçu une éducation, une formation professionnelle et une initiation aux lois relatives à l'immigration. Le 15 septembre 1992, les autorités de Thaïlande et du Myanmar et l'Organisation mondiale de la santé avaient uni leurs efforts pour que ces 95 femmes retournent en toute sécurité dans leur pays. L'Ambassadeur du Myanmar en Thaïlande avait donné aux autorités thaïlandaises l'assurance qu'elles ne courraient aucun risque, que leur état de santé serait suivi et qu'elles recevraient des soins médicaux (20 octobre 1992).

Togo

564. Le Rapporteur spécial a été informé qu'après des mois d'affrontements violents entre les forces de sécurité et des opposants au régime à parti unique du Togo, le président Eyadéma et son gouvernement avaient accepté d'introduire un système politique multipartite et de tenir une Conférence nationale, qui s'était réunie de juillet à août 1991. Cette conférence avait étudié la question des violations des droits de l'homme depuis l'arrivée au pouvoir du président Eyadéma en 1967 et élu comme Premier Ministre M. Joseph Kokou Koffigoh. M. Koffigoh avait ensuite formé un gouvernement de transition. La Conférence nationale avait nommé le Haut Conseil de la République, lequel était chargé de suivre le processus de transition. Le président Eyadéma restait en fonction et les forces armées demeuraient sous son autorité.

565. Selon les informations reçues, dans ce contexte d'instabilité et de transition, l'armée a tenté d'entraver le processus de réforme et de déstabiliser le gouvernement de transition en s'efforçant, parfois avec succès, d'assassiner des dirigeants politiques de l'opposition. Des journalistes qui critiquaient le Président auraient été menacés d'exécution extrajudiciaire.

Communications envoyées par le Rapporteur spécial

566. Le Rapporteur spécial a transmis au Gouvernement togolais des informations qu'il avait reçues concernant des violations du droit à la vie dont auraient été victimes huit personnes. Il s'agirait dans tous les cas de violations du droit à la liberté d'opinion et d'expression et du droit de réunion pacifique et d'association. Le Rapporteur spécial a envoyé trois demandes d'intervention d'urgence, au nom de sept personnes. Un cas a été transmis dans une lettre séparée.

Demandes d'intervention d'urgence

567. Bertin Kangni Foly, directeur de l'hebdomadaire La Parole, aurait été inculpé pour "publication d'informations fausses susceptibles de troubler l'ordre public" et pour "atteinte à l'honneur du Président et au respect qui lui est dû" (art. 61 et 52 de la loi sur la presse de 1990), après avoir publié un article où il était dit que le Président appuyait un groupe rebelle de l'armée béninoise. Depuis la publication dudit article, Bertin Kangni Foly aurait reçu des menaces de mort qui l'aurait forcé à se cacher. Son procès devait s'ouvrir le 7 octobre 1992, mais sept policiers seraient venus le chercher chez lui pour "l'accompagner au tribunal" dès le 23 septembre 1992 (14 octobre 1992).

568. Une attaque sur le cortège automobile de Gilchrist Olympio, président de l'Union des forces du changement (UFC), le 5 mai 1992, a fait quatre morts, Mama Touré Moussa, Atchankpa Zakari Curo, Tchadjibo Alasa Sama et Atideze Atidepe, et 12 blessés, dont Gilchrist Olympio. L'attaque aurait été organisée et exécutée par des membres de l'armée avec la complicité du haut commandement (19 octobre 1992).

569. Le personnel du journal Forum Hebdo aurait reçu des menaces de mort le 22 octobre 1992, pour avoir publié des articles sur des manifestations de protestation contre une visite officielle du Président du Togo au Bénin. Le même jour, la police aurait perquisitionné les locaux. Un journaliste de la chaîne nationale de radio et de télévision à Lomé, Rico Tettekpoe, aurait également reçu des menaces de mort (9 novembre 1992).

Autres allégations

570. Le Rapporteur spécial a transmis au gouvernement une autre allégation d'exécution extrajudiciaire, sommaire ou arbitraire. Selon l'information reçue, Tavio Amorim, dirigeant du Parti socialiste panafricain (PSP), secrétaire général du Collectif de l'opposition démocratique (COD II) et président de la Commission des affaires politiques, des droits de l'homme et des libertés du Haut Conseil de la République, a été abattu le 23 juillet 1992, après une réunion avec des groupes d'opposition à Lomé. Le gouvernement aurait déclaré qu'une carte d'identité de la police trouvée près du lieu de la fusillade indiquait que les forces de sécurité étaient responsables du meurtre (31 août 1992).

Communications émanant du gouvernement

571. Au moment de l'établissement du présent rapport, aucune communication n'avait été reçue du Gouvernement togolais.

Mesures de suivi concernant des allégations transmises en 1991

572. Le Rapporteur spécial a envoyé une lettre au Gouvernement togolais concernant des allégations d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires qui lui avait été transmise en 1991 et au sujet desquelles aucune réponse n'avait été reçue (voir E/CN.4/1992/30, par. 527 à 531).

Trinité-et-Tobago

Suivi d'allégations transmises en 1991

573. Le Rapporteur spécial a envoyé une lettre au Gouvernement de la Trinité-et-Tobago concernant des allégations d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires qui lui avaient été transmises en 1991 (voir E/CN.4/1992/30, par. 533 et 534). En réponse à cette lettre, le Gouvernement de la Trinité-et-Tobago a déclaré que l'affaire avait été portée devant le tribunal compétent. Le Rapporteur spécial a demandé aux autorités de l'informer de la décision prise à l'issue de la procédure ou de toute autre mesure adoptée en conséquence.

Tunisie

574. Des informations et allégations dont le Rapporteur spécial a eu connaissance indiquent que des détenus seraient décédés dans divers commissariats de police tunisiens à la suite de tortures et de mauvais traitements. Des militants d'"en-Nadha", mouvement islamiste illégal, auraient été victimes de telles pratiques.

Communications envoyées par le Rapporteur spécial

575. Le 31 août 1992, le Rapporteur spécial a transmis au Gouvernement tunisien quatre cas de décès en détention de militants islamistes, qui seraient dus à la torture. Les noms des victimes donnés au Rapporteur spécial étaient les suivants :

a) Rashid Chammakhi, qui serait mort le 27 octobre 1991 au commissariat de police de Nabeul;

b) Faisal Barakat, qui serait mort entre le 8 et le 11 octobre 1991 au commissariat de police de Nabeul;

c) Nejib Laamari, qui serait mort peu avant le 20 janvier 1992 au commissariat de police de Bélà;

d) Mouldi Ben Amor, qui serait mort le 21 janvier 1992 dans un commissariat de police de Tunis.

Communications émanant du gouvernement

576. En réponse aux allégations d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires qui lui avaient été transmises en 1991, le Gouvernement tunisien a informé le Rapporteur spécial que de telles pratiques n'existaient pas en Tunisie car aucune exécution ne pouvait avoir lieu dans ce pays si elle ne résultait pas d'un jugement rendu par la justice, avec toutes les garanties prévues par la loi. Au sujet des cas précis qui lui avaient été transmis, le Gouvernement tunisien a répondu ce qui suit (19 novembre 1992) :

a) Rashid Chammakhi a été arrêté le 26 novembre 1991 (et non le 24 octobre) parce qu'il était soupçonné de participer activement à la constitution d'un groupuscule d'éléments entraînés à commettre des actes de sabotage dans la région de Nabeul. Il était décédé au Centre hospitalo-universitaire de Nabeul quelques heures après son arrestation. Deux médecins chargés de déterminer les causes du décès avaient conclu à une insuffisance hépatique et rénale. Contrairement aux allégations, il n'avait donc pas été torturé. Chargé par le gouvernement d'envisager la réouverture de l'enquête judiciaire sur ce décès, le Procureur de la République de la ville de Grombalia avait examiné les allégations de mauvais traitements directs ou indirects mais n'avait pu trouver d'éléments susceptibles de justifier une réouverture de l'enquête sur la base de l'article 121 du Code de procédure pénale;

b) Faïçal Barakat était décédé le 11 octobre 1991 à la suite d'un accident de la circulation sur la route dite "Grabi" dans la localité de Menzel Bouzelfa. Contrairement aux allégations, une enquête judiciaire a été ouverte par le parquet de Grombalia, qui a ensuite été provisoirement close. A la suite d'allégations laissant supposer que le décès de M. Barakat n'était pas accidentel, le Procureur de Grombalia avait récemment décidé la réouverture de l'enquête en vertu de l'article 121 du Code de procédure pénale;

c) Mohamed Néjib Ben Ali Ben Saad Laamari a été arrêté le 31 janvier 1992 (et non le 15 novembre 1991) parce qu'il était soupçonné d'avoir fabriqué des cocktails Molotov et autres explosifs en vue d'exécuter des missions de destruction et d'attenter à des personnes et à des biens. Il a été acquitté le 14 juillet 1992 par le tribunal de première instance de Béja. Il était vivant et en liberté. Les allégations faisant état de son décès suite à des actes de torture étaient donc fausses;

d) Mouldi Ben Amor a été arrêté le 20 juillet 1991 (et non le 15 décembre 1991) et déféré devant le tribunal de première instance de Tunis le 21 juillet 1991 pour appartenance à une association non reconnue. L'intéressé, qui suivait un traitement médical, a dû être transféré à l'hôpital de la Marsa en raison de complications. Il y était décédé en dépit de soins intensifs. Un certificat de décès délivré par un docteur de l'hôpital a confirmé que le corps de l'intéressé ne présentait aucune trace de violence ou de traumatismes et que sa mort résultait de causes naturelles.

Mesures de suivi concernant des allégations transmises en 1991

577. Le Rapporteur spécial a envoyé une lettre au Gouvernement tunisien concernant des allégations d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires qui lui avaient été transmises en 1991.

578. Le Gouvernement tunisien a répondu à toutes ces allégations. S'agissant de deux cas, il a déclaré que des enquêtes judiciaires avaient été ouvertes pour déterminer la cause du décès. Le Rapporteur spécial lui a demandé des renseignements récents sur l'état d'avancement de ces procédures, notamment sur les décisions prises à l'issue des enquêtes et sur toutes mesures adoptées en conséquence. En réponse à la lettre de suivi envoyée par le Rapporteur spécial, le Gouvernement tunisien a indiqué que les enquêtes judiciaires ouvertes sur les décès d'Abdelaziz Mahwash et d'Abderarrouf Laaribi étaient en cours. Sans préjudice des résultats auxquels elles pourraient aboutir, le gouvernement faisait remettre aux familles des intéressés une aide en espèces ainsi qu'une allocation mensuelle (voir E/CN.4/1992/30 et Corr.1, par. 535 à 545).

Observations

579. Le Rapporteur spécial se félicite de la volonté de coopération qu'a manifestée le Gouvernement tunisien en répondant à toutes les allégations qui lui ont été transmises tant en 1991 qu'en 1992. En particulier, il note avec satisfaction qu'une aide financière est octroyée aux familles de victimes éventuelles de violations des droits de l'homme.

Turquie

580. Le Rapporteur spécial a reçu un grand nombre de rapports et d'allégations concernant des violations des droits de l'homme, en particulier des exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, en Turquie.

581. L'essentiel de ces informations concerne les régions du sud-est de la Turquie. Le conflit armé qui oppose les forces turques de sécurité au Partiya Karkeren Kurdistan (Parti des travailleurs du Kurdistan, PKK), qui cherche à établir un Etat kurde indépendant, a commencé en août 1984 avec des attaques armées du PKK contre les forces de sécurité. Depuis lors, le conflit a fait plus de 3 000 victimes des deux côtés et parmi la population civile. Une législation d'urgence conférant des pouvoirs étendus au gouverneur de Diyarbakir est en vigueur dans 10 provinces de la région depuis 1987.

582. Le nombre de civils qui, d'après les informations reçues par le Rapporteur spécial, auraient été victimes de la répression excessive et arbitraire exercée par les forces turques de sécurité est alarmant. Il ne se passe pratiquement pas de jour sans que ne soient signalées des exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires perpétrées par des membres de l'armée turque, de la police, ou de "milices villageoises" payées par les autorités pour combattre les rebelles, ainsi que par la "Kontrgerilla", service secret qui relèverait du Département des opérations militaires spéciales et qui se livrerait à des opérations clandestines contre les séparatistes kurdes. Dans la plupart des cas, ce sont les politiciens locaux,

en particulier les membres du Parti populaire du travail, généralement considérés comme sympathiques aux intérêts kurdes, les représentants de l'Association des droits de l'homme, les journalistes qui enquêtent sur des violations des droits de l'homme et les villageois qui refusent de participer au système des "milices villageoises", en particulier ceux qui sont soupçonnés d'avoir des liens avec l'organisation PKK, directement ou à travers des membres de leur famille, qui seraient les victimes de cette répression, qu'il s'agisse d'exécutions, de menaces de mort ou d'actes d'intimidation et de harcèlement.

583. Dans un certain nombre de cas, les exécutions ne seraient liées à aucun incident particulier. Parfois, les meurtres de civils signalés au Rapporteur spécial auraient été commis à titre de représailles, après des attaques du PKK. Les attaques de l'organisation terroriste auraient fait plus de 1 000 morts parmi les civils et tué de nombreux membres des forces de sécurité.

584. D'après les informations communiquées au Rapporteur spécial, la violence qui sévit dans diverses localités kurdes situées dans les régions du sud-est de la Turquie s'est intensifiée à la fin du mois de mars et pendant les mois d'août, septembre et octobre 1992.

585. A l'occasion de la célébration du Nevroz, le Nouvel An kurde, et lors des manifestations qui ont eu lieu les jours suivants, d'après ce qu'a appris le Rapporteur spécial des membres de l'armée et de la police turques auraient tiré sans motif sur des civils non armés. Les militaires auraient lancé des attaques à l'arme lourde dans les rues, contre les civils et contre les maisons. Dans certains cas, ces attaques auraient dégénéré en affrontements entre des membres du PKK et les forces de sécurité. L'emploi de la force par l'armée et par les forces de sécurité aurait fait 94 victimes, presque toutes des civils kurdes, dont un grand nombre d'enfants, de femmes et de personnes âgées.

586. La situation aurait continué de se détériorer entre août et octobre, les forces turques de sécurité ayant attaqué systématiquement, avec des chars et des pièces d'artillerie lourde, des maisons et des boutiques dans plusieurs villes et villages de la région, faisant de nombreux morts et blessés.

587. Outre la violence liée à la question kurde, le Rapporteur spécial a également été informé que des membres de partis politiques, de syndicats et d'organisations de défense des droits de l'homme auraient été victimes d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, seraient morts pendant la garde à vue, auraient reçu des menaces de mort ou auraient été en butte à des actes d'intimidation et de harcèlement.

Communications envoyées par le Rapporteur spécial

588. Le Rapporteur spécial a transmis au Gouvernement turc les allégations qu'il avait reçues concernant la violation du droit à la vie de 319 personnes. Dans 26 cas, les victimes auraient été des mineurs. Dans 117 cas, il y aurait eu violation du droit à la liberté d'expression et d'opinion, de religion, de réunion pacifique et d'association. Le Rapporteur spécial a également envoyé

huit demandes d'intervention urgente au nom de 50 personnes. Les allégations concernant les violations du droit à la vie de 269 autres personnes ont fait l'objet d'une lettre distincte. Le gouvernement a répondu à deux demandes d'intervention urgente.

Demandes d'intervention d'urgence

589. Le Rapporteur spécial a adressé au Gouvernement turc huit demandes d'intervention d'urgence après qu'il eut reçu les informations suivantes :

590. Mehmet Demir (32 ans), Kurde, Président adjoint du Parti populaire du travail (HEP) dans la province de Siirt, aurait disparu en janvier 1992 après avoir quitté son restaurant, à Siirt, dans des circonstances qui suggèrent l'implication de membres des forces de sécurité et font craindre pour sa vie et son intégrité physique (28 janvier 1992).

591. Selim Mert, membre du comité exécutif local du HEP à Bingöl, aurait reçu de nombreuses menaces de mort et fait l'objet à maintes reprises d'actes d'intimidation et de harcèlement de la part de la police, entre le 26 janvier 1992 et le début d'avril 1992 (25 juin 1992).

592. Un tract contenant des menaces de mort à l'encontre de Leyla Zana et de 27 autres personnes (dont le secrétariat possède la liste) aurait été distribué en mai 1992 dans plusieurs villes du sud-est de la Turquie. Les 28 personnes nommées dans le tract étaient toutes soit des membres kurdes du Parlement turc, soit des défenseurs déclarés de la minorité kurde en Turquie (25 juin 1992).

593. Hezni Erkol et au moins 14 autres civils, y compris des enfants (dont le secrétariat possède la liste), auraient été tués à Sirnak par des membres des forces turques de sécurité, entre le 18 août au soir et le 21 août 1992 à midi. Pendant 48 heures, les forces de sécurité auraient pilonné sans discrimination des maisons et des boutiques, avec des bombes, des obus et des tirs d'armes à feu. Des témoins auraient déclaré avoir vu les forces de sécurité attaquer des édifices occupés par les civils avec des chars et des canons (24 septembre 1992).

594. Après avoir reçu de nombreux autres rapports au sujet d'exactions commises par l'armée contre la population et des objectifs civils à Sirnak, Hisar, Kulp et d'autres villes et villages de la région pendant les mois d'août, septembre et octobre 1992, le Rapporteur spécial a adressé au Gouvernement turc une nouvelle demande d'intervention d'urgence, dans laquelle il se déclarait à nouveau préoccupé par la situation au sud-est de la Turquie. De nouveau, les forces turques de sécurité auraient employé des armes lourdes, y compris des chars, contre des objectifs civils qu'elles auraient mitraillés aveuglément. Le 3 octobre 1992, un civil, Vahir Narin, serait mort après qu'on l'eut arrosé d'essence et qu'on eut mis le feu à sa personne (23 octobre 1993).

595. Dans une sixième demande d'intervention d'urgence, le Rapporteur spécial exprimait sa préoccupation au Gouvernement turc au sujet de Musa Anter (74 ans), écrivain et membre fondateur du HEP, et d'Orhan Miroglu, qui auraient été tués le 20 septembre 1992, à Diyarbakir. Musa Anter était l'une

des 28 personnes menacées de mort dans le tract qui avait été distribué dans la région au début de l'année (voir ci-dessus par. 592). De même, le Rapporteur spécial faisait part avec inquiétude d'informations qu'il avait reçues, selon lesquelles Yavuz Binbay, président de l'Association des droits de l'homme à Van, aurait continué de recevoir, jusqu'à une date récente, de nombreuses menaces de mort (15 octobre 1992).

596. Dans la même lettre, le Rapporteur spécial transmettait au Gouvernement turc des informations concernant l'attentat dont aurait été victime, le 5 août 1992, alors qu'il se rendait à son travail à Diyarbakir, Burhan Karadeniz, un journaliste qui travaillait pour le journal Ozgür Gundem. Depuis cet attentat, le journaliste aurait tout le bas du corps paralysé et ne pourrait plus jamais marcher.

597. En outre, le Rapporteur spécial demandait aux autorités turques de protéger le droit à la vie et l'intégrité physique d'Ismail Yilmaz, qui aurait reçu, directement ou indirectement, de nombreuses menaces de mort après avoir porté plainte contre des policiers qu'il avait identifiés comme étant ceux qui l'avaient cruellement torturé le 28 juillet 1992, au commissariat de police de Yedikule, à Istanbul (16 octobre 1992).

598. De plus, le Rapporteur spécial a adressé une demande d'intervention d'urgence au Gouvernement turc après avoir reçu des informations touchant le rapatriement imminent, en République islamique d'Iran, de M. Hassanzadej Afshar Mohammad Reza, réfugié iranien en Turquie. Le Rapporteur spécial a lancé un appel aux autorités turques pour qu'elles s'abstiennent d'extrader cette personne qui risquait fort d'être exécutée pour avoir appartenu au "Mojaheddin Khalgh" et à cause de ses activités politiques bien connues (6 novembre 1992).

Autres allégations

599. Le Rapporteur spécial a envoyé deux lettres au Gouvernement turc transmettant des allégations concernant l'exécution extrajudiciaire, sommaire ou arbitraire de 269 personnes, dont 21 mineurs. Dans 85 cas, il y aurait eu violation du droit à la liberté d'opinion et d'expression, de religion, de réunion pacifique et d'association (31 août 1992 et 16 septembre 1992).

600. La vaste majorité des victimes auraient été des Kurdes. Dans un grand nombre de cas, aucune action judiciaire ou disciplinaire n'aurait été engagée contre les responsables, même quand ceux-ci avaient été identifiés.

601. Les huit personnes dont les noms figurent ci-après sont des journalistes et des correspondants de journaux de gauche ou de journaux prokurdes qui, ayant écrit des articles sur la situation au sud-est de la Turquie, auraient été exécutés par des membres des forces de sécurité :

Halit Gungen, du journal 2000'E Dogru (vers l'an 2000), tué le 18 février 1992 par trois assaillants apparemment liés aux forces de sécurité, au bureau de son journal à Diyarbakir, vraisemblablement à cause d'un article qu'il avait publié le 16 février 1992 au sujet des rapports entre le groupe armé "Hizbullah" et la Kontrgerilla;

Cengiz Altun, du journal Yeni Ulke (Terre nouvelle), tué le 24 février 1992 de six balles dans le dos alors qu'il se rendait à son travail à Batman, vraisemblablement pour avoir rédigé des articles sur les activités de la Kontrgerilla;

Izzet Kezer, du journal Sabah, tué le 23 mars 1992, à Cizre, par des militaires alors qu'il quittait son hôtel avec d'autres journalistes pendant le couvre-feu. Il aurait été porteur d'un drapeau blanc;

Hafiz Akdemir, du journal Ozgür Gündem (Libre programme), abattu le 8 juin 1992 par un homme armé apparemment lié aux forces de sécurité, alors qu'il se rendait à son travail, à Diyarbakir;

Mecit Akgun, du journal Yeni Ulke, abattu le 2 juin 1992 près de Covola (Nusaybin);

Cetin Abayay, du journal Ozgür Halk (Libre opinion), abattu le 30 juillet 1992, à Batman;

Yahya Orhan, du journal Ozgür Gündem, abattu le 31 juillet 1992, près de Batman;

Hüseyin Denis, du journal Ozgür Gündem, tué le 9 août 1992 par des membres de la Kontrgerilla dans la région de Diyarbakir, apparemment pour avoir écrit des articles sur la nature et les activités de la Kontrgerilla.

602. Les 50 personnes dont les noms suivent, y compris un mineur, ont été signalées au Rapporteur spécial comme ayant été victimes d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, perpétrées par des membres des forces de sécurité dans la région du Sud-Est de la Turquie :

Musa Tantik et Cemal Aslan, qui se trouvaient à bord d'une voiture arroseuse appartenant à la municipalité de Tepe, district d'Idil (province de Sirnak), auraient été arrêtés à un barrage routier, contraints de descendre de leur véhicule et abattus par des membres de la milice du village de Tepe;

Besir Algan aurait été tué le 21 mai 1991 à Budakli, près de Midyat, par un soldat qui lui aurait logé une balle dans la tête. Les militaires auraient offert de l'argent aux membres de la famille, qui auraient refusé, pour qu'ils n'engagent pas de poursuites. Personne n'aurait été inquiété;

Ramazan Aslan aurait été tué le 13 juin 1992 à Midyat (province de Mardin), par la Kontrgerilla, "parce qu'il était kurde";

Ibrahim Sarica aurait été tué le 18 juin 1991 par des membres de la Kontrgerilla alors qu'il se rendait à son travail à Sirnak;

Mehmet Kilic aurait été tué le 28 juin 1991 par trois membres de la Kontrgerilla à son domicile à Dagkonak (province de Sirnak), pour avoir refusé de collaborer avec ces derniers;

Naci Berakat Acun aurait été tué le 25 août 1991 par des membres de la Kontrgerilla lors d'une descente dans son domicile de Seta, à Dargecit, dans la province de Mardin;

Abdülmecit Cetinkaya aurait été tué le 14 septembre 1991 par des membres de la Kontrgerilla à Cimenli, district d'Omerli, dans la province de Mardin;

Hasan Erdinc, Isa Erdinc et Zore Erdinc auraient été tués le 18 septembre 1991 à Bardakci, apparemment par des hommes armés liés à la Kontrgerilla;

Ali Erdem aurait été tué le 29 septembre 1991 par des membres de la Kontrgerilla à son domicile d'Akcarinar, district de Kiziltepe, dans la province de Mardin;

Mehmet Selim Aslan, Süleyman Aslan et Abdulaziz Güclü auraient été tués le 3 octobre 1991 à Bahcebasi, près de Nusaybin, par des hommes armés apparemment liés à l'armée turque;

Hamit Temel aurait été tué le 19 octobre 1991 par des membres de la Kontrgerilla à Yüksekova, dans la province de Hakkari;

Ismail Hakki Kocakaya aurait été tué le 25 novembre 1991 par des policiers en civil à Diyarbakir;

Agit Akabe et Ibrahim Demir auraient été tués le 11 décembre 1991 par des membres de la Kontrgerilla à Agacli, district de Cukurlu, apparemment après avoir subi de cruelles tortures;

Agit Akibe et Ibrahim Demir auraient été tués le 13 décembre 1991 par des membres de l'armée à Cukurlu, après avoir adressé une pétition au Gouverneur d'Idil, demandant que les soldats abandonnent plusieurs bâtiments qu'ils occupaient à Cukurlu;

Mahmut Polat aurait été tué le 23 janvier 1992 dans la zone industrielle de Bingöl. Il aurait été abattu par un policier pour lequel il avait effectué la réparation d'une voiture, ce dont il lui réclamait le paiement;

Leyla Kuran, Zinnet Karaaslan et une autre femme auraient été tuées, le 1er mars 1992, lors d'une descente de l'armée dans une maison située dans le quartier Alipasa de la ville de Van;

Faik Kahrman, qui aurait fait partie du groupe "Hizbullah", aurait été tué, le 28 mars 1992, par des militaires dans le district de Nusaybin (région de Mardin) pour n'avoir pas obéi à l'ordre de stopper son véhicule;

Abuzer Biratli (75 ans) et Abuzer Korkusoz (70 ans) auraient été tués, le 6 avril 1992, par des membres des forces armées alors qu'ils se rendaient du village de Sinon à Tepehan;

Haci Celik aurait été tué, le 14 avril 1992, par des soldats qui auraient confondu trois petits arbustes chargés sur ses épaules avec un lance-roquettes et auraient ouvert le feu sur lui, alors qu'il se rendait dans son champ près de Bozlanak, district de Palu, dans la province d'Elazig;

Haci Bedür, Mehmet Candan, Abdurraham Yesilmen et Hamza Bulut, qui se rendaient de Midyat au village de Tolgali, auraient été tués, le 20 avril 1992, par des membres de la milice villageoise qui auraient ouvert le feu sur leur minibus;

Hanim Tunc (12 ans) aurait été tué, le 4 mai 1992, par des militaires qui auraient ouvert le feu d'un hélicoptère sur des enfants faisant paître leurs bêtes près de Hilal, district d'Uludere, dans la province de Sirnak;

Ahmet Bayrak aurait été abattu, le 8 mai 1992, par un soldat de la gendarmerie de Gogana, près de Erken, district de Pervari, dans la province de Siirt, pour n'avoir pas obéi à l'ordre de s'arrêter.

Salih Dolmus aurait été tué, le 24 mai 1992, à Kasrik Street, entre Sirnak et Lizre, par des membres des forces armées ayant ouvert le feu sur un minibus qui aurait reçu l'ordre de s'arrêter et n'aurait pas obtempéré;

Treize personnes auraient été tuées, le 10 juin 1992, à bord d'un minibus qui aurait été stoppé par des milices villageoises près de Tatvan. Tous les passagers auraient été tués;

Siddik Tan, membre actif de la direction de l'Association des droits de l'homme à Batman, aurait été tué, le 20 juin 1992, dans le quartier Hurriyet à Batman, par des hommes armés apparemment liés aux forces de sécurité.

603. Les trois personnes dont les noms suivent auraient été tuées pour avoir appartenu au Parti populaire du travail :

Harbi Arman, membre actif de la direction de la section locale de l'Association des droits de l'homme de Malazgirt, aurait été tué, le 18 janvier 1992, à Diyarbakir;

Abdurrahman Söğütlü aurait été tué, le 18 janvier 1992, à Nusaybin par des membres de la Kontrgerilla;

Tahir Seyhan aurait été tué, le 11 avril 1992, après quatre jours d'interrogatoire par des membres des forces de sécurité, à Dargecit, dans la province de Mardin. Il aurait été torturé.

604. Les 39 personnes dont les noms figurent ci-après, parmi lesquelles deux mineurs, auraient trouvé la mort, d'après des informations communiquées au Rapporteur spécial, lors de manifestations et de réunions contre lesquelles les forces de sécurité auraient fait un usage excessif de la force :

Bicer Bilen aurait été tué lorsque les forces de sécurité ont ouvert le feu sur un groupe de personnes se rendant au village de Belat, à Hilal, district d'Uludere (province de Sirnak);

Coskun Yadigar aurait été tué, le 13 janvier 1991, par des policiers qui ont tiré au hasard sur des manifestants qui protestaient contre la guerre à Istanbul;

Mecit Kaplan aurait été tué, le 25 janvier 1992, par des membres des forces de sécurité qui ont ouvert le feu sur un groupe de fondamentalistes islamiques qui voulaient manifester à Tatvan contre la guerre du Golfe;

Salih Talayhan et Sehmuz Yunga auraient été tués, le 28 février 1991, par des soldats qui auraient ouvert le feu sur un groupe de villageois qui ramassaient des restes de charbon à Sirnak;

Ahmet Gülec et Ekrem Oruc auraient été tués, le 4 mars 1991, par des soldats qui avaient ouvert le feu contre un groupe de personnes voulant manifester à Idil, dans la province de Mardin, contre la violence dans la région;

Rukiye Bozkurt aurait été tué, le 7 mars 1991' par la police qui avait ouvert le feu à la fin d'une marche silencieuse organisée à Dargecit, dans la province de Mardin, pour protester contre les actes de violence qui avaient eu lieu à Idil, le 4 mars 1991;

Abdurrahman Cicek aurait été tué, le 15 mars 1991, par des membres des forces de sécurité qui avaient ouvert le feu sur un groupe de personnes allant faire une visite de condoléances à la famille de Rukiye Bozkurt (voir cas précédent);

Emine (Linda) Latifeci (11 ans) aurait été tuée, le 8 juin 1991, par des officiers de la gendarmerie qui avaient ouvert le feu sur des personnes assistant à l'enterrement d'un militant du PKK, à Hazro;

Behzat Ozkan, Bahattin Turan, Nevzat Kelecki, Zülfikar Yagan, Sehmuz Demir, Havze Ekinci et Mustafa Atan auraient été tués, le 10 juillet 1991 par des membres des forces de sécurité qui avaient ouvert le feu sur des personnes assistant à Diyarbakir, aux funérailles de Vedat Aydin, président du Parti populaire du travail dans la province de Diyarbakir;

Yesra Akbal aurait été tuée, le 12 août 1991, par des policiers qui avaient ouvert le feu sur un groupe de femmes manifestant à Akarsu, dans la province de Nusaybin, contre la répression dans la région;

Salih Koc aurait été tué, le 13 août 1991, à Beykent, district de Kurtalan, dans la province de Siirt, par des membres des forces de sécurité qui avaient ouvert le feu sur des manifestants qui protestaient contre les opérations militaires turques contre les camps du PKK;

Ozcan (Omür) Eris (10 ans) aurait été tué, le 6 septembre 1991, par des membres des forces de sécurité ayant ouvert le feu sur un groupe de personnes qui s'étaient réunies à Kurtalan pour enlever les corps de quatre militants du PKK;

Nedim Altin, Neytullah Tekin, Hayrettin Demirtay, Nasip Mehmet Altun, Feremez Bulut et Omer Oztürk auraient été tués, le 24 décembre 1991, par les forces de sécurité, lorsque celles-ci avaient ouvert le feu sur un groupe de personnes qui voulaient organiser des funérailles pour trois militants du PKK, à Kulp;

Fahri Bektas, Veysi Aktas, Urfi Aksakal et Tevfik Ekinici auraient été tués, le 25 décembre 1991, par des membres des forces de sécurité qui avaient ouvert le feu sur un groupe de personnes assistant à un enterrement, à Lice;

Ali Olmez, Abdulsalam Ozbey, Nusbet Acet, Abdulhakim Ozbey, Seyfettin Kapcak et Bedriye Gumus auraient été tués, le 15 février 1992, à Yardere, par les forces de sécurité qui avaient ouvert le feu sur un groupe de civils réunis pour protester contre des attaques menées par l'armée contre le village au début de la journée;

Mehmet Nuri Lebe aurait été tué, le 21 février 1992, à Midyat (province de Mardin), par des soldats qui avaient ouvert le feu sur une foule manifestant contre la violence qui faisait de plus en plus de victimes dans la région;

Mehmet Aslan aurait été tué, le 19 avril 1992, par des membres de l'armée turque; ceux-ci avaient ouvert le feu sur un groupe de 2 000 personnes qui avaient quitté Idil et se rendaient vers les montagnes;

Abdurraman Ural aurait été tué, le 5 juin 1992, par des membres de l'armée qui avaient ouvert le feu sur des personnes assistant à un enterrement à Kiziltepe, dans la province de Mardin;

605. Les 15 personnes dont les noms suivent, dont deux mineurs, auraient trouvé la mort au cours d'attaques menées par les forces de sécurité dans, et contre, des villes et villages situés dans le sud-est de la Turquie :

Nezir Cinar et Selamet Ozer (14 ans) auraient été tués, le 15 février 1992, lors d'une attaque de l'armée contre le village de Payamli, dans la province de Siirt;

Hikmet Menekse aurait été tué, le 5 avril 1992, par les forces de sécurité qui avaient ouvert le feu sur des maisons et des boutiques dans le district de Lice, à Diyarbakir, apparemment en guise de représailles après une attaque contre la gendarmerie qui avait eu lieu en début de journée;

Abdülkerim Kortak, Cazim Kortak, Riza Akbas, Orhan Kilic, Kemal Ok, Mustafa Ok, Eyüp Ilhan et Hidir Demirtas auraient été tués, le 17 avril 1992, lors d'une opération militaire menée contre les villages de Taslik et de Yasir dans le district de Savur (province de Mardin). Les soldats auraient ouvert le feu au hasard dans les deux villages;

Mahmut Akyildiz et Manaz Ucaman, deux civils, auraient été tués, le 24 mai 1992 par des soldats du commandement de la brigade de gendarmerie, dans le district de Lice, ceux-ci ayant ouvert le feu au hasard en riposte à une attaque des membres du PKK;

Helal Samur et Gülsüme Samur (7 ans) auraient été tués, le 29 juin 1992, par des militaires turcs qui avaient lâché une bombe d'un avion de combat sur le lotissement d'Ormanci, dans le village d'Ortaklar, district de Semdinli (province de Hakkari).

606. Les 14 personnes énumérées ci-après auraient été exécutées pour avoir appartenu au PKK ou été soupçonnées de liens avec cette organisation :

Haci Berekat Acun aurait été tué le 25 août 1991 à Ayranci;

Mecbure Akdogan aurait été tué en septembre 1992, à Lice (province de Diyarbakir);

Süleyman Aziz et Mehmet Gültekin, partisans connus du PKK, auraient été tués, le 3 octobre 1991, par la Kontrgerilla, dans le village de Bahcebasi, (district de Nusaybin). Un troisième homme, Abdülaziz Güclü, aurait été tué alors qu'il passait par hasard sur le lieu où les deux autres étaient morts;

Leyla Aslan, Naciye Sirik, Mehmet Sakar et un autre civil auraient été tués, le 28 avril 1992, par des soldats qui avaient ouvert le feu au hasard sur des maisons et des boutiques, lors d'un affrontement avec des membres du PKK dans le district de Idil (province de Sirnak);

Saim Celik, Veysi Caglayan, deux civils, et trois militants du PKK auraient été tués, le 28 mai 1992, par des membres des forces de sécurité, à Mus. Les militants du PKK auraient kidnappé les deux civils. Ces cinq personnes auraient été arrêtées par les forces de sécurité et placées en détention au commissariat de police. Leurs corps auraient été trouvés ultérieurement près du village de Yazla, dans le district de Mus.

607. Vingt-trois personnes, dont deux mineurs, seraient mortes en détention, bon nombre d'entre elles lors d'interrogatoires. Dans de nombreux cas, les autorités auraient décidé de ne pas engager de poursuites contre les officiers responsables :

Tevfik Timur serait mort en détention à Cizre, entre les 5 et 14 janvier 1991;

Birtan Altunbas serait mort, le 16 janvier 1991, à l'hôpital militaire de Gülhane, des suites de tortures subies au quartier général de la police politique, à Ankara;

Kasim Aras serait mort, le 30 janvier 1991, des suites des mauvais traitements subis dans la prison d'Aralik;

Hacim Sincar serait mort, le 4 avril 1991, des suites de tortures subies pendant des interrogatoires au poste de gendarmerie de Solhan;

Veli Gelec serait mort, le 5 avril 1991; il aurait été tué par balle alors qu'il était détenu par la police d'Ankara;

Naki Göksu aurait été tué, le 9 juin 1991, à Mazgirt, district de Tunceli, après avoir été capturé lors d'un conflit armé. Il aurait été abattu par un commandant de gendarmerie pour avoir refusé de répondre aux questions lors d'un interrogatoire;

Osman Ekinçi aurait été tué, le 20 juillet 1991. Il aurait été arrêté à Güneyce (province de Sirnak), alors qu'il gardait des moutons, et placé en détention par des soldats du poste de gendarmerie de Görendoruk;

Rafet Basut serait mort, le 16 août 1991, après s'être rendu à la police pendant un conflit armé dans le district de Umraniye, à Istanbul;

Ismail Yigit aurait été tué, le 28 août 1991, près de Catalözü par des hommes armés qui l'avaient enlevé après l'avoir interrogé au sujet de son frère. On aurait trouvé sur son corps 36 impacts de balles et des marques de coups;

Serafettin Celik aurait été tué, le 8 septembre 1991, alors qu'il était détenu au commissariat de police de Gaziantep;

Osman Keles serait mort, le 18 septembre 1991, des suites de tortures subies pendant sa détention au commissariat de police d'Agri;

Murat Oszat serait mort, en novembre 1991, des suites de tortures subies pendant sa détention au commissariat de police de Gaziantep. Son corps aurait été complètement brûlé;

Yücer Ozen serait mort, en novembre 1991, des suites de tortures subies lors d'interrogatoires à la direction de la sûreté de Beyoglu;

Burhan Serikli serait mort, au début de mars 1992, des suites de tortures subies lors d'interrogatoires au poste de gendarmerie de Batman;

Imran Aydin serait mort, le 3 mars 1992, aux mains de la police, des suites de tortures subies pendant sa garde à vue à Ankara;

Biseng Anik serait mort, le 28 mars 1992, pendant sa garde à vue au commissariat de police de Sirnak, des suites de tortures;

Hasan Ali (16 ans) serait mort, en avril 1992, des suites de tortures subies pendant sa détention par la police de Diyarbakir;

Miktat Kutlu serait mort, le 18 avril 1992, pendant sa garde à vue par les forces de sécurité de Bismil, à Diyarbakir, après avoir été torturé;

Kadir Kurt serait mort, le 19 avril 1992, des suites de tortures subies lors d'interrogatoires au poste de commandement du bataillon de gendarmerie de Birik, dans le district de Bismil;

Mehmet Yilmaz serait mort, le 25 avril 1992, des suites de tortures subies pendant son interrogatoire à la direction de la sûreté de Batman;

Agit Salman serait mort, le 29 avril 1992, après avoir été interrogé et torturé pendant deux jours au commissariat de police d'Adana;

Un étudiant de 13 ans serait mort, le 2 mai 1992, dans le quartier de haute sécurité de la prison de Gumushane;

Hasan Gudlal serait mort, en juin 1992, des suites de tortures subies pendant des interrogatoires au poste de commandement de la gendarmerie de province, à Artvin.

608. Les 13 personnes dont les noms suivent auraient été tuées pour avoir appartenu au groupe de guérilla urbaine Devrimci Sol (Gauche révolutionnaire) :

Perihan Demirer aurait été tué, le 28 juin 1991, lors d'une descente de la police dans une maison soupçonnée d'être utilisée par les militants du Devrimci Sol dans le district de Besiktas, à Istanbul;

Niyazi Aydin, Ibrahim Erdogan, Hasan Eliuygun, Zeynep Eda Berk, Nazmi Türkcan, Cavit Oszkya, Yücer Simsek, Omer Coskunirmak, Ibrahim Ilci et Bilal Karakaya auraient été tués, le 12 juillet 1991, lorsque la police politique et des agents du Service national de renseignement (MIT) ont effectué trois descentes dans des maisons des districts de Nisantasi, Dikiliktas et Balmuncu, à Istanbul;

Guluthan Kangalgil et Fintöz Dikme auraient été tués, le 14 juillet 1991, lors d'une descente de la police dans une maison du district de Telsizler, à Ankara.

609. D'autre part, les cas ci-après, qui concernent 36 personnes, dont 3 mineurs, ont également été portés à la connaissance du Rapporteur spécial :

Murteza Kaya aurait été abattu, le 7 juin 1991, par la police, alors qu'il distribuait des tracts dans le district de Kükükcekmece, à Istanbul;

Ahmet Akkan et Naile Akkan auraient été abattus, le 28 juin 1991, par un commissaire de police qui aurait fait irruption dans leur domicile, dans le district de Kurucesne, à Ankara, après un malentendu survenu lors d'une discussion;

Mehmet Salih Ceylan aurait été tué, le 12 août 1991, lors d'une descente de la police dans une maison du district de Cumhuriyet, à Gaziantep;

Engin Egeli aurait été tué par la police, le 16 janvier 1992, dans le quartier de Merter, à Istanbul, alors qu'il distribuait des tracts du Parti communiste révolutionnaire de Turquie pour protester contre les hausses de prix;

Ismail Cengiz Göznek, Servet Sanin et Hüseyin Yasar auraient été tués, le 27 janvier 1992, lors d'une descente de la police dans une maison du district de Mahmutbey, à Istanbul. Ismail Cengiz Göznek aurait annoncé son intention de se rendre;

Abdülrakip Akin (Refik) serait mort, le 1er février 1992, à Sazlibasi, district de Korkut, dans la province de Mus, après avoir été passé à tabac par des soldats qui l'auraient forcé à s'étendre nu dans la neige;

Muzaffer Saritemur et trois autres personnes auraient été tués le 27 mars 1992, lors d'une descente de la police dans une maison du district de Hizmaliköprü, à Urfa; il se serait agi de représailles, suite à la mort de deux policiers;

Sinan Kukul, Ayse Nil Ergen, Sadan Ongel, Ayse Uzunhasanoglu, Taskin Usta, Hüseyin Kilil, Arif Ongel, Sati Tas, Eda Yünsel, Sabahat Karatas et Ahmet Fazil Ercümet auraient été tués, le 16 avril 1992, lors de descentes effectuées par la police politique et le Service national de renseignement (MIT) dans quatre maisons à Istanbul;

Adem Karagöl (12 ans) aurait été tué, le 17 avril 1992, pour n'avoir pas obtempéré, après que des gendarmes gardant les réservoirs d'eau près du village de Kayabasi, dans le district de Küçükçekmece, à Istanbul, lui eurent donné l'ordre de s'arrêter;

Osman Akbas (15 ans) aurait été tué, le 20 avril 1992, dans le district de Kozan de la ville d'Adana, pour n'avoir pas obéi à un officier de police en patrouille, qui lui avait donné l'ordre de s'arrêter;

Serdar Tanis (17 ans) aurait été tué, le 20 avril 1992, par la police qui a ouvert le feu contre son véhicule; celui-ci avait heurté accidentellement une voiture de la police qui patrouillait dans le district de Zeytinburnu, à Istanbul;

Esma Polat, Güven Keskin et Siddik Ozcelim auraient été tués, le 30 avril 1992, lors d'une descente de la police politique dans une maison du district de Kurtulus, à Adana;

Songül Karabulat, Fikri Keles, Ali Yilmaz et Halil Ates auraient été tués, le 4 mai 1992, lors de descentes de la police politique et du MIT, dans des maisons, dans les districts de Dikmen et Telsizler, à Ankara. Les policiers auraient utilisé des fusils mitrailleurs;

Mustafa Gök aurait été tué, le 6 mai 1992, par une patrouille de la police chargée du contrôle des véhicules sur l'autoroute de Samsun, à Ankara. Il n'aurait pas obéi à l'ordre de s'arrêter, et la police aurait ouvert le feu sur sa voiture;

Sükriye Kacmaz aurait été tué par des policiers qui ont commencé à tirer lorsqu'une explosion, qu'ils ont pris pour des tirs d'armes à feu, a retenti dans le quartier d'Ostim, à Ankara.

610. Le Rapporteur spécial a reçu des informations concernant la mort de 68 personnes, dont 11 mineurs, tuées à l'occasion des célébrations du Nevroz, le Nouvel An kurde :

Nuri Soyvural et Davut Soyvural (16 ans) auraient été tués, le 20 mars 1992, dans le district de Gercüs, à Batman, par des membres des forces de sécurité qui avaient ouvert le feu sur un groupe de personnes célébrant le Nevroz;

Cetin Bayram et une autre personne auraient été tués, le 21 mars 1992, par des militaires lors d'une manifestation qui avait lieu à Van;

Ramazan Kahraman aurait été tué, le 21 mars 1992, par des militaires qui avaient ouvert le feu sur des manifestants dans la rue Eminaga, à Adana;

Une personne non identifiée aurait été tuée, le 21 mars 1992, à Kutlubey (province de Nusaybin), par des milices villageoises;

Un groupe de 33 personnes ont été tuées entre le 21 et le 23 mars 1992, à Sirnak, par les forces de sécurité qui auraient tiré au hasard, avec des armes lourdes, contre des maisons et contre des civils, dans les rues, pendant et après la célébration du Nevroz. Les victimes seraient les suivantes : Zeynep Uysal, Emin Acar (16 ans), Halil Baysal, Sehmuz Kabul, Halil Deger, Nebahat Kakunc (17 ans), Hediye Sagduc, Ramazan Bayar, Nezir Sezek, Belkis Yumak, Hasan Ozden, Abdullah Sidar, Bülent Zeyrek (16 ans), Birsan Ozcan, Omer Dayan, Fadil Akin, Hacer San, Halil Baykan, Hasan Cavlak, Emin Tetik (15 ans), Methi Güngen (9 ans), Hatice Katar (5 ans), Kadriye Kakin, Yelda Yumak, Safiye Yilmaz, Latif Sidar, Nafiye Ilmez, Hadi Bahadir, Nur Uysal, Bahri Akin, Mehmet Nezir, Bilal Zeyren (15 ans) et Ramazan Kayar; Lohman Erzen, Ali Bozkurt, Hüseyin Sönmez, Hüseyin Ertene, Yusuf Ergin, Haci Erten et 22 autres personnes auraient été tués, entre le 21 et le 25 mars 1992, à Cizre, par des militaires qui auraient utilisé des armes lourdes, y compris des chars, contre des membres du PKK et des civils, pendant et après la célébration du Nevroz;

19 personnes auraient été tuées, le 22 mars 1992, par des militaires qui avaient ouvert le feu contre des manifestants au moment où ceux-ci approchaient du centre de la ville de Nusaybin. Les victimes seraient les suivantes : Halil Babek, Ahmet (Agitoglu) Kaya, Mahmut Ciftci, Ahmet (Abdullahoglu) Kaya, Abdülbani Gündüz, Serif Angüc, Hinmet Aslan, Aliye Dumam, Halil Bulat, Hüseyin Bilar, Fevzi Yürek, Ibrahim Elgün, Abdullah Afsin, Aliye Er, Kadir Aytan, Abdullah Atasin, Abdurrahman Ciftci, Kadir Birin et Ahmet Eroglu;

Erwin Korkmaz, Fatima Kacmaz (14 ans) et deux autres personnes auraient été tuées, le 22 mars 1992, par des soldats de l'armée turque qui avaient ouvert le feu contre des personnes rassemblées pour protester contre un incident au cours duquel les forces de sécurité avaient refusé l'accès aux tombes de membres du PKK;

Necmettin Ekici aurait été tué, le 23 mars 1992, par la police qui avait ouvert le feu sur des manifestants dans le quartier de Barbaros, à Adana;

Medeni Aydin aurait été tué, le 24 mars 1992, dans le centre de Batman pour n'avoir pas obéi à la police qui lui donnait l'ordre de s'arrêter;

Nihat Celasun (14 ans) aurait été tué, le 25 mars 1992, par des militaires qui avaient ouvert le feu sur lui pour avoir désobéi à l'ordre de s'arrêter pendant le couvre-feu, à Cizre;

Sefiha Yigihehin, Medeni Tunc (14 ans) et Medine Svegi auraient été tués, le 25 mars 1992, par des membres des forces armées qui avaient ouvert le feu sur un groupe de personnes protestant dans le village de Kayikli (province de Siirt) contre les violents incidents survenus pendant et après les célébrations du Nevroz.

Communications émanant du gouvernement

611. Le Gouvernement turc a fourni des informations au Rapporteur spécial au sujet des cas suivants :

a) Selim Mert (voir ci-dessus par. 591) a été arrêté le 26 janvier 1992 et relâché le même jour après que la police ait fait une perquisition à son domicile. Un rapport médical a confirmé qu'il ne portait aucune trace de coups ni de lésions. Soupçonné d'aider les terroristes du PKK, il a été arrêté de nouveau le 24 mars 1992. D'après un deuxième rapport médical, daté du 27 mars 1992, jour de sa remise en liberté, il ne portait aucune trace de coups ni de lésions. Soupçonné à nouveau, Selim Mert a été arrêté une nouvelle fois et placé en détention le 1er avril 1992. D'après un rapport médical daté du 9 avril 1992, jour où il a été à nouveau relâché, son corps ne portait aucune marque de coups ni de lésions. Le 25 avril 1992, il a été arrêté une fois encore, en vertu de l'article 312/2 du Code pénal (incitation à la haine et à la violence). L'affaire a été déférée aux autorités de Diyarbakir (10 août 1992);

b) En ce qui concerne les événements à Sirnak (voir ci-dessus par. 610), le Gouvernement turc a informé le Rapporteur spécial que, le 18 août 1992, environ 1 500 activistes du PKK et leurs partisans avaient attaqué la ville de Sirnak avec des mortiers, des roquettes, des bazookas, des fusils automatiques et d'autres armes à feu. Ces attaques étaient dirigées principalement contre le quartier général de la 23ème brigade militaire, le poste de commandement de la gendarmerie, la direction de la police et d'autres édifices publics. Le réseau électrique et les lignes téléphoniques avaient été gravement endommagés. Les terroristes avaient tué trois soldats et un policier et blessé plusieurs autres personnes. Seize civils avaient également trouvé la mort pendant l'attaque. Les forces de sécurité avaient réagi à ces agressions avec la plus grande modération en s'efforçant d'épargner les civils innocents. Les incidents avaient pris fin le 20 août 1992. Ultérieurement, des suspects avaient été placés en détention. Un grand nombre d'armes avaient été confisquées. Des enquêtes au sujet de ces événements étaient en cours (12 octobre 1992).

612. Conformément à la résolution 1992/42 de la Commission des droits de l'homme, le Gouvernement turc a fourni des renseignements détaillés au sujet des attaques menées par le PKK, principalement dans les régions du sud-est de la Turquie, pendant toute l'année 1992, et qui avaient fait de nombreuses victimes parmi les civils et les membres des forces de sécurité.

613. Le Gouvernement turc a fourni des renseignements sur 127 cas, parmi ceux qui avaient été portés à sa connaissance par le Rapporteur spécial. D'après le gouvernement, 74 personnes auraient été tuées lors d'affrontements armés entre les forces de sécurité et des groupes armés, 37 auraient été tuées par les membres du PKK et 15 par des individus non identifiés. Les forces de sécurité auraient tué six personnes par accident ou erreur, deux personnes se seraient suicidées (dont une en se heurtant la tête contre un sol en béton), une personne serait morte après avoir fait la grève de la faim et une autre, à la suite d'une chute accidentelle. Enfin, une personne portée décédée aurait été trouvée en vie dans un hôpital. Il s'agissait d'un homme à qui un individu non identifié avait tiré une balle dans le cou. Aucun des membres de la famille des personnes susmentionnées n'avait été indemnisé par le gouvernement (14 décembre 1992).

614. Le présent rapport ayant dû être établi dans des délais limités, le Rapporteur spécial analysera en détail la réponse du gouvernement dans le rapport qu'il soumettra à la Commission des droits de l'homme à sa cinquantième session.

Observations

615. Etant donné le nombre alarmant et la gravité des allégations reçues et l'existence de certaines contradictions dans les informations émanant de différentes sources, le Comité spécial a sollicité l'invitation du Gouvernement turc à se rendre dans le pays. Celui-ci a donné son accord de principe à une telle visite. La date et les autres modalités de cette visite devront faire l'objet de nouvelles consultations. Le Rapporteur spécial apprécie la volonté de coopération manifestée par le Gouvernement turc et espère que cette visite pourra avoir lieu prochainement.

Mesures de suivi concernant des allégations transmises en 1991

616. Le Rapporteur spécial a adressé une lettre au Gouvernement turc au sujet des allégations concernant des exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires qui avaient été portées à la connaissance du gouvernement en 1991.

617. Le Gouvernement turc avait répondu à presque toutes ces allégations. En ce qui concerne les cas ayant fait l'objet d'enquêtes judiciaires, le Rapporteur spécial s'est enquis de l'évolution de celles-ci, en particulier des décisions rendues et des mesures prises en conséquence. Le Rapporteur spécial a également prié le Gouvernement turc de lui fournir des informations sur les quatre cas restants, au sujet desquels il n'avait reçu aucune réponse (voir E/CN.4/1992/30, par. 546 à 556).

Ouganda

Mesures de suivi concernant des allégations transmises en 1991

618. Le Rapporteur spécial a adressé une lettre au Gouvernement ougandais suite aux allégations concernant des exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires qui avaient été portées à la connaissance de ce gouvernement en 1991, et au sujet desquelles aucune réponse n'avait été reçue (voir E/CN.4/1992/30, par. 557 à 562).

Ukraine

Communications envoyées par le Rapporteur spécial

619. Le Rapporteur spécial a adressé une demande d'intervention d'urgence au Gouvernement ukrainien, après avoir été informé que Leonid Kurgansky (37 ans), avocat et défenseur des droits de l'homme, député du Soviet du peuple de Shostka et membre de la Commission permanente chargée des questions d'ordre public au Parlement de Kiev, aurait été suspendu du barreau à compter du 1er avril 1992 et reçu des menaces de mort de la part des autorités ukrainiennes en raison de ses activités dans le domaine des droits de l'homme (13 octobre 1992).

Communications émanant du gouvernement

620. A la date à laquelle le présent rapport a été rédigé, le Rapporteur spécial n'avait reçu aucune réponse du Gouvernement ukrainien à sa demande d'intervention d'urgence.

621. En application de la résolution 1992/42 de la Commission des droits de l'homme, le Gouvernement ukrainien a informé le Rapporteur spécial que le taux de criminalité en Ukraine s'était fortement accru, dans le contexte des transformations sociales, politiques et économiques. Les affrontements armés entre gangs rivaux et les assassinats de chefs de bandes et de personnes associées à ces derniers se multipliaient. Les autorités ukrainiennes avaient créé un service spécial chargé de lutter contre les organisations criminelles, de les identifier et de neutraliser leur action (13 novembre 1992).

République-Unie de Tanzanie

Mesures de suivi concernant des allégations transmises en 1991

622. Le Rapporteur spécial a adressé une lettre du Gouvernement de la République-Unie de Tanzanie suite à des allégations concernant des exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires qui avaient été portées à la connaissance du gouvernement en 1991, et au sujet desquelles il n'avait reçu aucune réponse (E/CN.4/1992/30, par. 573 à 574).

Etats-Unis d'Amérique

623. Le Rapporteur spécial a reçu plusieurs informations concernant la peine capitale en vigueur dans divers Etats des Etats-Unis d'Amérique. Dans de nombreux cas, il était allégué que certaines des garanties et restrictions applicables à la peine capitale qui étaient prévues dans les instruments internationaux relatifs aux droits des personnes condamnées à mort n'étaient pas respectées. C'était le cas en particulier, du droit à une défense adéquate et des restrictions concernant l'application de la peine capitale dans le cas des mineurs ou des handicapés mentaux.

Communications envoyées par le Rapporteur spécial

Demandes d'intervention d'urgence

624. Le Rapporteur spécial a envoyé dix demandes d'intervention d'urgence au Gouvernement des Etats-Unis. Dans six cas, ces demandes d'intervention faisaient suite à des informations concernant l'exécution imminente d'un condamné. Dans un cas, il s'agissait d'un mineur.

625. Johnny Frank Garrett, qui avait 17 ans lorsqu'il a commis son crime, avait été condamné à mort en septembre 1992 après avoir été déclaré coupable de meurtre par un tribunal de l'Etat du Texas. Il devait être exécuté le 11 février 1992 (10 février 1992).

626. Edward Fitzgerald avait été déclaré coupable de viol et de meurtre et condamné à mort en juillet 1981 dans l'Etat de Virginie. En Virginie, il semblerait que les accusés aient des difficultés à se faire représenter par des avocats en appel. D'après des informations, Edward Fitzgerald n'aurait été défendu par un avocat qu'au début du mois de juillet 1992, soit trois semaines avant la date prévue pour son exécution, le 23 juillet 1992 (17 juillet 1992).

627. William Andrews avait été déclaré coupable de meurtre et condamné à mort en novembre 1974, dans l'Etat de l'Utah. D'après les renseignements reçus, il existait des preuves que le meurtre avait été commis par un coaccusé que William Andrews avait essayé d'empêcher de nuire. On alléguait également que William Andrews, qui était Noir, avait été jugé par un jury composé exclusivement de Blancs, qu'un Noir qui aurait pu faire partie du jury en avait été exclu à cause de sa race et qu'une note incendiaire à connotations raciales avait été distribuée au jury avant le procès. L'exécution était prévue pour le 30 juillet 1992 (21 juillet 1992).

628. Ricardo Adalpe Guerra avait été déclaré coupable de meurtre et condamné à mort le 4 octobre 1982 dans l'Etat du Texas. D'après les informations reçues, il y aurait des preuves que la victime du meurtre, un agent de police blanc en exercice, aurait été tué par un compagnon de Ricardo Adalpe Guerra. Ce dernier devait être exécuté le 24 septembre 1992 (18 septembre 1992).

629. John Sterling Gardner avait été déclaré coupable de meurtre et condamné à mort en septembre 1983 dans l'Etat de Caroline du Nord. Il n'aurait pas été défendu de manière adéquate devant le tribunal pendant la phase de son procès qui a abouti à sa condamnation. L'avocat de John Sterling Gardner, qui avait été nommé d'office et qui, ultérieurement, a reçu un blâme et a été suspendu du barreau pour abus de drogue et d'alcool pendant le procès, n'aurait pas satisfait aux normes minima requises en matière de compétences (15 octobre 1992).

630. Joseph Faulder avait été déclaré coupable de meurtre et condamné à mort en 1977 par un tribunal texan. Il aurait souffert de lésions cérébrales, de sorte qu'il était sans doute incapable de distinguer le bien du mal au moment de son crime. Des irrégularités ont également été alléguées en ce qui concerne la déposition des témoins. L'exécution devait avoir lieu le 4 août 1992. Ayant été informé que la date de l'exécution avait été reportée au 25 octobre 1992, le Rapporteur spécial a envoyé un deuxième télégramme dans lequel il réitérait ses préoccupations; un troisième télégramme a suivi, après des informations selon lesquelles l'exécution avait été reportée au 4 décembre 1992 (25 juin 1992, 21 septembre 1992 et 3 novembre 1992).

631. Cornelius Singleton avait été déclaré coupable de meurtre et condamné à mort en novembre 1977, dans l'Etat de l'Alabama. D'après les renseignements reçus, l'accusé, un Noir, avait été condamné à l'origine par un jury composé exclusivement de Blancs qui n'avaient pas été informés de son handicap mental. La sentence avait été annulée ultérieurement, puis rétablie par un juge siégeant en l'absence de jury. D'après des informations, des preuves du retard mental de l'accusé avaient été présentées en deuxième audience, mais il n'en avait pas été tenu compte. A cet égard, le Rapporteur spécial a appris que, d'après des études faites aux Etats-Unis d'Amérique, la peine capitale en Alabama était appliquée, dans un très grand nombre de cas, en fonction de critères raciaux (13 novembre 1992).

632. Le Rapporteur spécial a adressé une nouvelle demande d'intervention d'urgence au Gouvernement des Etats-Unis après avoir été informé du rapatriement imminent en El Salvador de Cesar Vielman Joya Martinez; ce dernier avait déserté une unité clandestine de la première brigade militaire d'El Salvador et avoué avoir participé à plusieurs exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires. On craignait beaucoup pour sa vie, au cas où il serait extradé en El Salvador. Le Rapporteur spécial a prié instamment le Secrétaire d'Etat, dont dépendait la décision finale d'extradition, d'examiner la situation particulière de Cesar Vielman Joya Martinez. Il a adressé une requête au Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique afin que M. Joya Martinez ne soit pas extradé tant que la situation en El Salvador ne serait pas redevenue telle qu'elle offrirait des garanties raisonnables contre le risque d'exécution extrajudiciaire (22 septembre 1992).

Autres allégations

633. Le Rapporteur spécial a porté sept autres cas à la connaissance du Gouvernement des Etats-Unis. Six de ces cas concernaient de nouveau la peine capitale, qui aurait été appliquée au mépris des garanties et des restrictions prévues dans les instruments internationaux y relatifs.

a) Nollie Martin a été condamné à mort en novembre 1978 pour enlèvement, vol et meurtre et exécuté, le 12 mai 1992, dans l'Etat de Floride. D'après des allégations, il aurait souffert d'une maladie mentale grave;

b) Mark Hopkinson a été condamné à mort en septembre 1978 pour avoir ordonné le meurtre de J. Green et exécuté le 22 janvier 1992 dans l'Etat du Wyoming. Le meurtrier de J. Green n'aurait pas été arrêté. Au moment du crime, Mark Hopkinson se serait trouvé en Californie où il purgeait une peine de prison. D'après des allégations, les preuves n'étaient pas suffisantes pour justifier la peine capitale;

c) Robyn Leroy Parks a été condamné à mort pour meurtre en 1977 et exécuté le 12 mai 1992 dans l'Etat de Floride. On lui aurait refusé le droit de porter sa cause devant un tribunal fédéral en janvier 1992 afin de produire de nouveaux éléments. D'après ses avocats, ceux-ci auraient pu apporter la preuve qu'il n'avait pas commis le meurtre qui avait motivé sa condamnation à mort;

d) Robert Alton Harris a été condamné à mort le 6 mars 1979 et exécuté dans une chambre à gaz, le 21 avril 1992, dans l'Etat de Californie. Des tests effectués après l'exécution auraient révélé de graves lésions cérébrales de type organique;

e) Justin Lee May a été condamné à mort pour meurtre en 1978 et exécuté, le 7 mai 1992, dans l'Etat du Texas. Il aurait été exécuté alors même que ses avocats, qui avaient demandé l'acquittement, avaient présenté de nouveaux témoignages, en particulier un affidavit par lequel le témoin ayant identifié Justin Lee May, en 1978, comme le meurtrier d'une femme, récusait son témoignage. En outre, Justin Lee May aurait présenté des lésions cérébrales et des déficiences mentales;

f) Stephen Douglas Hill a été exécuté le 7 mai 1992 dans l'Etat de l'Arkansas. D'après des informations, un coaccusé aurait affirmé en 1988 que lui-même, et non Stephen Douglas Hill, avait tué un policier en 1984. Malgré cela, Hill n'a pas pu obtenir la révision de son procès.

634. En outre, le Rapporteur spécial a porté à la connaissance du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique le cas de Edser Altemaria, réfugié haïtien qui serait mort le 28 mai 1992 pendant sa garde à vue, au centre de détention de Krone, en Floride. Il n'aurait pas reçu l'attention médicale suivie qu'exigeait son état de santé précaire.

Communications émanant du gouvernement

635. Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique n'a répondu à aucune de ces informations. Toutefois, en ce qui concerne Cesar Vielman Joya Martinez, le Rapporteur spécial a appris de la source dont provenaient les allégations que, le 21 octobre 1992, le Secrétaire d'Etat par intérim avait signé l'ordre d'extradition de M. Joya Martinez et que celui-ci avait été renvoyé en El Salvador, le 23 octobre 1992. En ce qui concerne les cas de Johnny Frank Garrett et Edward Fitzgerald, ces derniers avaient été exécutés à la date prévue.

Mesures de suivi concernant des allégations transmises en 1991

636. Le Rapporteur spécial a adressé une lettre au Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, suite à des allégations d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires qui avaient été portées à la connaissance du gouvernement et au sujet desquelles il n'avait reçu aucune réponse (voir E/CN.4/1992/30, par. 575 à 580).

Venezuela

637. Le Rapporteur spécial a reçu des informations concernant des violations des droits de l'homme, y compris des exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, qui se sont produites à l'occasion de manifestations. Plusieurs décès seraient dus au recours arbitraire et abusif de la force par des membres des forces de sécurité, notamment la Police métropolitaine (PM), la Police judiciaire (PTJ), la garde nationale, la Direction des services de renseignement et de prévention (DISIP) et la Direction du renseignement militaire (DIM). De plus, il a été affirmé que dans de nombreux cas, les auteurs des atteintes aux droits de l'homme n'avaient pas été traduits en justice.

Communications envoyées par le Rapporteur spécial

638. Le Rapporteur spécial a transmis au Gouvernement vénézuélien 14 cas d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires allégués. Dans trois cas, les victimes seraient des mineurs. Six cas auraient constitué une violation de la liberté d'opinion et d'expression.

Demandes d'intervention d'urgence

639. Le Rapporteur spécial a envoyé au Gouvernement vénézuélien deux demandes d'intervention d'urgence.

640. Le Rapporteur spécial est intervenu auprès des autorités vénézuéliennes après qu'il a eu connaissance de la mort d'au moins neuf personnes due au recours abusif à la force par des membres de la police et de la garde nationale à l'encontre des manifestants, entre mars et juillet 1992. Les trois personnes suivantes, dont un mineur, auraient été tuées :

a) Rommer Figueroa Lazardi, par les éléments de la garde nationale lors d'une manifestation à Ciudad Guayana, Etat de Bolívar, le 29 mai 1992;

b) Pedro José Vásquez (16 ans), par des agents de police qui cherchaient à disperser une manifestation à Maracay, Etat d'Aragua, le 2 juin 1992;

c) José Gregorio Romero Uzcátegui, par la police au cours d'une manifestation à l'Université centrale du Venezuela, à Caracas le 2 juin 1992 (7 juillet 1992).

641. Le Rapporteur spécial est également intervenu en faveur d'Antonio Ríos, président de la Fédération vénézuélienne des travailleurs, actuellement déféré devant un tribunal vénézuélien. Antonio Ríos, qui aurait été victime d'un attentat et serait tenu de rester à son domicile pour se remettre des suites de cet attentat, serait sur le point d'être incarcéré dans la même prison que l'auteur de l'attentat. Le Rapporteur spécial a demandé aux autorités d'assurer la protection effective de sa sécurité (20 octobre 1992).

Autres allégations

642. Le Rapporteur spécial a transmis au Gouvernement vénézuélien dix autres cas de décès dus au recours abusif à la force (31 août 1992).

643. Darwin Duncan Capote Rondón (17 ans), José Gregorio Delgado (17 ans) et José Humberto López Arias auraient été tués par les membres de la police métropolitaine lors d'une manifestation d'étudiants à Maracarao, Caracas, le 20 novembre 1991. Cinq agents de police auraient été arrêtés.

644. Le Rapporteur spécial a été informé que sept personnes sont mortes le 4 février 1992 dans le cadre d'un coup d'Etat militaire manqué contre le gouvernement :

a) Deux personnes auraient été tuées à bout portant à Valencia, Etat de Carabobo, par des agents de police qui avaient arrêté l'autobus dans lequel elles se trouvaient. Tous les passagers, dont des soldats, avaient reçu l'ordre de descendre du bus. Bien que les soldats auraient remis leurs armes sans résister, l'un d'eux a été fusillé à bout portant. Les agents de police auraient tué Colomba Guadalupe Rivas, étudiante qui était restée dans le bus;

b) Des échanges de coups de feu à Canaima, Valencia, Etat de Carabobo, dans la matinée du 4 février 1992, entre des soldats participant à la tentative de coup et la police restée fidèle au gouvernement légitime se sont arrêtés à l'arrivée de divers véhicules de la DISIP et de la garde nationale. Lorsque les soldats et certains civils qui les accompagnaient eurent remis leurs armes, des membres de la DISIP auraient exécuté deux soldats et deux étudiants, Gilberto José Peña et Angelo Alberto Ruiz. Un étudiant qui avait été témoin de la fusillade, José L. Zerpio Motta, a également été tué.

Communications émanant du gouvernement

645. Le Gouvernement vénézuélien a fourni au Rapporteur spécial des informations en réponse à la demande d'intervention d'urgence transmise au nom d'Antonio Ríos. Il y était déclaré qu'il avait été dûment pris note de la communication du Rapporteur spécial, laquelle avait été transmise au Ministère

de la justice afin que toutes les mesures nécessaires puissent être adoptées pour se conformer à la requête du Rapporteur spécial et aux normes et principes internationaux pertinents (3 novembre 1992).

646. En outre, le Gouvernement vénézuélien a communiqué au Rapporteur spécial des informations sur le rôle dans la protection des droits de l'homme au Venezuela du Ministerio Público (ministère public), entité autonome et indépendante créée par la Constitution vénézuélienne. Il est placé sous la direction du Fiscal General (Procureur général de la République), qui est élu par les deux chambres pour cinq ans et dont les tâches comprennent notamment la médiation entre les citoyens et les institutions publiques, la vérification de la manière dont les fonctionnaires et la magistrature s'acquittent de leurs fonctions, l'inspection d'autres services publics et en particulier la défense des droits de l'homme (3 novembre 1992).

647. Le Gouvernement vénézuélien a également fait savoir au Rapporteur spécial que le ministère public, qui avait été prié de fournir les renseignements demandés, n'a pas été en mesure de présenter un rapport sur les informations recueillies avant la date limite pour le présent rapport (23 novembre 1992).

Mesures de suivi concernant des allégations transmises en 1991

648. Le Rapporteur spécial a envoyé au Gouvernement vénézuélien une lettre de rappel concernant les allégations d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires transmises au Venezuela en 1991.

649. Le Gouvernement vénézuélien a répondu aux allégations et informé le Rapporteur spécial du déroulement des enquêtes judiciaires concernant le cas d'une fosse commune clandestine au cimetière "La Peste", de Caracas. Dans sa lettre susmentionnée, le Rapporteur spécial a rendu hommage aux autorités pour leurs efforts et leur a demandé de lui fournir des renseignements supplémentaires sur toutes les décisions prises à la suite de ces procédures ou mesures adoptées en conséquence (voir E/CN.4/1992/30, par. 582 à 584).

Yémen

Communications envoyées par le Rapporteur spécial

650. Le Rapporteur spécial a envoyé au Gouvernement yéménite une demande d'intervention d'urgence lorsque son attention a été appelée sur la condamnation à mort, en mars 1984, de Mansur Muhammad Ahmad Rajih, écrivain et poète, pour les activités politiques qu'il a menées en tant que membre du Front démocratique national, principal groupe d'opposition de l'ancienne République arabe du Yémen. Son procès aurait été marqué par diverses violations des garanties internationalement reconnues de procès équitable (26 juin 1992).

Communications émanant du gouvernement

651. Au moment de l'établissement du présent rapport, il n'avait pas été reçu de communications émanant du Gouvernement yéménite.

Mesures de suivi concernant des allégations transmises en 1991

652. Le Rapporteur spécial a envoyé au Gouvernement yéménite une lettre de rappel concernant les allégations d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires transmises au Yémen en 1991 et restées sans réponse depuis (voir E/CN.4/1992/30, par. 585 et 586).

653. Le Gouvernement yéménite a informé le Rapporteur spécial que le cas avait été transmis aux autorités à Sana'a.

Zaïre

Communications envoyées par le Rapporteur spécial

654. Le Rapporteur spécial a envoyé au Gouvernement zaïrois une demande d'intervention d'urgence lorsqu'il a reçu des informations selon lesquelles au moins 17 personnes avaient été tuées et plusieurs centaines d'autres blessées lorsque des membres de la Division spéciale présidentielle avaient ouvert le feu sur les participants lors d'une manifestation organisée par l'Eglise catholique à Kinshasa le 16 février 1992 en faveur de "la paix et de l'espoir" et réclamer la reprise des négociations sur la réforme constitutionnelle et politique qui avaient été rompues en janvier 1992 (5 mars 1992).

Communications émanant du gouvernement

655. Au moment de l'établissement du présent rapport, il n'avait pas été reçu de communications du Gouvernement zaïrois.

Mesures de suivi concernant des allégations transmises en 1991

656. Le Rapporteur spécial a envoyé au Gouvernement zaïrois une lettre concernant le rapport présenté à la Commission des droits de l'homme à sa quarante-huitième session par son prédécesseur, M. Wako, qui s'était rendu au Zaïre du 8 au 11 mai 1992 (E/CN.4/1992/30/Add.1). Dans ses conclusions, M. Wako indiquait qu'il était prêt à débattre de son rapport avec le Gouvernement zaïrois et annonçait qu'il ferait état dans son rapport à la Commission des droits de l'homme à sa quarante-neuvième session de toutes les informations que le Gouvernement zaïrois lui avait fournies, ainsi que des observations qu'il pourrait juger indiqué de faire au sujet du rapport (par. 308 et 309). Le Rapporteur spécial a fait part au Gouvernement zaïrois de sa volonté de coopérer, l'invitant à lui fournir les informations demandées par son prédécesseur. Toutefois, au moment de l'établissement du présent rapport, il n'avait pas été reçu de communications du Gouvernement zaïrois.

V. MISSIONS DANS L'ANCIENNE YUGOSLAVIE

657. Le 14 août 1992, à sa première session extraordinaire, la Commission des droits de l'homme a adopté la résolution 1992/S-1/1, par laquelle elle nommait un Rapporteur spécial chargé d'enquêter sur la situation des droits de l'homme dans le territoire de l'ancienne Yougoslavie, en particulier en Bosnie-Herzégovine. La Commission priait le Rapporteur spécial sur

l'ex-Yougoslavie, en s'acquittant de son mandat, de coopérer avec le Rapporteur spécial sur la question des exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, le Rapporteur spécial chargé d'examiner les questions se rapportant à la torture, le Groupe de travail de la détention arbitraire et le représentant du Secrétaire général pour les personnes déplacées sur le plan intérieur. Le Rapporteur spécial sur la question des exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires a donc pris part à deux missions dans le territoire de l'ex-Yougoslavie, en août et octobre 1992, ainsi qu'aux sessions extraordinaires de la Commission les 14 août et 1er décembre 1992.

658. Au cours de ces missions, le Rapporteur spécial s'est rendu en Croatie, dans la République fédérative de Yougoslavie et en Bosnie-Herzégovine, notamment la Zone protégée par les Nations Unies du secteur est, en Croatie, qui comprend la ville de Vukovar; au Sandjak, zone à prédominance musulmane de Serbie et du Monténégro, inséré entre le Kosovo et la Bosnie; à Sarajevo et dans des parties de la Bosnie septentrionale contrôlées par les Serbes de Bosnie. Il s'est entretenu avec de nombreux réfugiés que le nettoyage ethnique ou les ravages du conflit armé ont chassé de chez eux, avec les autorités locales et nationales ainsi que les représentants des organisations internationales travaillant dans l'ancienne Yougoslavie, notamment la Force de protection de l'ONU (FORPRONU), le Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), le Comité international de la Croix-Rouge, la Mission de vérification de la Communauté européenne et les observateurs de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE). Avec le docteur Clyde Snow, médecin légiste, consultant de la mission, le Rapporteur spécial a participé à la localisation et à l'enquête préliminaire d'un site proche de la ville de Vukovar qui s'est révélé être un charnier.

659. Les résultats de ces missions figurent dans trois rapports présentés à la Commission et à l'Assemblée générale par M. Tadeusz Masowiecki, Rapporteur spécial sur l'ancienne Yougoslavie, (E/CN.4/1992/S-1/9, E/CN.4/1992/S-1/10 et A/47/666). On en trouvera ci-après un résumé succinct ainsi que des observations concernant le problème des exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires dans l'ancienne Yougoslavie et l'importance des enseignements tirés pour le travail du Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires.

660. Les exécutions extrajudiciaires sont un problème qui se pose avec acuité dans l'ancienne Yougoslavie. Cela est surtout vrai actuellement en Bosnie-Herzégovine, mais il semble qu'il y en ait un nombre non négligeable au cours de la brève guerre d'indépendance de la Croatie en 1991. En outre, le risque est réel que les exécutions extrajudiciaires se généralisent dans d'autres régions, notamment le Kosovo, le Sandjak et la Voïvodine.

661. Le "nettoyage ethnique" est l'une des principales causes d'exécutions extrajudiciaires, en ce sens que c'est une des méthodes utilisées pour obliger les gens à s'enfuir de chez eux. Certaines villes et certains villages sont vidés de leur population musulmane et/ou croate en une seule opération éclair brutale. En règle générale, cela prenait la forme d'une occupation en plein jour par des groupes militaires ou paramilitaires, parfois précédée de bombardements. Une fois que la ville ou le village était occupé, certains des habitants étaient exécutés sur-le-champ, habituellement par balles ou à coups

de couteau, en présence de la famille et des voisins, tandis que d'autres étaient emmenés de force pour être détenus dans des camps. Dans d'autres villes, grandes et petites, des exécutions isolées de résidents musulmans ou croates étaient plus échelonnées dans le temps, une des multiples tactiques adoptées consistant à faire partir la population musulmane et croate sous l'effet de la terreur. C'est souvent la nuit que sont menées de telles exécutions sous forme de tirs, de lancement d'engins explosifs ou d'incendie pour détruire les maisons. Dans certains cas, les musulmans ou Croates sont exécutés en plein jour sans d'autres raisons apparentes que leur origine ethnique, afin d'intimider les populations et les forcer à partir.

662. Selon les renseignements recueillis, des exécutions avaient régulièrement lieu dans certains des camps où les musulmans étaient détenus dans le Nord de la Bosnie. Dans un camp où le témoignage de survivants donne à penser que des centaines, voire des milliers de prisonniers ont été exécutés, il est apparu que la plupart des décès étaient dus à des blessures résultant d'actes de torture. Dans un autre, plus d'une centaine de personnes ont été tuées lors d'une seule opération, en représailles, semble-t-il, pour la mort de Serbes tombés au combat dans une ville proche. Dans un troisième camp, les informations disponibles indiquent qu'un nombre considérable de prisonniers sont morts de malnutrition et par manque de soins.

663. Des témoignages de ceux qui ont réussi à fuir les zones frappées par le nettoyage ethnique indiquent que beaucoup de personnes sont mortes pendant qu'elles fuyaient les zones sous contrôle musulman. Dans certains cas, tous les hommes qui, dans les convois, étaient en âge de porter les armes, ont été enlevés et sommairement exécutés. Dans d'autres cas, des véhicules transportant des familles qui cherchaient à s'enfuir étaient la cible de tirs sans raisons apparentes. Des convois de réfugiés se faisaient arrêter plusieurs kilomètres avant la destination finale et les passagers étaient obligés de poursuivre leur route à pied en traversant les zones de combat. Cela également a causé un certain nombre de pertes humaines.

664. L'utilisation de méthodes de combat incompatibles avec le droit humanitaire international est une autre cause d'exécutions extrajudiciaires. Le bombardement de centres où vit rassemblée la population civile est une pratique commune, qui a causé la mort de milliers de civils. Sarajevo en est le plus illustre exemple, mais des quartiers résidentiels de bien d'autres villes de Bosnie-Herzégovine ont également été soumis à des bombardements arbitraires des mois durant.

665. Certains cas d'exécution délibérée de combattants blessés ou faits prisonniers ont également été signalés, et dans certaines localités, des civils musulmans étaient tués en guise de représailles lorsque la nouvelle se répandait que des Serbes de la même communauté avaient été tués au combat.

666. Le Rapporteur spécial considère d'autre part qu'il conviendrait de classer également dans les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires les mesures de privation délibérée de nourriture, chauffage, abri et autres éléments essentiels pour la survie infligées par les Serbes de Bosnie à la population des villes et zones assiégées. L'Etat de guerre critique qui règne en Bosnie-Herzégovine exclut toute possibilité de collecte

de données statistiques précises sur le nombre des personnes mortes pour cette raison. Mais les spécialistes de la santé publique et des secours en cas de catastrophe estiment que près de 10 % de la population totale du pays risquent bien de ne pas passer l'hiver, en raison de la malnutrition, du froid et d'autres causes apparentées. Ces pertes ne sont pas des effets collatéraux inévitables du conflit, elles sont dues au refus délibéré d'autoriser la fourniture de secours humanitaires suffisants.

667. Tous les observateurs indépendants qui se sont efforcés de mettre un terme à la situation de l'ancienne Yougoslavie et d'atténuer les souffrances des victimes s'accordent à reconnaître que toutes les parties au conflit se sont rendues coupables de graves violations de droits de l'homme, notamment d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires. Mais tout porte à penser que l'utilisation des exécutions pour faire progresser le "nettoyage ethnique" ainsi que le bombardement des centres où vit rassemblée la population civile ainsi que les entraves à la livraison des secours humanitaires sont des actions auxquelles se livrent systématiquement les Serbes de Bosnie, les principales victimes en étant les musulmans de Bosnie-Herzégovine. Les exécutions extrajudiciaires se poursuivent également dans les zones protégées par les Nations Unies malgré les vaillants efforts déployés par les fonctionnaires et la police civile des Nations Unies pour désarmer les groupes paramilitaires, enquêter sur les crimes d'inspiration ethnique et encourager les autorités locales à respecter le droit à la vie.

668. La plupart des exécutions extrajudiciaires qui se produisent en Bosnie-Herzégovine sont imputables soit aux autorités serbes de Bosnie, qui ne constituent pas un gouvernement reconnu, soit aux groupes paramilitaires qui les soutiennent. Un grand nombre des exécutions qui se sont produites dans d'autres régions de Bosnie-Herzégovine ont également été imputées aux groupes paramilitaires irréguliers qui soutenaient l'autorité gouvernementale reconnue ou aux milices composées principalement de Croates de Bosnie, qui sont sous le contrôle de partis ou de groupes politiques plutôt que d'un gouvernement quelconque. Dans le cadre des procédures normalement utilisées, le Rapporteur spécial serait donc impuissant face à la plupart des exécutions qui se produisent en Bosnie-Herzégovine puisqu'elles ne sont pas imputables à un gouvernement reconnu. Qui plus est, la plus grande partie des informations concernant les exécutions dont il dispose actuellement ont été recueillies dans le cadre des deux missions. Très peu d'allégations précises d'exécutions avaient été reçues avant la première mission.

669. De l'avis du Rapporteur spécial, le terme "nettoyage ethnique" est un euphémisme. Le caractère délibéré et systématique du massacre des musulmans et des Croates par les Serbes, la diffusion d'arguments pseudo-historiques et politiques visant à justifier le nettoyage ethnique, le désarmement des populations concernées avant le début de ces opérations de nettoyage et d'autres événements, voilà autant d'éléments qui donnent fortement à penser que nous avons à faire à une politique de meurtre de membres d'un groupe national, ethnique ou religieux, d'atteinte grave à leur intégrité physique et de soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle, aux termes de

la Convention de 1948 pour la prévention et la répression du crime de génocide. Dans la résolution 1992/S-2/1 qu'elle a adoptée à sa deuxième session extraordinaire le 1er décembre 1992, la Commission des droits de l'homme invite tous les Etats "à examiner dans quelle mesure les actes commis en Bosnie-Herzégovine et en Croatie constituent un génocide" au sens de la Convention susmentionnée.

670. La décision prise par le Conseil de sécurité dans sa résolution 780 (1992) de créer une Commission d'experts chargés d'examiner l'information relative aux violations du droit humanitaire commises dans l'ancienne Yougoslavie est une réaction judicieuse, considérant l'ampleur des exécutions extrajudiciaires qui s'y produisent. Le Rapporteur spécial a décidé de transmettre à ladite Commission toutes les indications relatives aux crimes de guerre possibles, en particulier l'information concernant les exécutions commises par les autorités de fait et les groupes armés irréguliers. Espérons que la Commission d'experts commencera ses enquêtes incessamment, de sorte que ses activités puissent contribuer à mettre un terme aux exécutions qui se poursuivent ou du moins à en réduire le nombre.

671. Cela conduit le Rapporteur spécial à une réflexion sur la manière dont il conviendrait de traiter des situations similaires. Il existe, à n'en pas douter, d'autres situations dans le monde qui offrent certaines caractéristiques en commun avec celle de l'ancienne Yougoslavie : où l'opinion publique s'inquiète du grand nombre des exécutions extrajudiciaires sans que, pour ainsi dire, des allégations concrètes soient transmises pour action au Rapporteur spécial; où une partie du territoire échappe au contrôle des pouvoirs publics et où de nombreux décès sont le fait d'autorités non reconnues, de milices ou de groupes paramilitaires; où sont mises en oeuvre des opérations spéciales de maintien de la paix ou de secours humanitaire des Nations Unies, qui dans certains cas assument des fonctions de caractère quasi gouvernemental. Le Rapporteur spécial est d'avis, qu'à l'avenir, il serait utile de rechercher les moyens d'assumer un rôle plus actif dans de telles situations, éventuellement en coopération avec d'autres rapporteurs, représentants ou organes de l'Organisation des Nations Unies, en s'inspirant des enseignements extrêmement utiles tirés de sa coopération avec le Rapporteur spécial sur l'ancienne Yougoslavie.

672. Le Rapporteur spécial tient en outre à mettre en lumière deux autres aspects qui dans cette expérience se sont révélés extrêmement positifs et qui devraient faire vraiment partie intégrante des méthodes de travail du système des Nations Unies en matière de droits de l'homme; il s'agit de l'étroite coopération entre les rapporteurs chargés de questions spéciales et les rapporteurs par pays et de l'incalculable concours de l'expert légiste et du médecin spécialiste qui ont participé à la deuxième mission.

VI. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

673. Au terme de dix années d'exercice du mandat relatif aux exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, force est de constater que le nombre de ces exécutions n'a pas diminué. Au contraire, on est fondé à penser que les conflits armés qui embrasent diverses parties du monde et la violence politique qui perdure dans certains pays ont eu pour effet

d'accroître les violations du droit à la vie. Au cours des six premiers mois qui ont suivi son entrée en fonctions, le Rapporteur spécial a reçu, et transmis à 52 gouvernements, plus de 3 500 allégations d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires. Maintes et maintes fois, il a exhorté les autorités compétentes à assurer le respect et l'application effective des normes internationales garantissant le droit à la vie de chaque personne.

674. De plus, dans 189 des cas transmis, dont il avait été dit que les victimes avaient moins de 18 ans, le Rapporteur spécial a rappelé aux gouvernements les garanties précises pour la protection du droit à la vie des mineurs énoncées dans la Convention relative aux droits de l'enfant et dans d'autres instruments internationaux pertinents.

675. Il y a eu 519 cas de violations alléguées du droit à la liberté d'opinion et d'expression, de religion et de réunion pacifique, ainsi que d'association. Le Rapporteur spécial a été particulièrement préoccupé devant l'ampleur des allégations de violations du droit à la vie dans le cadre d'actes de violence à l'encontre de participants à des protestations et autres manifestations publiques, de journalistes et de membres de mouvements syndicaux ou politiques.

676. Dans une quarantaine de cas, le Rapporteur spécial a rappelé aux gouvernements concernés l'obligation stipulée dans la résolution 1992/59 de la Commission des droits de l'homme d'assurer une protection effective du droit à la vie de ceux qui recourent aux procédures mises en place par l'Organisation des Nations Unies en apportant des preuves, ou témoignages, ou en fournissant une assistance juridique, ainsi qu'aux proches des victimes de violations des droits de l'homme.

A. Allégations reçues par le Rapporteur spécial
et interventions consécutives

677. Les allégations d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires portées à l'attention du Rapporteur spécial en 1992 comprenaient une large gamme de types divers de violations du droit à la vie énoncés dans un certain nombre d'instruments internationaux (voir chapitre II). A la lumière des informations reçues d'organisations non gouvernementales et de certains gouvernements, le Rapporteur spécial souhaiterait faire les observations qui suivent.

Violations du droit à la vie liées à la peine de mort

678. En ce qui concerne les délits passibles de la peine de mort, l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques stipule que "Dans les pays où la peine de mort n'a pas été abolie, une sentence de mort ne peut être prononcée que pour les crimes les plus graves ...". L'Assemblée générale a inclus ledit article au nombre de ceux qui ont défini le "critère minimal de garanties légales" pour la protection du droit à la vie dans un certain nombre de résolutions relatives aux exécutions sommaires ou arbitraires, dont la plus récente est la résolution 45/162 (par. 12) en date du 18 décembre 1990, et le Rapporteur spécial considère que l'article 6 est devenu une règle du droit coutumier international. Le Comité des droits de

l'homme, qui est habilité à formuler des observations concernant les normes contenues dans ce Pacte, a fait l'observation suivante concernant les termes "crimes les plus graves" de l'article 6 : "Le Comité estime que l'expression "les crimes les plus graves" doit être interprétée d'une manière restrictive comme signifiant que la peine capitale doit être une mesure tout à fait exceptionnelle" (A/37/40, annexe V, Observation générale 6 (16), par. 7). Le Comité déclare en outre que : "D'une manière générale, l'abolition est évoquée dans cet article en des termes qui suggèrent sans ambiguïté que l'abolition est souhaitable. Le Comité conclut que toutes les mesures prises pour abolir la peine de mort doivent être considérées comme un progrès vers la jouissance du droit à la vie ..." (ibid., par. 6).

679. Aussi, toutes les tendances qui font obstacle à cette évolution vers la limitation, et en fin de compte, l'abolition de la peine de mort, devraient être méticuleusement examinées. Tel est le cas, par exemple, de la réintroduction de la peine de mort dans les pays qui ont signé le deuxième Protocole facultatif au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, visant à abolir la peine de mort. Les lois qui instituent la peine capitale pour les crimes qui, précédemment, n'étaient pas passibles de la peine capitale ou le non-respect de la restriction de l'imposition et de l'exécution de la peine de mort contre les mineurs, les femmes enceintes ou les mères de jeunes enfants, ainsi que les déficients mentaux, constituent également des contraventions aux instruments internationaux pertinents. Au sujet des renseignements reçus par le Rapporteur spécial, des inquiétudes ont été formulées quant à l'extension de la gamme des délits passibles de la peine capitale en Chine (voir ci-dessus par. 183-184) ainsi qu'aux allégations d'exécution de personnes souffrant d'arriération mentale profonde aux Etats-Unis d'Amérique (voir ci-dessus par. 629, 630 et 631) et de personnes âgées de moins de 18 ans au moment où le délit a été commis, en Arabie saoudite (voir ci-dessus par. 510) et aux Etats-Unis d'Amérique (voir ci-dessus par. 624).

680. En surveillant les normes en vigueur applicables à la peine de mort, le Rapporteur spécial a spécialement porté son attention vers les procédures conduisant, dans les procès, à infliger la peine capitale. De tels procès devraient respecter les critères absolus d'indépendance, de compétence, d'objectivité et d'impartialité des juges, et toutes les garanties d'un procès équitable doivent être intégralement respectées, en particulier en ce qui concerne le droit de se défendre, le droit de faire appel et celui de se pourvoir en grâce ou de présenter une pétition en commutation de peine. L'attention du Rapporteur spécial a été appelée sur un certain nombre de cas de violations alléguées des garanties d'assurer un procès équitable dans les procédures débouchant sur l'imposition de la peine capitale dans les pays suivants : Afghanistan, Arabie saoudite, Azerbaïdjan, Burundi, Chine, Cuba, Etats-Unis d'Amérique, Guinée équatoriale, Iraq, Malawi, Pakistan, République islamique d'Iran et Yémen.

Décès en détention

681. Lorsque les décès en détention résultent de la torture, il faudrait s'efforcer d'assurer le respect intégral des normes et principes internationaux interdisant toute forme de torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Les gardiens de prison et autres responsables de l'application des lois devraient recevoir une formation qui les familiarise avec ces normes et avec les textes et règlements concernant le recours à la force et à l'emploi d'armes à feu en vue d'empêcher des évasions ou de contenir des troubles. Le Rapporteur spécial a reçu des allégations de décès en détention résultant de tortures survenues dans les pays suivants : Afrique du Sud, Angola, Bangladesh, Chine, Cuba, Inde, Israël, Lesotho, Myanmar, Pakistan, Pérou, Rwanda, Thaïlande, Tunisie et Turquie.

682. En ce qui concerne les décès en détention résultant de la situation générale des prisons et centres de détention, en particulier d'inanition ou d'absence de soins médicaux, le Rapporteur spécial tient à exhorter tous les gouvernements à veiller à ce que les conditions de détention dans leur pays soient conformes à l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus et à d'autres instruments internationaux pertinents. Les conditions de détention qui constituent un danger pour la vie des détenus ne sauraient être justifiées par un manque de ressources humaines ou financières. Le Rapporteur spécial est particulièrement préoccupé par les informations reçues selon lesquelles de telles conditions de détention pourraient même être l'expression d'une politique délibérée de négligence, comme cela a été allégué dans le cas du Cameroun (voir par. 158 ci-dessus).

Décès imputables à l'usage de la force par des responsables de l'application des lois

683. Le Rapporteur spécial a reçu un nombre considérable d'allégations concernant des violations du droit à la vie résultant de recours excessifs ou arbitraires à la force. Pour éviter de tels incidents, les responsables de l'application des lois devraient recevoir une formation appropriée qui les mette parfaitement au courant des restrictions concernant l'usage de la force énoncées dans les instruments internationaux pertinents. Les informations particulièrement préoccupantes concernent les décès dus à des actes de violence contre des participants à des manifestations et autres assemblées exerçant leur droit à la liberté d'opinion et d'expression ainsi que de réunion pacifique. Des cas de cette catégorie ont été signalés au Rapporteur spécial comme s'étant produits dans les pays suivants : Afrique du Sud, Bangladesh, Burundi, Colombie, Cuba, Egypte, Guatemala, Haïti, Inde, Iraq, Israël, Kenya, Lesotho, Mexique, Myanmar, Paraguay, Pérou, Philippines, Rwanda, Sri Lanka et Turquie, et pour ce qui est de la violence à l'encontre des manifestants : Afrique du Sud, Cambodge, Colombie, Haïti, Inde, Lesotho, Maroc, République dominicaine, Turquie, Venezuela et Zaïre.

Violations du droit à la vie pendant les conflits armés

684. La multiplication des conflits armés dans diverses régions du monde a fait augmenter de façon alarmante le nombre des décès, tant des combattants que des civils ne participant pas aux hostilités. Dans ce cadre, et à la lumière des impressions et de l'expérience tirée de ses missions dans l'ancienne Yougoslavie, le Rapporteur spécial aimerait appeler l'attention de la communauté internationale sur le phénomène de la violence communautaire comprise comme actes de violence commis entre groupes de concitoyens, dans certains cas avec l'appui actif ou au moins passif du gouvernement. Des exemples de ce type de violence ont été signalés au Rapporteur spécial, par exemple dans les Chittagong Hill Tracts du Bangladesh ou à Sri Lanka. Il ne faut pas sous-estimer le risque que de tels conflits s'étendent pour dégénérer en conflits armés, voire en guerre civile; une fois que le mal est fait, on ne peut plus faire grand-chose pour réduire le nombre des victimes, sans parler d'empêcher le carnage des civils, notamment des femmes, des enfants et des personnes âgées. Le Rapporteur spécial invite la communauté internationale à instituer des mécanismes spécialement prévus pour traiter efficacement des problèmes de violence communautaire, suivre de près ceux qui ont déjà éclaté pour y mettre un terme et empêcher les nouveaux conflits de s'intensifier et de menacer le droit à la vie et à l'intégrité physique d'un grand nombre d'individus.

Expulsion de personnes dans un pays où leur vie est en danger

685. Comme les années précédentes, le Rapporteur spécial a reçu des informations indiquant que l'extradition imminente d'une ou plusieurs personnes faisait courir à celles-ci le risque d'être soumises à une exécution extrajudiciaire, sommaire ou arbitraire dans le pays où elles étaient envoyées. Tous les gouvernements devraient prendre dûment en considération les normes et principes énoncés dans les instruments internationaux qui traitent de cette question précise. Ils devraient s'abstenir d'extrader une personne si sa sécurité n'est pas parfaitement assurée.

Obligation d'enquêter

686. Les mesures prises par les gouvernements pour ouvrir des enquêtes indépendantes et impartiales en vue d'identifier et de traduire en justice les responsables de violations de droits de l'homme constituent l'un des principaux piliers de la protection effective des droits de l'homme. Un climat d'impunité pour ceux qui portent atteinte aux droits de l'homme contribue donc largement à perpétuer - voire accroître - les abus en matière de droits de l'homme dans un certain nombre de pays. Le Rapporteur spécial a reçu de nombreuses allégations concernant les manquements à l'obligation d'enquêter sur les violations du droit à la vie. A maintes reprises, il a rappelé cette obligation aux gouvernements en cause et souhaiterait renouveler son appel à tous les gouvernements pour qu'ils appliquent effectivement les normes et principes énoncés dans les instruments internationaux pertinents. En tant que point particulier qui à cet égard fera l'objet d'un examen minutieux et permanent dans le cadre de ses travaux futurs, le Rapporteur spécial aimerait soulever la question des actions engagées contre les membres des forces de

sécurité devant les juridictions militaires. Une attention spéciale sera portée aux procédures applicables devant ces juridictions, qui ne devraient pas être en deçà des critères d'un procès équitable internationalement reconnus. De plus, les sanctions imposées à la suite de telles procédures ne devraient pas équivaloir, dans la pratique, à une impunité camouflée.

Génocide

687. Le Rapporteur spécial a relevé que la communauté internationale avait quelque réticence à utiliser le terme "génocide", même pour évoquer des situations de violations particulièrement graves du droit à la vie qui semblent répondre nettement aux critères énoncés dans la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide. En particulier, qualifier de "nettoyage ethnique" les atrocités commises dans l'intention de détruire, totalement ou partiellement, un groupe national, ethnique, racial ou religieux ressortit quasiment à l'euphémisme (voir également plus haut par. 669). S'il est vrai que la communauté internationale est intervenue dans le cas de l'ex-Yougoslavie, peut-être d'autres conflits doivent-ils également être suivis de près. Une fois encore, le Rapporteur spécial aimerait évoquer le problème de la violence communautaire. Toutes les mesures devraient être prises pour empêcher que des actes de violence communautaire dégénèrent en hécatombes susceptibles de prendre l'ampleur d'un génocide.

Les droits des victimes

688. En ce qui concerne les indemnisations accordées aux familles des victimes d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, le Rapporteur spécial a reçu très peu d'informations. Seul le Gouvernement tunisien lui a indiqué que, quelle que soit l'issue des actions engagées contre les coupables présumés de l'exécution extrajudiciaire, sommaire ou arbitraire de deux hommes, une indemnité mensuelle avait été accordée à leurs familles. Le Rapporteur spécial souhaite mettre l'accent sur la nécessité d'établir des mécanismes ou des procédures d'indemnisation en faveur des familles des victimes d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, en particulier leurs ayants-droit, et ce, de manière systématique. Le Rapporteur spécial voudrait donc exhorter tous les gouvernements en cause à respecter les normes et principes prescrits par les instruments internationaux pertinents.

B. Autres aspects d'ordre procédural

689. En ce qui concerne les procédures auxquelles il a recouru dans l'exercice de son mandat, le Rapporteur spécial tient à reprendre quelques-uns des points déjà évoqués à la section B du chapitre I du présent rapport, compte tenu de l'importance particulière qu'il y attache.

Allégations

690. En premier lieu, le Rapporteur spécial tient à remercier toutes les organisations non gouvernementales qui lui ont envoyé les allégations relevant de son mandat, lui fournissant ainsi la base de ses travaux. Sans leurs efforts, il n'aurait pas été possible de faire grand-chose. Le nombre

des organisations non gouvernementales qui transmettent des allégations au Rapporteur spécial est en augmentation, et il y a lieu de s'en féliciter. La contribution des organisations non gouvernementales à la promotion et à la protection effectives des droits de l'homme est notoire et a souvent été reconnue par la Commission des droits de l'homme et l'Assemblée générale. Le Rapporteur spécial estime donc qu'il lui appartient d'encourager les autres organisations s'occupant de droits de l'homme à recourir aux procédures internationales pour la protection des droits de l'homme, en particulier, le droit à la vie.

691. Le Rapporteur spécial continuera de s'employer à examiner soigneusement les allégations avant de les transmettre aux gouvernements concernés. Il rappelle cependant qu'il transmettra en principe tous les cas d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires alléguées, à moins qu'il ne soit vraiment fondé à penser que les informations portées à son attention ne sont pas crédibles. Il tient à souligner que de telles démarches ne devraient pas être malencontreusement interprétées comme des accusations. Au contraire, il pense que si les allégations ne sont pas avérées, les gouvernements devraient mettre à profit la possibilité d'en informer la communauté internationale. Si, par ailleurs, les cas d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires existent vraiment dans un pays donné, le gouvernement de ce pays voudra peut-être saisir l'offre d'assistance et de collaboration du Rapporteur spécial pour mettre un terme à ce phénomène. En transmettant les allégations, le Rapporteur spécial s'emploie à fournir aux gouvernements concernés le maximum de détails afin de leur permettre d'identifier les cas et d'intervenir utilement.

Réponses

692. Bien que la Commission des droits de l'homme ait, dans sa résolution 1992/41, encouragé les gouvernements à répondre promptement aux demandes d'information qui leur sont adressées, dans de nombreux cas, le Rapporteur spécial n'a pas reçu de réponses aux allégations qu'il avait transmises. Cela s'applique aux communications qu'il a envoyées en 1992 aux pays suivants : Afghanistan, Afrique du Sud, Angola, Arabie saoudite, Azerbaïdjan, Burundi, Cambodge, Chili, Etats-Unis d'Amérique, Guinée équatoriale, Haïti, Honduras, Iraq, Israël, Lesotho, Malaisie, Mali, Népal, Pakistan, Paraguay, République dominicaine, République islamique d'Iran, Rwanda, Soudan, Togo, Ukraine, Yémen et Zaïre. Certains (Afrique du Sud, Haïti, Zaïre) n'ont pas fourni d'informations du tout depuis le début du mandat. Le Rapporteur spécial se rend bien compte que dans certains cas, il puisse être difficile pour les gouvernements de fournir des informations à temps pour leur prise en compte dans l'établissement du rapport annuel. Il s'emploiera comme par le passé à rechercher le dialogue et la coopération avec tous les gouvernements. Mais à l'égard de ceux qui, au fil des ans, se retranchent dans un mutisme catégorique, il souhaiterait que la Commission des droits de l'homme lui indique ce qui pourrait être fait pour favoriser une meilleure coopération.

693. En revanche, à tous les gouvernements qui répondent, le Rapporteur spécial tient à leur rendre hommage pour leur volonté de coopération. La Chine, Cuba, l'Egypte, l'Ethiopie, le Ghana, le Kenya, le Maroc et la Tunisie ont envoyé des réponses à tous les cas transmis en 1992. D'autres - Bangladesh, Brésil, Colombie, El Salvador, Guatemala, Inde, Malawi, Mexico, Myanmar, Pérou, Philippines, Sri Lanka, Thaïlande, Turquie et Venezuela - ont fourni des informations concernant une partie des cas transmis. Le Brésil, la Colombie, le Guatemala, l'Inde, le Kenya, le Pérou, les Philippines, Sri Lanka et la Tunisie ont indiqué au Rapporteur spécial que certains ou tous les cas transmis étaient étudiés de près par les autorités compétentes et que les résultats de leurs enquêtes seraient communiqués dès qu'ils seraient disponibles.

694. En vue d'accroître l'efficacité des réponses fournies par les gouvernements dans le cadre de l'évaluation de l'action qu'ils ont menée pour promouvoir la protection du droit à la vie, le Rapporteur spécial a, pour la première fois depuis le début du mandat, fourni aux gouvernements une liste de questions indiquant les éléments dont il aimerait disposer à cet effet (voir plus haut, par. 79). Par la suite, il s'efforcera d'établir une liste des conditions qui, si elles sont réunies, permettront de considérer qu'un cas est "élucidé".

Visites et coopération

695. Une fois encore, le Rapporteur spécial tient à souligner l'importance des missions sur le terrain qui permettent d'affermir la coopération avec les gouvernements dans le but partagé d'assurer le respect et la protection du droit à la vie. Le Rapporteur spécial continuera de s'employer à obtenir des invitations à se rendre dans les pays et d'offrir son assistance et sa collaboration. Comme cela s'est produit en août et en octobre 1992, il est toujours prêt à répondre promptement aux impératifs d'intervention urgente dans des situations d'une gravité particulière.

696. Le Rapporteur spécial offre également sa collaboration et son assistance à d'autres mécanismes et procédures institués par l'Organisation des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme, notamment le droit à la vie. Il rappelle qu'il a déjà fait quelques démarches dans ce sens, par exemple dans le cadre de contacts avec d'autres rapporteurs spéciaux et représentants de la Commission, y compris deux missions communes dans l'ancienne Yougoslavie, la participation aux préparatifs de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme et la correspondance entretenue avec les procédures spéciales instituées par les Nations Unies pour surveiller les processus de paix et de transition dans divers pays. Dans ce dernier cas, le Rapporteur spécial a été particulièrement heureux de recevoir une lettre par laquelle le chef de la Division des droits de l'homme de l'ONUSAL lui fournissait des informations sur les allégations qu'il avait transmises au Gouvernement d'El Salvador. Il espère que ce type de coopération ira croissant.

697. Dans les situations où de graves problèmes touchant au droit à la vie se posent de manière sûre et certaine sans que pour autant le Rapporteur spécial reçoive des allégations - par exemple en Somalie, au Libéria et dans diverses républiques de l'ancienne Union Soviétique -, le Rapporteur spécial se heurte à des difficultés particulières. Il est parfois difficile de savoir à quelles autorités adresser les communications dans des conflits armés où des entités non gouvernementales, souvent non reconnues par la communauté internationale, semblent avoir le contrôle de certaines parties du pays, pour ne pas dire de l'ensemble du territoire. Afin de pouvoir agir au moins face à certaines de ces situations, le Rapporteur spécial se propose d'offrir sa collaboration et son assistance aux mécanismes des Nations Unies déjà implantés dans ces pays tels que les représentants spéciaux ou d'autres missions du Secrétaire général.

698. En outre, en ce qui concerne les aspects de la coopération qui se rapportent plus particulièrement à son mandat, le Rapporteur spécial voudrait appeler l'attention sur les mesures qui ont été prises en vue d'instituer une équipe permanente de médecins légistes qui pourrait aider les rapporteurs spéciaux à déterminer, entre autres, les raisons de la mort d'une personne victime, selon toute probabilité, d'une exécution extrajudiciaire, sommaire ou arbitraire. Une telle équipe fournirait aussi une aide précieuse pour l'examen des charniers ou des cimetières clandestins, comme l'a bien montré la deuxième mission qui a été effectuée dans l'ancienne Yougoslavie en octobre 1992 et à laquelle ont participé deux médecins légistes. Le Rapporteur spécial voudrait encourager la communauté internationale à créer une équipe de médecins légistes, comme la Commission des droits de l'homme l'a envisagé dans sa résolution 1992/24.

699. Le Rapporteur spécial préconise également la multiplication des contacts avec les sources d'allégations. Il voudrait en particulier les informer si des demandes d'intervention d'urgence ont été envoyées lorsqu'elles lui ont soumis des allégations. Il espère disposer à l'avenir du soutien nécessaire - notamment des ressources humaines adéquates pour s'acquitter convenablement de son mandat - pour ce faire.

Ressources

700. Un autre aspect important de l'exécution effective du mandat concerne les ressources, humaines et matérielles, dont le Rapporteur spécial dispose pour l'aider au secrétariat. S'il veut répondre effectivement aux demandes que lui fait la Commission des droits de l'homme d'assurer le suivi, de se rendre sur le terrain et d'accentuer le dialogue et la coopération avec les gouvernements et d'autres procédures et mécanismes des Nations Unies, si de surcroît, il veut offrir à la communauté internationale un tableau plus complet du phénomène des exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires en améliorant la qualité des allégations envoyées aux gouvernements et en procédant avec plus de minutie à une évaluation approfondie des réponses, développements, schémas, etc., un fonctionnaire du cadre organique au Centre pour les droits de l'homme ne suffira pas. Le traitement plus méticuleux de la somme d'informations reçues, qui implique un surcroît d'attention et de temps, occuperait à plein temps trois fonctionnaires du cadre organique et un secrétaire.

701. Le Centre pour les droits de l'homme devrait être doté des équipements informatiques appropriés permettant d'établir les bases de données nécessaires à un travail de suivi effectif. Il devrait également avoir son propre numéro de télécopie de sorte que les communications, notamment celles qui requièrent une action urgente de la part de l'un des rapporteurs spéciaux chargés de questions thématiques ou des groupes de travail, puissent être assurées aussi rapidement que possible.

702. En ce qui concerne les ressources financières, le Rapporteur spécial a été assez surpris par le manque de transparence concernant les ressources financières mises à sa disposition. Il serait extrêmement utile qu'il puisse être informé, au début de chaque année ou du cycle d'établissement des rapports, du budget alloué, afin qu'il puisse établir son plan de mission sur le terrain et organiser d'autres activités liées au mandat. La pratique actuelle, qui consiste à demander l'autorisation au fur et à mesure des visites sans connaître le montant total des ressources disponibles, pose de graves problèmes eu égard aux priorités que le Rapporteur spécial pourrait souhaiter fixer pour l'exercice de ses fonctions. En vue d'accroître la transparence concernant le financement des mandats, le Rapporteur spécial souhaiterait demander à l'ONU de prêter attention à ce problème précis.

Publicité

703. Le Rapporteur spécial a également réfléchi à la question de la publicité faite à son mandat. Ces considérations pourraient également intéresser d'autres rapporteurs spéciaux ou groupes de travail, en particulier ceux qui interviennent dans le cadre de mandats portant sur des thèmes particuliers. A cet égard, il voudrait une fois de plus souligner l'importance de l'action des organisations non gouvernementales qui lui fournissent des informations. Il faudrait élargir au maximum la distribution des rapports et des informations sous forme de fiches de synthèse que le Centre pour les droits de l'homme publierait à leur intention de manière à les encourager à coopérer avec les procédures de la Commission des droits de l'homme. Les Centres d'information des Nations Unies implantés de par le monde pourraient jouer un rôle considérable à ce sujet. Il conviendrait également d'envoyer ces rapports aux bibliothèques, universités, centres de recherche, etc.

704. A ce propos, la présentation même des rapports constitue un problème. Le Rapporteur spécial est bien conscient que, dans sa forme actuelle, son rapport n'est pas bien attrayant. Certes, il fera de son mieux pour améliorer la partie qui le concerne - le contenu du rapport - pour faire un panorama d'ensemble du phénomène des exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires dans le monde, mais les instances compétentes au sein des Nations Unies pourraient envisager de modifier la présentation même du document. Le Rapporteur spécial imaginerait par exemple volontiers une couverture plus attrayante, avec une ou plusieurs couleurs mettant en relief le titre du rapport afin qu'il soit facilement reconnaissable, et l'inclusion d'illustrations, de photographies ou de cartes, le cas échéant.

705. Pour mieux faire connaître l'existence d'un mandat de la Commission des droits de l'homme sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, le Rapporteur spécial se propose également de fournir désormais plus d'informations à la presse. Ainsi, des conférences de presse pourraient être organisées à l'occasion de la présentation du rapport, mais également lorsque des situations spéciales exigent de prêter une attention particulière aux violations du droit à la vie, et les communiqués de presse pourraient être l'un des moyens adoptés à cette fin.

Prévention des exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires

706. Comme on l'a dit plus haut, malgré les dix années d'existence du mandat sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, le phénomène n'est pas aboli. Les violations du droit à la vie persistent sous des formes diverses - cas isolés, schémas plus méthodiques s'inscrivant dans une politique de non-intervention des autorités, ou massacres et menaces de mort s'intégrant dans une politique délibérée des Etats et qui parfois sont à la limite des crimes de guerre et du génocide. Tout en garantissant les droits des victimes de tels abus en matière de droits de l'homme ainsi que ceux de leurs familles, les efforts déployés par la communauté internationale en vue de contenir le phénomène des exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires à longue échéance doivent être concentrés sur les moyens de les empêcher. Ce pourrait être par exemple la volonté véritable, concrétisée par des mesures effectives de mise en oeuvre des normes internationales existantes ainsi que des efforts tendant à améliorer celles-ci lorsque des lacunes sont constatées. Une fois encore, le Rapporteur spécial engage la communauté internationale à concentrer tous ses efforts sur la prévention effective des violations du droit à la vie et tient à rappeler qu'il reste volontiers totalement disponible pour apporter sa collaboration et son assistance sans réserve à cette cause commune.
